

# **NI PATRIE NI FRONTIÈRES**

## **Traductions et débats**

Dossier URSS :

**EMMA GOLDMAN / LEON TROTSKY  
CHRIS HARMAN / MIKE MARTIN  
LOREN GOLDNER**

ACTUALITÉ : Mouvement des chômeurs... Voter « les yeux fermés » ?... Lutte Ouvrière... « Nouveau Parti anticapitaliste »... Limites de l'antisionisme...

**N° 1 - Septembre 2002**

« Le communiste moyen, qu'il soit fidèle à Trotsky ou à Staline, connaît aussi peu la littérature anarchiste et ses auteurs que, disons, un catholique connaît Voltaire ou Thomas Paine. L'idée même que l'on doit s'enquérir de la position de ses adversaires politiques avant de les descendre en flammes est considérée comme une hérésie par la hiérarchie communiste. »

*Emma Goldman*

# Sommaire

Lettre au lecteur.....	4
------------------------	---

## ARCHIVES

A propos d'Emma Goldman.....	5
------------------------------	---

<b>Emma Goldman</b> : <i>La vérité sur les bolcheviks</i> (1918).....	7
---	---

Un article enthousiaste en faveur de Lénine et des bolcheviks, écrit peu avant l'expulsion de l'auteur des États-Unis vers l'URSS.

<b>Emma Goldman</b> : <i>La révolution sociale est porteuse d'un changement radical de valeurs</i> (1923).....	12
--	----

Une réflexion éthique originale.

<b>Emma Goldman</b> : <i>Le communisme n'existe pas en URSS</i> (1935) .....	21
--	----

Une critique féroce de l'URSS sous Staline.

## DÉBATS

<i>Sur le débat entre Léon Trotsky et Emma Goldman</i> .....	28
--	----

<b>Léon Trotsky</b> : <i>Beaucoup de tapage à propos de Cronstadt</i> (1938) .....	29
--	----

<b>Léon Trotsky</b> : <i>Réponse à des questions de morale et d'Histoire</i> (1937).....	35
--	----

<b>Emma Goldman</b> : <i>Trotsky proteste beaucoup trop</i> (1938) .....	37
--	----

Ces trois textes présentent les principaux arguments du débat sur Cronstadt.

<i>Quelques enjeux actuels du débat sur la révolution russe</i> .....	46
---	----

<b>Chris Harman</b> : <i>Russie. Comment la révolution a été vaincue</i> (1967).....	47
--	----

L'auteur, dirigeant du SWP britannique, expose quelles sont, selon lui, les principales causes de la contre-révolution en Russie.

<b>Mike Martin</b> : <i>Les bolcheviks contre la classe ouvrière</i> .....	59
--	----

S'appuyant sur les travaux récents des historiens, l'auteur critique le plaidoyer de Chris Harman d'un point de vue libertaire.

## PERSPECTIVES

<b>Loren Goldner</b> : <i>Le communisme est la communauté humaine matérielle. Amadeo Bordiga et notre temps</i> .....	70
---	----

Un exposé clair et pédagogique sur l'analyse de Bordiga concernant la révolution russe et ses conséquences, accompagné d'hypothèses intéressantes sur l'évolution du capitalisme et celle du mouvement ouvrier.

## ACTUALITÉ

— Le mouvement des chômeurs en France.....	85
--	----

— Un amalgame criminel. A propos des limites de l'antisémitisme.....	98
--	----

— Les médias « de gauche » et Lutte Ouvrière.....	104
---	-----

— Comment Lutte Ouvrière se piège elle-même.....	109
--	-----

— De Malatesta à Arlette Laguiller : un gouffre révélateur.....	117
---	-----

— A ceux qui désirent former un « nouveau parti anticapitaliste ».....	118
--	-----

— « Voter les yeux fermés » : une curieuse conception de la démocratie.....	124
---	-----

— Pour un bulletin de traductions .....	131
---	-----

22 septembre 2002

Cher lecteur,

Tu as entre les mains le premier numéro de *Ni patrie ni frontières*, Comme son sous-titre l'indique, il s'agit d'un bulletin de « **traductions et de débats** ». Il sera donc pour l'essentiel constitué de textes **contradictaires** traduits d'autres langues et écrits par des militants de **différentes tendances**.

Ce numéro est centré sur la révolution russe de 1917, première révolution victorieuse dont les conséquences ont façonné, pour le meilleur et pour le pire, le mouvement ouvrier jusqu'à nos jours. Les textes choisis ont été écrits entre 1918 et 1991 et abordent certaines questions fondamentales sans épuiser le sujet. Nous publierons, dans de prochains numéros, d'autres textes inédits en français sur la question. Notre objectif n'est pas de définir une « ligne juste » afin de nous débarrasser définitivement, en quelques paragraphes, des difficultés posées par Octobre et ses conséquences, mais de faire réfléchir et de susciter des discussions. Les éléments de ce numéro donnent une petite idée du riche patrimoine dont les révolutionnaires disposent et qu'il ne tient qu'à eux d'enrichir davantage.

L'exemplaire que tu as entre les mains est en quelque sorte un **numéro zéro**. Il nous a semblé plus fructueux de donner immédiatement une forme concrète à ce projet plutôt que de discuter longuement du principe d'un tel bulletin avant de nous jeter à l'eau.

Cette démarche a cependant l'inconvénient de suggérer que cette petite revue a pris une forme définitive, alors que notre but est de susciter critiques et contributions afin de préciser, remodeler et améliorer notre projet.

Les textes non traduits sont tous signés par leurs auteurs, et n'expriment que des points de vue individuels, sauf « **Pour un bulletin de traductions** » (p. 149-150) qui a été discuté avec plusieurs camarades.

Un ami m'a fait justement remarquer que cette entreprise repose sur une sorte d'« éclectisme » ou « d'œcuménisme offensif ». **Eclectisme et œcuménisme** parce qu'aucun groupe ni individu ne détient la vérité — si tant est qu'elle existe ; **offensif**, parce qu'il ne s'agit pas de gommer les différences et les divergences, mais d'en débattre sereinement pour progresser ensemble, même si nous empruntons des routes séparées.

La balle est dans ton camp, ami lecteur. A toi de nous dire si ce projet t'intéresse et si tu veux nous donner un coup de main. (Y.C.)

# A propos d'Emma Goldman

**EMMA GOLDMAN** (1869-1940) est un personnage de premier plan de l'histoire de l'anarchisme et du féminisme. Née en Russie sous le tsarisme, elle connaît dès son enfance les pogroms antisémites, la répression sanglante contre les populistes russes et travaille à l'âge de 15 ans comme ouvrière, suite aux revers de fortune de ses parents. Refusant le mariage que veut lui imposer son père, elle part à 16 ans aux États-Unis où elle épouse un Américain, ce qui lui permet de s'établir dans le pays et d'être naturalisée. Révoltée par le procès truqué contre cinq anarchistes, puis leur pendaison, à Chicago, en 1887, après l'attentat à la bombe de Haymarket, elle s'investit à fond dans le mouvement libertaire local. Militante infatigable, oratrice talentueuse, elle sillonne les États-Unis pendant plus de vingt ans afin de récolter des fonds pour diverses causes et défendre ses idées. « Emma la Rouge », comme l'appelle la grande presse, combat pour le droit des femmes à l'égalité et à l'indépendance. Elle aide les ouvrières dans leur lutte pour s'organiser en syndicats et obtenir la journée de 8 heures. Vivant chichement de toutes sortes de petits boulots, elle collectionne les arrestations et les peines de prison (près de quatre ans en tout) à cause de ses discours et ses actions pour la contraception, puis contre la Première Guerre mondiale. Emma Goldman irrite les féministes américaines : ces dernières ne comprennent pas pourquoi Emma refuse de combattre pour le droit de vote des femmes et sont scandalisées par ses positions sur l'amour libre, contre le mariage et pour la révolution sociale. Et elle exaspère aussi certains de ses camarades anarchistes : elle ira jusqu'à fouetter, à la tribune d'un meeting, le grand dirigeant anar de l'époque, Joachim Most, avant de quitter dignement la salle, parce que Most refusait de soutenir Alexandre Berkman condamné à 22 ans de prison après avoir tenté d'assassiner un patron de choc.

Avec Berkman, Emma Goldman anime pendant seize ans un hebdomadaire d'agitation *Mother Earth* (La Terre Mère) qui lui occasionne bien des déboires avec la police et la justice. Son opposition résolue à la conscription obligatoire et ses positions antimilitaristes durant la Première Guerre mondiale lui valent une condamnation à deux ans d'emprisonnement. Elle est ensuite déchue de sa nationalité américaine (pour y parvenir, le gouvernement américain ira jusqu'à dénaturer son premier mari !) et expulsée des États-Unis en 1919 en compagnie de 248 autres militants russes, ouvriers anarchistes pour la plupart. Après un séjour de deux ans en URSS, elle perd toute illusion sur le bolchevisme et réussit à quitter la « patrie du socialisme » avant d'être arrêtée. Elle vit alors en Angleterre, en Espagne et enfin au Canada où elle continue, dans des conditions d'extrême précarité, son combat pour la révolution jusqu'à sa mort, en 1940.

*La vérité sur le bolchevisme* est paru dans *Mother Earth* en 1918. Cet article permet de comprendre pourquoi certains libertaires, dont Emma Goldman, ont soutenu avec enthousiasme Lénine et les bolcheviks au début de la révolution.

*La révolution sociale est porteuse d'un changement radical de valeurs* (1924) est la postface d'un livre inédit en français (*My Dillusionment in Russia*) qui constitue en quelque sorte le pendant du *Mythe bolchevik* d'Alexandre Berkman, puisque les deux amis se trouvaient à la même époque en Russie. Ce chapitre défend une conception éthique originale de la révolution sociale.

*Le communisme n'existe pas en Russie* (1935) démonte quelques mythes de la propagande stalinienne sur l'URSS, mythes qui malheureusement ne sont pas morts avec la chute du Mur.

*Trotsky proteste beaucoup trop* a été publié en 1938 sous forme de brochure à Glasgow, en Écosse, par la Fédération anarchiste communiste (Anarchist Communist Federation) et constitue une réponse à un article de Trotsky que nous reproduisons dans ce bulletin et qui a déjà traduit en français et publié dans ses *Oeuvres*.

Emma Goldman parle d'abord en témoin, puisqu'elle a séjourné en URSS entre décembre 1919 et octobre 1921, à un moment charnière de l'histoire de la révolution. Sans se perdre dans des

considérations théoriques fumeuses, elle va droit à l'essentiel : les conditions de vie de la population, la mobilisation des ouvriers et des paysans contre la dictature du Parti bolchevik, la solidarité entre les marins de Cronstadt et les ouvriers affamés de Petrograd. Elle démonte également certains mécanismes de ce qu'il faut bien appeler l'École trotskyste de déformation de l'histoire, école qui continue à sévir de nos jours, bien que les groupes se réclamant de l'Opposition de gauche puis de la Quatrième Internationale aient été eux-mêmes victimes d'une longue campagne de calomnies (et d'assassinats) menée par les partis staliniens.

Tout en polémiquant sans pitié avec Trotsky, Emma Goldman exprime son empathie vis-à-vis des terribles épreuves personnelles que son adversaire politique a traversées, attitude suffisamment rare pour être soulignée. Elle n'oublie jamais qu'elle débat avec un être humain, et se garde de le démoniser, comme c'est le cas si souvent dans les débats politiques.

Ce texte se termine par quelques lignes sur la guerre d'Espagne, durant laquelle Emma Goldman déploya tous ses efforts pour soutenir les anarchistes, sans pour autant leur ménager ses critiques (« Dès le moment où les dirigeants de la CNT-FAI sont entrés dans les ministères et se sont soumis aux conditions imposées par la Russie soviétique en échange de quelques armes, j'ai pressenti le prix que nos camarades allaient inévitablement payer (...). La participation des anarchistes au gouvernement et les concessions faites à la Russie ont causé un dommage presque irréparable à la révolution », juillet 1937, « L'Espagne et le monde »). (Y.C.)

## POUR EN SAVOIR PLUS

### Livres traduits en français

Berkman, Alexandre, *Le Mythe bolchevik. Journal. 1920-1922*, [suivi de « A contre-courant » (Anti-climax)], traduction de M. Zaoui, préface de M. Zalzman, La Digitale-Calligrammes, Quimperlé, 1987, 304 p. ; rééd., suivi de « La Grande Désillusion », 1996, 308 p.

Berkman Alexandre, *La Tragédie russe. Étude critique, perspectives*, trad. de Marie-May Nielsen, éd. du Réfractaire-Les Amis de Louis Lecoin, Paris, 1977, 55 p.

Berkman, Alexandre, *Mémoires de prison d'un anarchiste*, trad. de l'américain Hervé Dénès, Paris, Presses de la Renaissance, 1977, 383 p.

Goldman, Emma, *L'Épopée d'une anarchiste : New York 1886-Moscou 1920*, trad., éd. Cathy Bernheim, Annette Lévy-Willard, Paris, Hachette, 1979, 316 p. Réédité en poche chez Complexe, 2002.

Goldman, Emma, *L'Individu, la société et l'État*, trad. Marie-May Nielsen, préf. May Piqueray, Paris, Amis de Louis Lecoin /Réfractaire, 1977.

Goldman, Emma, *La Tragédie de l'émancipation féminine ; suivi de Du mariage et de l'amour*, éd., trad., Annick Houel, Denise Berthaud, Marie Hazan, Claire Auzias-Gelineau. Paris, Syros, 1978, 112 p.

### Ouvrages disponibles en anglais

- *Red Emma speaks*, anthologie d'articles et de brochures, éd. par A.K. Shulman, 3<sup>e</sup> éd., Humanity Books, 464 p., États-Unis

- Goldman, Emma, *Anarchism and other essays*, éd. par R. Drinnon (presque tous les textes de ce recueil se trouvent également dans l'ouvrage précédent), Dover Publications, 271 p., États-Unis

- Goldman, Emma, *The social significance of modern drama* (1914), 1987, Applause Theater Book Publishers, 174 p., États-Unis Analyant la signification sociale du théâtre, l'auteur passe en revue l'œuvre dramatique de dix-huit auteurs, d'Ibsen à Tchekov en passant par G. Bernard Shaw et E. Rostand.

- *The Alexander Berkman reader*, éd. par Gene Fellner, Four Walls Eight Windows, New York, États-Unis, 1992, 354 p. Anthologie de textes assez limitée car elle contient surtout l'autobiographie de Berkman (*Mémoires de prison d'un anarchiste*) et un livre intitulé *What is anarchist communism ?* (Qu'est-ce que le communisme libertaire ?) que nous publierons dans l'un de nos prochains numéros.

**Textes disponibles en anglais sur Internet** : site Anarchist Archives et ses liens.

[http://dwardmac.pitzer.edu/Anarchist\\_Archives/index.html](http://dwardmac.pitzer.edu/Anarchist_Archives/index.html)

# La vérité sur les bolcheviks

Emma Goldman

(Brochure publiée par *Mother Earth* en 1918, inédite en français.)

*Ce texte est ma dernière contribution avant de rejoindre la prison de Jefferson City, Missouri, pour deux ans. Je le dédie aux bolcheviks de Russie en hommage à leur œuvre glorieuse et à la façon dont leur exemple inspire l'essor du bolchevisme en Amérique.*

Il est essentiel que le peuple américain comprenne le véritable sens de l'œuvre des bolcheviks, leurs origines et le contexte historique de leur action. Leurs positions et le défi qu'ils ont lancé au monde ont une importance vitale pour les masses.

*Bolchevik* est un mot russe. Il désigne les révolutionnaires qui représentent les intérêts des groupes sociaux les plus importants et défendent les revendications sociales et économiques maximales pour ces groupes.

Lors du congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie en 1903, les révolutionnaires les plus radicaux, exaspérés par la tendance croissante au compromis et à la réforme dans ce parti, organisèrent la tendance bolchevik qui s'opposa à celle des mencheviks.

Ces derniers voulaient se contenter de progresser lentement, réforme après réforme, pas à pas. Nikolai Lénine et plus tard Trotsky ont été les premiers artisans de la séparation entre les deux tendances (1).

Ils ont depuis travaillé incessamment à construire le Parti bolchevik sur des bases révolutionnaires solides, tout en conservant cependant la théorie et les raisonnements marxistes.

Puis s'est produit le miracle des miracles, la révolution russe de 1917. Pour les politiciens à l'intérieur et à l'extérieur des différents groupes socialistes, cette révolution s'est résumée au renversement du tsar et à l'établissement d'un gouvernement libéral ou quasiment socialiste.

Mais Lénine et Trotsky, ainsi que leurs partisans, ont compris que la révolution avait une dimension plus profonde, et ont donc eu la sagesse de réagir — poussés par les besoins impérieux et l'éveil du peuple russe lui-même plus que par leurs propres positions théoriques.

C'est pourquoi la révolution russe constitue un miracle à plusieurs titres. Elle fourmille de paradoxes extraordinaires : nous voyons en effet des

sociaux-démocrates marxistes, Lénine et Trotsky, adopter une tactique révolutionnaire anarchiste, tandis que des anarchistes (Kropotkine, Tcherkesov, Tchaikovsky) critiquent cette tactique en adoptant un raisonnement marxiste qu'ils ont rejeté toute leur vie comme un produit de la « métaphysique allemande ».

La révolution russe représente vraiment un miracle. Chaque jour, elle démontre combien toutes les théories sont insignifiantes en comparaison de l'acuité de la prise de conscience révolutionnaire du peuple.

Les bolcheviks de 1903, bien qu'ils fussent révolutionnaires, adhéraient à la doctrine marxiste : la Russie devait connaître une phase d'industrialisation, et la bourgeoisie accomplir sa mission historique. Cette phase indispensable de l'évolution devait se déployer avant que les masses russes puissent intervenir pour jouer leur propre rôle. Mais les bolcheviks de 1918 ont cessé de croire en la fonction prédestinée de la bourgeoisie. Ils ont été bousculés et poussés en avant par les vagues de la révolution au point d'adopter le point de vue défendu par les anarchistes depuis Bakounine. Selon ce dernier, en effet, lorsque les masses deviennent conscientes de leur pouvoir économique, elles font leur propre histoire et se libèrent des traditions et processus légués par un passé mort, traditions qui — comme les traités secrets — naissent autour d'une table ronde et ne sont pas dictées par la vie elle-même.

En d'autres termes, les bolcheviks aujourd'hui ne représentent pas seulement un groupe limité de théoriciens mais une Russie dynamique qui connaît une nouvelle naissance. Jamais Lénine et Trotsky n'occuperaient la place importante qu'ils occupent s'ils avaient continué à répéter leurs formules théoriques toutes faites. Ils écoutent attentivement le pouls du peuple russe. Celui-ci, même s'il ignore encore comment s'exprimer parfaitement, sait faire

valoir ses exigences de façon bien plus puissante à travers l'action. Cependant, cela ne diminue pas l'importance de Lénine, Trotsky et des autres figures héroïques qui impressionnent l'humanité par leur personnalité, leur vision prophétique et leur farouche esprit révolutionnaire.

Il n'y a pas très longtemps encore, Trotsky et Lénine étaient dénoncés comme des « agents de l'Allemagne » à la solde du Kaiser. Seuls ceux qui gobent encore les mensonges des journaux, et ne connaissent rien de ces deux hommes, peuvent accorder foi à de telles accusations. Rien n'est plus méprisable ou minable que d'accuser quelqu'un d'être un « agent allemand » parce qu'il refuse de croire à des phrases ronflantes du genre : « Il faut nous battre afin d'assurer la sécurité du monde pour défendre la démocratie. » Alors que cette démocratie est fouettée à Tulsa, lynchée à Butte, jetée en prison, outragée et bannie de nos propres côtes.

Lénine et Trotsky n'ont pas besoin de se justifier. Aux crédules, à ceux qui pensent que les journalistes « ne mentent jamais », précisons tout de même que, lorsque Trotsky se trouvait aux États-Unis, il vivait dans un immeuble minable et était si démuni qu'il avait tout juste de quoi manger. Certes, l'un des quotidiens socialistes juifs les plus prospères lui offrit une position confortable, à condition qu'il apprenne à faire des compromis et à mettre en veilleuse son zèle révolutionnaire. Trotsky préféra rester pauvre et garder le respect de lui-même. Lorsqu'il décida de retourner en Russie, au début de la révolution, ses amis organisèrent une collecte pour payer son voyage — telle était la situation financière de ce prétendu « agent allemand ».

Quant à Lénine, toute sa vie il a lutté sans relâche pour la Russie. Ses idéaux révolutionnaires sont en quelque sorte le fruit d'un héritage. Son frère fut exécuté sur l'ordre du tsar. Lénine avait donc aussi une raison personnelle pour haïr l'autocratie et consacrer sa vie à la libération de la Russie. Quelle absurdité d'accuser un homme comme lui de sympathies pour l'impérialisme allemand ! Mais même les bruyants calomnieurs de Lénine et Trotsky ont été réduits à un silence honteux par les puissantes personnalités et l'intégrité incorruptible de ces grandes figures de la révolution.

Dans un sens, il n'est guère surprenant que peu de gens aux États-Unis comprennent ce que représentent les bolcheviks. La révolution russe reste encore une énigme pour l'esprit américain. Ignorant souverainement ses propres traditions révolutionnaires, toujours en adoration devant la majesté de l'État, l'Américain moyen a appris à croire que

la révolution n'a aucune justification dans son propre pays et que dans « la Russie obscurantiste » elle devait uniquement servir à se débarrasser du tsar. A condition qu'elle se déroule de façon civilisée et qu'elle présente avec respect ses excuses à l'autocrate de Moscou. De plus, maintenant qu'un gouvernement aussi stable que le nôtre a pris les rênes, les Russes devraient aussitôt suivre notre exemple et « soutenir le Président comme un seul homme ».

Imaginez donc la surprise de l'Américain moyen lorsque les Russes, après avoir chassé le tsar et supprimé la monarchie elle-même, ont expulsé les « libéraux » du genre de Milioukov et de Lvov, et même le socialiste Kerenski, par la même porte que le tsar. Enfin, pour couronner le tout, sont arrivés les bolcheviks, qui se déclarent hostiles à la fois au roi et à tous les maîtres, propriétaires terriens et capitalistes. C'est vraiment trop pour l'esprit démocratique des Américains.

Heureusement pour la Russie, ses habitants n'ont jamais profité des bienfaits de la Démocratie, de ses valeurs institutionnalisées, légalisées, classifiées de l'éducation et de la culture, valeurs qui sont « toutes cousues à la machine et se défont au premier accroc ».

Les Russes sont un peuple terre à terre, dont l'esprit n'a été ni gâté ni corrompu. Pour eux, la révolution ne s'est jamais résumée à des jeux politiques, au remplacement d'un autocrate par un autre. Ce n'est pas dans des écoles guindées dirigées par des maîtres stériles ni dans des manuels poussiéreux que le peuple russe a fait son apprentissage au cours des cent dernières années. C'est grâce à ses grands martyrs révolutionnaires, aux esprits les plus nobles que le monde ait jamais connus, que le peuple a appris le sens de la révolution ; il sait qu'elle signifie un profond changement économique et social, enraciné dans les besoins et les espoirs des gens et que la révolution ne prendra fin que lorsque les déshérités auront touché leur dû.

En un mot, le peuple russe a vu dans le renversement de Nicolas II **le début — et non la fin** — de la révolution.

Plus que la tyrannie du tsar, le moujik détestait la tyrannie du collecteur d'impôts que lui envoyait le propriétaire terrien pour lui voler sa dernière vache ou son dernier cheval, et finalement lui enlever sa terre elle-même, ou pour le fouetter et le traîner en prison lorsqu'il ne pouvait pas payer ses impôts.

Que lui importait, au moujik, que le tsar fût chassé de son trône, si son ennemi direct, le *barine* (le maître) continuait à avoir les clés de sa vie — la terre ? *Matoushka Zemlya* (la Terre Mère), tel est le surnom affectueux que la langue russe attribue à

la terre. Pour les Russes, la terre est tout, la joie, la source de la vie, la nourrice, la *Matoushka* aimée (la Petite Mère).

La révolution russe ne signifie rien pour le moujik, si elle ne libère pas la terre et ne détrône pas le propriétaire terrien, le capitaliste, après avoir chassé le tsar. Ceci explique le fondement historique de l'action des bolcheviks, leur justification sociale et économique. Les bolcheviks ne sont puissants que parce qu'ils représentent le peuple. Dès qu'ils ne défendent plus ses intérêts, ils devront partir, tout comme le gouvernement provisoire et Kerenski ont dû le faire.

Car le peuple russe ne sera satisfait que lorsque la terre et les moyens de subsistance deviendront la propriété des enfants de la Russie. Sinon le bolchevisme disparaîtra.

Pour la première fois depuis des siècles, les Russes ont décidé qu'ils devaient être écoutés, et que leurs voix allaient atteindre non pas le cœur des classes dirigeantes — ils savent qu'elles n'en ont pas — mais celui des peuples du monde, y compris le peuple américain. C'est là que réside l'importance capitale, le sens fondamental de la révolution russe, révolution symbolisée par les bolcheviks.

Partant de la prémisse historique que toutes les guerres sont des guerres capitalistes, et que les masses n'ont aucun intérêt à renforcer les desseins impérialistes de leurs exploités, les bolcheviks insistent pour conclure la paix et exiger qu'il n'y ait ni indemnités ni annexions prévues dans les traités.

Pour commencer, la Russie a été saignée au cours d'une guerre ordonnée par un tsar sanguinaire. Pourquoi les Russes devraient-ils continuer à sacrifier le meilleur de leurs hommes qui pourraient être employés à une tâche plus utile, comme la reconstruction du pays par exemple ? Pour construire un monde plus sûr pour la démocratie ? Quelle farce ! Les Alliés n'ont-ils pas perdu tout droit à la sympathie du peuple russe dès lors qu'ils ont lié le sort de leur Déesse, la Démocratie, à celui du knout de l'autocratie russe ? Comment peuvent-ils oser se plaindre que la Russie désire ardemment la paix, alors qu'elle vient de se débarrasser, avec succès, de l'héritage de siècles d'oppression !

Les Alliés sont-ils sincères, lorsqu'ils nous vantent les mérites de la Démocratie ? Pourquoi donc, dans ce cas, ont-ils refusé de reconnaître la révolution russe, et ce bien avant que les « terribles bolcheviks » en aient pris la direction ? L'Angleterre, ce pays qui prétend défendre la liberté des petites nations, et maintient prisonnières entre ses griffes l'Inde et l'Irlande, n'a rien voulu savoir de la révo-

lution russe. La France, ce prétendu berceau de la Liberté, a rejeté le délégué russe venu assister à sa conférence pour la paix. Certes, les États-Unis ont reconnu la Russie révolutionnaire, mais seulement parce qu'ils espéraient que Milioukov ou Kerenski resteraient au pouvoir. Dans de telles circonstances, pourquoi la Russie continuerait-elle à participer à la guerre ?

Les bolcheviks ont déjà administré une leçon au monde : ils ont montré que les négociations sur la paix doivent être lancées par les peuples eux-mêmes.

Ceux qui déclenchent les guerres et en tirent profit ne peuvent proclamer la paix. Il s'agit d'une des contributions les plus importantes que les bolcheviks aient apportées au progrès de l'humanité. Ils pensent que les discussions sur la paix doivent être menées ouvertement, franchement, avec le consentement total des peuples représentés.

Les bolcheviks ne se livreront à aucune des intrigues diplomatiques secrètes qui aboutissent à trahir les peuples, et les mènent à d'inévitables désastres.

Sur cette base, les bolcheviks ont invité les autres puissances à participer à la conférence générale pour la paix qui s'est tenue à Brest-Litovsk.

Leur suggestion n'a suscité que le mépris. Les prétentions démocratiques des Alliés, lorsqu'elles sont mises à l'épreuve, se sont révélées bien creuses. La trahison des Alliés qui ont abandonné le peuple russe autorise les bolcheviks à conclure une paix séparée. Après avoir été rejetés par les Alliés, ils n'ont aucune honte à déclarer qu'ils veulent conclure une paix séparée.

Abandonnés par les Alliés, les bolcheviks ne sont pas moins forts. Trotsky a su exprimer l'influence morale des bolcheviks en énonçant ce paradoxe apparent : « Notre faiblesse sera notre force. » Faibles car ils ne disposent pas des instruments de l'autocratie, les bolcheviks sont forts parce qu'ils possèdent un objectif révolutionnaire commun. L'opinion morale du monde sera plus profondément influencée par le désir sincère des Russes d'agir honnêtement à la table des négociations de paix que par tous les faux-fuyants, les connivences et l'hypocrisie de diplomates cultivés.

Les bolcheviks exigent que les obligations et les indemnités contractées par les classes dirigeantes soient récusées. Pourquoi devraient-ils respecter les engagements pris par le tsar ? Le peuple n'a pas souscrit à ces engagements ; il ne s'est pas engagé envers les autres pays belligérants ; on ne l'a pas davantage consulté pour savoir s'il voulait être massacré que l'on a consulté le peuple américain à ce sujet. Pourquoi les Russes devraient-ils payer

pour les crimes d'un autocrate ? Pourquoi devraient-ils léguer à leurs enfants, et aux enfants de leurs enfants, des prêts pour faire la guerre et ensuite payer des indemnités ? Les bolcheviks affirment que les accords ou les contrats conclus par les ennemis du peuple doivent être assumés par ces individus et non par le peuple lui-même. Si le tsar s'est engagé auprès d'autres pays, les États débiteurs devraient le faire extradier et le rendre responsable des traités qu'il a signés. Mais les bolcheviks considèrent que le peuple n'a jamais été consulté, qu'il a combattu et versé son sang et sacrifié sa vie pendant trois ans et demi. Donc ils ne paieront que les dettes qu'ils ont contractées eux-mêmes, en toute connaissance de cause et pour un objectif approuvé par le peuple. Tels sont les seuls prêts, dettes et indemnités de guerre qu'ils entendent payer. Les bolcheviks n'ont pas de projet impérialiste. Ils combattent pour la liberté (2), et ceux qui défendent les principes de la liberté ne veulent pas annexer d'autres peuples et d'autres pays. En vérité, un authentique libertaire ne cherchera jamais à annexer d'autres individus, car pour lui tant qu'une seule nation, un seul peuple ou un seul individu est réduit en esclavage, il est également en danger.

C'est pourquoi les bolcheviks exigent une paix sans annexions ni indemnités. Ils ne se sentent pas moralement obligés de respecter les engagements pris par le tsar, le Kaiser ou d'autres dirigeants impérialistes.

On accuse les bolcheviks de trahir les Alliés. A-t-on demandé au peuple russe s'il voulait se joindre aux Alliés ? Les bolcheviks sont des communistes, ils défendent, avec toute la passion et l'intensité de leur être, le principe de l'internationalisme. « Nos alliés, déclarent-ils, ne sont pas les gouvernements de l'Angleterre, de la France, de l'Italie ou des États-Unis ; nos alliés sont les peuples anglais, français, italien, américain et allemand. Ce sont nos seuls amis, et nous ne nous les trahisons ni ne les décevrons jamais. Nous voulons servir nos alliés, les peuples du monde, et non les classes dirigeantes, les diplomates, les Premiers ministres, tous ces messieurs qui déclenchent les guerres. »

Telle est, jusqu'à présent, la position des bolcheviks. Ils ont mis en pratique cette politique au cours des dernières semaines, lorsqu'ils se sont aperçus que les traités de paix allemands impliquaient la mise en esclavage et la dépendance d'autres peuples. « Nous voulons la paix, affirment-ils. Nous la demandons pour nous-mêmes parce que nous sommes persuadés que notre paix poussera d'autres peuples à exiger et faire la paix, que les classes dirigeantes le veuillent ou pas. »

Dans une lettre au « citoyen ambassadeur » de Perse, Trotsky a écrit : « Le traité anglo-russe de 1907 était dirigé contre la liberté et l'indépendance du peuple perse : il est donc définitivement annulé et caduc. De plus, nous dénonçons tous les accords qui ont précédé et suivi ledit accord et qui pourraient restreindre les droits du peuple perse à une existence libre et indépendante. »

Les bolcheviks sont accusés de prendre possession des terres. C'est une terrible accusation ... si l'on croit en l'inviolabilité de la propriété privée. L'atteinte à la propriété est considérée comme le plus grave des crimes. Certains peuvent justifier le massacre d'êtres humains mais la propriété privée est, à leurs yeux, sacrée et inviolable. Heureusement, les bolcheviks ont tiré les leçons du passé. Ils savent que, dans le passé, plusieurs révolutions ont échoué parce que les masses n'avaient pas pris possession des moyens de subsistance.

Les bolcheviks ont commis un autre crime terrible — ils se sont emparés des banques. Ils se sont souvenus que, durant la Commune de Paris, lorsque les femmes et les enfants mouraient de faim dans les rues, les communards ont commis l'erreur d'envoyer leurs camarades protéger la Banque de France, et qu'ensuite le gouvernement français a utilisé les fonds de cette même banque pour libérer cinq cent mille prisonniers de guerre qui ont marché sur Paris et noyé la Commune dans le sang de 30 000 ouvriers français .

A l'époque, en 1871, la bourgeoisie française n'était pas gênée que ses soldats utilisent des fusils allemands pour massacrer le peuple français. « La fin justifiant les moyens », la bourgeoisie n'a pas hésité, et n'hésitera pas, à utiliser les armes pour maintenir sa domination.

Les bolcheviks ont soigneusement étudié l'histoire. Ils n'ignorent pas que les classes dirigeantes préféreraient même que le tsar ou le Kaiser restent au pouvoir plutôt que triomphe la révolution. Ils savent que si la bourgeoisie pouvait conserver les richesses qu'elle a volées au peuple sous forme de terres et de capitaux, elle soudoierait le diable lui-même pour échapper à la révolution. Affamé et sans ressources, le peuple risquerait fort de succomber face à ce cruel marchandage.

C'est pourquoi les bolcheviks ont pris possession des banques et appellent les paysans à confisquer les terres. Ils n'ont aucun désir de rendre à l'État les banques et les terres, les matières premières et les produits des efforts du Travail. Les bolcheviks désirent placer toutes les ressources naturelles et les richesses du pays entre les mains du peuple pour une propriété et un usage communs,

parce que le peuple russe est communiste par instinct et par tradition, et qu'il n'a ni le besoin ni le désir d'un système fondé sur la concurrence.

Les bolcheviks concrétisent les rêves, les espoirs, le fruit des discussions publiques et privées de beaucoup de gens. Ils sont en train de construire un nouvel ordre social qui émergera du chaos et des conflits qu'ils doivent maintenant affronter.

Pourquoi tant de révolutionnaires russes sont-ils opposés aux bolcheviks ? Certains des hommes et des femmes les plus brillants de ce peuple comme notre chère Babouchka Breshkovskaia, Pierre Kropotkine et d'autres sont hostiles aux bolcheviks. Ces personnes de grande valeur se sont laissé abuser par l'éclat fallacieux du libéralisme politique incarné par la France républicaine, l'Angleterre constitutionnelle et l'Amérique démocratique. Elles doivent encore comprendre — hélas ! — que la ligne de démarcation entre le libéralisme et l'autocratie n'est qu'imaginaire. Il n'existe en fait qu'une seule différence entre les deux : les peuples qui vivent sous un régime autocratique savent qu'ils sont réduits en esclavage ; ils aiment la liberté au point qu'ils sont prêts à se battre et à mourir pour elle ; par contre, ceux qui vivent dans une démocratie imaginent qu'ils sont libres et se satisfont de leurs chaînes.

Les révolutionnaires russes qui s'opposent aux bolcheviks se rendront rapidement compte que ces derniers représentent les principes les plus fondamentaux et les plus élevés de la liberté humaine et du bien-être économique.

Mais que feront les bolcheviks s'ils rencontrent l'opposition de tous les autres gouvernements ? Il n'est pas impossible que si les bolcheviks arrivent à contrôler totalement le pouvoir économique et social en Russie, les gouvernements alliés fassent cause commune avec l'impérialisme allemand pour les écraser. On peut prédire, sans risque de se tromper, que des éléments impérialistes se joindront à la bourgeoisie pour éliminer la révolution russe.

Les bolcheviks ont parfaitement conscience de ces dangers et ils utilisent les moyens les plus efficaces pour les combattre. Leur influence sur le prolétariat allemand et autrichien est incommensura-

ble. Les prisonniers allemands, en revenant au pays, emportent avec eux le message du bolchevisme dans leurs tranchées et leurs casernes, dans les champs et les usines, et ils font prendre conscience au peuple qu'un seul pouvoir peut écraser l'autocratie. Le travail éducatif des bolcheviks parmi le peuple allemand commence à avoir de l'effet. Il a certainement déjà accompli cent fois plus que tous les discours des Alliés sur la nécessité d'étendre la révolte aux Empires centraux.

Même si les bolcheviks ne réussissent pas à concrétiser leur rêve magnifique, à mettre en pratique leurs conceptions et la paix universelle, leur tentative de s'allier avec tous les peuples opprimés, de donner la terre aux paysans et de permettre aux ouvriers qui produisent les richesses de jouir des choses qu'ils produisent — le fait même qu'ils existent et qu'ils exigent tout cela exercera une telle influence sur le reste de l'humanité que les êtres humains ne pourront plus jamais être aussi banaux, ordinaires et satisfaits d'eux-mêmes qu'ils l'étaient avant que les bolcheviks apparaissent à l'horizon de la vie humaine.

Tel est le rôle que les bolcheviks jouent dans nos vies, dans les vies des Allemands, des Français et de tous les autres peuples. Nous ne pourrons plus jamais être les mêmes, parce que chaque fois que nous serons envahis par le désespoir, le pessimisme, chaque fois que nous croirons que tout est fini, nous nous tournerons vers la Russie. Et là-bas le Grand Espoir qui s'est incarné dans les bolcheviks chassera le voile noir qui s'est abattu sur nos cœurs, nous incitant à haïr nos frères, paralysant notre esprit et enchaînant nos membres, nous faisant plier le dos et émasculant nos volontés.

Les bolcheviks sont venus pour défier le monde. Celui-ci ne pourra plus jamais se reposer dans sa vieille indolence sordide. Il doit accepter le défi. Il l'a déjà accepté en Allemagne, en Autriche et en Roumanie, en France et en Italie, et même aux Etats-Unis. Comme une lumière soudaine, le bolchevisme se répand dans le monde entier, éclairant la Grande Vision, la réchauffant pour lui permettre de naître — la Nouvelle Vie de la fraternité humaine et du bien-être social.

1. Cette affirmation est inexacte en ce qui concerne Trotsky puisque ce dernier chercha pendant des années à réconcilier les deux fractions du P.O.S.D.R., ce qui lui fut abondamment reproché après 1923 par Staline et ses épigones, pour lesquels la vérité était une et indivisible (*N.d.T.*)
2. Emma Goldman emploie à trois reprises le mot « libertarian » (libertaire) pour désigner les bolcheviks mais j'ai atténué ici l'expression de son enthousiasme, supposant qu'elle emploie ce terme dans le sens de « partisan de la liberté » plutôt que comme synonyme d' « anarchiste » (*N.d.T.*).

# La révolution sociale est porteuse d'un changement radical de valeurs

(Postface à *My Disillusionment in Russia*, ouvrage publié en 1923 et inédit en français. Le titre de cet extrait a été choisi par nous.)

## Emma Goldman

1. Les critiques socialistes, mais non bolcheviks, de l'échec de la Russie affirment que la révolution a échoué parce que l'industrie n'avait pas atteint un niveau de développement suffisant dans ce pays. Ils se réfèrent à Marx, pour qui la révolution sociale était possible uniquement dans les pays dotés d'un système industriel hautement développé, avec les antagonismes sociaux qui en découlent. Ces critiques en déduisent que la révolution russe ne pouvait être une révolution sociale et que, historiquement, elle était condamnée à passer par une étape constitutionnelle, démocratique, complétée par le développement d'une industrie avant que le pays ne devienne économiquement mûr pour un changement fondamental.

Ce marxisme orthodoxe ignore un facteur plus important, et peut-être même plus essentiel, pour la possibilité et le succès d'une révolution sociale que le facteur industriel. Je veux parler de la conscience des masses à un moment donné. Pourquoi la révolution sociale n'a-t-elle pas éclaté, par exemple, aux États-Unis, en France ou même en Allemagne ? Ces pays ont certainement atteint le niveau de développement industriel fixé par Marx comme le stade culminant. En vérité, le développement industriel et les puissantes contradictions sociales ne sont en aucun cas suffisants pour donner naissance à une nouvelle société ou déclencher une révolution sociale. La conscience sociale et la psychologie nécessaires aux masses manquent dans des pays comme les États-Unis et ceux que je viens de mentionner. C'est pourquoi aucune révolution sociale n'a eu lieu dans ces régions.

De ce point de vue, la Russie possédait un avantage sur les pays plus industrialisés et « civilisés ». Certes, elle était moins avancée sur le plan industriel que ses voisins occidentaux, mais la conscience des masses russes, inspirée et aiguisée par la révolution de Février, progressait si rapidement qu'en quelques mois le peuple fut prêt à accepter des slogans ultra-révolutionnaires comme « Tout le pouvoir aux soviets » et « La terre aux paysans, les usines aux ouvriers ».

Il ne faut pas sous-estimer la signification de ces mots d'ordre. Ils exprimaient, dans une large mesure, la volonté instinctive et semi-consciente du

peuple, la nécessité d'une complète réorganisation sociale, économique et industrielle de la Russie. Quel pays, en Europe ou en Amérique, est prêt à mettre en pratique de tels slogans révolutionnaires ? Pourtant, en Russie, au cours des mois de juin et juillet 1917, ces mots d'ordre sont devenus populaires ; ils ont été repris activement, avec enthousiasme, sous la forme de l'action directe, par la majorité de la population paysanne et ouvrière d'un pays de plus de 150 millions d'habitants. Cela prouve l'« aptitude », la préparation du peuple russe pour la révolution sociale.

En ce qui concerne la « maturité » économique, au sens marxien du terme, il ne faut pas oublier que la Russie est surtout un pays agraire. Le raisonnement implacable de Marx présuppose la transformation de la population paysanne en une société industrielle, hautement développée, qui fera mûrir les conditions sociales nécessaires à une révolution. Mais les événements de Russie, en 1917, ont montré que la révolution n'attend pas ce processus d'industrialisation et — plus important encore — qu'on ne peut faire attendre la révolution. Les paysans russes ont commencé à exproprier les propriétaires terriens, et les ouvriers se sont emparés des usines, sans prendre connaissance des théorèmes marxistes. Cette action du peuple, par la vertu de sa propre logique, a introduit la révolution sociale en Russie, bouleversant tous les calculs marxistes. La psychologie du Slave a prouvé qu'elle était plus solide que toutes les théories social-démocrates.

Cette conscience se fondait sur un désir passionné de liberté, nourri par un siècle d'agitation révolutionnaire parmi toutes les classes de la société. Heureusement, le peuple russe est resté assez sain sur le plan politique : il n'a pas été infecté par la corruption et la confusion créées dans le prolétariat d'autres pays par l'idéologie des libertés « démocratiques » et du « gouvernement au service du peuple ». Les Russes sont demeurés, sur ce plan, un peuple simple et naturel, qui ignore les subtilités de la politique, des combines parlementaires et les arguties juridiques. D'un autre côté, son sens primitif de la justice et du bien était robuste, énergique, il n'a jamais été contaminé par les finasseries destruc-

trices de la pseudo-civilisation. Le peuple russe savait ce qu'il voulait et n'a pas attendu que des « circonstances historiques inévitables » le lui apportent sur un plateau : il a eu recours à l'action directe. Pour lui, la révolution était une réalité, pas une simple théorie digne de discussion.

C'est ainsi que la révolution sociale a éclaté en Russie, en dépit de l'arriération industrielle du pays. Mais faire la révolution n'était pas suffisant. Il fallait aussi qu'elle progresse et s'élargisse, qu'elle aboutisse à une reconstruction économique et sociale. Cette phase de la révolution impliquait que les initiatives personnelles et les efforts collectifs puissent s'exercer librement. Le développement et le succès de la révolution dépendaient du déploiement le plus large du génie créatif du peuple, de la collaboration entre les intellectuels et le prolétariat manuel. L'intérêt commun est le *leitmotiv* de tous les efforts révolutionnaires, surtout d'un point de vue constructif.

Cet objectif commun et cette solidarité mutuelle ont entraîné la Russie dans une vague puissante, au cours des premiers jours de la révolution russe, en octobre-novembre 1917. Ces forces enthousiastes auraient pu déplacer des montagnes si le souci exclusif de réaliser le bien-être du peuple les avait intelligemment guidées. Il existait un moyen efficace pour cela : les organisations des travailleurs et les coopératives qui couvraient la Russie d'un réseau liant et unissant les villes aux campagnes ; les soviets qui se multipliaient pour répondre aux besoins du peuple russe ; et finalement, l'intelligentsia, dont les traditions, depuis un siècle, avaient servi de façon héroïque la cause de l'émancipation de la Russie.

Mais une telle évolution n'était absolument pas au programme des bolcheviks. Pendant les premiers mois qui ont suivi Octobre, ils ont toléré l'expression des forces populaires, ils ont laissé le peuple développer la révolution au sein d'organisations aux pouvoirs sans cesse plus étendus. Mais dès que le Parti communiste s'est senti suffisamment installé au gouvernement, il a commencé à limiter l'étendue des activités du peuple. Tous les actes des bolcheviks qui ont suivi — leur politique, leurs changements de ligne, leurs compromis et leurs reculs, leurs méthodes de répression et de persécution, leur terreur et la liquidation de tous les autres groupes politiques —, tout cela ne représentait que des **moyens au service d'une fin** : la concentration du pouvoir de l'État entre les mains du Parti. En fait, les bolcheviks eux-mêmes, en Russie, n'en ont pas fait mystère. Le Parti communiste, affirmaient-ils, incarne l'avant-garde du prolétariat, et la dictature doit rester entre ses

mains. Malheureusement pour eux, les bolcheviks n'avaient pas tenu compte de leur hôte, la paysannerie, que ni la *razvyortska* (la Tcheka), ni les fusillades massives n'ont persuadée de soutenir le régime bolchevik. La paysannerie est devenue le récif sur lequel tous les plans et projets conçus par Lénine sont venus s'échouer. Lénine, habile acrobate, a su opérer malgré une marge de manœuvre extrêmement étroite. La Nep (Nouvelle politique économique) a été introduite juste à temps pour repousser le désastre qui, lentement mais sûrement, allait balayer tout l'édifice communiste.

2. La Nep a surpris et choqué la plupart des communistes. Ils ont vu dans ce tournant le renversement de tout ce que leur Parti avait proclamé — le rejet du communisme lui-même. Pour protester, certains des plus vieux membres du Parti, des hommes qui avaient affronté le danger et les persécutions sous l'ancien régime, tandis que Lénine et Trotsky vivaient à l'étranger en toute sécurité, ces hommes donc ont quitté le Parti communiste, amers et déçus. Les dirigeants ont alors décidé une sorte de lock-out. Ils ont ordonné que le Parti soit purgé de tous ses éléments « douteux ». Quiconque était soupçonné d'avoir une attitude indépendante et tous ceux qui n'acceptèrent pas la nouvelle politique économique comme l'ultime vérité de la sagesse révolutionnaire furent exclus. Parmi eux se trouvaient des communistes qui, pendant des années, avaient loyalement servi la cause. Certains d'entre eux, blessés au vif par cette procédure brutale et injuste, et bouleversés par l'effondrement de ce qu'ils vénéraient, ont même eu recours au suicide. Mais il fallait que le nouvel Évangile de Lénine puisse se diffuser en douceur, cet Évangile qui désormais prêche — au milieu des ruines provoquées par quatre années de révolution — l'intangibilité de la propriété privée ainsi que l'impitoyable liberté de la concurrence.

Cependant, l'indignation communiste contre la Nep n'exprimait que la confusion mentale des opposants à Lénine. Comment expliquer autrement que des militants, qui ont toujours approuvé les multiples cascades et acrobaties politiques de leur chef, s'indignent soudain devant son dernier saut périlleux qui constitue leur aboutissement logique ? Les communistes dévots ont un grave problème : ils s'accrochent au dogme de l'Immaculée Conception de l'État socialiste, État censé sauver le monde grâce à la révolution. Mais la plupart des dirigeants communistes n'ont jamais partagé de telles illusions. Lénine encore moins que les autres.

Dès mon premier entretien avec lui, j'ai compris que j'avais affaire à un politicien retors : il savait exactement ce qu'il voulait et semblait décidé à ne s'embarrasser d'aucun scrupule pour arriver à ses fins. Après l'avoir entendu parler en diverses occasions et avoir lu ses ouvrages, je crois que Lénine ne s'intéressait guère à la révolution et que le communisme n'était pour lui qu'un objectif très lointain. Par contre, l'État politique centralisé était la divinité de Lénine, au service de laquelle il fallait tout sacrifier. Quelqu'un a déclaré un jour que Lénine était prêt à sacrifier la révolution pour sauver la Russie. Sa politique, cependant, a prouvé qu'il était prêt à sacrifier à la fois la révolution et le pays, ou en tout cas une partie de ce dernier, afin d'appliquer son projet politique dans ce qui restait de la Russie.

Lénine était certainement le politicien le plus souple de l'Histoire. Il pouvait être à la fois un super-révolutionnaire, un homme de compromis et un conservateur. Lorsque, comme une puissante vague, le cri de « Tout le pouvoir aux soviets » se répandit dans toute la Russie, Lénine suivit le courant. Lorsque les paysans s'emparèrent des terres et les ouvriers des usines, non seulement Lénine approuva ces méthodes d'action directe mais il alla plus loin. Il avança le fameux slogan : « Expropriez les expropriateurs », slogan qui sema la confusion dans les esprits et causa des dommages irréparables à l'idéal révolutionnaire. Jamais avant lui, un révolutionnaire n'avait interprété l'expropriation sociale comme un simple transfert de richesses d'un groupe d'individus à un autre. Cependant, c'est exactement ce que signifiait le slogan de Lénine. Les raids aveugles et irresponsables, l'accumulation des richesses de l'ancienne bourgeoisie entre les mains de la nouvelle bureaucratie soviétique, les chicaneuries permanentes contre ceux dont le seul crime était leur ancien statut social, tout cela fut le résultat de l'« expropriation des expropriateurs (1) ». Toute l'histoire de la Révolution qui s'ensuivit offre un kaléidoscope des compromis de Lénine et de la trahison de ses propres slogans.

Les actes et les méthodes des bolcheviks depuis la révolution d'Octobre peuvent sembler contredire la Nep. Mais en réalité ils font partie des anneaux de la chaîne qui allait forger le gouvernement tout-puissant centralisé et dont le capitalisme d'État était l'expression économique. Lénine avait une vision très claire et une volonté de fer. Il savait comment faire croire à ses camarades, à l'intérieur de la Russie mais aussi à l'extérieur, que son projet aboutirait au véritable socialisme et que ses méthodes étaient révolutionnaires. Lénine méprisait tellement ses partisans qu'il n'a jamais hésité à leur jeter leurs

quatre vérités au visage. « Seuls des imbéciles peuvent croire qu'il est possible d'instaurer le communisme maintenant en Russie », répondit-il aux bolcheviks qui s'opposaient à la Nep.

De fait, Lénine avait raison. Il n'a jamais essayé de construire un véritable communisme en Russie, à moins de considérer que trente-trois niveaux de salaires, un système différencié de rations alimentaires, des privilèges assurés pour quelques-uns et l'indifférence pour la grande masse soient du communisme.

Au début de la révolution, il fut relativement facile au Parti de s'emparer du pouvoir. Tous les éléments révolutionnaires, enthousiasmés par les promesses ultra-révolutionnaires des bolcheviks, les ont aidés à prendre le pouvoir. Une fois en possession de l'État, les communistes ont entamé leur processus d'élimination. Tous les partis et les groupes politiques qui ont refusé de se soumettre à leur nouvelle dictature ont dû partir. D'abord cela concerna les anarchistes et les socialistes-révolutionnaires de gauche, puis les mencheviks et les autres opposants de droite, et enfin tous ceux qui osaient avoir une opinion personnelle. Toutes les organisations indépendantes ont connu le même sort. Soit elles ont été subordonnées aux besoins du nouvel État, soit elles ont été détruites, comme ce fut le cas des soviets, des syndicats et des coopératives — les trois grands piliers des espoirs révolutionnaires.

Les soviets sont apparus pour la première fois au cours de la révolution de 1905. Ils jouèrent un rôle important durant cette période brève mais significative. Même si la révolution fut écrasée, l'idée des soviets resta enracinée dans l'esprit et le cœur des masses russes. Dès l'aube qui illumina la Russie en février 1917, les soviets réapparurent et fleurirent très rapidement. Pour le peuple, les soviets ne portaient absolument pas atteinte à l'esprit de la révolution. Au contraire, la révolution allait trouver son expression pratique la plus élevée, la plus libre dans les soviets. C'est pourquoi les soviets se répandirent aussi spontanément et aussi rapidement dans toute la Russie. Les bolcheviks comprirent où allaient les sympathies du peuple et se joignirent au mouvement. Mais lorsqu'ils contrôlèrent le gouvernement, les communistes se rendirent compte que les soviets menaçaient la suprématie de l'État.

En même temps, ils ne pouvaient pas les détruire arbitrairement sans miner leur propre prestige à la fois dans le pays et à l'étranger, puisqu'ils apparaissaient comme les promoteurs du système soviétique. Ils commencèrent donc à priver graduellement les soviets de leurs pouvoirs, pour finalement les subordonner à leurs propres besoins.

Les syndicats russes furent beaucoup plus faciles à émasculer. Sur le plan numérique et du point de vue de leur fibre révolutionnaire, ils étaient encore dans leur prime enfance. En déclarant que l'adhésion aux syndicats était obligatoire, les organisations syndicales russes acquirent une certaine force numérique, mais leur esprit resta celui d'un tout petit enfant. L'État communiste devint alors la nounou des syndicats. En retour, ces organisations servirent de larbins à l'État. «L'école du communisme», comme le déclara Lénine au cours de la fameuse controverse sur le rôle des syndicats. Il avait tout à fait raison. Mais une école vieillotte où l'esprit de l'enfant est enchaîné et écrasé par ses professeurs. Dans aucun pays du monde, les syndicats ne sont autant soumis à la volonté et aux diktats de l'État que dans la Russie bolchevik.

Le sort des coopératives est bien trop connu pour que je m'étende à leur sujet. Elles constituaient le lien le plus essentiel entre les villes et les campagnes. Elles apportaient à la révolution un moyen populaire et efficace d'échange et de distribution, ainsi qu'une aide d'une valeur incalculable pour reconstruire la Russie. Les bolcheviks les ont transformées en rouages de la machine gouvernementale et elles ont donc perdu à la fois leur utilité et leur efficacité.

3. On voit désormais clairement pourquoi la révolution russe, dirigée par le Parti communiste, a échoué. Le pouvoir politique du Parti, organisé et centralisé dans l'État, a cherché à se maintenir par tous les moyens à sa disposition. Les autorités centrales ont essayé de canaliser de force les activités du peuple dans des formes correspondant aux objectifs du Parti.

Le seul but des bolcheviks était de renforcer l'État et de contrôler toutes les activités économiques, politiques, sociales, et même culturelles. La révolution avait un but totalement différent puisque, par nature, elle incarnait la négation même de l'autorité et de la centralisation. La révolution s'est efforcée d'ouvrir des champs de plus en plus larges à l'expression du prolétariat et multiplier les possibilités d'initiatives individuelles et collectives. Les buts et les tendances de la révolution étaient diamétralement opposés à ceux du parti politique dominant.

Les *méthodes* de la révolution et de l'État sont elles aussi diamétralement opposées. Les méthodes de la révolution sont inspirées par l'esprit de la révolution lui-même : l'émancipation de toutes les forces oppressives et limitatrices, c'est-à-dire les *principes libertaires*. Les méthodes de l'État, au contraire — de l'État bolchevik ou de n'importe

quel gouvernement — sont fondées sur la *coercition*, qui progressivement se transforme nécessairement en une violence, une oppression et un terreur systématiques. Telles étaient les deux tendances en présence : l'État bolchevik et la révolution. Il s'agissait d'une lutte à mort. Ayant des objectifs et des méthodes contradictoires, ces deux tendances ne pouvaient pas travailler dans le même sens ; le triomphe de l'État signifiait la défaite de la révolution.

Ce serait une erreur de penser que la révolution a échoué uniquement à cause de la personnalité des bolcheviks. Fondamentalement, la révolution a échoué à cause de l'influence des principes et des méthodes du bolchevisme. L'esprit et les principes autoritaires de l'État ont étouffé les aspirations libertaires et libératrices. Si un autre parti politique avait gouverné la Russie, le résultat aurait, pour l'essentiel, été le même. Ce ne sont pas tant les bolcheviks qui ont tué la révolution russe que leur idéologie. Il s'agissait d'une forme modifiée de marxisme, d'un étatisme fanatique. Seule une telle explication des forces sous-jacentes qui ont écrasé la révolution peut éclairer cet événement qui a ébranlé le monde. La révolution russe reflète, à une petite échelle, la lutte séculaire entre le principe libertaire et le principe autoritaire. En effet, qu'est-ce que le progrès sinon l'acceptation plus générale des principes de la liberté contre ceux de la coercition ? La révolution russe représentait un mouvement libertaire qui fut battu par l'État bolchevik, par la victoire temporaire de l'idée réactionnaire, de l'idée étatiste.

Cette victoire est due à plusieurs causes. J'ai abordé la plupart d'entre elles dans les chapitres précédents de ce livre. Mais la cause principale n'était pas l'arriération industrielle de la Russie, comme l'ont écrit de nombreux auteurs. Cette cause était d'ordre culturel et, si elle procurait au peuple russe certains avantages sur leurs voisins plus sophistiqués, elle avait aussi des inconvénients fatals. La Russie était « culturellement arriérée » dans la mesure où elle n'avait pas été souillée par la corruption politique et parlementaire. D'un autre côté, elle manquait d'expérience face aux jeux politiques et elle crut naïvement au pouvoir miraculeux du parti qui parlait le plus fort et brandissait le plus de promesses. Cette foi dans le pouvoir de l'État a servi à rendre le peuple russe esclave du Parti communiste, avant même que les grandes masses réalisent qu'on leur avait passé le joug autour du cou.

Le principe libertaire était puissant dans les premiers jours de la révolution, le besoin de la liberté d'expression s'avérait irrépressible. Mais lorsque la première vague d'enthousiasme recula

pour laisser la place aux difficultés prosaïques de la vie quotidienne, il fallait de solides convictions pour maintenir en vie la flamme de la liberté. Seule une poignée d'hommes et de femmes, sur le vaste territoire de la Russie, ont maintenu cette flamme allumée : les anarchistes, dont le nombre était réduit et dont les efforts, féroce­ment réprimés sous le tsar, n'ont pas eu le temps de porter leur fruit. Le peuple russe, qui est dans une certaine mesure anarchiste par instinct, ne connaissait pas assez les véritables principes et méthodes anarchistes pour les mettre en œuvre efficacement. La plupart des anarchistes russes eux-mêmes se trouvaient malheureusement en­glués dans de tout petits groupes et des combats individuels, plutôt que dans un grand mouvement social et collectif. Un historien impartial admettra certainement un jour que les anarchistes ont joué un rôle très important dans la révolution russe — un rôle beaucoup plus significatif et fécond que leur nombre relativement limité pouvait le faire croire. Cependant l'honnêteté et la sincérité m'obligent à reconnaître que leur travail aurait été d'une valeur pratique infiniment plus grande s'ils avaient été mieux organisés et équipés pour guider les énergies bouillonnantes du peuple afin de réorganiser la vie sociale selon des fondements libertaires.

Mais l'échec des anarchistes pendant la révolution russe, dans le sens que je viens d'indiquer, ne signifie absolument pas la défaite de l'idée libertaire. Au contraire, la révolution russe a clairement prouvé que l'étatisme, le socialisme d'État, dans toutes ses manifestations (économiques, politiques, sociales et éducatives), est entièrement et définitivement voué à l'échec. Jamais dans l'histoire, l'autorité, le gouvernement, l'État n'ont montré à quel point ils étaient en fait statiques, réactionnaires et même contre-révolutionnaires. Ils incarnent l'antithèse même de la révolution.

Comme en témoigne la longue histoire du progrès, seuls l'esprit et la méthode libertaires peuvent faire avancer l'homme dans sa lutte éternelle pour une vie meilleure, plus agréable et plus libre. Appliquée aux grands soulèvements sociaux que sont les révolutions, cette tendance est aussi puissante que dans le processus de l'évolution ordinaire. La méthode autoritaire a échoué au cours de toute l'histoire de l'humanité et maintenant elle a échoué une nouvelle fois pendant la révolution russe. Jusqu'ici l'intelligence humaine n'a pas découvert d'autre principe que le principe libertaire, car l'homme a compris une grande vérité lorsqu'il a saisi que la liberté est la mère de l'ordre et non sa fille. Malgré ce que prétendent toutes les théories et tous les partis politiques, aucune révolution ne peut véritablement et durablement réussir si elle ne

s'oppose pas farouchement à la tyrannie et à la centralisation, et si elle ne lutte pas avec détermination pour passer au crible toutes les valeurs économiques, sociales et culturelles. Il ne s'agit pas de substituer un parti à un autre afin qu'il contrôle le gouvernement, ni de camoufler un régime autocratique sous des slogans prolétariens, ni de masquer la dictature d'une nouvelle classe sur une classe plus ancienne, ni de se livrer à des manœuvres quelconques dans les coulisses du théâtre politique, non il s'agit de supprimer complètement tous les principes autoritaires pour servir la révolution.

Dans le domaine économique, cette transformation doit être effectuée par les masses ouvrières : elles ont le choix entre un industrialisme étatiste et l'anarcho-syndicalisme. Dans le premier cas, le développement constructif de la nouvelle structure sociale sera aussi menacé que par l'État politique. Il constituera un poids mort qui pèsera sur la croissance des nouvelles formes de vie sociale. C'est pour cette raison que le syndicalisme seul ne suffit pas, comme ses partisans le savent bien. Ce n'est que lorsque l'esprit libertaire imprènera les organisations économiques des travailleurs que les multiples énergies créatrices du peuple pourront se manifester librement, et que la révolution pourra être préservée et défendue. Seule la liberté d'initiative et la participation populaire aux affaires de la révolution pourront empêcher les terribles fautes commises en Russie. Par exemple, étant donné que des puits de pétrole se dressaient à une centaine de kilomètres seulement de Petrograd, cette ville n'aurait pas souffert du froid si les organisations économiques des travailleurs de Petrograd avaient pu exercer leur initiative en faveur du bien commun. Les paysans de l'Ukraine n'auraient pas eu du mal à cultiver leurs terres s'ils avaient eu accès à l'outillage agricole stocké dans les entrepôts de Kharkov et des autres centres industriels qui attendaient les ordres de Moscou pour les distribuer. Ces quelques exemples de l'étatisme et de la centralisation bolcheviks devraient alerter les travailleurs d'Europe et d'Amérique contre les effets destructeurs de l'étatisme.

Seul le pouvoir industriel des masses, qui s'exprime à travers leurs associations libertaires, à travers l'anarcho-syndicalisme, peut organiser efficacement la vie économique et poursuivre la production. D'un autre côté, les coopératives, travaillant en harmonie avec les organisations ouvrières, servent de moyens de distribution et d'échange entre les villes et les campagnes, et en même temps constituent un lien fraternel entre les masses ouvrières et paysannes. Un lien créateur d'entraide et de services mutuels se forme ainsi et ce lien est le

rempart le plus solide de la révolution — bien plus efficace que le travail forcé, l'Armée rouge ou la terreur. C'est seulement de cette façon que la révolution peut agir comme un levier qui accélère l'avènement de nouvelles formes de vie sociale et incite les masses à réaliser de plus grandes choses.

Mais les organisations ouvrières libertaires et les coopératives ne sont pas les seuls moyens d'interaction entre les phases complexes de la vie sociale. Il existe aussi les forces culturelles qui, bien qu'elles soient étroitement liées aux activités économiques, jouent leur propre rôle. En Russie, l'État communiste est devenu l'unique arbitre de tous les besoins du corps social. Il en est résulté une stagnation culturelle complète, et la paralysie de tous les efforts créatifs. Si l'on veut éviter une telle débâcle dans le futur, les forces culturelles, tout en restant enracinées dans l'économie, doivent bénéficier d'un champ d'activité indépendant et d'une liberté d'expression totale. Ce n'est pas leur adhésion au parti politique dominant mais leur dévotion à la révolution, leur savoir, leur talent et surtout leurs impulsions créatrices qui permettront de déterminer leur aptitude au travail culturel. En Russie, cela a été rendu impossible, presque dès le début de la révolution d'Octobre, parce que l'on a violemment séparé les masses et l'intelligentsia. Il est vrai que le coupable au départ fut l'intelligentsia, surtout l'intelligentsia technique, qui, en Russie, s'est accrochée avec ténacité aux basques de la bourgeoisie — comme elle le fait dans les autres pays. Incapable de comprendre le sens des événements révolutionnaires, elle s'est efforcée d'endiguer la vague révolutionnaire en pratiquant le sabotage. Mais en Russie, il existait une autre fraction de l'intelligentsia — qui avait un passé révolutionnaire glorieux depuis un siècle. Cette fraction avait gardé sa foi dans le peuple, même si elle n'accepta pas sans réserves la nouvelle dictature. L'erreur fatale des bolcheviks fut de ne faire aucune distinction entre les deux catégories.

Ils combattirent le sabotage en instaurant une terreur aveugle et systématique contre toute la classe de l'intelligentsia et ils lancèrent une campagne de haine encore plus intensive que la persécution de la bourgeoisie elle-même — méthode qui créa un abîme entre l'intelligentsia et le prolétariat et empêcha tout travail constructif.

Lénine fut le premier à se rendre compte de cette faute criminelle. Il souligna qu'il s'agissait d'une grave erreur de faire croire aux ouvriers qu'ils pouvaient construire des industries et s'engager dans un travail culturel sans l'aide et la coopération de l'intelligentsia. Le prolétariat ne possédait ni les connaissances ni la formation pour mener à bien

ces tâches et il fallait redonner à l'intelligentsia la direction de l'industrie. Mais le fait d'avoir reconnu une erreur n'empêcha pas Lénine et son Parti d'en commettre immédiatement une autre. L'intelligentsia technique fut rappelée à la rescousse, mais d'une façon qui renforça à la fois la désintégration sociale et l'hostilité contre le régime.

Tandis que les ouvriers continuaient à avoir faim, les ingénieurs, les experts industriels et les techniciens reçurent de hauts salaires, des privilèges spéciaux et les meilleures rations. Ils devinrent les chouchous de l'État et les nouveaux surveillants des masses réduites en esclavage. Éduquées durant des années dans l'idée fausse que seuls les muscles comptaient pour assurer le succès de la révolution et que seul le travail manuel était productif, et par des campagnes de haine qui dénonçaient tous les intellectuels comme des contre-révolutionnaires et des spéculateurs, les masses ne purent évidemment pas faire la paix avec ceux qu'on leur avait appris à mépriser et à soupçonner.

Malheureusement la Russie n'est pas le seul pays où prédomine cette attitude hostile du prolétariat contre l'intelligentsia. Partout, les politiciens démagogues jouent sur l'ignorance des masses, ils leur enseignent que l'éducation et la culture sont des préjugés bourgeois, que les ouvriers peuvent s'en passer et qu'ils sont capables de reconstruire seuls la société. La révolution russe a pourtant montré très clairement que le cerveau et le muscle sont indispensables pour régénérer la société. Le travail intellectuel et le travail manuel coopèrent étroitement dans le corps social, comme le cerveau et la main dans le corps humain. L'un ne peut fonctionner sans l'autre.

Il est vrai que la plupart des intellectuels se considèrent comme une classe à part, supérieure aux ouvriers, mais partout les conditions sociales minent rapidement le piédestal de l'intelligentsia. Les intellectuels sont forcés d'admettre qu'eux aussi sont des prolétaires, et qu'ils sont même encore plus dépendants des maîtres de l'économie que les travailleurs manuels.

Contrairement au prolétaire manuel qui travaille avec sa force physique, qui peut ramasser ses outils et parcourir le monde en vue d'améliorer sa situation humiliante, les prolétaires intellectuels sont beaucoup plus solidement enracinés dans leur environnement social spécifique et ne peuvent pas facilement changer de métier ou de façon de vivre. C'est pourquoi il est essentiel de faire comprendre aux ouvriers que les intellectuels sont en train d'être rapidement prolétarisés — ce qui crée un lien entre eux. Si le monde occidental veut profiter des leçons de la Russie, il doit mettre un terme à la flat-

terie démagogique des masses comme à l'hostilité aveugle contre l'intelligentsia. Cela ne signifie pas, cependant, que les ouvriers doivent remettre leur sort entre les mains des intellectuels. Au contraire, les masses doivent commencer immédiatement à se préparer, à s'équiper pour la grande tâche que la révolution exigera d'eux. Ils devront acquérir le savoir et l'habileté techniques nécessaires pour gérer et diriger les mécanismes complexes des structures industrielles et sociales de leurs pays respectifs. Mais même s'ils déploient toutes leurs capacités, les ouvriers auront besoin de la coopération des spécialistes et des intellectuels. De leur côté, ces derniers doivent aussi comprendre que leurs véritables intérêts sont identiques à ceux des masses. Une fois que les deux forces sociales apprendront à fusionner dans un tout harmonieux, les aspects tragiques de la révolution russe seront en grande partie éliminés. Personne ne sera fusillé parce qu'il « a fait des études ». Le savant, l'ingénieur, le spécialiste, le chercheur, l'enseignant et l'artiste créateur, tout comme le menuisier, le machiniste, et tous les autres travailleurs font intégralement partie de la force collective qui permettra à la révolution de construire le nouvel édifice social. Elle n'emploiera pas la haine, mais l'unité ; pas l'hostilité, mais la camaraderie ; pas le peloton d'exécution, mais la sympathie — telles sont les leçons à tirer du grand échec russe pour l'intelligentsia comme pour les ouvriers. Tous doivent apprendre la valeur de l'entraide mutuelle et de la coopération libertaire. Cependant chacun doit être capable de rester indépendant dans sa sphère particulière et en harmonie avec le meilleur de ce qu'il peut apporter à la société. Ce n'est que de cette façon que le travail productif, et les efforts éducatifs et culturels s'exprimeront dans des formes chaque fois plus nouvelles et plus riches. Telle est pour moi la leçon essentielle, universelle, que m'a apprise la révolution russe.

4. J'ai essayé d'expliquer pourquoi les principes, les méthodes et les tactiques bolcheviks ont échoué, et pourquoi ces mêmes principes et méthodes échoueront demain dans n'importe quel autre pays, même le plus industrialisé. J'ai également montré que ce n'est pas seulement le bolchevisme qui a échoué, mais le marxisme lui-même. L'expérience de la révolution russe a démontré la faillite de l'**Étatisme**, du **principe autoritaire**. Si je devais résumer toute ma pensée en une seule phrase, je dirais : Par nature, l'État a tendance à concentrer, réduire et contrôler toutes les activités sociales ; au contraire, la révolution a vocation à croître, s'élargir et se diffuser en des cercles de plus en plus larges. En d'autres termes, l'État est institutionnel

et statique, tandis que la révolution est fluide, dynamique. Ces deux tendances sont incompatibles et vouées à se détruire mutuellement. L'étatisme a tué la révolution russe et il jouera le même rôle dans les révolutions à venir, à moins que l'idée libertaire ne l'emporte.

Mais je dois aller plus loin. Ce ne sont pas seulement le bolchevisme, le marxisme et l'étatisme qui sont fatals à la révolution ainsi qu'au progrès vital de l'humanité. La principale cause de la défaite de la révolution russe est beaucoup plus profonde. Elle réside dans la conception socialiste de la révolution elle-même.

La conception dominante, la plus répandue, de la révolution — particulièrement chez les socialistes — est que la révolution provoque un violent changement des conditions sociales, au cours duquel une classe sociale, la classe ouvrière, devient dominante et triomphe d'une autre classe, la classe capitaliste. Cette conception est centrée sur un changement purement matériel, et donc implique surtout des manœuvres politiques en coulisse et des rafistolages institutionnels. La dictature de la bourgeoisie est remplacée par la « dictature du prolétariat » — ou celle de son « avant-garde », le Parti communiste. Lénine prend la place des Romanoff, le cabinet impérial est rebaptisé Conseil des commissaires du peuple, Trotsky est nommé ministre de la Guerre et un travailleur devient gouverneur militaire général de Moscou. Voilà à quoi se réduit, essentiellement, la conception bolchevik de la révolution, du moins lorsqu'elle est mise en pratique. Et, à quelques détails près, c'est aussi l'idée de la révolution que partagent les autres partis socialistes.

Cette conception est, par nature, fautive et vouée à l'échec. La révolution est certes un processus violent. Mais si elle n'aboutit qu'à une nouvelle dictature, à un simple changement des noms et des personnalités au pouvoir, alors elle n'a aucune utilité. Un résultat aussi limité ne justifie pas tous les combats, les sacrifices, les pertes en vies humaines et les atteintes aux valeurs culturelles provoquées par toutes les révolutions. Si une telle révolution amenait un plus grand bien-être social (ce qui n'a pas été le cas en Russie), elle ne vaudrait pas davantage le terrible prix à payer ; on peut améliorer la société sans avoir recours à une révolution sanglante. Le but de la révolution n'est pas de mettre en place quelques palliatifs ni quelques réformettes.

L'expérience de la révolution russe a puissamment renforcé ma conviction que la grande mission de la révolution, de la RÉVOLUTION SOCIALE, est un **changement fondamental des valeurs** sociales et humaines. Les valeurs humaines sont encore plus importantes parce qu'elles fondent toutes

les valeurs sociales. Nos institutions et nos conditions sociales reposent sur des idées profondément ancrées. Si l'on change ces conditions sans toucher aux idées et valeurs sous-jacentes, il ne s'agira alors que d'une transformation superficielle, qui ne peut être durable ni amener une amélioration réelle. Il s'agit seulement d'un changement de forme, pas de substance, comme la Russie l'a tragiquement montré.

C'est à la fois le grand échec et la grande tragédie de la révolution russe : elle a essayé (sous la direction du parti politique dominant) de ne changer que les institutions et les conditions matérielles en ignorant totalement les valeurs humaines et sociales qu'implique une révolution. Pire encore, dans sa folle passion pour le pouvoir, l'État communiste a même renforcé et développé les idées et conceptions mêmes que la révolution était venu détruire. L'État a soutenu et encouragé les pires comportements antisociaux et systématiquement étouffé l'essor des nouvelles valeurs révolutionnaires. Le sens de la justice et de l'égalité, l'amour de la liberté et de la fraternité humaine — ces piliers d'une régénération authentique de la société — l'État communiste les a combattus au point de les anéantir. Le sentiment instinctif de l'équité a été brocardé comme une manifestation de sentimentalisme et de faiblesse ; la liberté et la dignité humaines sont devenues des superstitions bourgeoises ; le caractère sacré de la vie, qui est la base même de la reconstruction sociale, a été condamné comme a-révolutionnaire, presque contre-révolutionnaire. Cette terrible perversion des valeurs fondamentales portait en elle-même le germe de la destruction. Si l'on y ajoute la conception selon laquelle la révolution ne constituait qu'un moyen de s'emparer du pouvoir politique, il était inévitable que toutes les valeurs révolutionnaires fussent subordonnées aux besoins de l'État socialiste ; pire même, qu'elles fussent exploitées pour accroître la sécurité du nouveau pouvoir gouvernemental. « La raison d'État », camouflée sous le masque des « intérêts de la Révolution et du Peuple », est devenue le seul critère de l'action, et même des sentiments. La violence, l'inévitabilité tragique de soulèvements révolutionnaires, est devenue une coutume établie, une habitude, et a été vantée comme une institution « idéale ». Zinoviev n'a-t-il pas canonisé Dzerjinski, le chef de la sanguinaire Tcheka, en le présentant comme le « saint de la Révolution » ? L'État n'a-t-il pas rendu les plus grands honneurs à Uritsky, le fondateur et le chef sadique de la Tcheka de Petrograd ?

Cette perversion des valeurs éthiques s'est rapidement cristallisée dans le slogan omniprésent du

Parti communiste : LA FIN JUSTIFIE TOUS LES MOYENS. Déjà, dans le passé, l'Inquisition et les Jésuites adoptèrent ce slogan et lui subordonnèrent toute moralité. Cette maxime se vengea des Jésuites comme elle s'est vengée de la révolution russe. Ce précepte n'a fait qu'encourager le mensonge, la tromperie, l'hypocrisie, la trahison et le meurtre, public et secret. Ceux qui s'intéressent à la psychologie sociale devraient se demander pourquoi deux mouvements, aussi séparés dans le temps et aux idées aussi différentes que le jésuitisme et le bolchevisme, *ont abouti exactement aux mêmes résultats* en appliquant ce principe. Le parallèle historique, passé presque inaperçu jusqu'ici, contient une leçon fondamentale pour toutes les révolutions futures et pour l'avenir de l'humanité.

Rien n'est plus faux que de croire que les objectifs et les buts sont une chose, les méthodes et les tactiques une autre. Cette conception menace gravement la régénération sociale. Toute l'expérience de l'humanité nous enseigne que les méthodes et les moyens ne peuvent être séparés du but ultime. Les moyens employés deviennent, à travers les habitudes individuelles et les pratiques sociales, partie intégrante de l'objectif final ; ils l'influencent, le modifient, puis les fins et les moyens finissent par devenir identiques. Dès le premier jour de mon retour en Russie je l'ai senti, d'abord de façon vague, puis de plus en plus clairement et consciemment. Les grands objectifs qui inspiraient la Révolution ont été tellement obscurcis par les méthodes utilisées par le pouvoir politique dominant qu'il est devenu difficile de distinguer entre les moyens temporaires et l'objectif final. Sur le plan psychologique et social, les moyens influencent nécessairement les objectifs et les modifient. Toute l'histoire de l'humanité prouve que, dès que l'on se prive des méthodes inspirées par des concepts éthiques on s'enfonce dans la démoralisation la plus aiguë. Telle est la véritable tragédie de la philosophie bolchevik appliquée à la révolution russe. Espérons que l'on saura en tirer les leçons.

Aucune révolution ne deviendra jamais un facteur de libération si les MOYENS utilisés pour l'approfondir ne sont pas en harmonie, dans leur esprit et leur tendance, avec les OBJECTIFS à accomplir. La révolution représente la négation de l'existant, une protestation violente contre l'inhumanité de l'homme envers l'homme et les milliers d'esclavages qu'elle implique. La révolution détruit les valeurs dominantes sur lesquelles a été construit un système complexe d'injustice et d'oppression, reposant sur l'ignorance et la brutalité. La révolution est le héraut de NOUVELLES VALEURS, car elle débouche sur la transformation

des relations fondamentales entre les hommes, ainsi qu'entre les hommes et la société. La révolution ne se contente pas de soigner quelques maux, de poser quelques emplâtres, de changer les formes et les institutions, de redistribuer le bien-être social. Certes, elle fait tout cela, mais elle représente plus, beaucoup plus. Elle est d'abord et avant tout LE VECTEUR D'UN CHANGEMENT RADICAL, PORTEUR DE VALEURS NOUVELLES. Elle ENSEIGNE UNE NOUVELLE ÉTHIQUE qui inspire l'homme en lui inculquant une nouvelle conception de la vie et des relations sociales. La révolution déclenche une régénération mentale et spirituelle.

Son premier précepte éthique est l'identité entre les moyens utilisés et les objectifs recherchés. Le but ultime de tout changement social révolutionnaire est d'établir le caractère sacré de la vie humaine, la dignité de l'homme, le droit de chaque être humain à la liberté et au bien-être. Si tel n'est pas l'objectif essentiel de la révolution, alors les changements sociaux violents n'ont aucune justification. Car des bouleversements sociaux *externes* peuvent être, et ont été, accomplis dans le cadre du processus normal de l'évolution. La révolution, au contraire, ne signifie pas seulement un changement *externe*, mais un changement *interne*, fondamental, essentiel. Ce changement interne des conceptions et des idées se diffuse dans des couches sociales de plus en plus larges, pour finalement culminer dans un soulèvement violent qu'on appelle une révolution. Un tel apogée peut-il inverser le changement radical de valeurs, se retourner contre lui, le trahir ? C'est ce qui s'est produit en Russie. La révolution doit accélérer et approfondir le processus dont elle est l'expression cumulative ; sa principale mission est de l'inspirer, de l'emporter vers de plus grandes hauteurs, de lui donner le maximum d'espace pour sa libre expression. Ce n'est que de cette façon que la révolution est fidèle à elle-même.

En pratique, cela signifie que la prétendue «étape transitoire» doit introduire de nouvelles conditions sociales. Elle représente le seuil d'une NOUVELLE VIE, de la nouvelle MAISON DE

L'HOMME ET DE L'HUMANITE. Elle doit être animée par l'esprit de la nouvelle vie, en harmonie avec la construction du nouvel édifice.

Aujourd'hui engendre demain. Le présent projette son ombre très loin dans le futur. Telle est la loi de la vie, qu'il s'agisse de l'individu ou de la société. La révolution qui se débarrasse de ses valeurs éthiques pose les prémices de l'injustice, de la tromperie et de l'oppression dans la société à venir. Les moyens utilisés pour préparer l'avenir deviennent sa pierre angulaire. Il suffit d'observer la tragique condition actuelle de la Russie. Les méthodes de la centralisation étatique ont paralysé l'initiative et l'effort individuels ; la tyrannie de la dictature a effrayé le peuple, l'a plongé dans une soumission servile et a totalement éteint la flamme de la liberté ; la terreur organisée a corrompu et brutalisé les masses, étouffant toutes les aspirations idéalistes ; le meurtre institutionnalisé a déprécié le prix de la vie humaine ; toutes les notions de dignité humaine, de valeur de la vie ont été éliminées ; la coercition a rendu chaque effort plus dur, transformant le travail en une punition ; la vie sociale se réduit désormais à une succession de tromperies mutuelles, les instincts les plus bas et les plus brutaux de l'homme se sont à nouveau réveillés. Triste héritage pour commencer une nouvelle vie fondée sur la liberté et la fraternité.

On ne soulignera jamais assez que la révolution ne sert à rien si elle n'est pas inspirée par son idéal ultime. Les méthodes révolutionnaires doivent être en harmonie avec les objectifs révolutionnaires. Les moyens utilisés pour approfondir la révolution doivent correspondre à ses buts. En d'autres termes, les valeurs éthiques que la révolution infusera dans la nouvelle société doivent être disséminées par les activités révolutionnaires de la « période de transition ». Cette dernière peut faciliter le passage à une vie meilleure mais seulement à condition qu'elle soit construite avec les mêmes matériaux que la nouvelle vie que l'on veut construire. La révolution est le miroir des jours qui suivent ; elle est l'enfant qui annonce l'Homme de demain.

- (1) Cette phrase de Lénine fait allusion à un passage célèbre du Livre I du *Capital* où Karl Marx décrit la concurrence acharnée que se livrent entre eux les capitalistes. Lénine a repris cette expression à son compte dans un tout autre contexte historique, celui de l'expropriation des capitalistes par les ouvriers — en fait par l'État bolchevik (*N.d.T.*).

# Le communisme n'existe pas en Russie

Emma Goldman

(Article publié en anglais dans *The American Mercury*, vol.XXXIV, avril 1935, inédit en français.)

## **BOLCHEVISME = COMMUNISME ?<sup>1</sup>**

Le mot communisme est maintenant sur toutes les lèvres. Certains en parlent avec l'enthousiasme exagéré des néophytes, d'autres le craignent et le condamnent comme une menace sociale. Mais je suis presque sûre que ni ses admirateurs — la grande majorité d'entre eux — ni ceux qui le dénoncent n'ont une idée très claire de ce qu'est vraiment le « communisme » à la sauce bolchevik.

Si l'on veut en donner une définition très générale, le communisme représente un idéal d'égalité et de fraternité humaine : il considère l'exploitation de l'homme par l'homme comme la source de tout esclavage et de toute oppression. L'inégalité économique conduit à l'injustice sociale et est l'ennemie du progrès moral et intellectuel.

Le communisme vise à créer une société où les classes seront abolies, où sera instaurée la propriété commune des moyens de production et de distribution. L'homme ne pourra jouir de la liberté, de la paix et du bien-être que dans une communauté sans classes et solidaire.

Mon objectif initial, en écrivant cet article, était de comparer l'idéal communiste avec la façon dont il est appliqué en URSS, mais je me suis rendu compte qu'il s'agissait d'une tâche impossible. En réalité, le communisme n'existe pas en Russie. Pas un seul principe communiste, pas un seul élément de ses enseignements n'est appliqué par le Parti communiste dans ce pays.

Aux yeux de certains, ma position semblera totalement absurde ; d'autres penseront que j'exagère grossièrement. Cependant je suis sûre qu'un examen objectif de la situation russe actuelle convaincra le lecteur honnête que je dis la vérité.

Intéressons-nous d'abord à l'idée fondamentale qui sous-tend le prétendu « communisme » des bolcheviks. Leur idéologie ouvertement centraliste, autoritaire, est fondée presque exclusivement sur la

coercition et la violence étatiques. Loin d'être fondé sur la libre association, il s'agit d'un communisme étatique, obligatoire. On doit garder cela en mémoire si l'on veut comprendre la méthode utilisée par l'État soviétique pour appliquer ses projets et leur donner un petit air « communiste ».

## **NATIONALISATION OU SOCIALISATION ?**

La première condition pour que se réalise le communisme est la *socialisation* des terres, des outils de production et de la distribution. On socialise la terre et les machines, pour qu'elles soient utilisées par des individus ou des groupes, en fonction de leurs besoins. En Russie, la terre et les moyens de production ne sont pas socialisés mais *nationalisés*. Le terme de nationalisation est trompeur, car ce mot n'a aucun contenu. En réalité, la richesse nationale n'existe pas. La « nation » est une entité trop abstraite pour « posséder » quoi que ce soit. Soit la propriété est individuelle, soit elle est partagée par un groupe d'individus ; elle repose toujours sur une réalité quantitativement définissable.

Lorsqu'un bien n'appartient ni à un individu, ni à un groupe, il est ou nationalisé ou socialisé. S'il est nationalisé, il appartient à l'État ; en clair, le gouvernement en a le contrôle et peut en disposer selon son bon plaisir. Mais si un bien est socialisé, chaque individu y a librement accès et peut l'utiliser sans l'ingérence de qui que ce soit.

En Russie, ni la terre, ni la production, ni la distribution ne sont socialisées. Tout est nationalisé et appartient au gouvernement, exactement comme la Poste aux États-Unis ou les chemins de fer en Allemagne ou dans d'autres pays européens. Ce statut n'a absolument rien de communiste.

La structure économique de l'URSS n'est pas plus communiste que la terre ou les moyens de production. Toutes les sources d'existence sont la propriété du gouvernement central ; celui-ci dispose du monopole absolu du commerce extérieur ; les imprimeries lui appartiennent : chaque livre,

chaque feuille de papier imprimé est une publication officielle. En clair, le pays et tout ce qu'il contient sont la propriété de l'État, comme cela se passait auparavant, au temps des tsars. Les quelques biens qui ne sont pas nationalisés, comme certaines vieilles maisons délabrées à Moscou, par exemple, ou de petits magasins miteux disposant d'un misérable stock de cosmétiques, sont uniquement tolérés : à tout moment le gouvernement peut exercer son droit indiscuté à s'en saisir par simple décret.

Une telle situation relève du capitalisme d'État, mais il serait extravagant d'y déceler quoi que ce soit de communiste.

## PRODUCTION ET CONSOMMATION

Tournons-nous maintenant vers la production et la consommation, leviers de toute existence. Peut-être y dénicherons-nous une dose de communisme qui justifierait que nous utilisions le terme « communiste » pour décrire la vie en URSS, du moins à une certaine échelle.

J'ai déjà fait remarquer que la terre et les outils de production sont propriété de l'État. Les méthodes de production et les quantités qui doivent être produites par chaque industrie dans chaque atelier, chaque fabrique, chaque usine, sont déterminées par l'État, par le gouvernement central — qui siège à Moscou — à travers ses différents organes.

L'URSS est un pays très étendu qui couvre environ un sixième de la surface de la Terre. Abritant une population composite de 165 millions d'habitants, elle comporte plusieurs grandes Républiques, différentes ethnies et nationalités, et chaque région a ses besoins et intérêts particuliers. Certes, la planification industrielle et économique a une importance vitale pour le bien-être d'une communauté. Le véritable communisme — l'égalité économique entre les hommes et entre les communautés — exige que chaque communauté organise la planification la meilleure et la plus efficace, en se fondant sur ses nécessités et possibilités locales. Une telle planification repose sur la liberté complète de chaque communauté de produire et de disposer de ses produits selon ses besoins, besoins qu'elle doit fixer elle-même : chaque communauté doit échanger son surplus avec d'autres communautés indépendantes sans que nulle autorité externe n'intervienne.

Telle est la nature fondamentale du communisme sur le plan politique et économique. Cela ne peut pas fonctionner ni être possible sur d'autres bases. Le communisme est nécessairement libertaire. Anarchiste.

On ne décèle pas la moindre trace d'un tel communisme — du moindre communisme — en Russie soviétique. En fait, la seule allusion à une telle organisation est considérée comme un crime là-bas, et toute tentative de la mettre en pratique serait punie de mort.

La planification industrielle, ainsi que tous les processus de production et de distribution, se trouve entre les mains du gouvernement central. Le Conseil économique suprême est uniquement soumis à l'autorité du Parti communiste. Il est totalement indépendant de la volonté ou des souhaits des gens qui forment l'Union des républiques socialistes soviétiques. Son travail est conditionné par les politiques et les décisions du Kremlin. C'est pourquoi la Russie soviétique a exporté d'énormes quantités de blé et d'autres céréales tandis que de vastes régions dans le sud et le sud-est de la Russie étaient frappées par la famine, au point que plus de deux millions de personnes sont mortes de faim en 1932 et 1933.

La « raison d'État » est entièrement responsable de cette situation. Cette expression a toujours servi à masquer la tyrannie, l'exploitation et la détermination des dirigeants à prolonger et perpétuer leur domination.

En passant, je signalerai que, malgré la famine qui a affecté tout le pays et le manque des ressources les plus élémentaires pour vivre en Russie, le premier plan quinquennal visait uniquement à développer l'industrie lourde, industrie qui sert ou peut servir à des objectifs *militaires*.

Il en est de même pour la distribution et toutes les autres formes d'activité. Non seulement les bourgs et les villes, mais toutes les parties constitutives de l'Union soviétique sont privées d'existence indépendante. Puisqu'elles ne sont que de simples vassales de Moscou, leurs activités économiques, sociales et culturelles sont conçues, planifiées et sévèrement contrôlées par la « dictature du prolétariat » à Moscou. Pire : la vie de chaque localité, et même de chaque individu, dans les prétendues républiques « socialistes » est gérée dans le moindre détail par la « ligne générale » fixée par le « centre ».

En d'autres termes, par le Comité central et le Bureau politique du Parti, tous deux contrôlés d'une main de fer par un seul homme. Comment certains peuvent appeler communisme cette dictature, cette autocratie plus puissante et plus absolue que celle de n'importe quel tsar, cela dépasse mon imagination.

## LA VIE QUOTIDIENNE EN URSS

Examinons maintenant comment le « communisme » bolchevik influence la vie des masses et de l'individu.

Certains naïfs croient qu'au moins quelques caractéristiques du communisme ont été introduites dans la vie du peuple russe. Je souhaiterais que cela fût vrai, car ce serait un gage d'espoir, la promesse d'un développement potentiel dans cette direction. Malheureusement, dans aucun des aspects de la vie soviétique, ni dans les relations sociales ni dans les relations individuelles, on n'a jamais tenté d'appliquer les principes communistes sous une forme ou sous une autre. Comme je l'ai souligné auparavant, le fait même de suggérer que le communisme puisse être libre et volontaire est tabou en Russie. Une telle conception est considérée comme contre-révolutionnaire et relève de la haute trahison contre l'infaillible Staline et le sacro-saint Parti « communiste ».

Mettons de côté, un instant, le communisme libertaire, anarchiste. On ne trouve même pas la moindre trace, dans la Russie soviétique, d'une manifestation quelconque de communisme d'État, fût-ce sous une forme autoritaire, comme le révèle l'observation des faits de la vie quotidienne dans ce pays.

L'essence du communisme, même de type coercitif, est l'absence de classes sociales. L'introduction de l'égalité économique constitue la première étape. Telle a été la base de toutes les philosophies communistes, même si elles diffèrent entre elles sur d'autres aspects. Leur objectif commun était d'assurer la justice sociale ; toutes affirmaient qu'on ne pouvait parvenir à la justice sociale sans établir l'égalité économique. Même Platon, qui prévoyait l'existence de différentes catégories intellectuelles et morales dans sa République, s'était prononcé en faveur de l'égalité économique absolue, car les classes dirigeantes ne devaient pas y jouir de droits ou de privilèges plus importants que ceux situés en bas de l'échelle sociale.

La Russie soviétique représente le cas exactement opposé. Le bolchevisme n'a pas aboli les classes en Russie : il a seulement inversé leurs relations antérieures. En fait, il a même aggravé les divisions sociales qui existaient avant la Révolution.

## RATIONS ET PRIVILÈGES

Lorsque je suis retournée en Russie en janvier 1920, j'ai découvert d'innombrables catégories économiques, fondées sur les rations alimentaires distribuées par le gouvernement. Le marin recevait la meilleure ration, supérieure en qualité, en quan-

tité et en variété à la nourriture que mangeait le reste de la population. C'était l'aristocrate de la Révolution ; sur le plan économique et social, tous considéraient qu'il appartenait aux nouvelles classes privilégiées. Derrière lui venait le soldat, l'homme de l'Armée Rouge, qui recevait une ration bien moindre, et moins de pain. Après le soldat on trouvait l'ouvrier travaillant dans les industries d'armement ; puis les autres ouvriers, eux-mêmes divisés en ouvriers qualifiés, artisans, manœuvres, etc.

Chaque catégorie recevait un peu moins de pain, de matières grasses, de sucre, de tabac et des autres produits (lorsqu'il y en avait). Les membres de l'ancienne bourgeoisie, classe officiellement abolie et expropriée, appartenaient à la dernière catégorie économique et ne recevaient pratiquement rien. La plupart d'entre eux ne pouvaient avoir ni travail ni logement, et personne ne se souciait de la façon dont ils allaient survivre, sans se mettre à voler ou à rejoindre les armées contre-révolutionnaires ou les bandes de pillards.

Le possesseur d'une carte rouge, membre du Parti communiste, occupait une place située au-dessus de tous ceux que je viens de mentionner. Il bénéficiait d'une ration spéciale, pouvait manger dans la *stolovaya* (cantine) du Parti et avait le droit, surtout s'il était recommandé par un responsable plus élevé, à des sous-vêtements chauds, des bottes en cuir, un manteau de fourrure ou d'autres articles de valeur. Les bolcheviks les plus éminents disposaient de leurs propres restaurants, auxquels les militants de base n'avaient pas accès. A Smolny, qui abritait alors le quartier général du gouvernement de Petrograd, il existait deux restaurants, un pour les communistes les mieux placés, un autre pour les bolcheviks moins importants. Zinoviev, alors président du soviet de Petrograd et véritable autocrate du District du Nord, ainsi que d'autres membres du gouvernement prenaient leurs repas chez eux, à l'Astoria, autrefois le meilleur hôtel de la ville, devenu la première Maison du Soviet, où ils vivaient avec leurs familles.

Plus tard je constatai une situation identique à Moscou, Kharkov, Kiev, Odessa — dans toute la Russie soviétique.

Voilà ce qu'était le « communisme » bolchevik. Ce système eut des conséquences désastreuses : il suscita l'insatisfaction, le ressentiment et l'hostilité dans tout le pays ; il provoqua des sabotages dans les usines et les campagnes, des grèves et des révoltes incessantes. « L'homme ne vit pas que de pain », paraît-il. C'est vrai, mais il meurt s'il n'a rien à manger. Pour l'homme de la rue, pour les masses russes qui avaient versé leur sang en espé-

rant libérer leur pays, le système différencié de rations symbolisait le nouveau régime. Le bolchevisme représentait pour eux un énorme mensonge, car il n'avait pas tenu sa promesse d'instaurer la liberté ; en effet, pour eux la liberté signifiait la justice sociale et l'égalité économique. L'instinct des masses les trompe rarement ; dans ce cas il s'avéra prophétique. Pourquoi s'étonner par conséquent que l'enthousiasme général pour la révolution se soit rapidement transformé en déception et amertume, hostilité et haine ? Combien de fois des ouvriers russes se sont plaints à moi : « Cela nous est égal de travailler dur et d'avoir faim. C'est l'injustice qui nous révolte. Si un pays est pauvre, s'il y a peu de pain, alors partageons entre tous le peu qu'il y a, mais partageons-le de façon équitable. Actuellement, la situation est la même qu'avant la révolution ; certains reçoivent beaucoup, d'autres moins, et d'autres rien du tout. »

L'inégalité et les privilèges créés par les bolcheviks ont rapidement eu des conséquences inévitables : ce système a approfondi les antagonismes sociaux ; il a éloigné les masses de la Révolution, paralysé leur intérêt pour elle, étouffé leurs énergies et contribué à anéantir tous les projets révolutionnaires.

Ce système inégalitaire fondé sur des privilèges s'est renforcé, perfectionné et sévit encore aujourd'hui.

La révolution russe était, au sens le plus profond, un bouleversement social : sa tendance fondamentale était libertaire, son but essentiel l'égalité économique et sociale. Bien avant la révolution d'octobre-novembre 1917, le prolétariat urbain avait commencé à s'emparer des ateliers, des fabriques et des usines, pendant que les paysans expropriaient les grandes propriétés et cultivaient les terres en commun. Le développement continu de la révolution dans une direction communiste dépendait de l'unité des forces révolutionnaires et de l'initiative directe, créatrice, des masses laborieuses. Le peuple était enthousiasmé par les grands objectifs qu'il avait devant lui ; il s'appliquait passionnément, énergiquement, à reconstruire une nouvelle société. En effet, seuls ceux qui avaient été exploités pendant des siècles étaient capables de trouver librement le chemin vers une société nouvelle, régénérée.

Mais les dogmes bolcheviks et l'étatisme « communiste » ont constitué un obstacle fatal aux activités créatrices du peuple. La caractéristique fondamentale de la psychologie bolchevik était sa méfiance envers les masses. Les théories marxistes, qui voulaient exclusivement concentrer le pouvoir entre les mains du Parti, aboutirent rapidement

à la disparition de toute collaboration entre les révolutionnaires, à l'élimination brutale et arbitraire des autres partis et mouvements politiques. La politique bolchevique aboutit à éliminer le moindre signe de mécontentement, à étouffer les critiques et les opinions indépendantes, ainsi qu'à écraser les efforts ou initiatives populaires. La centralisation de tous les moyens de production entre les mains de la dictature communiste handicapa les activités économiques et industrielles du pays. Les masses ne purent façonner la politique de la Révolution, ni prendre part à l'administration de leurs propres affaires. Les syndicats étaient étatisés et se contentaient de transmettre les ordres du gouvernement. Les coopératives populaires — instrument essentiel de la solidarité active et de l'entraide entre villes et campagnes — ont été liquidées, les soviets de paysans et d'ouvriers vidés de leur contenu et transformés en comités de béni-oui-oui. Le gouvernement s'est mis à contrôler tous les domaines de la vie sociale. On a créé une machine bureaucratique inefficace, corrompue et brutale. En s'éloignant du peuple, la révolution s'est condamnée à mort ; et au-dessus de tous planait le redoutable glaive de la terreur bolchevik.

Tel était le communisme des « bolcheviks » au cours des premières étapes de la révolution. Chacun sait qu'il provoqua la paralysie complète de l'industrie, de l'agriculture et des transports. C'était la période du « communisme de guerre », de la conscription paysanne et ouvrière, de la destruction totale des villages paysans par l'artillerie bolchevik — toutes ces mesures sociales et économiques qui ont abouti à la terrible famine de 1921.

## **QU'EST-CE QUI A CHANGE DEPUIS 1921 ?**

Qu'en est-il aujourd'hui ? Le « communisme » a-t-il changé de nature ? Est-il véritablement différent du « communisme » de 1921 ? A mon grand regret je suis obligée d'affirmer que, malgré toutes les décisions politiques et les mesures économiques bruyamment annoncées, le bolchevisme « communiste » est fondamentalement le même qu'en 1921.

Aujourd'hui la paysannerie, dans la Russie soviétique, est entièrement dépossédée de sa terre. Les sovkhozes sont des fermes gouvernementales sur lesquelles les paysans travaillent en échange d'un salaire, exactement comme l'ouvrier dans une usine. Les bolcheviks appellent cela « l'industrialisation » de l'agriculture, la « transformation du paysan en prolétaire ». Dans le

kolkhoze, la terre n'appartient que nominale-ment au village. En fait, elle est la propriété de l'État. Celui-ci peut à tout moment — et il le fait souvent — réquisitionner les membres du kolkhoze et leur ordonner de partir travailler dans d'autres régions ou les exiler dans de lointains villages parce qu'ils n'ont pas obéi à ses ordres. Les kolkhozes sont gé-rés collectivement mais le contrôle gouvernemen-tal est tel que la terre a été en fait expropriée par l'État. Celui-ci fixe les impôts qu'il veut ; il décide du prix des céréales ou des autres produits qu'il achète. Ni le paysan individuel ni le village sovié-tique n'ont leur mot à dire. Imposant de nombreux prélèvements et emprunts étatiques obligatoires, le gouvernement s'approprie les produits des kolkho-zes. Il s'arroge également le droit, en invoquant des délits réels ou supposés, de les punir en réqui-sitionnant toutes leurs céréales.

On s'accorde à dire que la terrible famine de 1921 a été provoquée surtout par la *razverstka*, l'expropriation brutale en vogue à l'époque. C'est à cause de cette famine, et de la révolte qui en ré-sulta, que Lénine décida d'introduire la Nep — la Nouvelle politique économique — qui limita les expropriations menées par l'État et permit aux paysans de disposer de certains de leurs surplus pour leur propre usage. La Nep améliora immédia-tement les conditions économiques dans le pays. La famine de 1932-1933 fut déclenchée par des méthodes « communistes » semblables : la volonté d'imposer la collectivisation.

On retrouva la même situation qu'en 1921, ce qui força Staline à réviser un peu sa politique. Il comprit que le bien-être d'un pays, surtout à domi-nante agraire comme la Russie, dépend principa-lement de la paysannerie. Le slogan fut lancé : il fallait donner au paysan la possibilité d'accéder à un « bien-être » plus grand. Cette « nouvelle » po-litique n'est qu'une astuce, un répit temporaire pour le paysan. Elle n'est pas plus communiste que la précédente politique agricole. Depuis le début de la dictature bolchevik, l'État n'a fait que poursui-vre l'expropriation, avec plus ou moins d'intensité, mais toujours de la même manière ; il dépouille la paysannerie en édictant des lois répressives, en employant la violence, en multipliant chicaneries et repré-sailles, en édictant toutes sortes d'interdictions, exactement comme aux pires jours du tsarisme et de la première guerre. La politique actuelle n'est qu'une variante du « communisme de guerre » de 1920-1921 — avec de plus en plus de « guerre » (de répression armée) et de moins en moins de « communisme ». Son « égalité » est celle d'un pénitencier ; sa « liberté » celle d'un groupe de forçats enchaînés. Pas étonnant que les

bolcheviks affirment que la liberté est un préjugé bourgeois.

Les thuriféraires de l'Union soviétique insistent sur le fait que le « communisme de guerre » était justifié au début de la Révolution, à l'époque du blocus et des fronts militaires. Mais plus de seize années ont passé. Il n'y a plus ni blocus, ni combats sur les fronts, ni contre-révolution menaçante. Tous les grands États du monde ont reconnu l'URSS. Le gouvernement soviétique insiste sur sa bonne volonté envers les États bourgeois, sollicite leur coopération et commerce beaucoup avec eux. Il entretient même des relations amicales avec Mussolini et Hitler, ces fameux champions de la liberté. Il aide le capitalisme à faire face à ses tem-pêtes économiques en achetant des millions de dol-lars de marchandises et en lui ouvrant de nouveaux marchés.

Voici donc, dans les grandes lignes, ce que la Russie soviétique a accompli durant les dix-sept années qui ont suivi la révolution. Mais en ce qui concerne le communisme proprement dit, le gou-vernement bolchevik suit exactement la même po-litique qu'auparavant. Il a effectué quelques chan-gements politiques et économiques superficiels, mais fondamentalement il s'agit toujours du même État, fondé sur le même principe de violence et de coercition et qui emploie les mêmes méthodes de terreur et de contrainte que pendant la période 1920-1921.

## LA MULTIPLICATION DES CLASSES

Il existe davantage de classes en Russie soviéti-que aujourd'hui qu'en 1917, et que dans la plupart des autres pays. Les bolcheviks ont créé une vaste bureaucratie soviétique qui jouit de privilèges spé-ciaux et d'une autorité quasiment illimitée sur les masses ouvrières et paysannes. Cette bureaucratie est elle-même commandée par une classe encore plus privilégiée de « camarades responsables » — la nouvelle aristocratie soviétique.

La classe ouvrière est divisée et subdivisée en une multitude de catégories : les *oudarniki* (les troupes de choc des travailleurs, à qui l'on accorde différents privilèges), les « spécialistes », les arti-sans, les simples ouvriers et les manœuvres. Il y a les « cellules » d'usines, les comités d'usines, les pionniers, les komsomols, les membres du Parti, qui tous jouissent d'avantages matériels et d'une parcelle d'autorité.

Il existe aussi la vaste classe des *lishenti*, les personnes privées de droits civiques, dont la plu-part n'ont pas la possibilité de travailler, ni le droit

de vivre dans certains endroits : elles sont pratiquement privées de tout moyen d'existence. Le fameux « carnet » de l'époque tsariste, qui interdisait aux juifs de vivre dans certaines régions du pays, a été réinstauré pour toute la population grâce à la création du nouveau passeport soviétique.

Au-dessus de toutes ces classes, règne la Guépéou, institution redoutée, secrète, puissante et arbitraire, véritable gouvernement à l'intérieur du gouvernement. La Guépéou à son tour possède ses propres catégories sociales. Elle a ses forces armées, ses établissements commerciaux et industriels, ses lois et ses règlements, et dispose d'une vaste armée d'esclaves : la population pénitentiaire. Même dans les prisons et les camps de concentration, on trouve différentes classes bénéficiant de privilèges spéciaux.

Dans l'industrie règne le même genre de communisme que dans l'agriculture. Un système Taylor soviétisé fonctionne dans toute la Russie, combinant des normes de qualité très basses et le travail à la pièce — système le plus intensif d'exploitation et de dégradation humaine, et qui suscite d'innombrables différences de salaires et de rémunérations.

Les paiements se font en argent, en rations, en réductions sur les charges (loyers, électricité, etc.), sans parler des primes et des récompenses spéciales pour les *oudarniki*. En clair, c'est le *salarial* qui fonctionne en Russie.

Ai-je besoin d'ajouter qu'un système économique fondé sur le salariat ne peut avoir le moindre lien avec le communisme et en est l'antithèse absolue ?

## UNE DICTATURE DE PLUS EN PLUS IMPI-TOYABLE

Telles sont les principales caractéristiques du système soviétique actuel. Il faut faire preuve d'une naïveté impardonnable, ou d'une hypocrisie encore plus inexcusable, pour prétendre, comme le font les zéloteurs du bolchevisme, que le travail forcé en Russie démontre les capacités « d'auto-organisation des masses dans le domaine de la production ».

Étrangement, j'ai rencontré des individus apparemment intelligents qui prétendent que, grâce à de telles méthodes, les bolcheviks « sont en train de construire le communisme ». Apparemment certains croient que construire une nouvelle société consiste à détruire brutalement, physiquement et moralement, les plus hautes valeurs de l'humanité. D'autres prétendent que la route de la liberté et de

la coopération passe par l'esclavage des ouvriers et l'élimination des intellectuels. Selon eux, distiller le poison de la haine et de l'envie, instaurer un système généralisé d'espionnage et de terreur, constitue la meilleure façon pour l'humanité de se préparer à l'esprit fraternel du communisme !

Je suis évidemment en total désaccord avec ces conceptions. Rien n'est plus pernicieux que d'avilir un être humain et d'en faire le rouage d'une machine sans âme, de le transformer en serf, en espion ou en victime de cet espion. Rien n'est plus corrompeur que l'esclavage et le despotisme.

L'absolutisme politique et la dictature ont de nombreux points communs : les moyens et les méthodes utilisés pour atteindre un but donné finissent par devenir l'objectif. L'idéal du communisme, du socialisme, a cessé depuis longtemps d'inspirer les chefs bolcheviks. Le pouvoir et le renforcement du pouvoir sont devenus leur seul but. Mais la soumission abjecte, l'exploitation et l'aviilissement des hommes ont transformé la mentalité du peuple.

La nouvelle génération est le produit des principes et méthodes bolcheviks, le résultat de seize années de propagation d'opinions officielles, seules opinions permises dans ce pays. Ayant grandi dans un régime où toutes les idées et les valeurs sont édictées et contrôlées par l'État, la jeunesse soviétique sait peu de choses sur la Russie elle-même, et encore moins sur les autres pays. Cette jeunesse compte de nombreux fanatiques aveugles, à l'esprit étroit et intolérant, elle est privée de toute perception morale, dépourvue du sens de la justice et du droit. A cet élément vient s'ajouter l'influence de la vaste classe des carriéristes, des arrivistes et des égoïstes éduqués dans le dogme bolchevik : « La fin justifie les moyens. » Néanmoins il existe des exceptions dans les rangs de la jeunesse russe. Un bon nombre d'entre eux sont profondément sincères, héroïques et idéalistes. Ils voient et sentent la force des idéaux que revendique bruyamment le Parti. Ils se rendent compte que les masses ont été trahies. Ils souffrent profondément du cynisme et du mépris que le Parti prône envers toute émotion humaine. La présence des komsomols dans les prisons politiques soviétiques, les camps de concentration et l'exil, et les risques incroyables que certains d'entre eux prennent pour s'enfuir de ce pays prouvent que la jeune génération n'est pas seulement composée d'individus serviles ou craintifs. Non, toute la jeunesse russe n'a pas été transformée en pantins, en fanatiques, ou en adorateurs du trône de Staline et du mausolée de Lénine.

La dictature est devenue une nécessité absolue pour la survie du régime. Car là où règnent un système de classes et l'inégalité sociale, l'État doit recourir à la force et à la répression. La brutalité d'un tel régime est toujours proportionnelle à l'amertume et au ressentiment qu'éprouvent les masses. La terreur étatique est plus forte en Russie soviétique que dans n'importe quel pays du monde civilisé actuel, parce que Staline doit vaincre et réduire en esclavage une centaine de millions de paysans entêtés. C'est parce que le peuple hait le régime que le sabotage industriel est aussi développé en Russie, que les transports sont aussi désorganisés après plus de seize années de gestion pratiquement militarisée ; on ne peut expliquer autrement la terrible famine dans le Sud et le Sud-Est, en dépit des conditions naturelles favorables, malgré les mesures les plus sévères prises pour obliger les paysans à semer et récolter, et malgré l'extermination et la déportation de plus d'un million de paysans dans les camps de travail forcé.

La dictature bolchevik incarne une forme d'absolutisme qui doit sans cesse se durcir pour survivre, qui supprime toute opinion indépendante et toute critique dans le Parti, à l'intérieur même de ses cercles les plus élevés et les plus fermés.

Il est significatif, par exemple, que les bolcheviks et leurs agents, stipendiés ou bénévoles, ne cessent d'assurer au reste du monde que « tout va bien en Russie soviétique » et que « la situation s'améliore constamment ». Ce type de discours est aussi crédible que les propos pacifistes que tient Hitler, alors qu'il accroît frénétiquement sa force militaire.

### **PRISE D'OTAGES ET PATRIOTISME**

Loin de s'adoucir, la dictature est chaque jour plus impitoyable. Le dernier décret contre les prétendus contre-révolutionnaires, ou les traîtres à l'État soviétique, devrait convaincre même certains des plus ardents thuriféraires des miracles accomplis en Russie. Ce décret renforce les lois déjà existantes contre toute personne qui ne peut pas, ou ne veut pas, respecter l'infailibilité de la Sainte Trinité — Marx-Lénine-Staline. Et les effets de ce décret sont encore plus drastiques et cruels contre toute personne jugée coupable.

Certes, la prise d'otages n'est pas une nouveauté en Union soviétique. On la pratiquait déjà lorsque je suis revenue vivre pendant deux ans en URSS. Pierre Kropotkine et Vera Figner ont pro-

testé en vain contre cette tache noire sur l'écusson de la révolution russe. Maintenant, au bout de dix-sept années de domination bolchevik, le pouvoir a jugé nécessaire d'édicter un nouveau décret. Non seulement, il renoue avec la pratique de la prise d'otages, mais il punit cruellement tout adulte appartenant à la famille du criminel — supposé ou réel.

Voici comment le nouveau décret définit la trahison envers l'État : « tout acte commis par un citoyen de l'URSS et qui nuit aux forces armées de l'URSS, à l'indépendance ou à l'inviolabilité du territoire, tel que l'espionnage, la trahison de secrets militaires ou de secrets d'État, le passage à l'ennemi, la fuite ou le départ en avion vers un pays étranger ».

Les traîtres ont bien sûr toujours été fusillés. Ce qui rend ce nouveau décret encore plus terrifiant c'est la cruelle punition qu'il exige pour tout individu vivant avec la malheureuse victime ou qui lui apporte de l'aide, que le « complice » soit au courant du délit ou en ignore l'existence. Il peut être emprisonné, exilé, ou même fusillé, perdre ses droits civiques, et être dépossédé de tout ce qu'il a.

En d'autres termes, ce nouveau décret institutionnalise une prime pour tous les informateurs qui, afin de sauver leur propre peau, collaboreront avec la Guépéou pour se faire bien voir et dénonceront aux hommes de main de l'État russe l'infortuné parent qui a offensé les Soviétiques.

Ce nouveau décret devrait définitivement bayer tout doute subsistant encore à propos de l'existence du communisme en Russie. Ce texte juridique ne prétend même plus défendre l'internationalisme et les intérêts du prolétariat. Le vieil hymne internationaliste s'est maintenant transformé en une chanson païenne qui vante la patrie et que la presse soviétique servile encense bruyamment : « La défense de la Patrie est la loi suprême de la vie, et celui qui élève la main contre elle, qui la trahit, doit être éliminé. »

Il est désormais évident que la Russie soviétique est, sur le plan politique, un régime de despotisme absolu et, sur le plan économique, la forme la plus grossière du capitalisme d'État.

1. Tous les intertitres ont été ajoutés par le traducteur (N.D.L.R.).

# Sur le débat entre Léon Trotsky et Emma Goldman

Les trois textes qui suivent datent des années 1937-1938, années très dures pour Léon Trotsky mais aussi pour Emma Goldman. Tous deux sont des proscrits et mènent leur combat dans des conditions matérielles et politiques très difficiles. Trotsky défend bec et ongles la position prise par le Parti bolchevik en 1921, sans même mentionner qu'il ne joua qu'un rôle limité dans la répression directe de Cronstadt et que les autres dirigeants du Parti à l'époque, de Lénine à Staline en passant par Zinoviev et Kamenev, sont tout aussi responsables. Cette répression, d'ailleurs, coûta plus de vies aux communistes qu'aux insurgés, puisque des milliers de Cronstadtien s'enfuirent en direction de la Finlande pour éviter d'être faits prisonniers ou fusillés. Mais comme le remarque justement Emma Goldman, Trotsky ne peut à la fois se présenter comme le seul véritable héritier de Lénine et du léninisme, et refuser de rendre des comptes sur ce qu'il a fait (ou approuvé) lorsqu'il était au pouvoir.

Le titre de l'article de Trotsky fait directement allusion à une pièce de Shakespeare (*Much ado about nothing*, *Beaucoup de bruit pour rien*) et éclaire immédiatement la position du fondateur de l'Armée rouge. Trotsky considère tous ses critiques comme des adversaires de la révolution, et il n'existe qu'une vérité : la sienne. Malgré son dogmatisme, son texte a quand même le mérite de présenter une vision politique générale de la période précédant Cronstadt. Emma Goldman, quant à elle, essaie de situer le débat à un autre niveau, plus concret mais aussi plus fécond, même si l'on n'est pas obligé de partager tous les points de son analyse.

Le débat sur les formes que prendra le pouvoir des travailleurs, et les rapports de ce pouvoir à la fois avec les débris de la machine étatique et les différents partis politiques, ouvriers ou bourgeois, ce débat est absolument indispensable et n'a rien d'académique.

D'ailleurs une récente « discussion » dans *Rouge*, montre bien à quel point les trotskystes apparemment les plus « ouverts » se referment comme une huître dès que l'on aborde certaines questions sensibles touchant à la démocratie ouvrière, même timidement comme l'avait fait Léonce Aguire dans une tribune libre de l'hebdomadaire de la LCR en mars 2002. Sur la douzaine d'interventions reproduites sur le Net, pas une seule ne fait référence aux travaux les plus récents des historiens qui s'intéressent à l'URSS. Lorsque des trotskystes « débattent » de Cronstadt en 2002, c'est pour répéter, de façon totalement intemporelle, ce que racontaient John Reed, Alfred Rosmer, Victor Serge ou Léon Trotsky, il y a 50, 60 ou 80 ans.

Il est également significatif que, lors de leurs dernières campagnes électorales, les différentes composantes de l'extrême gauche européenne, de la Socialist Alliance britannique au Bloque de Esquerda portugais en passant par LO, la LCR et le PT en France, aient soigneusement évité de poser le problème des formes que pourrait prendre le pouvoir des travailleurs et qu'ils se soient tous contentés d'une référence vague à un gouvernement ou un contrôle « plus démocratiques » de la population sur l'État. Comme si, 80 ans après Cronstadt, ils étaient prêts à se substituer de nouveau à la classe ouvrière... (Y.C.)

# Léon Trotsky : Beaucoup de tapage autour de Cronstadt (15 janvier 1938)

(Ce texte est extrait des *Œuvres de Trotsky* traduites en français et publiées aux Éditions de documentation internationale. Nous remercions l'Institut Léon Trotsky et Pierre Broué de nous avoir autorisés à le reproduire ici.  
— N.D.L.R.)

## Un « front populaire » d'accusateurs

La campagne autour de Cronstadt est menée dans certains milieux avec une énergie qui ne se relâche pas. On pourrait croire que la révolte de Cronstadt ne s'est pas produite il y a dix-sept ans, mais hier seulement. Anarchistes, mencheviks russes, sociaux-démocrates de gauche du Bureau de Londres, confusionnistes individuels, le journal de Milioukov et, à l'occasion, la grande presse capitaliste participent à cette campagne avec un zèle égal et les mêmes cris de ralliement. En son genre, c'est une sorte de « Front populaire » !

Hier seulement, j'ai trouvé par hasard dans un hebdomadaire mexicain de tendance à la fois catholique réactionnaire et « démocratique », les lignes suivantes : « Trotsky ordonna l'exécution de 1500 (?) marins de Cronstadt, ces purs d'entre les purs. Sa politique quand il était au pouvoir ne différait en rien de la politique actuelle de Staline. » Comme on le sait, c'est la même conclusion qu'ont tirée les anarchistes de gauche. Lorsque, pour la première fois, je répondis brièvement dans la presse aux questions de Wendelin Thomas, membre de la commission d'enquête de New York, le journal des mencheviks russes vola au secours des mutins de Cronstadt et de... Wendelin Thomas. Le journal de Milioukov intervint dans le même sens. Les anarchistes m'attaquèrent encore plus fort. Toutes ces autorités proclamaient que ma réponse à Thomas était sans valeur. Cette unanimité est d'autant plus remarquable que les anarchistes défendent dans le symbole de Cronstadt l'authentique communisme anti-étatique ; à l'époque de l'insurrection de Cronstadt, les mencheviks étaient des partisans déclarés de la restauration du capitalisme, et, aujourd'hui encore, Milioukov est pour le capitalisme.

Comment l'insurrection de Cronstadt peut-elle être à la fois si chère au cœur des anarchistes, des mencheviks et des contre-révolutionnaires libéraux ? La réponse est simple : tous ces groupes ont intérêt à discréditer l'unique courant révolutionnaire qui n'ait jamais renié son drapeau, qui ne se soit jamais compromis avec l'ennemi, et qui soit le seul à représenter l'avenir. C'est pourquoi il y a parmi les accusateurs attardés de mon « crime » de Cronstadt

tellement d'anciens révolutionnaires, ou d'anciens demi-révolutionnaires, de gens qui jugent nécessaire de détourner l'attention des abjections de la III<sup>e</sup> Internationale ou de la trahison des anarchistes espagnols. Les staliniens ne peuvent pas encore se joindre ouvertement à la campagne autour de Cronstadt, mais à coup sûr ils se frottent les mains de satisfaction. Autant de coups dirigés contre le « trotskysme », contre le marxisme révolutionnaire, contre la IV<sup>e</sup> Internationale !

Mais au juste pourquoi cette confrérie bigarrée s'accroche-t-elle précisément à Cronstadt ? Au cours des années de la révolution, nous avons eu pas mal de conflits avec les Cosaques, les paysans et même avec certaines couches d'ouvriers (des ouvriers de l'Oural organisèrent un régiment de volontaires de l'armée de Koltchak !). La base de ces conflits résidait avant tout dans l'antagonisme entre les ouvriers, en tant que consommateurs, et les paysans, en tant que producteurs et vendeurs du pain. Sous la pression du besoin et des privations, les ouvriers eux-mêmes se divisaient épisodiquement en camps hostiles ; selon qu'ils étaient plus ou moins liés au village. L'Armée rouge elle-même subissait l'influence de la campagne. Pendant les années de guerre civile, il fallut plus d'une fois désarmer des régiments mécontents ! L'introduction de la « Nouvelle politique économique » (Nep) atténua les frictions, mais fut loin de les faire disparaître complètement. Au contraire, elle prépara la réapparition des koulaks et conduisit, au début de la présente décennie, à la renaissance de la guerre civile dans les campagnes. L'insurrection de Cronstadt ne fut qu'un épisode dans l'histoire des relations entre la ville prolétarienne et le village petit-bourgeois ; on ne peut comprendre cet épisode qu'en le mettant en liaison avec la marche générale du développement de la lutte des classes au cours de la révolution.

Cronstadt ne diffère de la longue liste des autres mouvements et soulèvements petits-bourgeois que par son aspect sensationnel. Il s'agissait d'une forteresse maritime, située à proximité de Petrograd. Pendant le soulèvement, on fit des proclamations, on lança des appels par radio. Les socialistes-

révolutionnaires et les anarchistes, accourus précipitamment de Petrograd, embellirent le soulèvement avec des phrases et des gestes « nobles ». Tout ce travail laissa des traces imprimées. A l'aide de ce matériel documentaire (en fait, de fausses étiquettes), il n'est pas difficile de bâtir une légende autour de Cronstadt, d'autant plus exaltée que, depuis 1917, le nom de Cronstadt était entouré d'une auréole révolutionnaire. Ce n'est pas pour rien que la revue mexicaine ci-dessus mentionnée appelle ironiquement les marins de Cronstadt « les purs entre les purs ».

La spéculation sur le prestige révolutionnaire de Cronstadt est un des principaux traits de cette campagne véritablement charlatanesque. Anarchistes, mencheviks, libéraux, réactionnaires, tentent de présenter les choses comme si, au début de 1921, les bolcheviks avaient retourné leurs armes contre ces mêmes marins de Cronstadt qui avaient assuré la victoire de l'insurrection d'Octobre. C'est le point de départ de tout l'édifice de leur mensonge. Qui veut en mesurer la profondeur doit avant tout lire l'article du camarade J. G. Wright dans *New International*. Mon objectif est différent : je veux caractériser la physionomie du soulèvement de Cronstadt d'un point de vue plus général.

### **Les groupements sociaux et politiques à Cronstadt**

La révolution est « faite » directement par une minorité. Cependant le succès d'une révolution n'est possible que si cette minorité trouve un appui plus ou moins grand, ou au moins une amicale neutralité de la part de la majorité. La succession des divers stades de la révolution, de même que le passage de la révolution à la contre-révolution sont directement déterminés par les modifications des rapports politiques entre minorité et majorité, entre avant-garde et classe.

Parmi les marins de Cronstadt, il y avait trois couches politiques : les révolutionnaires prolétariens, certains ayant un sérieux passé de luttes et une trempe révolutionnaire ; la couche intermédiaire, la majorité essentiellement d'origine paysanne, et enfin une couche de réactionnaires, fils de koulaks, de boutiquiers et de popes. Au temps du tsar, l'ordre ne pouvait être maintenu sur les bateaux de guerre et dans la forteresse que dans la mesure où le corps des officiers, par l'intermédiaire de la partie réactionnaire des sous-officiers et des marins, exerçait son influence ou sa terreur sur la large couche intermédiaire, isolant ainsi les révolutionnaires, qui étaient surtout les mécaniciens, les artilleurs, les électriciens, c'est-à-dire surtout des ouvriers de ville.

L'histoire de la mutinerie du cuirassé *Potemkine*, en 1905 repose intégralement sur les relations réciproques entre ces trois couches, c'est-à-dire la lutte des couches extrêmes, prolétarienne et petite-bourgeoise réactionnaire, pour exercer l'influence dominante sur la couche paysanne intermédiaire, la plus nombreuse. Celui qui n'a pas compris ce problème, qui constitua l'axe du mouvement révolutionnaire dans la flotte, ferait mieux de se taire sur les problèmes de la révolution russe en général. Car elle fut tout entière, et, pour une large part, elle est encore aujourd'hui une lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie pour influencer de façon décisive la classe paysanne. La bourgeoisie, durant la période soviétique, s'est présentée surtout dans la personne des koulaks, c'est-à-dire des sommets de la petite-bourgeoisie, de l'intelligentsia « socialiste », et, maintenant sous la forme de la bureaucratie « communiste ». Telle est la mécanique fondamentale de la révolution à toutes ses étapes.

Dans la flotte, cette mécanique a pris une expression plus concentrée, et par là plus dramatique.

La composition politique du soviet de Cronstadt reflétait la composition sociale de la garnison et des équipages. Dès l'été 1917, la direction du soviet appartenait au Parti bolchevik. Il s'appuyait sur la meilleure partie des marins et comprenait nombre de révolutionnaires passés par l'illégalité, libérés des bagnes.

Mais les bolcheviks constituaient, si je me souviens bien, même durant les journées de l'insurrection d'Octobre, moins de la moitié du soviet. Plus de la moitié était constituée par les socialistes-révolutionnaires et les anarchistes. Les mencheviks n'existaient absolument pas à Cronstadt. Le Parti menchevik haïssait Cronstadt.

Les socialistes-révolutionnaires officiels n'avaient d'ailleurs pas à son égard une attitude meilleure. Les socialistes-révolutionnaires de Cronstadt étaient passés très vite à l'opposition contre Kerenski et constituaient un des détachements de choc de ceux qu'on appelait les socialistes-révolutionnaires « de gauche ». Ils s'appuyaient sur les éléments paysans de la flotte et sur la garnison de terre.

Quant aux anarchistes, ils constituaient le groupe le plus bigarré. Il y avait parmi eux d'authentiques révolutionnaires, du genre de Jouk ou de Jelezniak; mais c'étaient des individus isolés, étroitement liés aux bolcheviks.

La majorité des « anarchistes » de Cronstadt représentait la masse petite-bourgeoise de la ville et, du point de vue du niveau révolutionnaire, était au-

dessous des socialistes-révolutionnaires de gauche. Le président du soviet était un sans-parti, « sympathisant anarchiste », mais au fond un petit fonctionnaire tout à fait paisible, qui avait été auparavant plein de déférence pour les autorités tsaristes et l'était maintenant pour la révolution.

L'absence complète de mencheviks, le caractère « gauche » des socialistes-révolutionnaires et la coloration anarchiste de la petite-bourgeoisie s'expliquent par l'acuité de la lutte révolutionnaire de la flotte et l'influence dominante de la partie prolétarienne des marins.

### **Les modifications intervenues pendant les années de la guerre civile**

Cette caractérisation politique et sociale de Cronstadt que l'on pourrait, si l'on voulait, corroborer et illustrer par de nombreux faits et documents, permet déjà d'entrevoir les modifications qui se sont produites à Cronstadt durant les années de la guerre civile et dont le résultat fut de changer sa physionomie jusqu'à la rendre méconnaissable. C'est précisément sur ce côté très important de la question que mes accusateurs tardifs ne disent pas un mot, en partie par ignorance, en partie par mauvaise foi.

Oui, Cronstadt fut une page héroïque de l'histoire de la révolution. Mais la guerre civile commença à dépeupler systématiquement Cronstadt et toute la flotte de la Baltique. Déjà, dans les journées de l'insurrection d'Octobre, des détachements de marins de Cronstadt furent envoyés en renfort à Moscou. D'autres furent ensuite dirigés sur le Don, en Ukraine, pour réquisitionner le blé, organiser le pouvoir local. Les premiers temps, Cronstadt semblait inépuisable.

Il m'arriva d'envoyer de différents fronts des dizaines de télégrammes réclamant la mobilisation de nouveaux détachements « sûrs », formés d'ouvriers de Petrograd et de marins de la Baltique. Mais, dès la fin de 1918 et en tout cas pas plus tard que 1919, les fronts commencèrent à se plaindre que les nouveaux détachements marins de Cronstadt n'étaient pas bons, qu'ils étaient exigeants, indisciplinés, peu sûrs au combat, en somme plus nuisibles qu'utiles. Après la liquidation de Ioudénitch à l'hiver 1919, la flotte de la Baltique et Cronstadt tombèrent dans une prostration totale. On en avait retiré tout ce qui avait quelque valeur, pour le jeter dans le Sud, contre Denikine.

Si les marins de Cronstadt de 1917-1918 s'étaient trouvés considérablement au-dessus du niveau de l'Armée rouge et avaient constitué l'armature de ses premiers détachements, de même que l'armature du régime soviétique dans de nombreux

gouvernements, les marins qui étaient restés dans le Cronstadt « en paix » jusqu'au début de 1921 sans trouver d'emploi sur aucun des fronts de la guerre civile, étaient en règle générale considérablement au-dessous du niveau moyen de l'Armée rouge, et contenaient un fort pourcentage d'éléments complètement démoralisés qui portaient d'élégants pantalons bouffants et se coiffaient comme des soute-neurs.

La démoralisation sur la base de la famine et de la spéculation avait de façon générale terriblement augmenté vers la fin de la guerre civile. Ce qu'on appelait le *mechotchnitchevstvo* (« le petit marché noir ») avait revêtu le caractère d'un fléau social qui menaçait d'étrangler la révolution. Et, à Cronstadt particulièrement, garnison qui était oisive et vivait sur son passé, la démoralisation avait atteint des proportions très importantes. Quand la situation devint particulièrement difficile dans Petrograd affamée, on examina plus d'une fois, au Bureau politique, la question de savoir s'il ne fallait pas faire un « emprunt intérieur » à Cronstadt, où restaient encore d'importantes réserves de denrées variées. Mais les délégués des ouvriers de Petrograd répondaient : « Ils ne nous donneront rien de plein gré. Ils trafiquent sur les draps, le charbon, le pain. A Cronstadt aujourd'hui, toute la racaille a relevé la tête. » Telle était la situation réelle, sans les doucereuses idéalizations faites après coup.

Il faut ajouter encore que s'étaient réfugiés dans la flotte de la Baltique, en se portant « vo-lontaires », des marins lettons et estoniens qui craignaient de partir au front et cherchaient à revenir dans leurs patries bourgeoises, la Lettonie et l'Estonie. Ces éléments étaient résolument hostiles au pouvoir soviétique et ont bien manifesté cette hostilité pendant les journées de l'insurrection de Cronstadt. Et, en même temps, des milliers et des milliers d'ouvriers lettons, surtout d'anciens manœuvres, faisaient preuve, sur tous les fronts de la guerre civile, d'un héroïsme sans précédent... On ne peut mettre dans le même sac ni tous les Lettons ni tous ceux de Cronstadt. Il faut savoir opérer les différenciations politiques et sociales.

### **Les causes sociales du soulèvement**

La tâche d'une enquête sérieuse est de déterminer, sur la base de données objectives, la nature sociale et politique de la rébellion de Cronstadt et la place qu'elle occupe dans le développement de la révolution. En dehors de cela, la « critique » se réduit à des lamentations sentimentales du type pacifiste à la manière d'Alexandre Berkman, d'Emma Goldman et de leurs émules récents. Ces messieurs n'ont pas la moindre notion des critères et des mé-

thodes d'une enquête scientifique. Ils citent les appels des insurgés comme des prédicateurs dévots citent les Saintes Écritures. Ils se plaignent d'ailleurs que je ne tienne pas compte des « documents », c'est-à-dire de l'Évangile selon Makhno et autres apôtres. « Tenir compte » des documents ne signifie pas les croire sur parole. Marx disait déjà qu'on ne pouvait pas juger les partis ni les individus sur ce qu'ils disent d'eux-mêmes. Le caractère d'un parti est déterminé beaucoup plus par sa composition sociale, son passé, ses relations avec les différentes classes et couches sociales que par ses déclarations verbales ou écrites, surtout quand elles sont faites au moment critique de la guerre civile. Si nous nous mettions, par exemple, à prendre pour argent comptant les innombrables proclamations de Negrin, Companys, Garcia Oliver et Cie, nous devrions reconnaître que ces messieurs sont les amis ardents du socialisme. Ils sont pourtant en fait ses perfides ennemis.

En 1917-1918, les ouvriers révolutionnaires entraînaient derrière eux la masse paysanne, non seulement dans la flotte, mais également dans tout le pays. Les paysans s'emparèrent de la terre et la partagèrent, le plus souvent sous la direction des marins et des soldats qui rentraient dans leur village. Les réquisitions de pain ne faisaient que commencer et se limitaient d'ailleurs presque totalement à frapper les hobereaux et les koulaks. Les paysans se firent aux réquisitions comme à un mal temporaire. Mais la guerre civile dura trois ans. La ville ne donnait presque rien au village et lui prenait presque tout, surtout pour les besoins de la guerre. Les paysans avaient approuvé les « bolcheviks », mais devenaient de plus en plus hostiles aux « communistes ». Si au cours de la période précédente, les ouvriers avaient mené en avant les paysans, les paysans maintenant tiraient les ouvriers en arrière. C'est seulement par suite d'un tel changement d'état d'esprit que les Blancs réussirent à attirer partiellement à eux des paysans et même des demi-ouvriers et demi-paysans de l'Oural. C'est de ce même état d'esprit, c'est-à-dire de l'hostilité à l'égard de la ville, que s'est nourri le mouvement de Makhno, lequel arrêta et pillait les trains destinés aux fabriques, aux usines et à l'Armée rouge, détruisait les voies ferrées, exterminait les communistes, etc. Bien entendu, Makhno appelait cela la lutte anarchiste contre l'« État ». En fait, c'était la lutte du petit propriétaire exaspéré contre la dictature prolétarienne. Un mouvement analogue se produisit dans un certain nombre d'autres provinces, surtout dans celle de Tambov, sous le drapeau des « socialistes-révolutionnaires ». Enfin, dans diverses parties du pays, étaient à l'œuvre des détachements paysans

qu'on appelait « les Verts », qui ne voulaient reconnaître ni les Rouges ni les Blancs et se tenaient à l'écart des partis de la ville. Les « Verts » se mesuraient parfois aux Blancs et reçurent d'eux de cruelles leçons; mais ils ne rencontraient certes pas de pitié de la part des Rouges non plus. De même que la petite-bourgeoisie est broyée entre les meules du grand capital et du prolétariat, de même les détachements de partisans paysans étaient réduits en poudre entre l'Armée rouge et l'Armée blanche.

Seul un homme à l'esprit tout à fait creux peut voir dans les bandes de Makhno ou dans l'insurrection de Cronstadt une lutte entre les principes abstraits de l'anarchisme et du socialisme d'État. Ces mouvements étaient en fait les convulsions de la petite-bourgeoisie paysanne, laquelle voulait assurément s'affranchir du capital, mais en même temps n'était nullement d'accord pour se soumettre à la dictature du prolétariat. Elle ne savait pas concrètement ce qu'elle voulait elle-même et, de par sa situation, ne pouvait pas le savoir. C'est pourquoi elle couvrait si facilement la confusion de ses revendications tantôt du drapeau anarchiste et tantôt du drapeau populiste, tantôt d'un simple drapeau « vert ». S'opposant au prolétariat, elle tentait, sous tous ces drapeaux, de faire tourner à l'envers la roue de la révolution.

### **Le caractère contre-révolutionnaire de la rébellion de Cronstadt**

Entre les diverses couches sociales et politiques de Cronstadt, il n'y avait évidemment pas de cloisons étanches. Pour prendre soin des machines, il était resté à Cronstadt un certain nombre d'ouvriers et de techniciens qualifiés. Mais leur sélection s'était faite par élimination, et c'étaient les moins sûrs politiquement et les moins propres à la guerre civile qui étaient restés. C'est de ces éléments que sortirent par la suite plusieurs « chefs » du mouvement. Cependant, ce fait absolument naturel et inévitable, que certains accusateurs soulignent triomphalement, ne change en rien la physionomie anti-prolétarienne de la rébellion. Si on ne se laisse pas abuser par des mots d'ordre pompeux, de fausses étiquettes, etc., le soulèvement de Cronstadt n'apparaît que comme une réaction armée de la petite-bourgeoisie contre les difficultés de la révolution socialiste et la rigueur de la dictature prolétarienne. C'est précisément la signification du mot d'ordre de Cronstadt, « Les soviets sans communistes », dont se sont immédiatement emparés non seulement les socialistes-révolutionnaires, mais aussi les libéraux bourgeois. En tant que représentant le plus perspicace du capital, le professeur Milioukov comprenait qu'affranchir les soviets de la direction des commu-

nistes, c'était tuer à bref délai les soviets. C'est confirmé par l'expérience des soviets russes dans la période du règne des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires et plus clairement encore par l'expérience des soviets allemands et autrichiens sous le règne de la social-démocratie. Les soviets dominés par les socialistes-révolutionnaires et les anarchistes ne pouvaient servir que de marchepieds pour passer de la dictature du prolétariat à la restauration capitaliste. Ils n'auraient pu jouer aucun autre rôle, quelles qu'aient été les «idées» de leurs membres. Le soulèvement de Cronstadt avait ainsi un caractère contre-révolutionnaire.

Du point de vue de classe, lequel — sans offenser messieurs les éclectiques — demeure le critère fondamental, non seulement pour la politique, mais aussi pour l'histoire, il est extrêmement important de comparer le comportement de Cronstadt à celui de Petrograd dans ces journées critiques. De Petrograd aussi, on avait extrait toute la couche dirigeante des ouvriers. Dans la capitale désertée régnaient la famine et le froid, plus cruellement encore peut-être qu'à Moscou. Période héroïque et tragique ! Tous étaient affamés et irrités. Tout le monde était mécontent.

Il y avait dans les usines une sourde fermentation. En coulisse, des organisateurs venus des socialistes-révolutionnaires et des officiers blancs tentaient de lier le soulèvement militaire à un mouvement d'ouvriers mécontents. Le journal de Cronstadt parlait de barricades à Petrograd, de milliers de tués. La presse du monde entier le répétait. Mais en réalité il s'est produit un phénomène inverse. Le soulèvement de Cronstadt n'a pas attiré, mais repoussé les ouvriers de Petrograd. La démarcation s'opéra selon la ligne des classes.

Les ouvriers sentirent immédiatement que les rebelles de Cronstadt se trouvaient de l'autre côté de la barricade, et ils soutinrent le pouvoir soviétique. L'isolement politique de Cronstadt fut la cause de son manque d'assurance interne et de sa défaite militaire.

### **La Nep et l'insurrection de Cronstadt**

Victor Serge, qui semble vouloir fabriquer une synthèse quelconque de l'« anarchisme », du poumisme et du marxisme, s'est mêlé bien malencontreusement à la discussion sur Cronstadt. Selon lui, l'introduction, une année plus tôt, de la Nep aurait pu éviter le soulèvement. Admettons-le.

Mais il est très difficile de donner après coup de tels conseils. Certes, comme Serge le fait remarquer, j'avais proposé dès le début de 1920 le passage à la Nep. Mais je n'étais nullement convaincu

d'avance du succès. Ce n'était pas pour moi un secret que le remède pouvait s'avérer pire que le mal. Quand je me heurtai à l'opposition de la direction du parti, je ne fis pas ouvertement appel à la base, pour ne pas mobiliser la petite-bourgeoisie contre les ouvriers. Il fallut l'expérience des douze mois qui suivirent pour convaincre le parti de la nécessité d'un cours nouveau.

Mais il est remarquable que précisément les anarchistes de tous les pays aient accueilli la Nep comme... une trahison du communisme. Et maintenant, les avocats des anarchistes nous accusent de ne pas l'avoir introduite une année plus tôt !

Au cours de l'année 1921, Lénine a plus d'une fois publiquement reconnu que l'obstination du Parti à maintenir les méthodes du communisme de guerre était devenue une grave erreur. Mais qu'est-ce que cela change à l'affaire ? Quelles qu'aient été les causes de l'insurrection de Cronstadt, immédiates ou lointaines, sa signification était celle d'une menace mortelle pour la dictature du prolétariat.

La révolution prolétarienne, même si elle avait commis une erreur politique, devait-elle se punir elle-même et se suicider ?

Ou peut-être suffisait-il de communiquer aux insurgés de Cronstadt les décrets sur la Nep pour les apaiser de cette façon ? Illusion ! Les insurgés n'avaient pas consciemment de programme, et, par la nature même de la petite-bourgeoisie, ne pouvaient pas en avoir.

Eux-mêmes ne comprenaient pas clairement que leurs pères et leurs frères avaient, avant tout, besoin de la liberté du commerce. Ils étaient mécontents, révoltés, mais ne connaissaient pas d'issue. Les éléments les plus conscients, c'est-à-dire les plus à droite, qui agissaient en coulisse, voulaient la restauration du régime bourgeois.

Mais ils n'en parlaient pas à voix haute. L'aile «gauche» voulait la liquidation de la discipline, les « soviets libres » et une meilleure pitance. Le régime de la Nep ne pouvait apaiser les paysans que graduellement, et, à la suite des paysans, la partie mécontente de l'armée et de la flotte. Mais il fallait pour cela l'expérience et le temps.

Il est plus puéril encore de prétendre que l'insurrection n'était pas une insurrection, que les marins ne proféraient aucune menace, qu'ils s'étaient « seulement » emparés de la forteresse et des bâtiments de guerre, etc. Cela veut dire que si les bolcheviks ont attaqué la forteresse en passant sur la glace, la poitrine à découvert, c'est uniquement à cause de leur mauvais caractère, de leur penchant à provoquer artificiellement des conflits, de leur haine des marins de Cronstadt ou de la doctrine anarchiste (à

laquelle, soit dit en passant, personne ne pensait en ces jours-là). N'est-ce pas là bavardage puéril ?

Se mouvant librement dans l'espace et le temps, des critiques dilettantes essaient — dix-sept ans après — de nous suggérer l'idée que tout se serait terminé à la satisfaction générale, si la révolution avait laissé à eux-mêmes les marins insurgés. Mais le malheur est que la contre-révolution ne les aurait nullement laissés à eux-mêmes. La logique de la lutte donnait, dans la forteresse, l'avantage aux éléments les plus extrémistes, c'est-à-dire aux contre-révolutionnaires. Le besoin de ravitaillement aurait placé la forteresse dans la dépendance directe de la bourgeoisie étrangère et de ses agents, les émigrés blancs. Tous les préparatifs nécessaires pour cela étaient déjà en cours.

Attendre passivement, dans de telles conditions, un dénouement heureux, c'est sans doute ce dont auraient été capables des gens du type des anarcho-syndicalistes espagnols ou des poumistes. Par bonheur les bolcheviks appartenaient à une autre école. Ils considéraient que leur devoir était d'éteindre l'incendie dès le début, et par conséquent, avec le moins de victimes.

### **Les « insurgés de Cronstadt » sans forteresse**

Au fond, messieurs les critiques sont les adversaires de la dictature du prolétariat, et, de ce fait, les adversaires de la révolution. C'est en cela que tient tout le secret. Certes, un certain nombre d'entre eux admettent en paroles révolution et dictature. Mais cela ne vaut guère mieux. Ils veulent une révolution qui ne mènerait pas à la dictature et une dictature qui s'exercerait sans contrainte.

Ce serait bien entendu une dictature fort « agréable ». Mais cela exige quelques détails : un développement très régulier et surtout, un niveau très élevé des masses travailleuses. Dans de telles conditions, la dictature ne serait plus nécessaire. Certains anarchistes, qui sont au fond des pédagogues libéraux, espèrent que, dans cent ou dans mille ans, les travailleurs auront atteint un niveau de développement si élevé que la contrainte sera inutile. Assurément, si le capitalisme était capable de mener à un tel développement, il serait inutile de le renverser. Il n'y aurait aucun besoin, ni de révolution violente, ni de la dictature qui est la conséquence inévitable de la victoire révolutionnaire. Cependant le capitalisme décadent actuel laisse peu de place aux illusions humanitaires et pacifistes.

La classe ouvrière — pour ne pas parler des masses semi-prolétariennes — est hétérogène, socialement comme politiquement. La lutte des clas-

ses engendre la formation d'une avant-garde qui attire à elle les meilleurs éléments de la classe. La révolution est possible au moment où l'avant-garde réussit à entraîner avec elle la majorité du prolétariat. Mais cela ne signifie nullement que disparaissent les contradictions entre les travailleurs eux-mêmes. Au point culminant de la révolution, elles sont certes atténuées, mais seulement pour se manifester, ensuite, à la seconde étape, dans toute leur acuité. Telle est la marche de la révolution dans son ensemble. Telle fut sa marche à Cronstadt. Quand des raisonneurs en pantoufles veulent prescrire après coup à la révolution d'Octobre un autre itinéraire, nous ne pouvons que leur demander respectueusement de nous indiquer où et quand leurs grands principes se sont trouvés confirmés en pratique, ne fût-ce que partiellement, ne fût-ce que tendanciellement ? Où sont les signes qui permettent de compter à l'avenir sur le triomphe de ces principes ? Nous n'aurons bien entendu jamais de réponse.

La révolution a ses lois. Nous avons formulé depuis longtemps ces « leçons d'Octobre », qui ont une importance non seulement russe, mais également internationale. Personne n'a tenté de proposer d'autres « leçons ». La révolution espagnole confirme par la négative les « leçons d'Octobre ». Mais les critiques sévères se taisent ou se dérobent. Le gouvernement de « Front populaire » étrangle la révolution socialiste et fusille les révolutionnaires : les anarchistes participent à ce gouvernement et, quand on les chasse, ils continuent à soutenir les bourreaux. Et leurs avocats et alliés étrangers s'occupent pendant ce temps de défendre... la rébellion de Cronstadt contre les féroces bolcheviks. Ignoble comédie !

Les discussions actuelles autour de Cronstadt tournent autour du même axe de classe que le soulèvement de Cronstadt lui-même, au travers duquel la partie réactionnaire des marins tentait de renverser la dictature du prolétariat. Sentant leur impuissance sur l'arène de la politique révolutionnaire d'aujourd'hui, les confusionnistes et les éclectiques petits-bourgeois tentent d'utiliser le vieil épisode de Cronstadt pour combattre la IV<sup>e</sup> Internationale, c'est-à-dire le parti mondial de la révolution prolétarienne.

Ces « Cronstadtien » modernes seront écrasés comme les autres, sans avoir recours aux armes, il est vrai, car, heureusement, ils n'ont pas de forteresse.

Léon Trotsky

# Réponse à des questions de morale et d'Histoire

(6 juillet 1937)

**(Ce texte est extrait des *Œuvres* de Trotsky traduites en français et publiées aux Éditions de documentation internationale. Nous remercions l'Institut Léon Trotsky et Pierre Broué de nous avoir autorisés à le reproduire ici. — N.D.L.R.)**

Cher camarade,

Je ne pense pas que les questions que vous me posez aient un rapport direct avec l'enquête de la commission de New York et puissent exercer une influence sur ses conclusions. Je suis néanmoins tout prêt à répondre à vos questions pour que ceux que cela intéresse connaissent plus facilement mes véritables conceptions.

Comme beaucoup d'autres, vous voyez les sources du mal dans le principe « la fin justifie les moyens ». En lui-même, ce principe est très abstrait et très rationnel. Il admet les interprétations les plus diverses. Mais je suis prêt à assumer la défense de cette formule d'un point de vue matérialiste et dialectique. Oui, je pense qu'il n'existe pas de moyens bons ou mauvais en eux-mêmes, ou sous l'angle de quelque principe absolu, supra historique.

Sont bons les moyens qui conduisent à l'accroissement de la domination de l'homme sur la nature et à la liquidation de la domination de l'homme par l'homme. Dans ce large sens historique, le moyen ne peut être justifié que par le but.

Cela ne signifie-t-il pas, cependant, que le mensonge, la perfidie, la trahison soient admissibles et justifiés s'ils mènent « au but » ? Tout dépend du caractère du but. Si le but est l'affranchissement de l'humanité, alors le mensonge, la fourberie et la trahison ne peuvent nullement être des moyens appropriés. Les adversaires des épicuriens les accusaient de s'abaisser à l'idéal du pourceau en prêchant le « bonheur », à quoi les épicuriens répondaient, non sans raison, que leurs adversaires comprenaient le bonheur à la façon... du pourceau

Vous faites référence à Lénine qui dit que le révolutionnaire a « le droit » de rendre ses adversaires haïssables et méprisables aux yeux des masses. Vous voyez là une justification du principe de l'amoralisme. Vous oubliez cependant d'indiquer où, dans quel camp politique, se trouvent les représentants de la haute morale. Mes observations me font penser que toute lutte politique utilise largement les exagérations, les altérations, le mensonge et la calomnie. Les plus calomniés, ce sont toujours les révolutionnaires : en leur temps, Marx, Engels et plus tard, les bolcheviks, Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg; aujourd'hui les trotskystes. La haine des possédants pour la révolution, le conservatisme stupide du petit-bourgeois, la présomption et l'arrogance des intellectuels, les intérêts matériels des bureaucrates ouvriers — tous ces facteurs se conjuguent dans la persécution du marxisme révolutionnaire. En outre, messieurs les calomnieurs n'oublient pas de s'indigner de... l'amoralisme des marxistes. Cette indignation hypocrite n'est rien qu'un instrument de la lutte des classes.

Dans les paroles de lui que vous citez, Lénine veut seulement dire qu'il ne considère plus les mencheviks comme des militants prolétariens et qu'il se donne comme tâche de les rendre haïssables aux yeux des ouvriers. Lénine a exprimé cette idée avec la passion qui était la sienne et a créé la possibilité d'interprétations ambiguës et indignes. Mais, sur la base des œuvres complètes de Lénine et des actions de toute sa vie, je déclare que ce lutteur implacable fut l'adversaire le plus loyal, car, en dépit de toutes ses exagérations et de toutes ses outrances, il s'efforça toujours de dire aux masses ce qui est. Au contraire, la lutte des réformistes contre Lénine est profondément imprégnée d'hypocrisie, de mensonges, de subterfuges, de fourberies sous le couvert des vérités éternelles de la morale.

Votre appréciation de l'insurrection de Cronstadt est radicalement fautive. Cronstadt avait été complètement vidée des marins les plus dévoués, et ces derniers jouaient un rôle important sur le front et dans les soviets locaux du pays tout entier. Il restait la masse grise avec de grandes prétentions (« Nous, ceux de Cronstadt ! »), mais sans éducation politique et pas prête aux sacrifices révolutionnaires. Le pays était affamé.

Ceux de Cronstadt exigeaient des privilèges. L'insurrection fut dictée par le désir de recevoir une ration de privilégié.

Les marins avaient des canons et des bateaux. Tous les éléments réactionnaires, aussi bien en Russie qu'à l'étranger, se raccrochèrent alors à l'insurrection. L'émigration blanche réclamait l'envoi de renforts aux insurgés. La victoire de l'insurrection n'aurait rien apporté que la victoire de la contre-révolution, indépendamment des idées qui pouvaient être dans la tête des marins. Mais ces idées mêmes étaient profondément réactionnaires. Elles reflétaient l'hostilité de la paysannerie arriérée à l'ouvrier, l'arrogance du soldat ou du marin pour le Pétersbourg « civil », la haine du petit-bourgeois pour la discipline révolutionnaire. Ainsi le mouvement avait un caractère contre-révolutionnaire, et, comme les insurgés s'étaient emparés des armes de la forteresse, on ne pouvait les écraser que par les armes.

Non moins erronée est votre appréciation de Makhno. En lui-même, c'était un mélange de fanatique et d'aventurier. Mais il devint le centre des tendances qui provoquèrent l'insurrection de Cronstadt. La cavalerie est, de façon générale, la partie la plus réactionnaire de l'armée. Le cavalier méprise le piéton. Makhno a créé une cavalerie avec des paysans qui fournissaient leurs propres chevaux. Ce n'étaient pas les paysans pauvres écrasés que la révolution d'Octobre éveilla pour la première fois, mais les paysans aisés et repus qui avaient peur de perdre ce qu'ils avaient. Les idées anarchistes de Makhno (négarion de l'État, mépris du pouvoir central) correspondaient on ne peut mieux à l'esprit de cette cavalerie koulak. J'ajoute que la haine pour l'ouvrier de la ville était complétée chez Makhno par un antisémitisme militant. Tandis que nous soutenions contre Denikine et Wrangel une lutte à mort, les makhnovistes, confondant les deux camps, essayaient d'avoir une politique indépendante. Le petit-bourgeois (koulak), qui avait pris le mors aux dents, pensait qu'il pouvait dicter ses conceptions contradictoires d'une part aux capitalistes et de l'autre aux ouvriers. Ce koulak était armé. Il fallait le désarmer. C'est précisément ce que nous avons fait.

Votre tentative de conclure que les fourberies de Staline découlent de l'« amoralisme » des bolcheviks est radicalement fautive. Dans la période où la révolution luttait pour l'émancipation des masses opprimées, elle appelait toute chose par son nom et n'avait nul besoin de fourberies. Le système des falsifications provient de ce que la bureaucratie stalinienne lutte pour les privilèges d'une minorité et qu'elle a besoin de dissimuler et de masquer ses objectifs véritables. Au lieu de rechercher l'explication dans les conditions matérielles du développement historique, vous créez une théorie du « péché originel » qui convient à l'Église, mais pas à la révolution socialiste.

Avec ma sincère considération.

Léon Trotsky

# Trotsky proteste beaucoup trop

Emma Goldman

(Brochure publiée en anglais en 1938, inédite en français.)

**Ce pamphlet développe les idées exposées dans un article de *Vanguard*, mensuel anarchiste édité à New York. Il fut publié dans le numéro de juillet 1938, mais comme cette revue disposait d'un espace limité, seule une partie du manuscrit original fut mise à la disposition des lecteurs. Je présente ici une version à la fois corrigée et développée (E.G.).**

*Léon Trotsky affirmera certainement que toute critique de son rôle durant la tragédie de Cronstadt ne fait que renforcer et encourager son ennemi mortel : Staline. Mais c'est parce que Trotsky ne peut concevoir que quelqu'un puisse détester le sauvage qui règne au Kremlin et le cruel régime qu'il dirige, tout en refusant d'exonérer Léon Trotsky pour le crime qu'il a commis contre les marins de Cronstadt.*

*A mon avis, aucune différence fondamentale ne sépare les deux protagonistes de ce généreux système dictatorial, à part le fait que Léon Trotsky ne se trouve plus au pouvoir pour en prodiguer les bienfaits, ce qui n'est pas le cas de Staline. Non, je ne défends pas le dirigeant actuel de la Russie.*

*Je dois cependant souligner que Staline n'est pas descendu du ciel pour venir persécuter tout d'un coup l'infortuné peuple russe. Il se contente de continuer la tradition bolchevique, même s'il agit d'une manière plus impitoyable.*

*Le processus qui a consisté à déposséder les masses russes de leur révolution a commencé presque immédiatement après la prise de pouvoir par Lénine et son parti. L'instauration d'une discrimination grossière dans le rationnement et le logement, la suppression de toutes les libertés politiques, les persécutions et les arrestations continuelles sont devenues le quotidien des masses russes.*

*Il est vrai que les purges de l'époque ne visaient pas les membres du parti, même si certains communistes furent aussi jetés dans les prisons et les camps de concentration. Il faut souligner que les militants de la première Opposition ouvrière et leurs dirigeants furent rapidement éliminés. Chliapnikov fut envoyé « se reposer » dans le Caucase et Alexandra Kollontai placée en résidence surveillée.*

*Mais tous les autres opposants politiques (mencheviks, socialistes-révolutionnaires, anarchistes ainsi qu'une grande partie des intellectuels libéraux) et de nombreux ouvriers et paysans furent emprisonnés sans ménagement dans les geôles de la Tcheka, ou exilés dans des régions éloignées de la Russie et de la Sibérie où ils étaient condamnés à une mort lente.*

*En d'autres termes, ce n'est pas Staline qui a inventé la théorie et les méthodes qui ont écrasé la révolution russe et forgé de nouvelles chaînes au peuple russe. Certes, je l'admets bien volontiers, la dictature est devenue monstrueuse sous le règne de Staline. Mais cela ne diminue pas pour autant la culpabilité de Léon Trotsky qui fut l'un des acteurs du drame révolutionnaire dont Cronstadt a constitué l'une des scènes les plus sanglantes.*

J'ai devant moi les deux numéros de février et avril 1938 de *New International*, l'organe officiel de Trotsky. Ils contiennent des articles de John G. Wright, cent pour cent trotskyste, et du Grand Patron lui-même.

Ces textes prétendent réfuter les accusations portées contre Trotsky à propos de Cronstadt. M. Wright fait surtout écho à la voix de son maître et ses documents ne sont pas de première main. De plus, il ne se trouvait pas personnellement en Russie en 1921. Je préfère donc m'intéresser surtout

aux propos de Léon Trotsky. Au moins, lui a le sinistre mérite d'avoir participé à la « liquidation » de Cronstadt.

Cependant, l'article de Wright contient quelques inexactitudes imprudentes qui doivent être démasquées tout de suite. Je les dénoncerai d'abord rapidement et je m'occuperai ensuite des arguments de son maître à penser.

John G. Wright prétend que *La Révolte de Cronstadt* d'Alexandre Berkman « ne fait que reformuler des interprétations et de prétendus faits

fournis par les socialistes révolutionnaires de droite, et recueillis dans *La Vérité sur la Russie* de Volya, édité à Prague en 1921.

Ce monsieur accuse ensuite Alexandre Berkman « d'être un homme peu scrupuleux, un plagiaire qui se livre à d'insignifiantes retouches et a pour habitude de dissimuler la source véritable de ce qu'il présente comme sa propre analyse ». La vie et l'œuvre d'Alexandre Berkman font de lui l'un des plus grands penseurs et combattants révolutionnaires, un homme entièrement dévoué à son idéal. Ceux qui l'ont connu peuvent témoigner de son honnêteté dans toutes ses actions, ainsi que de son intégrité en tant qu'écrivain. (...) <sup>(1)</sup>.

Le communiste moyen, qu'il soit fidèle à Trotsky ou à Staline, connaît à peu près autant la littérature anarchiste et ses auteurs que, disons, un catholique connaît Voltaire ou Thomas Paine. L'idée même que l'on doit s'enquérir de la position de ses adversaires politiques avant de les descendre en flammes est considérée comme une hérésie par la hiérarchie communiste. Je ne pense donc pas que John G. Wright mente de façon délibérée à propos d'Alexandre Berkman. Je crois plus simplement qu'il est profondément ignorant.

Durant toute sa vie Alexandre Berkman a tenu des journaux personnels. Même pendant les quatorze années de supplices qu'il a endurées au Western Penitentiary aux États-Unis, Alexandre Berkman a toujours réussi à tenir un journal qu'il m'envoyait clandestinement à cette époque. Sur le bateau, le *S.S. Buford*, qui nous emmena en Russie au cours d'un long et périlleux voyage de 28 jours, mon camarade continua à tenir son journal et il maintint cette vieille habitude durant les 23 mois que nous passâmes en Russie.

Les *Mémoires de prison d'un anarchiste* que même des critiques conservateurs ont comparé à *La Maison des morts* de Fiodor Dostoïevski, ont été conçus à partir de son journal. *La Révolte de Cronstadt* et *Le Mythe bolchevik* sont aussi le produit de ses notes prises quotidiennement en Russie. Il est donc stupide d'accuser la brochure de Berkman sur Cronstadt de « reformuler des faits inventés », présentés auparavant dans un livre des socialistes-révolutionnaires édité à Prague.

Tout aussi fantaisiste est l'accusation portée par Wright contre Alexandre Berkman d'avoir nié la présence du général Kozlovsky à Cronstadt.

Dans *La Révolte de Cronstadt* (p. 15), mon vieil ami écrit en effet : « L'ex-général Kozlovsky se trouvait effectivement à Cronstadt. C'est Trotsky qui l'avait placé là-bas en tant que spécialiste de l'artillerie. Il n'a joué absolument aucun rôle dans les événements de Cronstadt. » Et Zinoviev en per-

sonne le confirma, alors qu'il était au zénith de sa gloire. Au cours de la session extraordinaire du soviét de Petrograd, le 4 mars 1921, session convoquée pour décider du sort de Cronstadt, Zinoviev déclara : « Bien sûr, Kozlovsky est vieux et ne peut rien faire, mais les officiers blancs sont derrière lui et ils trompent les marins. » Et Alexandre Berkman souligna que les marins n'avaient accepté les services d'aucun général chouchou de Trotsky, et qu'ils avaient refusé les provisions et les autres aides proposées par Victor Tchernov, dirigeant des socialistes-révolutionnaires de droite à Paris.

Les trotskystes considèrent certainement que c'est faire preuve de sentimentalisme bourgeois que de permettre aux marins calomniés de s'exprimer et de se défendre. Cette conception des rapports avec un adversaire politique, ce jésuitisme détestable, a fait davantage pour détruire le mouvement ouvrier dans son ensemble qu'aucune des tactiques « sacrées » du bolchevisme.

Pour que le lecteur puisse décider qui a raison, des accusateurs de Cronstadt, ou des marins qui se sont exprimés clairement à l'époque, je reproduis ici le message radio envoyé aux ouvriers du monde entier le 6 mars 1921 : « Notre cause est juste : nous sommes partisans du pouvoir des soviets, non des partis. Nous sommes pour l'élection libre de représentants des masses travailleuses. Les soviets fantoches manipulés par le Parti communiste ont toujours été sourds à nos besoins et à nos revendications ; nous n'avons reçu qu'une réponse : la mitraille (...). Camarades ! Non seulement ils vous trompent, mais ils travestissent délibérément la vérité et nous diffament de la façon la plus méprisable (...). A Cronstadt, tout le pouvoir est exclusivement entre les mains des marins, soldats et ouvriers révolutionnaires — non entre celles des contre-révolutionnaires dirigés par un certain Kozlovsky, comme la radio de Moscou essaie mensongèrement de vous le faire croire (...). Ne tardez pas, camarades ! Rejoignez-nous, contactez-nous ; demandez à ce que vos délégués puissent venir nous rendre visite à Cronstadt. Seuls vos délégués pourront vous dire la vérité et dénoncer les abominables calomnies sur le pain offert par les Finlandais et l'aide proposée par l'Entente. Vive le prolétariat et la paysannerie révolutionnaire ! Vive le pouvoir des soviets librement élus ! »

Les marins prétendent « dirigés » par Kozlovsky demandent aux ouvriers du monde entier d'envoyer des délégués afin qu'ils vérifient si les ignobles calomnies diffusées par la presse soviétique contre eux ont le moindre fondement !

Léon Trotsky est surpris et s'indigne lorsque

quiconque ose protester contre la répression de Cronstadt. Après tout, ces événements se sont déroulés il y a très longtemps, dix-sept années ont passé, et il s'agirait seulement d'un « épisode dans l'histoire des relations entre la ville prolétarienne et le village petit-bourgeois ». Pourquoi faire tellement de « tapage » aujourd'hui ? A moins que l'on veuille « discréditer l'unique courant révolutionnaire qui n'ait jamais renié son drapeau, qui ne se soit jamais compromis avec l'ennemi, et qui soit le seul à représenter l'avenir ». L'égotisme de Léon Trotsky, que ses amis et partisans connaissent bien, a toujours été remarquable. Depuis que les persécutions de son ennemi mortel l'ont doté d'une sorte de baguette magique, sa suffisance a atteint des proportions alarmantes.

Léon Trotsky est outré que l'on se penche de nouveau sur l'« épisode » de Cronstadt et que l'on se pose des questions sur son rôle personnel dans ces événements. Il ne comprend pas que ceux qui l'ont défendu contre son détracteur ont également le droit de lui demander quelles méthodes il a employées lorsque lui, Trotsky, était au pouvoir. Ils ont le droit de lui demander comment il a traité ceux qui ne considéraient pas ses opinions comme une vérité d'Évangile. Bien sûr, il serait ridicule de s'attendre à ce qu'il batte sa coulpe et proclame : « Moi aussi je n'étais qu'un homme et j'ai commis des erreurs. Moi aussi j'ai péché et j'ai tué mes frères ou ordonné qu'on les tue. » Seuls de sublimes prophètes ont su atteindre de telles cimes de courage. Léon Trotsky n'en fait pas partie. Au contraire, il continue à vouloir se présenter comme tout-puissant, à croire que tous ses actes et ses jugements ont été mûrement pesés, et à couvrir d'anathèmes ceux qui sont assez fous pour suggérer que le grand dieu Léon Trotsky a lui aussi des pieds d'argile.

Il se moque des preuves écrites laissées par les marins de Cronstadt et du témoignage de ceux qui se trouvaient suffisamment près de la ville rebelle pour voir et entendre ce qui s'est passé durant l'horrible siège. Il les appelle des « fausses étiquettes ». Cela ne l'empêche pas pour autant d'assurer à ses lecteurs que son explication de la révolte de Cronstadt peut être « corroborée et illustrée par de nombreux faits et documents ». Les gens intelligents risquent de se demander pourquoi Léon Trotsky n'a même pas la décence de présenter ces « fausses étiquettes » afin qu'ils soient en mesure de se forger eux-mêmes une opinion.

Même les tribunaux bourgeois garantissent à l'accusé le droit de présenter des preuves pour se défendre. Mais ce n'est pas le cas de Léon Trotsky, porte-parole d'une seule et unique vérité, lui qui

n'a « jamais renié son drapeau et ne s'est jamais compromis avec ses ennemis ».

On peut comprendre un tel manque élémentaire de décence de la part d'un individu comme John G. Wright. Après tout, comme je l'ai déjà dit, il ne fait que citer les Saintes Écritures bolcheviques. Mais pour un personnage d'envergure mondiale comme Léon Trotsky, le fait de passer sous silence les preuves avancées par les marins de Cronstadt indique, à mon avis, que cet homme est vraiment malhonnête. Le vieux dicton : « Un léopard change de taches mais jamais de nature » s'applique parfaitement à Léon Trotsky. Le calvaire qu'il a subi durant ses années d'exil, la disparition tragique de ses proches, des êtres qu'il aimait, et, de façon encore plus dramatique, la trahison de ses anciens compagnons d'armes ne lui ont malheureusement rien appris. Pas une goutte de tendresse, de douceur, n'a irrigué l'esprit rancunier de Trotsky.

Quel dommage pour lui que l'on entende parfois mieux le silence des morts que la parole des vivants ! De fait, les voix étouffées à Cronstadt se sont fait entendre de plus en plus bruyamment au cours des dix-sept dernières années. Est-ce pour cette raison que leur son déplaît tant à Léon Trotsky ?

Selon le fondateur de l'Armée rouge, « Marx affirmait déjà qu'on ne pouvait pas juger les partis ni les individus sur ce qu'ils disent d'eux-mêmes. » Quel dommage que Trotsky ne se rende pas compte à quel point cette phrase s'applique parfaitement à son propre cas ! Parmi les bolcheviks capables d'écrire avec un certain talent, aucun auteur n'a réussi à se mettre en avant autant que Trotsky. Aucun ne s'est vanté autant que lui d'avoir participé à la révolution russe et aux événements qui ont suivi. Si l'on applique à Trotsky le critère de son maître à penser, nous devrions en déduire que ses écrits n'ont aucune valeur — raisonnement évidemment absurde.

Soucieux de discréditer les motifs de la révolte de Cronstadt, Léon Trotsky fait la remarque suivante : « Il m'arriva d'envoyer de différents fronts des dizaines de télégrammes réclamant la mobilisation de nouveaux détachements 'sûrs', formés d'ouvriers de Petrograd et de marins de la Baltique. Mais, dès la fin de 1918 et en tout cas pas plus tard que 1919, les fronts commencèrent à se plaindre que les nouveaux détachements marins de Cronstadt n'étaient pas bons, qu'ils étaient exigeants, indisciplinés, peu sûrs au combat, en somme, plus nuisibles qu'utiles. » Plus loin dans la même page, Trotsky affirme : « Quand la situation devint particulièrement difficile dans Petrograd affamée, on examina plus d'une fois, au Bureau politique, la

question de savoir s'il ne fallait pas faire un 'emprunt intérieur' à Cronstadt, où restaient encore d'importantes réserves de denrées variées. Mais les délégués des ouvriers de Petrograd répondaient : ' Ils ne nous donneront rien de plein gré. Ils trafiquent sur les draps, le charbon, le pain. A Cronstadt aujourd'hui, toute la racaille a relevé la tête.' » Triste exemple d'un procédé typiquement bolchevik : non seulement on liquide physiquement ses adversaires politiques mais on souille aussi leur mémoire. Suivant les traces de Marx, Engels et Lénine, Trotsky puis Staline ont utilisé les mêmes méthodes.

Je n'ai pas l'intention de discuter ici du comportement des marins de Cronstadt en 1918 ou en 1919. Je ne suis arrivée en Russie qu'en janvier 1920. Du début de 1920 jusqu'à la « liquidation » de Cronstadt, quinze mois plus tard, les marins de la flotte de la Baltique furent présentés comme des hommes de valeur ayant toujours fait preuve d'un courage inébranlable. A de multiples reprises, des anarchistes, des mencheviks, des socialistes-révolutionnaires et aussi de nombreux communistes m'ont dit que les marins formaient l'épine dorsale de la révolution. Durant la manifestation du 1<sup>er</sup> mai 1920, et au cours des autres festivités organisées en l'honneur de la visite de la première mission du Parti travailliste britannique, les marins de Cronstadt constituèrent un important contingent, parfaitement visible. Ils furent salués comme de grands héros qui avaient sauvé la révolution contre Kerenski, et Petrograd contre Ioudénitch. Pendant l'anniversaire de la révolution d'Octobre, les marins se trouvaient de nouveau aux premiers rangs, et des foules compactes applaudirent lorsqu'ils jouèrent la prise du Palais d'Hiver.

Est-il possible que les dirigeants du Parti, à l'exception de Léon Trotsky, n'aient pas été au courant de la corruption et de la démoralisation de Cronstadt que nous décrit le fondateur de l'Armée rouge ? Je ne crois pas. D'ailleurs, je doute que Trotsky lui-même ait eu cette opinion avant mars 1921. Son récit actuel résulte-t-il de doutes qu'il éprouva alors, ou s'agit-il d'une tentative de justifier après coup la « liquidation » insensée de Cronstadt ?

Même si l'on admet que les marins n'étaient pas les mêmes qu'en 1917<sup>(2)</sup>, il est évident que les Cronstadtien de 1921 n'avaient rien à voir avec le sinistre tableau qu'en dresse Trotsky et son disciple Wright. De fait, les marins n'ont connu leur terrible destin qu'à cause de leur profonde solidarité, de leurs liens étroits avec les ouvriers de Petrograd qui endurent la faim et le froid jusqu'à se révolter au cours d'une série de grèves en février

1921. Pourquoi Trotsky et ses partisans ne mentionnent-ils pas ce fait ? Léon Trotsky sait parfaitement, si Wright l'ignore, que la première scène du drame de Cronstadt s'est déroulée à Petrograd le 24 février et n'a pas été jouée par les marins mais par les grévistes. Car c'est ce jour-là que les grévistes ont laissé s'exprimer leur colère accumulée contre l'indifférence brutale des hommes qui n'arrêtaient pas de discourir sur la dictature du prolétariat, dictature qui s'était transformée depuis longtemps en la dictature impitoyable du Parti communiste.

Dans son journal, Alexandre Berkman rapporte : « Les ouvriers de l'usine de Troubotchny se sont mis en grève. Au cours de la distribution des vêtements d'hiver, les communistes ont été beaucoup mieux servis que ceux qui ne sont pas membres du Parti, se plaignent-ils. Le gouvernement refuse de prendre en considération leurs revendications tant que les ouvriers ne reprennent pas le travail. Des foules de grévistes se sont rassemblées dans les rues près des usines, et des soldats ont été envoyés pour les disperser. C'étaient des *koursanti*, des jeunes communistes de l'Académie militaire. Il n'y a pas eu de violences.

Maintenant les grévistes sont rejoints par des travailleurs des entrepôts de l'Amirauté et des docks de Calernaya. L'hostilité augmente contre l'attitude arrogante du gouvernement. Ils ont essayé de manifester dans la rue mais les troupes montées sont intervenues pour les en empêcher. »

C'est seulement après s'être enquis de la situation véritable des ouvriers de Petrograd que les marins de Cronstadt ont fait en 1921 ce qu'ils avaient fait en 1917. Ils se sont immédiatement solidarisés avec les ouvriers. A cause de leur rôle en 1917, les marins avaient toujours été considérés comme le glorieux fleuron de la révolution. En 1921, ils agissent de la même façon mais furent dénoncés aux yeux du monde entier comme des traîtres, des contre-révolutionnaires. Évidemment, en 1917, les marins de Cronstadt avaient aidé à mettre en selle les bolcheviks. En 1921, ils demandaient des comptes pour les faux espoirs que le Parti avait fait naître chez les masses, et les belles promesses que les bolcheviks avaient reniées dès qu'ils avaient jugé être solidement installés au pouvoir. Crime abominable en vérité. Mais le plus important dans ce crime est que les marins de Cronstadt ne se sont pas « mutinés » dans un contexte serein. Leur rébellion était profondément enracinée dans les souffrances des travailleurs russes : le prolétariat des villes, aussi bien que la paysannerie.

Certes, notre ex-commissaire du peuple nous assure : « Les paysans se firent aux réquisitions

comme à un mal temporaire. Mais la guerre civile dura trois ans. La ville ne donnait presque rien au village et lui prenait presque tout, surtout pour les besoins de la guerre. Les paysans avaient approuvé les ‘bolcheviks’, mais devenaient de plus en plus hostiles aux ‘communistes’.» Malheureusement, ces arguments relèvent de la pure fiction, comme le prouvent de nombreux faits, notamment la liquidation des soviets paysans dirigés par Maria Spiridovna, et le déluge de fer et de feu lancé contre les paysans pour les obliger à livrer tous leurs produits, y compris leurs graines pour les semailles de printemps.

En fait, les paysans détestaient le régime presque depuis le début de la révolution, en tout cas certainement depuis le moment où le slogan de Lénine « Expropriez les expropriateurs » devint « Expropriez les paysans pour la gloire de la dictature communiste. » C’est pourquoi ils protestaient constamment contre la dictature bolchevique. Comme en témoigne notamment le soulèvement des paysans de Carélie, écrasé dans le sang par le général tsariste Slastchev-Krimsky. Si les paysans appréciaient autant le régime soviétique que Trotsky voudrait nous le faire croire, pourquoi dut-on envoyer cet homme sanguinaire en Carélie ?

Slastchev-Krimsky avait combattu la révolution depuis le début et dirigé quelques-unes des armées de Wrangel en Crimée. Il avait commis des actes barbares contre des prisonniers de guerre et organisé d’ignobles pogromes. Et maintenant ce général se repentait et revenait à « sa patrie ». Ce contre-révolutionnaire patenté, ce massacreur de Juifs, reçut les honneurs militaires de la part des bolcheviks, en compagnie de plusieurs généraux tsaristes et officiers des armées blanches. Certes, on peut considérer comme un juste châtiment le fait que des antisémites soient obligés de saluer un Juif, Trotsky, leur supérieur hiérarchique, et de lui obéir. Mais pour la révolution et le peuple russe, le retour triomphal de ces impérialistes était une insulte.

Afin de le récompenser de son nouvel amour tout neuf pour la patrie socialiste, on confia à Slastchev-Krimsky la mission d’écraser les paysans de Carélie qui demandaient l’autodétermination et de meilleures conditions de vie.

Léon Trotsky nous raconte que les marins de Cronstadt en 1919 n’auraient pas donné leurs provisions de « plein gré » si on leur avait demandé — comme si les bolcheviks avaient jamais procédé ainsi ! En fait, cette expression ne fait pas partie de leur vocabulaire. Cependant ce sont ces marins prétendument démoralisés, ces « spéculateurs »,

cette « racaille », etc., qui prirent le parti du prolétariat des villes en 1921, et dont la première revendication était l’égalité des rations. Quels gangsters que ces Cronstadiens, vraiment !

Wright et Trotsky essaient de discréditer les marins de Cronstadt parce que ces derniers ont rapidement formé un Comité révolutionnaire provisoire. Rappelons tout d’abord qu’ils n’ont pas prémédité leur révolte, mais qu’ils se réunirent le 1<sup>er</sup> mars 1921 pour discuter de la façon d’aider leurs camarades de Petrograd. En fait, John G. Wright nous fournit lui-même la réponse quand il écrit : « Il n’est pas du tout exclu que les autorités locales de Cronstadt n’aient pas su gérer habilement la situation (...). On sait que Kalinine et le commissaire du peuple Kouzmine n’étaient guère estimés par Lénine et ses collègues (...). Dans la mesure où les autorités locales n’étaient pas conscientes de l’importance du danger et n’ont pas pris les mesures efficaces et adéquates pour traiter la crise, leurs maladresses ont certainement joué un rôle dans le déroulement des événements (...) ».

Le passage sur l’opinion négative de Lénine à propos de Kalinine et Kouzmine n’est malheureusement qu’un vieux truc des bolcheviks : on fait porter le chapeau à un sous-fifre maladroît pour dégager la responsabilité des dirigeants.

Certes, les autorités locales de Cronstadt ont commis une « maladresse ». Kouzmine attaqua violemment les marins et les menaça de terribles représailles. Les marins savaient évidemment ce qui les attendait. Ils savaient que, si Kouzmine et Vassiliev obtenaient carte blanche, leur première mesure serait de priver Cronstadt de ses armes et de ses réserves de nourriture. C’est la raison pour laquelle les marins formèrent leur Comité révolutionnaire provisoire. Et ils furent encouragés dans leur décision, lorsqu’ils apprirent qu’une délégation de trente marins partie à Petrograd pour discuter avec les ouvriers s’était vu refuser le droit de rentrer à Cronstadt, que ses membres avaient été arrêtés et placés entre les mains de la Tcheka.

Wright et Trotsky accordent une énorme importance à une rumeur annoncée lors de la réunion du 1<sup>er</sup> mars : un camion bourré de soldats lourdement armés allait rallier Cronstadt. Il est évident que Wright n’a jamais vécu sous une dictature hermétique. Moi si. Lorsque les réseaux par lesquels passent les contacts humains sont interrompus, lorsque toute pensée est recroquevillée sur elle-même et que la liberté d’expression est étouffée, alors les rumeurs se répandent à la vitesse de l’éclair et prennent des dimensions terrifiantes. De plus, des camions remplis de soldats et de tchékistes armés jusqu’aux dents patrouillaient souvent les rues du-

rant la journée. Ils lançaient leurs filets pendant la nuit et ramenaient leurs prises jusqu'à la Tcheka. Ce spectacle était fréquent à Petrograd et à Moscou, à l'époque où je me trouvais en Russie. Dans le climat de tension instauré par le discours menaçant de Kouzmine, il était parfaitement normal que des rumeurs circulent et que l'on y accorde crédit.

Pendant la campagne contre les marins de Cronstadt, on a également affirmé que le fait que des nouvelles sur Cronstadt soient parues dans la presse parisienne deux semaines avant le début de la révolte était la preuve que les marins avaient été manipulés par les puissances impérialistes et que cette révolte avait été en fait ourdie depuis Paris. Il est évident que cette calomnie avait pour seule utilité de discréditer les Cronstadtiens aux yeux des ouvriers.

En réalité, ces nouvelles anticipées n'avaient rien d'extraordinaire. Ce n'était pas la première fois que de telles rumeurs naissaient à Paris, Riga ou Helsingfors et généralement elles ne coïncidaient pas avec les déclarations des agents de la contre-révolution à l'étranger. D'un autre côté, beaucoup d'événements se sont produits en Union soviétique qui auraient pu réjouir le cœur de l'Entente et dont on n'entendit jamais parler — des événements bien plus nuisibles à la révolution russe et causés par la dictature du Parti communiste lui-même. Par exemple, le fait que la Tcheka détruisit de nombreuses réalisations d'Octobre et que, en 1921, elle était déjà devenue une excroissance mortelle sur le corps de la révolution. Je pourrais mentionner bien d'autres événements semblables qui m'obligeraient à des développements trop longs dans le cadre de cet article.

Non, les nouvelles anticipées parues dans la presse parisienne n'ont aucun rapport avec la révolte de Cronstadt. De fait, en 1921, à Petrograd, personne ne croyait à l'existence d'un lien quelconque, y compris une grande partie des communistes. Comme je l'ai déjà dit, John G. Wright n'est qu'un simple disciple de Léon Trotsky et il ignore donc ce que la plupart des gens, à l'intérieur et à l'extérieur du parti bolchevik, pensaient de ce prétendu « lien » en 1921.

Les futurs historiens apprécieront certainement la « mutinerie » de Cronstadt à sa véritable valeur. S'ils le font, et lorsque cela se produira, je suis persuadé qu'ils arriveront à la conclusion que le soulèvement n'aurait pas pu se produire à un meilleur moment s'il avait été délibérément planifié.

Le facteur déterminant qui décida le sort de Cronstadt fut la Nep (la Nouvelle politique économique). Lénine était parfaitement conscient que ce nouveau schéma « révolutionnaire » soulèverait

une opposition considérable dans le Parti. Il avait besoin d'une menace immédiate pour faire passer la Nep, à la fois rapidement et en douceur. Cronstadt se produisit donc à un moment fort utile pour lui. Toute la machine de propagande se mit en marche pour démontrer que les marins étaient de mèche avec les puissances impérialistes, et avec les éléments contre-révolutionnaires qui voulaient détruire l'État communiste. Cela marcha à merveille. La Nep fut imposée sans la moindre anicroche.

On finira par découvrir le coût effrayant de cette manœuvre. Les trois cents délégués, la fleur de la jeunesse communiste, qui quittèrent précipitamment le congrès du Parti pour aller écraser Cronstadt, ne représentaient qu'une poignée des milliers de vies qui furent cyniquement sacrifiées. Ils partirent en croyant avec ferveur les mensonges et calomnies des bolcheviks. Ceux qui survécurent eurent un rude réveil.

Je me souviens d'avoir rencontré dans un hôpital un jeune communiste blessé. J'ai raconté cette anecdote dans *Comment j'ai perdu mes illusions sur la Russie*. Ce témoignage n'a rien perdu de sa valeur malgré les années :

« Beaucoup de ceux qui avaient été blessés au cours de l'attaque contre Cronstadt avaient été amenés dans le même hôpital, et c'étaient surtout des *koursanti*, de jeunes communistes. J'ai eu l'occasion de discuter avec l'un d'entre eux. Sa douleur physique, me dit-il, ne représentait rien à côté de ses souffrances psychologiques. Il s'était rendu compte trop tard qu'il avait été dupé par le slogan de la 'contre-révolution'. Pas un général tsariste, pas un garde-blanc n'avait pris la tête des marins de Cronstadt — il ne s'était battu que contre ses propres camarades, des marins, des soldats et des ouvriers qui avaient héroïquement combattu pour la révolution. »

Aucune personne sensée ne verra la moindre similitude entre la Nep et la revendication des marins de Cronstadt d'échanger librement les produits. La Nep ne fit que réintroduire les terribles maux que la révolution russe avait tenté d'éliminer. L'échange libre des produits entre les ouvriers et les paysans, entre la ville et la campagne, incarnait la raison d'être même de la révolution. Évidemment, « les anarchistes étaient hostiles à la Nep ». Mais le marché libre, comme Zinoviev me l'avait dit en 1920, « n'a aucune place dans notre plan centralisé ». Pauvre Zinoviev : il ne pouvait imaginer quel monstre allait naître de la centralisation du pouvoir !

C'est l'obsession de la centralisation de la dictature qui a développé très tôt la division entre la ville et le village, les ouvriers et les paysans. Ce

n'est pas, comme Trotsky l'affirme, parce que « la première est prolétarienne (...) et le second petit-bourgeois », mais parce que la dictature bolchevik a paralysé à la fois les initiatives du prolétariat urbain et celles de la paysannerie.

Selon Léon Trotsky, « Le soulèvement de Cronstadt n'a pas attiré, mais repoussé les ouvriers de Petrograd. La démarcation s'opéra selon la ligne des classes. Les ouvriers sentirent immédiatement que les rebelles de Cronstadt se trouvaient de l'autre côté de la barricade, et ils soutinrent le pouvoir soviétique. » Il oublie d'expliquer la raison principale de l'indifférence apparente des ouvriers de Petrograd. En effet, la campagne de mensonges, de calomnies et de diffamation contre les marins a commencé le 2 mars 1921. La presse soviétique a tranquillement distillé son venin contre les marins. Les accusations les plus méprisables ont été lancées contre eux et cela a continué jusqu'à l'écrasement de Cronstadt, le 17 mars 1921. De plus, Petrograd subissait la loi martiale. Plusieurs usines furent fermées et les ouvriers ainsi dépossédés de leur gagne-pain commençaient à se réunir entre eux. Citons le journal d'Alexandre Berkman : « Beaucoup d'arrestations ont lieu. Des groupes de grévistes encadrés par des tchékistes sont fréquemment emmenés en prison. Une grande tension nerveuse règne dans la ville. Toutes sortes de précautions sont prises pour protéger les institutions gouvernementales. On a placé des mitrailleuses devant l'hôtel Astoria, où résident Zinoviev et d'autres dirigeants bolcheviks. Des proclamations officielles ordonnent aux grévistes de retourner au travail (...) et rappellent à la population qu'il est interdit de se rassembler dans les rues. Le Comité de défense a commencé un 'nettoyage de la ville'. Beaucoup d'ouvriers soupçonnés de sympathiser avec Cronstadt ont été arrêtés. Tous les marins de Petrograd et une partie de la garnison jugés 'peu fiables' ont été envoyés dans des lieux éloignés, tandis que les familles des marins de Cronstadt vivant à Petrograd sont détenues en otages. Le Comité de défense a informé Cronstadt que les 'prisonniers sont considérés comme des garanties' pour la sécurité du commissaire de la flotte de la mer Baltique, N.N. Kouzmine, le président du soviet de Cronstadt, T. Vassiliev et d'autres communistes. 'Si nos camarades subissent le moindre mauvais traitement, les otages le paieront de leur vie.' » Sous un tel régime de fer, il était physiquement impossible aux ouvriers de Petrograd de s'allier avec les insurgés de Cronstadt, d'autant plus que pas une ligne des manifestes publiés par les marins n'est parvenue aux ouvriers de Petrograd. En d'autres termes, Léon Trotsky falsifie délibérément

les faits. Les ouvriers auraient certainement pris le parti des marins, parce qu'ils savaient que ceux-ci n'étaient ni des mutins, ni des contre-révolutionnaires, mais qu'ils s'étaient montrés solidaires des ouvriers en 1905, ainsi qu'en mars et octobre 1917. C'est pourquoi je peux affirmer que Trotsky, tout à fait consciemment, insulte grossièrement la mémoire des marins de Cronstadt. Dans *New International* (p. 106), Trotsky assure ses lecteurs que « personne, soit dit en passant, ne pensait en ces jours-là à la doctrine anarchiste ». Cela ne cadre malheureusement pas avec la persécution incessante des anarchistes qui commença en 1918, lorsque Léon Trotsky liquida le quartier général anarchiste à Moscou à coups de mitrailleuse. Dès cette époque le processus d'élimination des anarchistes se mit en marche. Même aujourd'hui, si longtemps après, les camps de concentration du gouvernement soviétique sont remplis d'anarchistes, du moins ceux qui sont encore vivants. En fait, avant l'insurrection de Cronstadt, en octobre 1920, lorsque Trotsky changea d'avis à propos de Makhno, parce qu'il avait besoin de son aide et de son armée pour liquider Wrangel, et lorsqu'il consentit à ce que se tienne un congrès anarchiste à Kharkov, plusieurs centaines d'anarchistes furent raflés et envoyés à la prison de Boutirka où ils restèrent jusqu'en avril 1921, sans qu'on leur communique le moindre motif d'inculpation. Puis, en compagnie d'autres militants de gauche, ils disparurent dans de mortelles ténèbres, et furent envoyés secrètement dans des prisons et des camps de concentration en Russie et en Sibérie. Mais ceci est une autre page de l'histoire soviétique. Ce qu'il importe de souligner ici, c'est qu'on « pensait » beaucoup aux anarchistes à l'époque, sinon pourquoi diable les aurait-on arrêtés et envoyés aux quatre coins de la Russie et de la Sibérie, comme au temps du tsarisme ?

Léon Trotsky se moque de la revendication des « soviets libres ». Les marins avaient en effet la naïveté de croire que des soviets libres pouvaient coexister avec une dictature. En fait, les soviets libres ont cessé d'exister beaucoup plus tôt, de même que les syndicats et les coopératives. Ils ont tous été accrochés au char de l'appareil l'État bolchevik. Un jour, Lénine m'a déclaré d'un air très satisfait : « Votre grand homme, Enrico Malatesta, est favorable à nos soviets. » Et je me suis empressée de le corriger : « Vous voulez dire des soviets libres, camarade Lénine. Moi aussi je leur suis favorable. » Aussitôt Lénine a changé de sujet de conversation. Mais je découvris rapidement pourquoi les soviets libres avaient cessé d'exister en Russie.

John G. Wright prétendra sans doute qu'il n'existait aucun problème à Petrograd jusqu'au 22 février. Cela cadre bien avec la façon dont il remanie « l'histoire » du Parti. Mais le mécontentement et l'agitation des ouvriers étaient très visibles lorsque nous sommes arrivés en Russie. Dans chaque usine que j'ai visitée, j'ai pu constater le mécontentement et la colère des travailleurs, parce que la dictature du prolétariat était devenue la dictature écrasante d'un parti communiste, fondée sur un système de rationnement différencié et des discriminations de toute sorte. Si le mécontentement des ouvriers n'a pas explosé avant 1921, c'est seulement parce qu'ils s'accrochaient à l'espoir tenace que, lorsque les fronts auraient été liquidés, les promesses d'Octobre seraient enfin tenues. Et c'est Cronstadt qui fit éclater leur dernière bulle d'illusion.

Les marins avaient osé prendre le parti des ouvriers mécontents. Ils avaient osé exiger que les promesses de la révolution — « Tout le pouvoir aux soviets » — soient enfin tenues. La dictature politique avait tué la dictature du prolétariat. Telle est leur seule offense impardonnable contre l'Esprit saint du bolchevisme.

Dans une note de son article (p. 49), Wright affirme que Victor Serge aurait récemment déclaré, à propos de Cronstadt, que « les bolcheviks, une fois confrontés à la mutinerie, n'ont pas eu d'autre solution que de l'écraser ». Victor Serge ne réside plus dans les terres hospitalières de la « patrie » des travailleurs. Si cette déclaration rapportée par Wright est exacte, il ne me semble pas déloyal d'affirmer que Victor Serge ne dit tout simplement pas la vérité. Alors qu'en 1921 il appartenait à la Section française de l'Internationale communiste, Serge était aussi bouleversé et horrifié qu'Alexandre Berkman, moi-même et bien d'autres révolutionnaires devant la boucherie que Léon Trotsky préparait, devant sa promesse de « tirer les marins comme des perdreaux <sup>(3)</sup> ». Chaque fois que Serge avait un moment de libre, il faisait irruption dans notre chambre, marchait de long en large, s'arrachait les cheveux, frappait ses poings l'un contre l'autre, tellement il était indigné. « Il faut faire quelque chose, il faut faire quelque chose pour arrêter cet horrible massacre », répétait-il. Lorsque nous lui demandâmes pourquoi lui, qui était membre du parti, n'élevait pas la voix pour protester, il nous répondit que cela ne serait d'aucune utilité pour les marins. En plus, cela le signifierait à l'attention de la Tcheka et aboutirait sans doute à ce qu'on le fasse disparaître discrètement. Sa seule excuse est qu'il avait à l'époque une jeune femme et un bébé. Mais s'il a vraiment dé-

claré aujourd'hui, dix-sept ans plus tard, que « les bolcheviks, une fois confrontés à la mutinerie n'ont pas eu d'autre solution que de l'écraser », une telle attitude est pour le moins inexcusable. Victor Serge sait aussi bien que moi qu'il n'y a pas eu de mutinerie à Cronstadt, que les marins n'ont à aucun moment utilisé leurs armes avant le début des bombardements. Il sait également qu'aucun des commissaires communistes arrêtés, ni même aucun communiste n'a été victime de mauvais traitements. J'exhorte donc Victor Serge à dire la vérité. Qu'il ait pu continuer à vivre en Russie sous le régime de ses camarades Lénine et Trotsky, pendant que tant d'autres malheureux étaient assassinés pour avoir pris conscience de toutes les horreurs qui se déroulaient, est son problème. Mais je ne peux le laisser dire que les bolcheviks ont eu raison de crucifier les marins.

Léon Trotsky a une attitude sarcastique lorsqu'on l'accuse d'avoir tué 1 500 marins. Non, ses mains ne sont pas souillées de sang. Il a confié à Toukhatchevsky la tâche de tirer les marins « comme des perdreaux », selon son expression. Toukhatchevski a appliqué ses ordres avec une grande conscience professionnelle. Des centaines d'hommes ont été massacrés et ceux qui ont survécu aux tirs d'artillerie incessants des bolcheviks ont été placés entre les mains de Dybenko, célèbre pour son humanité et son sens de la justice.

Toukhatchevski et Dybenko sont les héros et les sauveurs de la dictature ! L'histoire semble avoir une façon particulière de rendre justice.

Léon Trotsky essaie de nous balancer une de ses cartes maîtresses lorsqu'il se demande « où et quand leurs grands principes se sont trouvés confirmés en pratique, ne fût-ce que partiellement, ne fût-ce que tendanciellement ? » Cette carte, comme toutes celles qu'il a déjà jouées durant sa vie, ne lui permettra pas de gagner la partie. En vérité, les principes anarchistes ont été confirmés, pratiquement et tendanciellement, en Espagne. Certes, cela n'a pu se faire que partiellement. Comment aurait-il pu en être autrement alors que toutes les forces conspiraient contre la révolution espagnole ? Le travail constructif entrepris par la CNT et la FAI constitue une réalisation inimaginable aux yeux du régime bolchevik, et la collectivisation des terres et des usines en Espagne représente la plus grande réussite de toutes les périodes révolutionnaires. De plus, même si Franco gagne et que les anarchistes espagnols sont exterminés, le travail qu'ils ont commencé continuera à vivre. Les principes et tendances anarchistes sont implantés si profondément dans la terre d'Espagne que rien ni personne ne les éradiquera.

**ANNEXE : LEON TROTSKY, JOHN G. WRIGHT ET LES ANARCHISTES ESPAGNOLS.**

Durant les quatre années qu'a duré la guerre civile en Russie, les anarchistes se sont presque tous battus aux côtés des bolcheviks, même s'ils se rendaient chaque jour davantage compte de l'effondrement imminent de la révolution. Ils se sentaient obligés de garder le silence et d'éviter tout acte ou déclaration qui pourrait aider et conforter les ennemis de la révolution.

Certes, la révolution russe s'est battue sur de nombreux fronts et contre de nombreux ennemis, mais à aucun moment la situation n'a été aussi effrayante que celle que doivent affronter le peuple et les anarchistes espagnols durant la révolution actuelle. La menace de Franco, aidé par les forces des États allemand et italien et leur matériel militaire, les bienfaits de Staline s'abattant sur l'Espagne, les manœuvres des puissances impérialistes, la trahison des prétendues démocraties et l'apathie du prolétariat international, tous ces éléments dépassent largement les dangers qui menaçaient la révolution russe. Et que fait Trotsky face à une aussi terrible tragédie ? Il se joint à la meute

hurlante et lance son poignard empoisonné contre les anarchistes espagnols, à l'heure la plus décisive. Mais les anarchistes espagnols ont sans doute commis une grave erreur. Ils ont eu tort de ne pas inviter Trotsky à prendre en charge la révolution espagnole et à leur montrer comment ce qu'il avait si bien réussi en Russie pouvait être appliqué sur le sol espagnol. Tel semble être son principal chagrin.

(1) Je me suis permis ici de couper quelques lignes où Emma Goldman répète mot pour mot ses arguments en faveur d'Alexandre Berkman (*N.d.T.*).

(2) D'après l'historien anglais Israel Getzler, dans son livre *Cronstadt (1917-1921)*, 75 % des marins de Cronstadt s'étaient engagés avant 1918 (*N.d.T.*)

(3) Contrairement à une légende fort répandue, cette déclaration n'est pas de Trotsky mais figurait dans un tract largué sur Cronstadt par les bolcheviks (*N.d.T.*).

# Quelques enjeux actuels du débat sur la révolution russe

Bien qu'ils aient été écrits à des dates différentes, et donc que leurs auteurs ne se soient pas du tout concertés, les deux textes qui suivent offrent un modèle de débat politique. Mike Martin reprend les principaux arguments de Chris Harman (employés par Trotsky et nombre de ses descendants jusqu'à aujourd'hui) et les réfute méthodiquement, sans invectives inutiles, en présentant de sérieuses preuves historiques à l'appui de sa démonstration. Cette discussion est toujours actuelle pour plusieurs raisons :

— les courants trotskystes continuent à présenter la révolution russe comme un conte de fées qui aurait mal tourné. Ils ignorent non seulement les témoignages des révolutionnaires de l'époque (comme, pour n'en citer qu'un, *Le Mythe bolchevik* d'Alexandre Berkman) mais aussi les acquis de la recherche historique actuelle. Une telle attitude renforce l'ignorance de leurs militants pour lesquels le temps s'est arrêté en 1927, et elle augure mal de ce qu'ils feraient dans des circonstances similaires ;

— ils persistent à croire (et faire croire) que les nationalisations et la planification auraient un caractère progressiste et faciliteraient le passage au socialisme (quand ils ne défendent pas encore le caractère « ouvrier » — dégénéré — de la Russie d'après 1991), ignorant totalement le fonctionnement de la hiérarchie ainsi que le rôle des bureaucrates et des technocrates dans l'économie capitaliste ;

— ils continuent à porter un regard indulgent, voire nostalgique, sur les dix premières années de l'Internationale communiste, refusant d'y déceler les signes précoces de subordination des partis locaux aux intérêts nationaux de l'État russe ;

— et enfin leur conception du Parti n'a guère évolué, quoi qu'ils en disent. Les léninistes du troisième millénaire cherchent toujours à prendre la direction des syndicats, des associations, des comités de grève, etc., persuadés qu'ils agissent pour le bien de la classe ouvrière ou des salariés.

Pour ces différentes raisons, la discussion sur la révolution russe et la nature des sociétés de classes qui en sont issues (capitalisme, capitalisme d'État, collectivisme bureaucratique, etc.) en URSS et ailleurs, est toujours actuelle, même si certains feignent de la considérer comme obsolète pour mieux camoufler la faillite de leurs analyses.

Chris Harman est membre de la direction du SWP britannique. Il a écrit de nombreux articles et brochures mais aussi plusieurs ouvrages portant sur les luttes de classes en Europe de l'Est, la crise économique mondiale depuis 1975, la révolution allemande et même une synthèse marxiste de plus de 600 pages, imprimées en tout petits caractères, sur l'histoire de l'humanité ! Aucun de ses livres n'est paru en français.

L'article de Chris Harman est disponible en français sur le site de *Socialisme*<sup>1</sup> et c'est une version légèrement modifiée de cette traduction que nous présentons ici. Le texte de Mike Martin a été traduit par nos soins. Nous avons à chaque fois indiqué si les textes cités avaient été édités en français. Pour gagner du temps, nous avons retraduit toutes les citations en indiquant à chaque fois la référence de l'édition anglaise et non celle de l'édition française de ces ouvrages que nous n'avons pas consultés. (Y.C.)

1. <http://www.revue-socialisme.org>

# Russie : Comment la révolution a été vaincue

Chris Harman

(Article paru en anglais dans le numéro 30 de la revue *International Socialism*, en automne 1967. La traduction française, réalisée par Hassan Berber, a été publiée par *Socialisme International* et est disponible sur le site de Socialisme — <http://www.revue-socialisme.org> — avec d'autres textes du SWP britannique ou de cette tendance aujourd'hui à la LCR. N.D.L.R.)

## 1. Les deux révolutions

La période qui se situe entre les deux révolutions de Février et d'Octobre 1917 a été façonnée par deux processus simultanés.

Le premier eut lieu dans les villes et s'est traduit par une croissance très rapide de la conscience de la classe ouvrière. Aux alentours des Journées de juillet, il semble qu'au moins les ouvriers industriels aient perçu clairement les divergences d'intérêts entre les classes sociales au sein de la révolution. Dans les campagnes, se mit en place une autre forme de différenciation entre les classes. Elle ne concerna pas, d'un côté, une classe de propriétaires de moyens de production (la bourgeoisie) et, de l'autre, une classe qui ne pouvait même pas prétendre à la propriété individuelle de ses outils de production (le prolétariat). Elle apparut entre deux classes dont l'existence était liée à la propriété privée de la terre : les grands propriétaires fonciers et les paysans. Ces derniers n'aspiraient pas au socialisme. Leur but était de s'emparer des domaines des gros propriétaires, mais dans le but de les diviser en parcelles individuelles. Même les *koulaks* (les paysans riches), pouvaient participer à ce mouvement.

La révolution n'aurait pu avoir lieu sans la simultanéité de ces deux processus. Cependant, ce qui les unissait n'était pas un projet final commun, mais le seul fait que la bourgeoisie industrielle, pour des raisons historiques contingentes, ne pouvait rompre politiquement avec les grands propriétaires fonciers. L'incapacité de la bourgeoisie à rompre avec l'aristocratie foncière poussa temporairement les paysans (et par conséquent, l'armée) dans le même camp que les ouvriers :

« Pour que fût fondé l'État soviétique, il fallut le rapprochement et la pénétration mutuelle de deux facteurs de nature historique tout à fait différente : une guerre de paysans (mouvement classique à l'aube du développement capitaliste), et une insurrection prolétarienne (mouvement qui signale le déclin de la société bourgeoise)<sup>1</sup>. »

L'insurrection urbaine n'aurait pu être victorieuse sans la sympathie d'une armée essentiellement composée de paysans. Et ceux-ci n'auraient pu mener une lutte couronnée de succès s'ils n'avaient été conduits et soudés par une force centralisée, extérieure à eux. Dans la Russie de 1917, seule la classe ouvrière organisée représentait une telle force. Ce fut cette possibilité d'entraîner derrière eux la paysannerie, au moment crucial, qui permit aux ouvriers de conserver le pouvoir dans les villes.

La bourgeoisie et ses alliés, les grands propriétaires fonciers, furent donc expropriés. Mais les classes qui participèrent à cette expropriation ne partageaient pas d'intérêts communs fondamentaux et à long terme. Dans les villes, il existait une classe dont l'existence même dépendait de l'activité collective ; dans les campagnes, il y avait une classe dont les membres ne pouvaient s'unir que momentanément pour s'emparer des terres, mais dans le but de les cultiver individuellement. Dès que l'expropriation des terres eut lieu et qu'il ne fut plus nécessaire de se défendre par la force, seuls des mobiles extérieurs pouvaient rattacher les paysans à un quelconque État

La révolution représentait alors une véritable dictature des ouvriers sur d'autres classes urbaines

— dans les plus grandes villes sous la forme du règne de la majorité au sein de soviets — et une dictature des villes sur les campagnes. Au cours de la première période de la division des grandes propriétés foncières, cette dictature pouvait compter sur le soutien des paysans et était même défendue par leurs baïonnettes. Qu'allait-il se passer ensuite ?

Cette question avait préoccupé les socialistes russes bien avant la révolution. Tous les marxistes en Russie (y compris Lénine, mais excepté Trotsky et, au premier chef, Parvus) estimaient que la future révolution ne pouvait être que bourgeoise, parce qu'ils avaient conscience qu'elle serait désespérément noyée dans la masse paysanne.

Lorsque Parvus et Trotsky suggérèrent pour la première fois que la révolution pourrait donner naissance à un gouvernement socialiste, Lénine écrivit :

« C'est impossible car une telle dictature révolutionnaire ne peut être stable (...) que si elle a le soutien d'une large majorité de la population. Or, le prolétariat russe ne représente aujourd'hui qu'une minorité de la population russe<sup>3</sup>. »

Lénine maintint cette position jusqu'en 1917. Finalement, il admit (et lutta pour) la possibilité d'une issue socialiste à la révolution, parce qu'il y voyait une phase de la révolution mondiale qui protégerait la classe ouvrière minoritaire en Russie contre les interventions étrangères et l'aiderait à s'attirer les bonnes grâces de la paysannerie russe.

Huit mois avant la révolution d'Octobre, il écrivait à des travailleurs suisses : « Le prolétariat russe ne peut, seul, mener la révolution socialiste à la victoire ».

Quatre mois après la révolution (le 7 mars 1918) il affirmait de nouveau : « C'est une vérité absolue que sans la révolution allemande nous sommes perdus<sup>2</sup> ».

## 2. La guerre civile

Pendant les premières années du pouvoir soviétique, la perspective d'une révolution mondiale sembla se confirmer. La période 1918-1919 fut caractérisée par des soulèvements d'une ampleur que l'on n'avait pas connue depuis 1848. En Allemagne et en Autriche, la défaite militaire entraîna le renversement de la monarchie. Partout surgissaient des soviets. En Hongrie et en Bavière, des gouvernements soviétiques prirent même le pouvoir, mais pendant peu de temps. En Italie, les usines furent occupées.

Mais il n'était pas si facile de liquider l'héritage de cinquante ans de politique gradualiste. Les dirigeants des partis sociaux-démocrates et des syndi-

cats surent occuper le vide laissé par les partis bourgeois discrédités. Les partis communistes, en revanche, n'étaient pas encore assez bien organisés pour en profiter. Ils se lancèrent dans l'action alors qu'ils ne disposaient pas encore d'un soutien de masse; lorsqu'ils en bénéficièrent, ils ne surent pas agir.

Malgré cela, la stabilité de l'Europe après 1919 était pour le moins précaire. Dans tous les pays européens, les structures sociales furent sévèrement menacées au cours des quinze années qui suivirent. L'expérience, tant des partis communistes que de la classe ouvrière, les mit en bien meilleure position de comprendre ce qui se passait.

Les bolcheviks russes n'avaient cependant pas l'intention d'attendre que la révolution éclate à l'étranger. La défense de la République soviétique et le soutien apporté à la révolution dans d'autres pays constituaient pour eux deux objectifs inséparables.

Entre-temps, de toute façon, les premières tâches à accomplir en Russie étaient dictées non par les dirigeants bolcheviks, mais par les puissances impérialistes internationales. Elles avaient lancé une « croisade » contre la République soviétique. Il fallait mettre en échec les armées blanches et étrangères avant de prendre en considération toute autre question. Toutes les ressources disponibles devaient être utilisées à cette fin.

Les effets combinés du soutien populaire, de l'enthousiasme des révolutionnaires et d'une volonté de fer permirent de refouler les forces contre-révolutionnaires, même si, dans l'Extrême-Orient soviétique, celles-ci continuèrent à opérer jusqu'en 1924. Mais le prix à payer s'avéra énorme.

Certes, on ne peut l'évaluer seulement en termes matériels. Mais, si l'on considère uniquement l'aspect économique, ce coût se révéla très impressionnant. Ce fut la production industrielle et agricole qui souffrit le plus. En 1920, la production de fonte brute ne représentait plus que 3 % du chiffre d'avant-guerre, le chanvre 10 %, le lin 25 %, le coton 11 %, et la betterave 15 %.

Pour la population, cela se traduisit par des privations, des souffrances et la famine. Plus encore, l'effondrement de la production industrielle entraîna la dislocation de la classe ouvrière. Cette dernière fut réduite à 43 % de ses effectifs d'avant-guerre. Les autres ouvriers étaient retournés dans leurs villages, ou avaient péri sur le champ de bataille. En termes purement quantitatifs, la classe ouvrière qui avait dirigé la révolution, dont les pratiques démocratiques avaient constitué la force vive du pouvoir soviétique, était réduite de moitié. En termes réels, la situation était pire. Ce qui res-

tait de la classe ouvrière ne représentait même pas la moitié de la classe qui avait été poussée à agir collectivement par la nature même de sa condition. La production industrielle ne représentait plus que 18 % de celle d'avant-guerre, la productivité du travail, un tiers seulement. Le produit du travail des ouvriers n'était pas suffisant pour assurer leur survie. Beaucoup eurent recours au troc direct des biens qu'ils produisaient — et même des pièces de machines — contre la nourriture que les paysans proposaient. Non seulement la classe qui avait mené la révolution était décimée, mais les liens qui unissaient ses membres se désintégraient rapidement. Le personnel des usines n'était plus composé de ceux qui avaient constitué le noyau du mouvement révolutionnaire de 1917. Les ouvriers les plus militants étaient partis se battre au front et beaucoup d'entre eux étaient morts. Ceux qui avaient survécu étaient indispensables non seulement dans les usines, mais aussi comme cadres au sein de l'armée, ou comme commissaires pour surveiller les administrateurs de l'appareil d'État. De jeunes paysans venant des campagnes reculées, dépourvus de toutes aspirations ou traditions socialistes, prirent leur place dans les usines.

Qu'allait-il advenir de la révolution si la classe qui l'avait réalisée avait cessé d'exister, dans tous les sens du terme? Les dirigeants bolcheviks n'auraient pu prévoir un tel problème. Ils avaient toujours affirmé que l'isolement de la révolution aboutirait à son écrasement par des armées étrangères ou par une contre-révolution intérieure.

Ils étaient désormais confrontés au succès partiel de la contre-révolution étrangère qui, en détruisant la classe qui avait dirigé la révolution, laissait en même temps intact l'appareil l'État qu'elle avait construit. Le pouvoir révolutionnaire avait survécu, mais des changements très importants intervenaient dans sa composition interne.

### **3. Du pouvoir soviétique à la dictature bolchevique**

Les institutions révolutionnaires de 1917 — par dessus tout, les soviets — étaient organiquement liées à la classe qui avait mené la révolution. Entre les aspirations et les objectifs de ses membres, d'un côté, et ceux des travailleurs qui les avaient élus, de l'autre, il ne pouvait exister de fossé. Quand la majorité était menchevik, les soviets étaient mencheviks. Lorsque les masses se tournèrent vers les bolcheviks, les soviets devinrent bolcheviks. Au sein des soviets et dans les usines, le Parti bolchevik ne représentait qu'un groupe parmi d'autres : dotés d'une solide conscience de classe,

ses militants étaient bien organisés, ils savaient défendre leur politique et suggérer des actions. La cohérence de leurs conceptions et leur auto-discipline leur permettaient de mettre en pratique leur politique avec efficacité — mais seulement à la condition que la masse des travailleurs les suive. Même les opposants sérieux aux bolcheviks le reconnurent :

« Comprenez, je vous prie, que nous assistons en fait à une insurrection victorieuse du prolétariat — il soutient presque dans sa totalité Lénine et attend sa libération sociale de l'insurrection...<sup>3</sup> »

Cette dialectique démocratique du parti et de la classe subsista encore pendant les premières années de la guerre civile. Les bolcheviks détenaient le pouvoir parce qu'ils avaient gagné la majorité au sein des soviets. Mais il existait d'autres partis. Les mencheviks continuèrent à opérer légalement et à rivaliser avec les bolcheviks jusqu'en juin 1918.

La décimation de la classe ouvrière changea tout cela. Par la force des choses, les institutions soviétiques s'autonomisèrent de la classe dont elles avaient surgi. Les ouvriers et les paysans qui combattaient pendant la guerre civile ne pouvaient s'auto-gouverner collectivement sur la base d'usines qu'ils avaient quittées. L'organisation et la coordination des ouvriers socialistes dispersés dans des zones de combat éloignées les unes des autres devaient être assurées par un appareil gouvernemental centralisé indépendant de leur contrôle direct — du moins temporairement.

Les bolcheviks pensaient qu'une telle structure ne pouvait être efficace que si elle rassemblait uniquement ceux qui avaient soutenu la révolution sans hésitation — c'est-à-dire eux-mêmes.

Les socialistes-révolutionnaires de droite faisaient partie des instigateurs de la contre-révolution. Les socialistes-révolutionnaires de gauche avaient eu recours au terrorisme lorsqu'ils étaient en désaccord avec la politique gouvernementale. Quant aux mencheviks, ils soutenaient les bolcheviks face à la contre-révolution, tout en exigeant qu'ils cèdent le pouvoir à l'Assemblée constituante (une des revendications principales de la contre-révolution). En pratique, cela signifiait que le Parti menchevik regroupait partisans et opposants au pouvoir soviétique. Beaucoup de ses membres passèrent du côté des Blancs.

Par exemple, les organisations mencheviks de la région de la Volga étaient solidaires du gouvernement contre-révolutionnaire de Samara; Ivan Maiski, membre du comité central menchevik — qui plus tard devint ambassadeur de Staline —, intégra ce gouvernement<sup>4</sup>. Les bolcheviks laissèrent les membres de ce parti en liberté (du moins la

plupart du temps), mais les empêchèrent d'opérer en tant que véritable force politique. Par exemple, les mencheviks n'eurent pas de presse légale après juin 1918, sauf pendant trois mois au cours de l'année qui suivit.

Les bolcheviks n'avaient pas le choix. Ils ne pouvaient abandonner le pouvoir sous prétexte que la classe qu'ils représentaient s'était dissoute en le défendant. Ils ne pouvaient pas non plus tolérer la propagation d'idées qui minaient les bases de ce pouvoir — justement parce que la classe ouvrière n'existait plus en tant qu'agent organisé collectivement, capable de déterminer ses propres intérêts. Par nécessité, l'État soviétique de 1917 fut remplacé par l'Etat-Parti unique à partir de 1920. Les soviets qui subsistaient n'étaient de plus en plus qu'une façade du pouvoir bolchevik, même si d'autres partis, par exemple les mencheviks, continuèrent d'opérer en leur sein jusqu'en 1920.

Ainsi, à partir de 1919, aucune élection ne fut organisée dans le soviet de Moscou pendant une période de 18 mois<sup>5</sup>.

#### **4. Cronstadt et la Nouvelle politique économique (Nep)**

Paradoxalement, la fin de la guerre civile n'améliora pas la situation. A bien des égards, elle l'aggrava. La menace immédiate de la contre-révolution une fois levée, le lien qui unissait les deux processus révolutionnaires — le pouvoir ouvrier dans les villes et le soulèvement paysan dans les campagnes — était rompu. Ayant pris le contrôle des terres, les paysans se désintéressèrent des idéaux révolutionnaires collectivistes d'Octobre. Leurs aspirations étaient déterminées par les modalités d'organisation de leur travail. Chacun d'entre eux cherchait à améliorer son propre niveau de vie en cultivant son lopin de terre personnel. En fait, un seul facteur pouvait rassembler les paysans en un groupe cohérent : l'opposition aux impôts et aux réquisitions forcées de céréales destinées à alimenter les populations urbaines.

Cette opposition atteignit son apogée une semaine avant le X<sup>e</sup> Congrès du Parti. Les marins se soulevèrent à Cronstadt, forteresse qui protégeait les abords de Petrograd. Depuis, on a souvent avancé que les événements ultérieurs marquèrent la première rupture du régime bolchevik avec ses objectifs socialistes. Le fait que les marins de Cronstadt aient constitué l'un des principaux aiguillons de la révolution de 1917 a souvent été utilisé comme argument en faveur de cette conclusion. Pourtant, à cette époque, personne au sein du Parti bolchevik — même l'Opposition ouvrière qui af-

firmaient exprimer l'antipathie de beaucoup de travailleurs à l'égard du régime — n'éprouvait de doutes sur la conduite à tenir. La raison en était simple. Le Cronstadt de 1920 n'était pas celui de 1917. La composition de classe de ses marins avait changé. Les meilleurs éléments socialistes étaient partis depuis longtemps se battre sur le front, au sein de l'armée. Pour la plupart, ils avaient été remplacés par des paysans dont la fidélité au régime était celle de leur classe. Cela se refléta dans les mots d'ordre avancés lors du soulèvement : « Des soviets sans bolcheviks » et « un marché agricole libre ». Les dirigeants bolcheviks ne pouvaient accéder à de telles revendications. Cela aurait signifié renoncer aux objectifs socialistes sans combattre. Malgré toutes ses erreurs, seul le Parti bolchevik avait soutenu le pouvoir soviétique sans réserve aucune, alors que les autres partis, y compris les partis socialistes, avaient vacillé entre les soviets et les Blancs. Les meilleurs militants s'étaient tournés vers les bolcheviks. Le slogan « Des soviets sans bolcheviks », ne pouvait signifier que des soviets privés du parti qui avait constamment tenté d'exprimer les objectifs socialistes et collectivistes de la classe ouvrière au cours de la révolution. La révolte de Cronstadt exprima la profonde divergence d'intérêts, à long terme, entre les deux classes qui avaient fait la révolution. L'écrasement du soulèvement de Cronstadt ne doit pas être considéré comme une attaque contre le contenu socialiste de la révolution. Ce fut plutôt une tentative désespérée des révolutionnaires de défendre les objectifs collectivistes de la révolution, en utilisant la force contre la paysannerie qui s'opposait de plus en plus à leur politique<sup>6</sup>.

Pourtant le fait que les événements de Cronstadt aient pu se produire fut en soi un signe inquiétant, puisqu'ils remettaient totalement en question le rôle dirigeant de la classe ouvrière dans la révolution. Celui-ci était assuré non par le mode de production supérieur que la classe ouvrière représentait, ni par sa productivité du travail plus élevée, mais par la force physique pure. Et cette contrainte n'était pas exercée directement par les ouvriers en armes, mais par un parti seulement lié indirectement à la classe ouvrière, par ses idées, et non directement comme ce fut le cas en 1917.

Une telle politique était nécessaire. Pourtant, elle comportait peu de choses que les socialistes auraient pu soutenir en toute autre circonstance. Au lieu de représenter le « mouvement conscient et indépendant de l'immense majorité dans l'intérêt de l'immense majorité », la révolution russe en était arrivée au stade où elle mettait en œuvre l'exploitation des campagnes par les villes, en em-

ployant uniquement la force. Pour toutes les tendances à l'intérieur du Parti bolchevik, il était clair que la révolution risquait d'être à nouveau menacée par des insurrections paysannes.

Il ne semblait y avoir qu'une seule solution: céder aux revendications paysannes tout en maintenant un puissant appareil l'État «socialiste» centralisé. Ce fut l'objectif de la Nouvelle politique économique (Nep). Son but était de réconcilier les paysans avec le régime, et de stimuler le développement économique en accordant une liberté relative à la production agricole. L'État et les entreprises d'État devaient fonctionner uniquement comme les composantes d'une économie gouvernée par les besoins de la production agricole et le jeu des forces du marché.

### **5. Le Parti, l'État et la classe ouvrière de 1921 à 1928.**

Pendant la période de la Nep, l'affirmation selon laquelle la Russie serait «socialiste» ne pouvait plus être justifiée, ni par le rapport de la classe ouvrière à l'État qu'elle avait créé, ni par la nature des rapports économiques internes. Les ouvriers n'exerçaient pas le pouvoir et l'économie n'était pas planifiée. L'État, ce «rassemblement d'hommes armés» qui contrôlait et policait la société, se trouvait entre les mains d'un parti guidé par des intentions socialistes. Il semblait donc que l'orientation de sa politique serait socialiste.

Pourtant la situation était plus complexe que cela. D'abord, les institutions de l'État qui dominaient la société russe étaient bien différentes du parti socialiste militant de 1917. Ceux qui avaient été membres du Parti bolchevik au moment de la révolution de Février étaient des socialistes dévoués qui avaient pris des risques énormes en combattant l'oppression tsariste afin de mettre en pratique leurs idéaux.

Même quatre années de guerre civile et d'isolement par rapport à la masse des travailleurs ne pouvaient facilement annihiler leurs aspirations socialistes. Mais en 1919 ils ne représentaient plus que 10 % du Parti, et 2,5% en 1922.

Pendant la révolution et la guerre civile, le Parti avait connu une croissance constante. Cela reflétait en partie l'attraction que sa politique exerçait sur les ouvriers les plus actifs et les individus les plus convaincus de la validité du socialisme. Mais cela provenait aussi d'autres phénomènes. Une fois la classe ouvrière décimée, le Parti avait dû prendre en charge tous les domaines auparavant gérés par les soviets. Le Parti ne pouvait le faire qu'en accroissant ses effectifs. Dès que l'issue de la guerre civile devint claire, beaucoup d'individus ayant

peu ou même aucune conviction socialiste tentèrent d'entrer dans le Parti. Ce dernier était donc loin de représenter une force socialiste homogène. On pouvait au mieux considérer que seuls ses dirigeants et ses membres les plus actifs étaient vraiment fidèles à la tradition socialiste.

La dilution interne du Parti fut accompagnée d'un phénomène analogue au sein de l'appareil d'État. Afin de conserver son contrôle sur la société russe, le Parti bolchevik avait été contraint d'employer des milliers de membres de l'ancienne bureaucratie tsariste afin de faire fonctionner la machine gouvernementale.

En théorie, les bolcheviks dirigeaient le travail de ces fonctionnaires dans un sens socialiste. En pratique, les anciennes habitudes et méthodes de travail, les attitudes pré-révolutionnaires (envers les masses en particulier) dominaient souvent. Lénine savait ce que cela impliquait :

« Qu'est-ce donc qui manque », demanda-t-il lors du congrès du Parti en mars 1922. « C'est clair : ce qui manque, c'est la culture communiste chez les dirigeants. De fait, si nous considérons Moscou — 4700 communistes responsables — et si nous considérons la machine bureaucratique, cette masse énorme, qui donc mène et qui est mené ? Je doute fort que l'on puisse dire que les communistes mènent. A dire vrai ce ne sont pas eux qui mènent. C'est eux qui sont menés<sup>7</sup>. »

A la fin de 1922, il déclarait que l'appareil d'État était « emprunté au tsarisme et à peine marqué par le monde soviétique [...] une machine tsariste et bourgeoise ».

En 1920, au cours de la controverse sur le rôle des syndicats, Lénine affirmait :

« En fait, notre État n'est pas un État ouvrier, mais un État ouvrier-paysan [...]. Mais ce n'est pas tout. Le programme de notre Parti... montre que notre État est un État ouvrier présentant des déformations bureaucratiques<sup>8</sup>. »

La situation réelle était encore pire. Non seulement les vieux bolcheviks se trouvaient dans une position où l'action des différentes forces de classes hostiles se combinait à l'inertie bureaucratique, rendant ainsi les idéaux socialistes difficiles à réaliser, mais ces aspirations elles-mêmes ne pouvaient rester indéfiniment imperméables à l'environnement hostile.

La nécessité de former une armée disciplinée à partir d'une masse paysanne souvent indifférente avait donné des habitudes autoritaires à beaucoup des meilleurs militants du Parti.

Sous le régime de la Nep, la situation avait changé. Mais elle était fort éloignée de l'interaction démocratique entre dirigeants et diri-

gés qui constitue l'essence même d'une démocratie socialiste.

Dès lors, de nombreux membres du Parti se trouvèrent contraints de contrôler la société en recherchant des compromis avec le petit commerçant, le petit capitaliste et le *koulak* (le paysan riche).

Ils devaient représenter les intérêts de l'État ouvrier contre ces éléments, mais sans les affronter physiquement et directement comme avant. Ils devaient parvenir à une coopération limitée avec eux. Les membres du Parti semblaient souvent plus influencés par les relations directes et tangibles qu'ils entretenaient avec ces éléments petits bourgeois que par leurs liens distants avec une classe ouvrière faible et démoralisée.

Surtout, l'influence de l'ancienne bureaucratie dans laquelle ses membres étaient immergés pénétrait le Parti. Isolé de la classe qui aurait pu préserver son pouvoir, le Parti était contraint de s'imposer une discipline de fer.

Ainsi, lors du X<sup>e</sup> Congrès, même si on affirma que les débats à l'intérieur du Parti allaient continuer<sup>9</sup>, la formation de fractions fut «temporairement» interdite.

Cette exigence de cohésion interne dégénéra rapidement en une acceptation des méthodes bureaucratiques à l'intérieur du Parti. Dès avril 1920, des opposants s'en étaient plaints. En 1922, Lénine écrivait : « Nous avons non seulement une bureaucratie dans les institutions soviétiques, mais aussi dans les institutions du Parti ».

Le sort réservé aux oppositions successives illustre parfaitement l'érosion de la démocratie interne. En 1917 et 1918, les débats libres au sein du Parti étaient chose courante, ainsi que le droit pour les différentes tendances de s'organiser autour d'une plate-forme. Lénine lui-même se trouva en minorité à deux reprises : à l'époque des «Thèses d'avril» et, presque un an plus tard, pendant les négociations de Brest-Litovsk. En novembre 1917, les bolcheviks qui refusaient que leur parti assume seul le pouvoir démissionnèrent du gouvernement afin de lui forcer la main. Ils ne subirent aucune sanction.

Les différends au sein du Parti au sujet de l'offensive contre Varsovie et sur le rôle des syndicats étaient débattus tout à fait librement dans la presse. Même en 1921, le programme de l'Opposition ouvrière fut imprimé à 250 000 exemplaires par le Parti lui-même, et deux membres de l'Opposition furent élus au Comité central. En 1923, alors que l'Opposition de gauche se formait, il lui fut encore possible d'exposer ses idées

dans les colonnes de la *Pravda*, bien qu'on y trouvât dix articles défendant la direction, contre un qui la critiquait.

Mais au cours de cette période, les possibilités pour une opposition d'agir effectivement diminuèrent. Après le X<sup>e</sup> congrès du Parti, l'Opposition ouvrière fut interdite. En 1923, la Plate-forme des 46 de l'Opposition déclarait : « C'est de plus en plus la hiérarchie des secrétaires du Parti qui recrute les participants aux conférences et aux congrès<sup>10</sup> ». Même Boukharine, partisan de la direction et rédacteur en chef de la *Pravda*, décrivait le fonctionnement du Parti comme totalement anti-démocratique :

« (...) les secrétaires des noyaux [communistes] sont d'ordinaire nommés par les comités de quartiers et ceux-ci ne tentent même pas de faire admettre leurs candidats par ces noyaux. Ils se contentent de nommer tel ou tel camarade. Mais lorsqu'on passe au vote, on procède d'une façon qui désormais est acceptée de tous. On pose la question suivante à l'assistance : 'Qui est contre ?' et, étant donné que personne n'ose s'opposer à la proposition, le candidat désigné est élu<sup>11</sup>. »

La véritable étendue de la bureaucratization apparut lorsque le «triumvirat» qui avait pris le contrôle de la direction du Parti pendant la maladie de Lénine, se divisa. Vers la fin de 1925, Zinoviev, Kamenev et Kroupskaïa rejoignirent les rangs de l'opposition à la direction, désormais contrôlée par Staline. Zinoviev dirigeait la fédération de Leningrad. Il contrôlait l'appareil administratif de la capitale du Nord et plusieurs quotidiens influents. Au XIV<sup>e</sup> Congrès du Parti, tous les délégués de Leningrad le soutinrent contre le Centre. Mais quelques semaines après la défaite de l'opposition, toutes les cellules de Leningrad, à l'exception de quelques centaines d'oppositionnels invétérés, votèrent des résolutions soutenant la politique de Staline. Pour parvenir à un tel résultat, il avait suffi de remplacer les chefs de l'administration du Parti de la ville. Qui contrôlait la bureaucratie contrôlait le Parti. Quand Zinoviev était à sa tête, celui-ci était dans l'opposition. Dès que Staline rattacha la ville à l'appareil national qu'il contrôlait, elle adhéra à sa politique. Un simple changement de direction transforma le monolithe zinovieviste en un monolithe stalinien.

L'émergence de la bureaucratie au sein de l'appareil soviétique et du Parti fut d'abord le résultat de la décimation de la classe ouvrière durant la guerre civile. Mais elle se poursuivit sous le régime de la Nep, lorsque la classe ouvrière recommença à croître et l'industrie à connaître une relance. Au lieu d'élever le statut de la classe ou-

vrière au sein de l'« l'État ouvrier », la reprise économique l'abaissa.

En termes purement matériels, les concessions accordées à la paysannerie par la Nep aggravèrent la position (déjà précaire) de l'ouvrier.

« Acclamé de toute part, sous le communisme de guerre, comme le héros éponyme de la dictature du prolétariat, il (l'ouvrier) était menacé de devenir le laissé pour compte de la Nep. Pendant la crise économique de 1923, les défenseurs de la politique officielle, tout comme ceux qui s'y opposaient au nom du développement industriel, ignorèrent les revendications et les intérêts des ouvriers industriels car ils ne les considéraient pas comme une question essentielle<sup>12</sup>. »

Le statut de l'ouvrier se détériora non seulement vis-à-vis de celui du paysan, mais également par rapport à celui des directeurs et des hauts cadres de l'industrie. Alors qu'en 1922, les statistiques officielles classaient 65 % du personnel de direction dans la catégorie des ouvriers (et 35 % dans les autres), un an plus tard, les chiffres s'étaient quasiment inversés : 36 % seulement étaient des ouvriers (64 % appartenant à d'autres catégories<sup>13</sup>). Les « patrons rouges » commençaient à émerger en tant que groupe privilégié bénéficiant de salaires élevés et, grâce à « la direction des entreprises par un seul homme », du droit d'embaucher et de licencier à volonté. A cette époque, le chômage devint endémique dans l'économie soviétique, atteignant le chiffre de 1 250 000 en 1923-1924.

## **6. Les divisions au sein du Parti, de 1921 à 1929**

Les hommes font l'histoire mais dans des circonstances qu'ils ne choisissent pas. Au cours de ce processus, ils changent autant ces circonstances qu'ils se transforment eux-mêmes. Le Parti bolchevik, comme n'importe quel groupe social dans l'histoire, n'échappa pas à cette règle. En tentant de préserver le tissu social de la Russie au milieu du chaos de la guerre civile, de la contre-révolution et de la famine, ses objectifs socialistes contribuèrent à influencer le cours de l'histoire. Mais les forces sociales avec lesquelles les bolcheviks durent composer ne pouvaient manquer d'influencer à leur tour les membres du Parti. Pour que l'URSS ne s'effondre pas à l'époque de la Nep, le Parti dut servir de médiateur entre les différentes classes sociales afin d'empêcher tout conflit destructeur. La révolution ne pouvait survivre que si le Parti et l'État satisfaisaient aux besoins de classes différentes, souvent antagonistes. Des compromis devaient être trouvés pour satisfaire les aspirations indivi-

dualistes des paysans, en même temps que les objectifs démocratiques et collectivistes du socialisme.

Au cours de ce processus, le Parti qui s'était élevé au-dessus des classes sociales en vint à refléter les conflits entre ces classes dans ses propres structures.

Les pressions des classes sociales sur le Parti conduisirent certaines de ses fractions à définir leurs aspirations socialistes en fonction des intérêts de classes différentes. Parmi ces dernières, celle qui aurait pu exercer de véritables pressions socialistes, la classe ouvrière, était la plus faible, la plus désorganisée et la moins à même d'exercer de telles pressions.

## **7. L'Opposition de gauche**

Il ne fait aucun doute que les idées de l'Opposition de gauche en faisaient la fraction du Parti la plus proche de la tradition révolutionnaire du bolchevisme. A ses yeux le socialisme ne pouvait se résumer au lent développement d'une économie agricole, ni à une accumulation primitive radicale. La démocratie ouvrière devait occuper une place centrale dans le socialisme. L'Opposition de gauche refusa de subordonner la révolution mondiale aux exigences de « la construction du socialisme dans un seul pays », slogan réactionnaire et chauvin.

Cependant, on ne peut affirmer que l'Opposition de gauche représentait (au sens direct) la fraction « prolétarienne » au sein du Parti. Car, dans l'URSS des années 20, la classe ouvrière, moins que tout autre, exerça une pression sur le Parti. Après la guerre civile, sa reconstitution se fit dans des conditions difficiles, qui affaiblirent sa capacité à se battre pour ses propres intérêts.

Le taux de chômage était élevé; les meilleurs militants ouvriers soit étaient morts durant la guerre civile, soit avaient été absorbés dans la bureaucratie; une grande partie de la classe ouvrière était alors composée de jeunes paysans récemment venus de la campagne. L'attitude courante de l'ouvrier n'était pas de soutenir l'Opposition de gauche, mais de se désintéresser des discussions politiques.

De ce fait, la classe ouvrière était aisément manipulable par en haut — du moins la plupart du temps. L'Opposition de gauche se trouvait dans une situation, familière pour beaucoup de socialistes, où elle défendait un programme socialiste d'action pour la classe ouvrière alors que les travailleurs eux-mêmes étaient trop épuisés et démoralisés pour se battre.

Les difficultés de l'Opposition ne surgissaient pas uniquement de l'apathie des travailleurs, mais aussi des réalités économiques dont l'Opposition avait parfaitement conscience.

Selon elle, la rareté objective des ressources rendrait la vie difficile, quelle que soit la politique choisie. L'Opposition insistait sur le besoin de développer l'industrie nationale et sur la nécessité, pour y parvenir, d'étendre la révolution. Mais à court terme, elle n'avait pas grand-chose à proposer aux travailleurs, même si une politique socialiste correcte était appliquée. Lorsque Trotsky et Preobrajenski demandaient le renforcement de la planification économique, ils soulignaient qu'il ne pourrait être réalisé sans pressurer les paysans et sans que les ouvriers acceptent des sacrifices. L'Opposition unifiée des «trotskystes» et des «zinnovievistes» en 1926, réclama en priorité des améliorations pour la classe ouvrière. Mais elle fut également suffisamment réaliste pour dénoncer comme utopiques les promesses que Staline faisait aux ouvriers.

Il est impossible — faute de place — d'analyser ici les différentes plate-formes présentées par l'Opposition de gauche. Schématiquement, elles comportaient trois éléments centraux liés les uns aux autres.

1. La révolution ne pourrait progresser dans un sens socialiste qu'en augmentant le poids économique des villes par rapport à la campagne, de l'industrie par rapport à l'agriculture. Cela exigeait la planification de l'industrie et une politique de discrimination délibérée à l'égard du paysan riche, par l'impôt. Si l'on ne prenait pas ces mesures, le *koulak* accumulerait un pouvoir économique suffisant pour subordonner l'État à ses propres intérêts, provoquant ainsi un nouveau Thermidor (une contre-révolution interne).

2. Ce développement industriel devait être accompagné par un élargissement de la démocratie ouvrière, afin de contrecarrer les tendances bureaucratiques au sein du Parti et de l'État.

3. Ces deux premières orientations politiques pourraient préserver l'URSS en tant que citadelle de la révolution, mais elles ne pourraient créer le haut niveau de culture et de production matérielle nécessaire au socialisme. Pour cela, il fallait que la révolution s'étende à l'étranger.

Du point de vue strictement économique, ce programme ne comportait rien d'irréaliste. L'industrialisation fut planifiée et l'État « pressura » les paysans — mais d'une manière qui contredisait les objectifs de l'Opposition. Ceux qui, depuis 1923, contrôlaient le Parti ne perçurent pas

la sagesse de ce programme. Seule la grave crise économique de 1928 les força à planifier et à accélérer l'industrialisation. Pendant cinq ans, ils avaient persécuté l'Opposition de gauche et déporté ses dirigeants. Le deuxième élément du programme ne fut jamais appliqué. Quant au troisième, qui représentait encore un des principes de l'orthodoxie bolchevik en 1923<sup>14</sup>, il fut définitivement rejeté par les dirigeants du Parti en 1925.

Il ne le fut pas pour des raisons économiques mais à cause de l'équilibre des forces sociales qui s'affirmait au sein du Parti. Le programme de l'Opposition réclamait la rupture avec un rythme de production déterminé par les pressions économiques de la paysannerie. Deux forces sociales opposées à ce programme s'étaient constituées à l'intérieur du Parti.

## 8. La Droite et le Centre

La Droite rassemblait ceux qui considéraient que les concessions faites aux paysans ne nuisaient pas à la construction du socialisme. Elle voulait que le Parti modifie son programme en fonction des aspirations de la paysannerie. Cette volonté ne se résumait pas à une simple plate-forme théorique. Elle exprimait les intérêts de tous ceux qui, dans les institutions du Parti et des soviets, s'accommodaient parfaitement de la coopération avec les paysans, y compris les koulaks, les fermiers capitalistes et les Nepmen (ceux qui avaient profité de la Nep et s'étaient enrichis). Boukharine, qui appelait les paysans à s'enrichir, devint leur porte-parole théorique.

Le Centre, quant à lui, s'appuyait sur des forces sociales à l'intérieur comme à l'extérieur du Parti. Il se souciait surtout de préserver une certaine cohésion sociale. Il cherchait à éviter les tensions qui pouvaient surgir des tentatives de subordonner la campagne à la ville, mais en revanche il n'affirmait pas aussi nettement que la Droite une attitude favorable aux paysans. Le Centre rassemblait principalement des éléments de l'appareil du Parti dont l'objectif essentiel était de préserver la cohésion du Parti par des moyens bureaucratiques. Son dirigeant était le chef de l'appareil du Parti : Staline.

A cette époque, l'Opposition de gauche considérait la fraction stalinienne comme un groupe centriste, oscillant entre les traditions du Parti (incarnées par le programme de l'Opposition de gauche) et la Droite. En 1928, lorsque Staline reprit soudainement à son compte le premier élément du programme de l'Opposition, s'attaquant à la Droite aussi violemment qu'il l'avait fait contre la gauche quelques mois auparavant, se lançant dans l'industrialisation et l'expropriation totale de la

paysannerie (ce qu'on appelle d'ordinaire la «collectivisation»), cette interprétation fut sérieusement ébranlée. Staline disposait d'une solide base sociale qui lui était propre. Il pouvait continuer à régner sans que le prolétariat ni la paysannerie n'exercent le pouvoir.

L'Opposition de gauche, mue par les aspirations socialistes et les traditions ouvrières du Parti, tentait de les traduire en une politique réaliste ; l'Opposition de Droite cherchait à s'adapter aux pressions qu'exerçait le paysan sur le Parti ; quant à la fraction stalinienne victorieuse, elle reposait sur la bureaucratie du Parti elle-même.

Celle-ci avait émergé comme élément subordonné à l'intérieur de la structure sociale créée par la révolution. Au début, elle ne faisait que remplir certaines fonctions élémentaires d'un parti ouvrier. Avec la décimation de la classe ouvrière au cours de la guerre civile, le Parti se retrouva, en quelque sorte, suspendu au-dessus de la classe. Dans ce contexte, le maintien de sa propre cohésion, et de celle de l'État, devint essentiel. Cette tâche fut de plus en plus accomplie, au sein de l'État, puis dans le Parti, par des méthodes de contrôle bureaucratiques — souvent exercées par d'ex-bureaucrates de l'ancien régime tsariste. L'appareil acquit un pouvoir croissant à l'intérieur du Parti — nommant les fonctionnaires à tous les niveaux, et choisissant les délégués aux Congrès. Mais puisque le Parti, et non la classe, contrôlait l'État et l'industrie, ce fut son appareil qui hérita des acquis que les travailleurs avaient obtenus au cours de la révolution.

La première conséquence politique qui en résulta fut le développement de l'inertie bureaucratique. Les bureaucrates de l'appareil opposaient une résistance passive à toute mesure susceptible de gêner leur position sociale. Ils commencèrent à agir comme une force répressive à l'égard de tout groupe qui pourrait éventuellement les remettre en cause. D'où leur hostilité aux programmes de l'Opposition de gauche et leur refus que l'on discute sérieusement de ses idées.

Contre les menaces de désordre social, la bureaucratie s'allia tout naturellement avec la Droite et Boukharine. Cette alliance cacha le fait qu'elle devenait progressivement une entité sociale à part entière, entretenant une relation particulière avec les moyens de production. La répression qu'elle exerçait à l'encontre de l'Opposition passa pour une tentative d'imposer au Parti, par en haut, une politique favorable à la paysannerie. Alors qu'en fait elle cherchait à écarter toute opposition à son pouvoir dans l'État et l'industrie. Même après avoir proclamé « le socialisme dans un seul pays », ses échecs à l'étranger semblaient résulter plus de

l'inertie bureaucratique et d'une politique intérieure favorable à la paysannerie, que d'un rôle contre-révolutionnaire conscient.

Pourtant, au cours de cette période, la bureaucratie se transformait de classe en soi en classe pour soi. Au moment de l'introduction de la Nep, le pouvoir au sein du Parti et de l'État était contrôlé par un petit groupe de fonctionnaires. Ceux-ci ne constituaient pas une classe dominante homogène. Ils étaient loin d'avoir une conscience commune et de partager un projet commun. Les politiques qu'ils mettaient en oeuvre avaient été façonnées par des membres du Parti encore très influencés par les traditions du socialisme révolutionnaire. Si, en Russie, les circonstances avaient fait disparaître la démocratie ouvrière, il existait au moins la possibilité pour ceux qui étaient influencés par les traditions du Parti, de la faire revivre, lorsqu'une relance industrielle interne interviendrait et que la révolution s'étendrait à d'autres pays. A l'échelle mondiale, le Parti continuait sans aucun doute à jouer son rôle révolutionnaire. En conseillant les partis étrangers, il commit des erreurs — dont certaines découlaient sans aucun doute de sa propre bureaucratization —, mais il ne commit pas le crime de les subordonner à ses propres intérêts nationaux.

Au cours des luttes fractionnelles des années 20, se réalisa le processus par lequel ce groupe social rejeta l'héritage de la révolution pour devenir une classe sociale distincte et consciente.

## 9. La contre-révolution

On a souvent affirmé que l'émergence du stalinisme en URSS ne peut être défini comme «contre-révolution» parce que ce fut un processus graduel (par exemple, Trotsky pensait qu'un tel point de vue consistait à « dérouler le film du réformisme à l'envers »). C'est là une application erronée de la méthode marxiste. Le passage d'une forme de société à une autre n'a pas en toutes circonstances été le résultat d'un changement brutal. C'est le cas pour la transition d'un État capitaliste à un État ouvrier parce que la classe ouvrière ne peut exercer son pouvoir que d'un seul coup, collectivement, à la suite d'un affrontement victorieux (point culminant de longues années de lutte) contre la classe dominante. Mais dans de nombreux cas au cours de la transition du féodalisme au capitalisme, il n'y a pas eu un seul affrontement, mais toute une série de conflits à différents niveaux, la classe économique décisive (la bourgeoisie) obtenant des concessions politiques en sa faveur.

La contre-révolution en URSS a suivi la seconde voie plutôt que la première. La bureaucratie

n'eut pas à prendre le pouvoir d'un coup. La détermination de la classe ouvrière lui donna le pouvoir à tous les échelons de la société soviétique. Ses membres contrôlaient l'industrie, la police et l'armée. Ils n'eurent même pas à arracher le contrôle de l'appareil d'État pour l'aligner sur leur pouvoir économique, comme la bourgeoisie y était parvenue dans plusieurs pays sans engager de confrontation directe. La bureaucratie n'eut qu'à adapter à ses propres intérêts les structures politiques et industrielles qu'elle contrôlait déjà. Ce processus ne fut pas «graduel» mais se réalisa par une succession de changements qualitatifs visant à adapter le mode de fonctionnement du Parti aux exigences de la bureaucratie centrale. Chacun de ces changements qualitatifs nécessita une confrontation directe avec les éléments du Parti qui, pour quelque raison que ce soit, continuaient à défendre la tradition socialiste révolutionnaire.

La première (et la plus importante) confrontation opposa la bureaucratie à l'Opposition de gauche en 1923. Celle-ci n'exprimait pas une opposition ferme et claire au processus qui se déroulait au sein du Parti. Par exemple, son dirigeant, Trotsky, avait tenu des propos substitutistes scandaleux lors du débat sur les syndicats en 1920 ; sa première déclaration publique — la Plate-forme des 46 — ne fut acceptée par ses signataires qu'accompagnée de nombreuses réserves et amendements. La bureaucratie se retourna pourtant contre l'Opposition avec une violence sans précédent. Afin de préserver son pouvoir, le groupe dirigeant du Parti eut recours à des méthodes dont on n'avait jamais usé auparavant au sein du Parti bolchevik. Le dénigrement systématique des opposants remplaça les arguments rationnels. Le secrétariat du Parti qui s'occupait des nominations commença pour la première fois ouvertement à déplacer de leurs postes les sympathisants de l'Opposition (ainsi la majorité du Comité central du Komsomol fut congédiée et mutée dans des provinces lointaines pour avoir riposté à des attaques visant Trotsky).

Pour justifier de pareilles mesures, la fraction dirigeante inventa deux nouvelles entités idéologiques qu'elle opposa l'une à l'autre. D'une part, elle instaura le culte du « léninisme » (en dépit des protestations de sa veuve). Elle tenta d'élever Lénine au statut de semi-divinité en momifiant son cadavre à la manière des pharaons égyptiens. D'autre part, elle inventa le «trotskysme», tendance qu'elle opposa au léninisme, justifiant cette invention par des citations de Lénine vieilles de dix ou vingt ans, tirées de leur contexte, tout en ignorant sa dernière déclaration (son «Testament») qui qualifiait Trotsky de « membre le plus capable du Comité central

» et suggérait l'éviction de Staline. Les dirigeants du Parti répétèrent systématiquement ces falsifications et ces mensonges pour contrecarrer toute menace à leur pouvoir dans le Parti (Zinoviev, à l'époque membre du «triumvirat», l'admit plus tard). En agissant ainsi, une fraction du Parti montra que son propre pouvoir lui importait plus que la tradition socialiste de libre discussion au sein de l'organisation. En réduisant la théorie à un simple accessoire de ses ambitions, la bureaucratie du Parti affirmait son identité propre contre d'autres groupes sociaux.

La seconde confrontation majeure débuta différemment. Elle ne constitua pas, à ses débuts, un conflit entre des membres du Parti mus par des aspirations socialistes et une bureaucratie de plus en plus puissante. Elle commença par un affrontement entre le dirigeant le plus en vue du Parti (à l'époque, Zinoviev) et l'appareil qui détenait le véritable pouvoir. A Leningrad, Zinoviev contrôlait une section de la bureaucratie, qui disposait d'une large indépendance par rapport au reste de l'appareil. Bien que son mode de fonctionnement ne fût pas différent de celui qui avait cours dans le reste du pays, l'indépendance même de cette fraction bureaucratique constituait un obstacle pour la bureaucratie centrale. Elle représentait une source possible de perturbations pour sa domination globale. C'est pourquoi il fallait la faire rentrer dans le giron de l'appareil central.

Zinoviev fut écarté de sa position dirigeante au sein du Parti. Il se tourna alors vers les traditions historiques du bolchevisme et la politique de la gauche, même s'il ne perdit jamais l'espoir de réintégrer le bloc dirigeant, vacillant sans cesse pendant les dix années suivantes entre celle-ci et l'appareil. Après la chute de Zinoviev, le pouvoir passa aux mains de Staline. Par l'emploi illimité des méthodes bureaucratiques de contrôle du Parti, le mépris pour la théorie, l'hostilité envers les traditions de la révolution au sein de laquelle il ne joua qu'un rôle mineur, la volonté de se débarrasser par tous les moyens de ceux qui avaient effectivement dirigé la révolution, Staline incarnait la conscience croissante que l'appareil avait de son propre rôle. Il donna la pleine mesure de toutes ses «qualités» au cours du combat qu'il engagea contre la nouvelle opposition. Les salles furent «bourrées», les intervenants hués, les opposants envoyés à des postes peu importants dans des régions reculées, d'ex-officiers tsaristes employés comme agents provocateurs pour jeter le discrédit sur les groupes oppositionnels. Puis, en 1928, Staline commença à imiter directement les tsars en déportant les révolutionnaires vers la Sibérie. A plus

long terme, cela ne devait pas lui suffire. Il réussira à accomplir ce dont même les Romanoff n'avaient pas été capables : assassiner systématiquement tous ceux qui avaient constitué le parti révolutionnaire de 1917.

Vers 1928, la fraction stalinienne contrôlait pleinement le Parti et l'État. Lorsque Boukharine et la Droite rompirent avec elle, horrifiés par ce qu'ils avaient contribué à créer, leur position fut encore plus précaire que ne l'avait été celle de l'Opposition de gauche. Mais le Parti ne contrôlait pas l'ensemble de la société soviétique. Les villes, où résidait le pouvoir effectif, étaient toujours noyées dans un océan de production agricole. La bureaucratie avait usurpé les acquis ouvriers de la révolution mais, jusque-là, la paysannerie avait été épargnée. La bureaucratie en prit conscience brutalement lorsque, en 1928, les paysans refusèrent en masse de vendre leurs céréales.

La consolidation de la domination des villes sur la campagne, réclamée depuis des années par l'Opposition de gauche, fut réalisée. Cela conduisit certains opposants comme Preobrajenski et Radek à se rallier à Staline. Pourtant cette politique était l'antithèse de celle de la gauche. Celle-ci avait affirmé la nécessité de subordonner la production agricole aux industries contrôlées par les ouvriers des villes. Mais désormais, ces derniers n'en avaient plus le contrôle. Elles étaient aux mains de la bureaucratie qui détenait les rênes de l'État. La domination des villes sur la campagne ne signifiait plus la domination de la classe ouvrière sur la paysannerie, mais celle de la bureaucratie sur la dernière fraction de la société qui échappait à son contrôle. Cette domination fut imposée avec toute la férocité dont ont toujours fait preuve les classes

dirigeantes exploiteuses. Les koulaks en souffrirent et, avec eux, toutes les couches de la population rurale. Par ce tournant «à gauche» de 1928, la bureaucratie acheva de liquider la révolution de 1917, à la campagne comme dans les villes.

On ne peut douter qu'en 1928 une nouvelle classe s'était emparée du pouvoir en URSS. Pour prendre le pouvoir, elle n'avait pas été contrainte à une confrontation militaire directe avec la classe ouvrière, car le pouvoir direct des travailleurs n'existait plus depuis 1918. Mais elle dut purger le Parti au pouvoir de tous ceux qui avaient conservé des liens, même les plus ténus, avec la tradition socialiste. Lorsqu'une classe ouvrière revigorée s'affrontera à la bureaucratie, à Berlin et à Budapest, ou même en Russie (par exemple à Novotcherkassk, en 1962), celle-ci utilisera les chars dont elle n'avait pas eu besoin en 1928.

L'Opposition de gauche n'avait pas une conscience claire de ce qu'elle combattait. Trotsky, jusqu'à sa mort, crut que l'appareil d'État qui allait le pourchasser et le faire assassiner était un «État ouvrier dégénéré». Pourtant, seule cette opposition se battit pied à pied contre la destruction de la révolution en URSS par l'appareil stalinien et contre la façon dont cet appareil empêchait la révolution de s'étendre à d'autres pays<sup>15</sup>. Pendant toute une période historique, l'Opposition de gauche fut la seule à combattre les effets néfastes du stalinisme et de la social-démocratie sur le mouvement socialiste. Sa théorie de la nature de l'URSS rendit sa tâche plus difficile, mais elle continua de l'accomplir.

C'est pourquoi aujourd'hui tout mouvement authentiquement révolutionnaire doit s'inscrire dans cette tradition.

## NOTES

1. L. Trotsky, *Histoire de la révolution russe*, Seuil, Points politiques, Paris 1967, p. 89.
2. Lénine, *Oeuvres*, vol. 27, p. 95.
3. Martov à Axelrod, 19 novembre 1917, cité par Israël Getzler, *Martov*, Cambridge, 1967.
4. Israël Getzler, *op. cit.*, p. 183.
5. *Idem*, p. 199.
6. Voir Trotsky, « Beaucoup de tapage autour de Cronstadt », 15 janvier 1938, dans supplément à *Critique communiste*, Paris, octobre 1976 et dans ce bulletin pp. 35-41.
7. Lénine, *Oeuvres*, vol. 33, p. 293.
8. Lénine, *Oeuvres*, vol. 32, pp. 16-17.
9. Voir la réponse de Lénine à Riazanov qui demandait l'interdiction de la pratique courante, au sein du Parti, que les groupes se réunissent autour de plates-formes : « Nous ne pouvons priver le Parti et les membres du Comité central du droit d'en appeler au Parti si une question fondamentale suscite des divergences. Je ne vois pas comment nous le pourrions ! » Lénine, *Oeuvres*, vol. 32, p. 274.
10. Cité dans E. H. Carr, *The Interregnum*, p. 369.
11. Cité par M. Schachtman, *op. cit.*, p. 172.

12. *E. H. Carr, op. cit.*, p. 39.

13. *Idem.*

14. Voir Staline, *De Lénine et du léninisme*, édition soviétique de 1924, p. 40 : « Peut-on résoudre ce problème, peut-on obtenir la victoire définitive du socialisme dans un seul pays sans les efforts conjugués des prolétaires de plusieurs pays avancés ? Non, c'est impossible. » (Cité par Trotsky, *L'Internationale communiste après Lénine*, PUF, Paris, 1979, p. 125). [Voir aussi *Les Questions du léninisme*, Maspero, p. 52. L'édition chinoise publie une version modifiée (sans mention) de ce texte : *Des principes du léninisme*, Éditions de Pékin, 1967, p. 40. *N.d.T.*]

15. Je ne traite pas ici des premières oppositions : l'Opposition ouvrière et le Groupe du centralisme démocratique. Bien qu'ils surgirent comme une réaction à la bureaucratisation et à la dégénérescence de la révolution, ils représentèrent aussi en partie une réaction utopique contre la réalité objective elle-même (le poids considérable de la paysannerie et la faiblesse indiscutable de la classe ouvrière). Ceux qui survécurent à l'Opposition ouvrière (et qui comptèrent) intégrèrent plus tard l'Opposition de gauche, alors que les dirigeants de celle-ci, Kollontai et Chliapnikov, capitulèrent devant Staline.

# LES BOLCHEVIKS CONTRE LA CLASSE OUVRIÈRE

MIKE MARTIN

(On peut trouver cet article en anglais, ainsi que d'autres textes très intéressants, sur le site du Workers Solidarity Movement, organisation libertaire irlandaise, ou sur le site [flag.blackened.net](http://flag.blackened.net). Le titre du texte a été choisi par nos soins. *N.D.L.R.*)

*L'article de Chris Harman, « Comment la révolution a été vaincue <sup>(1)</sup> », tente d'expliquer l'essor du stalinisme tout en exonérant les bolcheviks de toute responsabilité dans ce processus. Publié pour la première fois en 1967, cet essai est encore diffusé par le SWP. Il est donc utile de l'examiner pour voir si les affirmations qu'il contient tiennent encore le coup face aux recherches les plus récentes et si elles découlent d'une analyse logique. Précisons tout de suite que ce n'est malheureusement pas le cas.*

Il va sans dire que Harman rend la guerre civile et l'isolement de la révolution responsables de la dégénérescence de la révolution. En effet, les circonstances exceptionnelles qu'a rencontrées la révolution expliqueraient, selon lui, pourquoi les bolcheviks se sont écartés des idées socialistes. Cependant, comme Lénine lui-même l'a reconnu en 1917, « la révolution (...) en se développant, suscitera des circonstances exceptionnellement compliquées (...) car elle déclenchera la guerre de classe la plus acharnée et la guerre civile la plus désespérée. Aucune grande révolution dans l'histoire n'a échappé à la guerre civile. Personne de sensé ne peut imaginer qu'une guerre civile puisse se produire sans des circonstances exceptionnellement compliquées <sup>(2)</sup> ». C'est pourquoi il semble difficile d'accuser la résistance inévitable de la classe dirigeante d'être responsable des problèmes rencontrés par une révolution. Si le bolchevisme n'est pas capable d'affronter l'inévitable, alors mieux vaut s'en passer.

## Où est passée la classe ?

Selon Harman, le facteur clé de la dégénérescence serait la « dislocation de la classe ouvrière. Cette dernière fut réduite à 43 % de ses effectifs d'avant-guerre. Les autres ouvriers étaient retournés dans leurs villages, ou avaient péri sur le champ de bataille. En termes purement quantitatifs, la classe qui avait dirigé la révolution, dont les pratiques démocratiques avaient constitué la force vive du pouvoir soviétique, était réduite de moitié. (...) Ce qui restait ne représentait même pas la moitié de cette classe, forcé à une action collective

par la nature même de ses conditions d'existence. » C'est pourquoi la « décimation de la classe ouvrière » signifia que « par nécessité les institutions soviétiques s'autonomisèrent de la classe dont elles étaient issues ».

Cette affirmation pose un sérieux problème car la classe ouvrière russe fut parfaitement capable de mener des actions collectives durant toute la guerre civile — contre les bolcheviks. Dans la région de Moscou, s'il est « impossible d'estimer combien d'ouvriers furent impliqués dans les différents mouvements », après l'accalmie qui suivit la défaite du mouvement pour une conférence des travailleurs à la moitié de l'année 1918, « chaque vague de protestation fut plus puissante que la précédente, culminant dans le mouvement de masse de la fin de 1920 ». Par exemple, à la fin de juin 1919, « un comité de défense de Moscou (KOM) fut formé pour gérer la vague montante de troubles... Le KOM concentrait des pouvoirs extraordinaires entre ses mains, outrepassant ceux du Soviet de Moscou, et il exigeait que la population lui obéisse. Les troubles ne disparurent que sous l'effet de la répression ». Au début de 1921, « des unités de l'armée appelées à intervenir contre des 'ouvriers en grève' refusèrent d'ouvrir le feu et furent remplacées par des détachements communistes armés » qui eux n'hésitèrent pas à tirer. « Le jour suivant, plusieurs usines se mirent en grève » et certains régiments « furent désarmés et consignés dans leurs casernes par mesure de précaution » par le gouvernement qui craignait de possibles fraternisations. Le 23 février, « Moscou fut placé sous la loi martiale tandis que des détachements commu-

nistes et des unités fidèles de l'armée montaient la garde vingt-quatre heures sur vingt-quatre devant les usines<sup>(3)</sup>».

Mais ces luttes collectives ne se limitèrent pas à Moscou. « Les grèves furent endémiques pendant les neuf premiers mois de 1920 » et « au cours des six premiers mois de 1920 des grèves se produisirent dans 77 % des grandes usines et des entreprises de taille moyenne ». Dans la province de Petrograd, les statistiques soviétiques montrent que, en 1919, il y eut 52 grèves concernant 65 625 participants et, en 1920, 73 grèves touchant 85 645 ouvriers, ce qui représente un chiffre très élevé, étant donné que cette région comptait en tout 109 100 ouvriers. En février et en mars 1921 « l'agitation ouvrière reprit dans le cadre d'une vague nationale de mécontentement (...). Des grèves générales, ou des conflits très étendus, touchèrent Petrograd, Moscou, Saratov et Ekaterinoslavl ». Seule une région industrielle importante ne fut pas affectée. Face à la grève générale de Petrograd, les bolcheviks répliquèrent par « la répression militaire, des arrestations de masse et d'autres mesures coercitives, telles que la fermeture des entreprises, l'épuration de la main-d'œuvre et l'interruption de la distribution des rations qui s'ensuivit pour les ouvriers licenciés<sup>(4)</sup> ».

Étant donné l'ampleur de cette révolte collective qui affecta tous les centres industriels russes pendant la guerre civile et après, il est difficile de prendre Harman au sérieux lorsqu'il prétend que la classe ouvrière avait « disparu dans tous les sens du terme »<sup>(5)</sup>. Il est clair que la classe ouvrière était capable de lutter collectivement et de s'organiser — jusqu'à ce qu'elle fût réprimée par les bolcheviks. L'un des facteurs clés de l'essor du stalinisme fut donc un facteur politique — d'ailleurs, lorsque les ouvriers cessèrent de voter en faveur des bolcheviks durant les élections libres pour les soviets et les syndicats, le Parti supprima les élections. Comme l'explique un historien soviétique, « étant donné l'état d'esprit des ouvriers, la revendication d'élections libres pour les soviets (formulée au début de 1921) signifiait l'application de l'infâme slogan : 'Des soviets sans les communistes' » même s'il existe peu de preuves que les grévistes aient effectivement avancé cet « infâme » slogan<sup>(6)</sup>. Notons que l'orthodoxie bolchevik à l'époque proclamait, selon Lénine : « la dictature du prolétariat ne peut s'exercer à travers une organisation qui embrasse l'ensemble de la classe (...). Elle ne peut s'exercer que par l'intermédiaire d'une avant-garde<sup>(7)</sup> ». Et Zinoviev mit les points sur les i : « la dictature du prolétariat est en même temps la dictature du Parti communiste<sup>(8)</sup> ».

Chris Harman présente un tableau quelque peu contradictoire de la situation de la classe ouvrière à cette période. D'un côté, il affirme que de nombreux ouvriers avaient fui « pour retourner dans leurs villages » ; et en même temps il nous dit que « des paysans provenant des campagnes les plus reculées, sans aspirations ni traditions socialistes, prirent leurs places dans les usines »<sup>(9)</sup>. Pourquoi diable des paysans seraient-ils venus travailler dans des villes où l'on mourait de faim si, au même moment, les ouvriers fuyaient les villes pour trouver à manger ? Si l'on observe la façon dont se déroulèrent les grèves au début de 1921, on en déduit qu'elles furent menées par des ouvriers établis de longue date ; en effet, « leurs formes et leurs méthodes de lutte (...) s'inspiraient de celles de l'automne 1917, voire d'avant, et furent un facteur important<sup>(10)</sup> » dans leur organisation.

Il est facile de contrecarrer l'argument de Harman. D'ailleurs, cet argument n'est pas particulièrement original, puisqu'il remonte à Lénine et fut tout d'abord utilisé pour « justifier une répression politique ». En effet, on l'inventa pour répondre à l'essor des protestations de la classe ouvrière et non à leur absence : « Comme il était de plus en plus difficile d'ignorer le mécontentement des travailleurs, Lénine (...) commença à prétendre que la conscience du prolétariat avait baissé (...) que les ouvriers étaient devenus des 'déclassés' ». Cependant, « il est difficile de prouver que les revendications des ouvriers à la fin de 1920 (...) tranchaient fondamentalement avec leurs aspirations depuis 1917<sup>(11)</sup> ».

Ainsi, « si la taille et la composition de la classe ouvrière avaient changé (...) le mouvement de protestation de la fin de l'année 1920 montre clairement que le prolétariat n'était pas une force négligeable ; ce prolétariat, de façon embryonnaire, partageait une vision du socialisme qui ne s'identifiait pas entièrement avec le pouvoir bolchevik (...). Les arguments de Lénine sur le déclassement du prolétariat représentaient davantage un moyen commode d'écarter cette vérité désagréable, plutôt qu'une description honnête de la réalité : la classe ouvrière restait, en tout cas à Moscou, une force numérique et idéologique substantielle<sup>(12)</sup> ».

Ceci explique pourquoi la lutte de la classe ouvrière durant cette période n'est généralement pas mentionnée par le SWP et les organisations léninistes. L'existence d'une telle lutte remet en cause les fondements de toutes leurs justifications de la dictature bolchevik.

**Diviser pour régner ?**

Harman affirme que « pour rester en vie » « beaucoup eurent recours au troc direct des biens qu'ils produisaient — et même des pièces détachées — contre la nourriture que les paysans proposaient. Non seulement la classe qui avait mené la révolution était décimée, mais les liens qui unissaient ses membres se désintégraient rapidement ». Cet argument nous semble curieux, pour deux raisons.

Tout d'abord, dès 1918, Lénine affirma : « ceux qui croient que le socialisme peut être établi dans une période de paix et de tranquillité se trompent profondément : partout le socialisme se construira dans une période de troubles, dans une époque de famine <sup>(13)</sup> ». Encore une fois, si le bolchevisme est incapable de gérer les conséquences inévitables d'une révolution, alors mieux vaut s'en passer <sup>(14)</sup>.

Ensuite, nous devons nous pencher sur l'idéologie des bolcheviks. Par exemple, leur interdiction du commerce contribua à saper les tentatives d'élaborer une réponse collective aux problèmes des échanges entre les villes et les campagnes. Une délégation des ouvriers d'entretien de la voie ferrée Nikolaev à Moscou expliqua, au cours d'un meeting, devant une assistance nombreuse, « que le gouvernement avait rejeté leur demande (d'obtenir la permission d'acheter collectivement de la nourriture) sous prétexte que, s'il autorisait l'achat libre de nourriture, cette mesure détruirait ses efforts pour faire face à la famine en établissant une dictature de la distribution alimentaire <sup>(15)</sup> ». L'idéologie bolchevik remplaçait l'action collective de la classe ouvrière par une réponse « collective » abstraite initiée par l'État, ce qui aboutissait à transformer les ouvriers en des individus isolés et atomisés <sup>(16)</sup>. Un autre facteur politique sapait toute action collective de la classe ouvrière. Au début de 1918, Lénine déclara : « nous devons soulever la question du travail aux pièces et l'appliquer en pratique <sup>(17)</sup> ». Comme (le grand) Tony Cliff, lui-même, l'a noté : « les patrons ont à leur disposition tout un arsenal de méthodes efficaces pour briser l'unité des travailleurs en tant que classe. L'une des plus importantes consiste à encourager la concurrence entre les ouvriers par l'intermédiaire du travail à la pièce ». Cliff note que ces mesures ont été prises par les nazis et les staliniens « dans le même objectif <sup>(18)</sup> ». Mais, bien sûr, le travail à la pièce a des effets différents lorsque c'est Lénine qui l'impose !

L'introduction de ces mesures s'ajouta au fait que les soviets et les syndicats devinrent une simple chambre d'enregistrement pour le parti bolche-

vik, mais elle se combina aussi avec l'affaiblissement des comités d'usine, la dissolution des comités de soldats et la suppression de la liberté d'assemblée, de presse et d'organisation pour les ouvriers. Il n'est donc pas étonnant que les masses aient cessé de jouer un rôle dans la révolution !

### Des soviets à l'État

Soulignons que ce processus commença bien avant le déclenchement de la guerre civile que Chris Harman rend responsable de tous les problèmes des bolcheviks au pouvoir. Le dirigeant du SWP affirme : « alors que la guerre civile était déjà bien entamée, la dialectique démocratique du parti et de la classe subsistait ». Les bolcheviks détenaient le pouvoir car ils avaient gagné la majorité au sein des soviets. Mais il existait d'autres partis. Les mencheviks continuèrent à opérer légalement et à rivaliser avec les bolcheviks pour obtenir le soutien de la population jusqu'en juin 1918 ».

Étant donné que la guerre civile commença le 25 mai 1918 et que les mencheviks furent expulsés des soviets le 14 juin 1918, il est clair que Harman n'est pas très honnête. En effet, des preuves détaillées remettent en cause ses affirmations. Si l'on consulte le *Martov* d'Israël Getzler (que Harman cite pour illustrer la popularité des bolcheviks en octobre 1917), nous découvrons que « les journaux et les militants mencheviks dans les syndicats, les soviets et les usines exerçaient une influence considérable sur la classe ouvrière, de plus en plus déçue par le régime bolchevik, au point que dans de nombreux endroits les bolcheviks furent obligés de dissoudre les soviets ou de remettre en cause les élections à l'issue desquelles les mencheviks et les socialistes révolutionnaires avaient remporté la majorité <sup>(19)</sup> ».

Les bolcheviks exclurent donc les mencheviks des soviets parce que leur popularité baissait avant la guerre civile. Comme le note Israël Getzler, « les bolcheviks poussèrent les mencheviks dans la clandestinité, juste à la veille des élections au cinquième congrès des soviets durant lequel les mencheviks pensaient remporter des gains significatifs » <sup>(20)</sup>. De plus, les recherches récentes remettent en cause l'affirmation de Harman et confirment celle de Getzler.

« L'hégémonie électorale des bolcheviks dans les soviets commença à s'éroder de façon significative » au printemps 1918, « lorsque les socialistes-révolutionnaires et surtout les mencheviks remportèrent de nombreuses élections ».

Dans toutes les capitales provinciales de la Russie européenne où se tinrent des élections et dont on possède les statistiques, les mencheviks gagnèrent les élections ; « l'intervention armée des bolcheviks remit en cause les résultats <sup>(21)</sup> » et réprima les protestations des ouvriers qui en résultèrent.

A Petrograd, les élections de juin 1918 virent les bolcheviks « perdre la majorité absolue dans le soviet » mais ils restèrent le parti le plus important. Cependant les résultats de cette élection n'avaient guère de sens car « la victoire des bolcheviks était due à la surreprésentation des syndicats, des soviets de quartier, des comités d'usine, des conférences ouvrières de district, ainsi qu'à la surreprésentation des unités de l'Armée rouge et de la marine, dans lesquelles les bolcheviks exerçaient une influence prépondérante <sup>(22)</sup> ». Un tel « conditionnement » des soviets eut également lieu au cours des élections à Moscou au début de 1920 <sup>(23)</sup>. Ce n'est pas la guerre civile qui interrompit « la dialectique démocratique entre le Parti et la classe », pour reprendre l'expression de Chris Harman, ce furent les bolcheviks qui jouèrent ce rôle face à l'essor des protestations et des désillusions des ouvriers russes au printemps 1918. En fait, « après quelques semaines de 'triomphe' (...) les relations des bolcheviks avec les travailleurs » changèrent et « aboutirent rapidement à un conflit ouvert, à la répression et à la consolidation de la dictature bolchevik sur le prolétariat au lieu de la dictature du prolétariat lui-même ». Par exemple, le 20 juin 1918, les ouvriers des usines Oboukhov s'adressèrent publiquement à la Conférence des délégués d'usine et d'entreprise, organisme non reconnu par le pouvoir, et influencé par les mencheviks ; ils désiraient lancer « un appel à une journée de grève de protestation le 25 juin » contre les représailles menées après l'assassinat d'un dirigeant bolchevik. « Les bolcheviks répondirent en 'envahissant' tout le quartier de Nevsky avec des troupes et en fermant complètement les usines Oboukhov. Toutes les réunions furent interdites. » Face à l'appel à une grève générale pour le 2 juillet, les bolcheviks installèrent des « mitrailleuses (...) aux principaux nœuds ferroviaires à Petrograd et Moscou, ainsi que dans d'autres endroits de ces deux villes. Les contrôles furent renforcés dans les usines et les réunions dispersées par la force <sup>(24)</sup> ».

Tandis que Harman prétend (paradoxalement, en évoquant Cronstadt) que « malgré toutes ses erreurs, seul le Parti bolchevik soutint, sans réserve aucune, le pouvoir soviétique », la vérité est que les bolcheviks n'ont soutenu le « pouvoir soviétique » que lorsque les soviets étaient d'accord avec

eux <sup>(25)</sup>. Si les travailleurs votaient pour d'autres partis, le « pouvoir soviétique » était rapidement remplacé par le pouvoir du Parti (leur véritable objectif). Harman a raison d'affirmer que « les soviets qui restaient (à la fin de la guerre civile) étaient de plus en plus une simple façade pour le pouvoir bolchevik » mais c'était le cas depuis le début de la guerre civile, cela n'a pas commencé après sa fin ! C'est pourquoi l'assertion selon laquelle « l'État soviétique de 1917 fut remplacé par l'Etat-Parti unique à partir de 1920 » est tout simplement intenable. Les bolcheviks consolidèrent leur position dès le début de 1918 : ils transformèrent l'État soviétique de facto en un Etat-Parti unique en magouillant dans les soviets et en les dissolvant bien avant le début de la guerre civile.

Donc, lorsque Harman prétend que « par la force des choses, les institutions soviétiques s'autonomisèrent de la classe dont elles avaient surgi », la « force des choses » en question n'était pas la guerre civile, mais plutôt la nécessité de maintenir le pouvoir bolchevik que Lénine n'a jamais cessé d'identifier au pouvoir de la classe ouvrière.

Harman soutient que « les ouvriers et les paysans qui participaient aux combats durant la guerre civile ne pouvaient s'autogouverner collectivement à partir des usines qu'ils avaient quittées ». Mais la véritable question serait plutôt : pourquoi diable ces ouvriers et ces paysans ne pouvaient-ils pas « s'autogouverner collectivement » lorsqu'ils se trouvaient dans l'Armée rouge ? La réponse est simple : les bolcheviks avaient éliminé la démocratie des soldats en mars 1918 (encore une fois, avant le début de la guerre civile). Selon Trotsky, « le principe de l'élection (des officiers) est politiquement absurde et techniquement inefficace, et il a été, en pratique, aboli par décret <sup>(26)</sup> ».

Une armée dirigée par des commandants désignés d'en haut n'est pas un milieu favorable à l'auto-gouvernement collectif : il est donc normal que Harman ne mentionne pas ce fait.

Selon Samuel Farber, « rien ne prouve que Lénine, ni aucun des principaux dirigeants bolcheviks, ait regretté la disparition du contrôle ouvrier ou de la démocratie dans les soviets, ou au moins ait mentionné que ces phénomènes constituaient un recul, comme, par contre, Lénine le déclara en remplaçant le communisme de guerre par la Nep en 1921 <sup>(27)</sup> ».

### **La guerre ! A quoi ça sert ?**

La tradition léniniste a trouvé une utilité à la guerre ; elle lui sert à justifier la dégénérescence de la politique bolchevik. D'après Harman, « les premières tâches à accomplir en Russie étaient dictées non par les dirigeants bolcheviks, mais par les puissances impérialistes internationales. Celles-ci avaient lancé une 'croisade' contre la République soviétique. Il fallait mettre en échec les armées blanches et étrangères avant de prendre en considération toute autre question ». Il est facile de réfuter cette affirmation : les décisions fondamentales concernant des « questions » importantes avaient déjà été prises avant que cette « croisade » commence. Non seulement les bolcheviks avaient déjà commencé à manipuler et dissoudre les soviets, mais ils avaient déjà exposé leurs conceptions économiques. En avril 1918, Lénine défendait la direction des usines par un seul homme et « l'obéissance, l'obéissance absolue, dans l'entreprise, aux décisions de l'unique dirigeant du soviets, des dictateurs élus ou désignés par les institutions soviétiques et investis de pouvoirs dictatoriaux <sup>(28)</sup> ». Les cheminots furent les premiers auxquels on imposa cette politique. Les « tâches à accomplir » furent donc déterminées par les dirigeants bolcheviks. Ceux-ci avaient répondu à de nombreuses « questions » bien avant l'intervention des armées blanches et étrangères (intervention qui, selon Lénine, était de toute façon inévitable).

Cela disqualifie l'argument de Chris Harman selon lequel, après 1921, « les 'patrons rouges' commençaient à émerger en tant que groupe privilégié bénéficiant de salaires élevés et, grâce à 'la direction des entreprises par un seul homme', du droit d'embaucher et de licencier à volonté ». Si, comme Harman le prétend, ce phénomène a constitué un facteur clé dans l'essor du stalinisme et du capitalisme d'État, alors il est clair que le rôle de Lénine dans cette involution ne peut être passé sous silence. Après avoir défendu « la direction des entreprises par un seul homme » et le « capitalisme d'État » dès le début de 1918, Lénine continua à défendre fermement ces positions. Au début de 1920, « la direction du Parti communiste put concentrer toutes ses pensées et tous ses efforts pour formuler et appliquer une politique en matière de relations sociales car son attention n'était plus distraite par la guerre civile (...). L'apogée de l'économie du communisme de guerre se produisit après la fin de la guerre civile ». En fait, la direction des entreprises par un seul homme se répandit seulement en 1920 <sup>(29)</sup>.

Les effets de la guerre civile ne peuvent donc expliquer une politique défendue et appliquée

avant même que le conflit éclate. En fait, la politique poursuivie avant, durant et après la guerre civile n'a pas changé, et par conséquent on ne peut affirmer qu'elle fut déterminée par une « croisade » hostile à l'égard de l'URSS.

### **L'Opposition**

Comme Harman le raconte, les bolcheviks ont réprimé les différents partis d'opposition (dans le cas des anarchistes, cela se produisit avant le déclenchement de la guerre civile, bien qu'il oublie de le mentionner). En ce qui concerne les mencheviks, Harman affirme : « leur politique consistait à soutenir les bolcheviks face à la contre-révolution, tout en exigeant qu'ils cèdent le pouvoir à l'Assemblée constituante (une des revendications principales de la contre-révolution). En pratique, cela signifiait que le Parti menchevik regroupait partisans et opposants au pouvoir soviétique. Beaucoup de ses membres passèrent du côté des Blancs. Par exemple, les organisations mencheviks de la région de la Volga étaient solidaires du gouvernement contre-révolutionnaire de Samara ; Ivan Maiski, membre du comité central menchevik — qui plus tard devint ambassadeur de Staline —, intégra ce gouvernement. » Harman puise ses informations dans le livre d'Israel Getzler sur Martov (p. 183). Mais il oublie de dire que ces gens avaient été « exclus du parti » menchevik (et que le membre du Comité central s'était rendu à Samara « sans que le parti le sache »). Les mencheviks de la Volga furent « sévèrement réprimandés par Martov et le Comité central menchevik qui interdirent à tout membre et à toute organisation du parti de participer (...) à de telles aventures ». Ces phrases se trouvent sur la même page que celle citée par Harman ! De plus, en octobre 1918, « le parti abandonna, temporairement au moins, sa revendication d'une Assemblée constituante <sup>(28)</sup> ». Il serait plus difficile à Harman de justifier la répression contre les mencheviks s'il devait citer ces faits. Il n'est donc pas étonnant qu'il déforme les sources à sa disposition.

La position officielle des mencheviks était de former une opposition légale aux bolcheviks car « toute lutte armée contre le pouvoir d'État bolchevik (...) ne peut que bénéficier à la contre-révolution » et tout membre qui ignorait cette position était exclu <sup>(31)</sup>. Les mencheviks se comportèrent comme un « parti d'opposition légale », ce qui leur fut bénéfique jusqu'en juin 1918, comme nous l'avons expliqué auparavant. Selon Harman, « la réaction des bolcheviks fut de permettre aux membres du parti de s'exprimer librement (du moins, la plupart du temps) mais de les empêcher d'agir

comme une force politique efficace ». En clair, même ceux qui s'opposaient légalement aux bolcheviks furent réprimés. Pas étonnant que le pouvoir collectif de la classe ouvrière dans les soviets ait disparu !

Pour justifier tout cela, Chris Harman nous offre un raisonnement particulièrement impressionnant par sa mauvaise foi. « Les bolcheviks n'avaient pas le choix, écrit-il. Ils ne pouvaient abandonner le pouvoir sous prétexte que la classe qu'ils représentaient s'était dissoute en le défendant. Ils ne pouvaient pas non plus tolérer la propagation d'idées qui minaient les bases de ce pouvoir — justement parce que la classe ouvrière n'existait plus en tant qu'agent organisé collectivement, capable de déterminer ses propres intérêts. » Si la classe ouvrière n'existait plus, ni ne pouvait plus s'exprimer collectivement, alors en quoi la propagande menchevik pouvait-elle être nuisible ? Bien sûr, Harman oublie de mentionner que les bolcheviks rendaient les partis d'opposition responsables des grèves et des autres formes de protestation ouvrières. Il ne mentionne pas non plus que les bolcheviks refusèrent de « renoncer au pouvoir » avant le début de la guerre civile, lorsqu'ils perdirent les élections dans les soviets. Soyons clairs : les idées des partis d'opposition devaient être réprimées parce que les ouvriers étaient capables de déterminer collectivement leurs propres intérêts et d'agir collectivement pour les mettre en pratique. La grève générale de Petrograd qui inspira la révolte de Cronstadt en témoigne.

### **Cronstadt**

Évoquant cette révolte, Harman prétend que « le Cronstadt de 1920 n'était plus le Cronstadt de 1917. La composition de classe de ses marins avait changé. Les meilleurs éléments socialistes étaient partis depuis longtemps se battre au sein de l'armée sur le front. Pour la plupart, ils avaient été remplacés par des paysans dont la fidélité au régime était celle de leur classe ». Cet argument souvent avancé par les léninistes ne tient pas la route. Israel Getzler a démontré que parmi les marins servant dans la flotte de la Baltique le 1<sup>er</sup> janvier 1921, au moins 75 % d'entre eux avaient été recrutés avant 1918 et que donc « le marin politisé, le vétéran rouge, prédominait encore à Cronstadt à la fin de 1920 ». De plus il a enquêté sur les équipages des deux principaux bateaux de guerre qui furent au centre du soulèvement (et qui étaient connus pour leur zèle révolutionnaire en 1917). Le résultat de ses recherches est éloquent : sur 2 028 marins dont on connaît l'année d'enrôlement, 93,9 % avaient été embauchés dans la marine avant et

durant la révolution de 1917. Le groupe le plus important (1 195 marins) était entré dans la marine au cours des années 1914-1916. Seuls 6,8 % des marins avaient été recrutés dans les années 1918-1921 (y compris ceux embauchés en 1921) et seule cette infime minorité n'avait pas pris part à la révolution de 1917 <sup>(32)</sup>.

Chris Harman affirme que le changement « dans la composition de classe » se « refléta dans les mots d'ordre avancés lors du soulèvement : 'Des soviets sans bolcheviks' et 'un marché agricole libre' ». Malheureusement pour lui, les insurgés de Cronstadt ne mirent pas en avant ces revendications. Comme le note Paul Avrigh, le mot d'ordre « 'Des soviets sans communistes' n'était pas un slogan de Cronstadt, même si de nombreux auteurs, soviétiques ou non, l'ont prétendu <sup>(33)</sup> ».

En ce qui concerne l'agriculture, Cronstadt demandait que l'on « garantisse aux paysans la liberté d'agir sur leur propre sol, et le droit de posséder leur bétail, à condition qu'ils s'en occupent eux-mêmes et n'emploient pas de main-d'œuvre ». En d'autres termes, ils ne voulaient pas d'un marché du travail dans l'agriculture ! Et cette revendication venait en onzième position, sur les quinze points présentés, ce qui indique l'importance très relative de cette revendication à leurs yeux. Par contre, la plupart des grèves ouvrières pendant la guerre civile avancèrent la revendication de la liberté du commerce, y compris durant la grève générale de Petrograd qui suscita la solidarité puis la révolte des marins de Cronstadt.

Que demandaient surtout les insurgés de Cronstadt ? Des élections libres aux soviets, la liberté d'assemblée, d'organisation, de parole et de presse pour les travailleurs et la fin de la dictature du Parti.

« En fait, la résolution de Petropavlovsk appelait le gouvernement soviétique à respecter sa propre Constitution ; elle énonçait clairement les droits et la liberté que Lénine lui-même avait défendus en 1917. Dans son esprit, il s'agissait d'un retour à Octobre qui évoquait le vieux mot d'ordre léniniste 'Tout le pouvoir aux soviets' <sup>(34)</sup> ».

Il ne faut donc pas s'étonner que Chris Harman déforme ces revendications.

### **La révolution allemande**

Harman cite une phrase que Lénine écrivit le 7 mars 1918 : « C'est une vérité absolue que sans la révolution allemande nous sommes perdus. » L'idée que l'isolement de la révolution explique la plupart des problèmes de la Russie est un lieu commun chez les léninistes. Cependant si l'on y réfléchit un instant, l'argument qu'une révolution

allemande aurait pu sauver la Russie ne tient pas debout.

Puisque, selon Chris Harman, le « pouvoir direct des ouvriers n'existait plus depuis 1918 », il nous faut comparer l'Allemagne durant la période 1918-1919 avec la Russie en 1917-1918. L'Allemagne se trouvait dans une position aussi catastrophique que celle de la Russie. L'année où éclata la révolution russe, la production avait diminué de 23 % (entre 1913 et 1917) et de 43 % (entre 1913 et 1918). Une fois que la révolution démarra, la production baissa encore davantage.

En Russie, elle tomba en 1918 à 65 % du niveau atteint avant la Première Guerre mondiale ; en Allemagne, en 1919, elle parvint à 62 % du niveau atteint en 1914. Ainsi, en 1919, « la production industrielle atteignit son niveau le plus bas et il fallut attendre la fin des années 1920 pour que la production (alimentaire) retrouve son niveau de 1912 (...). En 1921, la production de céréales était encore (...) de 30 % inférieure à celle de 1912 ».

Bien sûr, en Allemagne, la révolution n'alla pas aussi loin qu'en Russie, et la production augmenta un peu en 1920 et ensuite. Fait significatif, en 1923 la production diminua de 34% (passant de 70 % du niveau d'avant-guerre à 45 % de ce même niveau). Cet effondrement économique n'empêcha pas les communistes d'essayer de provoquer une révolution en Allemagne cette année-là. Aussi il est étrange de prétendre qu'une catastrophe économique sous un régime capitaliste provoque une situation révolutionnaire, tandis qu'un effondrement similaire sous les bolcheviks met en danger la révolution<sup>(35)</sup>.

Si la combinaison d'une guerre civile et d'un effondrement économique a causé la dégénérescence de la révolution russe, alors comment une Allemagne placée dans la même situation aurait-elle pu aider la Russie ?

La Russie et l'Allemagne illustrent parfaitement la thèse de Kropotkine : une révolution signifie « la fermeture inévitable d'au moins la moitié des usines et des ateliers », la désorganisation complète du capitalisme ; dans de telles circonstances « ce sont le commerce et l'industrie qui souffriront le plus d'un soulèvement général<sup>(36)</sup> ».

C'est pourquoi il est si étrange que Harman accuse les conséquences inévitables de toute révolution d'avoir causé l'échec de la révolution russe.

Harman souligne que l'idée d'étendre la révolution à l'étranger était « l'orthodoxie bolchevik en 1923 », mais il omet d'évoquer une autre position bolchevik orthodoxe à l'époque : la dictature du Parti.

### **Le bolchevisme et la dictature du Parti**

Selon Harman, « en 1923, lorsque l'Opposition de gauche se forma, il était encore possible d'exposer ses idées dans les colonnes de la *Pravda*, bien qu'on y trouvât dix articles défendant la direction, contre un qui la critiquait ». « Il ne fait aucun doute, poursuit-il, que les idées de l'Opposition de gauche en faisaient la fraction du Parti la plus proche de la tradition socialiste révolutionnaire du bolchevisme. (...) Elle défendit la centralité de la démocratie ouvrière pour le socialisme. » L'un des trois « éléments centraux » de la politique de l'Opposition de gauche était que le « développement industriel devait être accompagné par un élargissement de la démocratie ouvrière afin de mettre un terme aux tendances bureaucratiques au sein du Parti et de l'État ».

Un seul problème : cette description est totalement inexacte. Chris Harman oublie de mentionner qu'en 1923 Trotsky, le dirigeant de l'Opposition de gauche, expliqua : « Parmi toutes les questions, s'il en est une qu'il est inutile de réévaluer, et même impensable de songer à réévaluer, c'est bien la question de la dictature du Parti, et de sa direction dans toutes les sphères de notre activité ». « Notre parti est le parti dirigeant (...). Si l'on autorise le moindre changement dans ce domaine, si on laissait entendre qu'il faut diminuer partiellement (...) le rôle dirigeant de notre parti, cela signifierait la remise en cause de tous les acquis de la révolution ainsi que de son avenir<sup>(37)</sup> ».

Trotsky ne fait que formuler la position bolchevik dominante, en écho à une déclaration du Comité central (dont Lénine et lui étaient membres) en mars 1923, pour marquer le vingt-cinquième anniversaire de la fondation du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR). Cette déclaration résume les leçons de la révolution : « le parti des bolcheviks s'est montré capable de résister courageusement aux vacillations à l'intérieur de sa propre classe, vacillations qui, accompagnées de la plus petite faiblesse de l'avant-garde, auraient pu aboutir à une défaite sans précédent pour le prolétariat ». Ces « hésitations » bien sûr se sont exprimées dans la démocratie des travailleurs. Il n'est pas étonnant donc que la déclaration rejette cette démocratie : « La dictature du prolétariat trouve son expression dans la dictature du parti<sup>(38)</sup>. »

Inutile de dire que Chris Harman ne mentionne pas cette orthodoxie bolchevik particulière (qui remonte au moins à 1919). Il oublie de signaler aussi que la Plate-forme de l'Opposition rédigée en 1927 (et qui résultait de la fusion entre l'Opposition de gauche et l'Opposition de Zinoviev) partageait cette perspective et attaquait Sta-

line parce qu'il affaiblissait la dictature du Parti. « Le remplacement croissant du Parti par son propre appareil est promu par une « théorie » de Staline qui nie le principe léniniste, inviolable pour tout bolchevik, selon lequel la dictature du prolétariat est, et ne peut être, réalisée qu'à travers la dictature du Parti. »

Comme Harman ne se soucie pas de mentionner ce principe particulier, il nous est impossible de découvrir comment la dictature du parti et la démocratie ouvrière peuvent coexister harmonieusement <sup>(39)</sup>.

Étant donné cette position orthodoxe des bolcheviks, il semble incroyable que Harman puisse déclarer : « Les politiques qu'ils mettaient en œuvre avaient été façonnées par des membres du Parti encore très influencés par les traditions du socialisme révolutionnaire. Si, en Russie, les circonstances objectives avaient fait disparaître la démocratie ouvrière, au moins existait-il la possibilité pour ceux qui étaient influencés par les traditions du Parti, de la faire revivre, pour autant que la production industrielle interne soit relancée et que la révolution s'étende à d'autres pays. »

Après tout, la dictature du Parti était l'orthodoxie bolchevik dominante. Les bolcheviks, comme le Groupe Ouvrier de Miasnikov, qui étaient partisans d'une démocratie ouvrière authentique, avaient été exclus et réprimés <sup>(40)</sup>.

Ida Mett explique clairement ce qui était en jeu :

« Si une révolution avait éclaté dans un autre pays n'aurait-elle pas été influencée par l'esprit de la révolution russe ? Lorsque l'on considère l'énorme autorité morale de la révolution russe dans le monde, on peut se demander si les déviations de cette révolution n'auraient pas fini par marquer les autres pays. Nombre de faits historiques nous permettent de porter un tel jugement. On peut (...) se demander si les déformations bureaucratiques du régime bolchevik n'auraient pas été renforcées par les vents provenant des révolutions dans d'autres pays <sup>(40)</sup> ».

### Une « nouvelle » classe ?

L'article de Chris Harman tente de montrer les différences entre le léninisme et le stalinisme. Selon lui, le stalinisme a été l'expression d'un nouveau système de classe fondé sur le capitalisme d'État. Cependant, il n'arrive pas à étayer solidement sa démonstration. Comme Harman le reconnaît lui-même, la structure de classe du « capitalisme d'État » existait déjà sous Lénine. En 1921, « le pouvoir au sein du Parti et de l'État résidait objectivement entre les mains d'un petit

groupe de fonctionnaires ». « Ces fonctionnaires, poursuit-il, ne constituaient absolument pas une classe dirigeante soudée » et ils « étaient loin d'être conscients de partager un objectif commun ». Cependant ces groupes étaient assez « soudés » pour résister à la révolte de la classe ouvrière et de la paysannerie afin de défendre leur domination. Durant les années 20, nous dit Harman, la situation changea : « la bureaucratie se transforma d'une classe en soi en une classe pour soi ». Par conséquent, Harman admet que la structure de classe ne changea pas pendant cette période.

Nous nous trouvons devant un paradoxe. Alors que (« objectivement », pour reprendre son expression) le régime de Lénine était capitaliste d'État, Harman prétend qu'il ne l'était pas. Pourquoi ?

Parce que « la politique que (la bureaucratie) appliquait était élaborée par des éléments dans le parti qui étaient encore fortement influencés par les traditions du socialisme révolutionnaire ». En d'autres termes, le régime de Lénine n'était pas capitaliste d'État, parce que... Lénine était un « révolutionnaire socialiste » et parce qu'il était le dirigeant de ce régime !

Cela signifierait-il qu'un régime deviendrait moins capitaliste d'État lorsqu'un gouvernement travailliste en prend la tête ? Les bonnes intentions de ceux qui exercent le pouvoir permettent-elles de caractériser la nature d'un régime ? Évitant toute discussion sur la transformation des relations sociales et de la structure des classes en Russie, Harman nous offre un bien mauvais exemple d'idéalisme philosophique : selon lui, ce seraient les idées des dirigeants qui déterminent la nature d'un régime !

« On a souvent affirmé, écrit Chris Harman, que l'émergence du stalinisme en URSS ne peut être défini comme une 'contre-révolution' parce que ce fut un processus graduel (par exemple, Trotsky pensait qu'un tel point de vue consistait à 'dérouler le film du réformisme à l'envers'). Il s'agit là d'une application erronée de la méthode marxiste. Le passage d'une forme de société à une autre n'a pas en toutes circonstances été le résultat d'un changement brutal. » Si « c'est le cas pour la transition d'un État capitaliste à un État ouvrier », ce n'est pas vrai pour la transition du féodalisme au capitalisme. Dans la transition au capitalisme, il existe « toute une série d'intensités différentes et à différents niveaux, tandis que la classe économique décisive (la bourgeoisie) force des concessions politiques en sa faveur ».

Harman prétend que « la contre-révolution en Russie s'est déroulée selon le second schéma plutôt que selon le premier ». Bien sûr, la bourgeoisie luttait contre une classe dominante existante et sa position de classe était déjà bien définie. Par conséquent, l'analogie de Chris Harman démolit son argument puisque la bureaucratie s'est aussi construite sur sa position de classe existante.

Harman le reconnaît d'ailleurs : « La bureaucratie n'eut pas à arracher le pouvoir des mains des travailleurs d'un seul coup. La décimation de la classe ouvrière lui donna le pouvoir à tous les échelons de la société soviétique. Ses membres contrôlaient l'industrie, la police et l'armée. » La bureaucratie était donc déjà la classe dominante. Ses membres « n'eurent même pas à arracher le contrôle de l'appareil d'État pour le mettre au service de leur pouvoir économique. »

La « nouvelle » classe dirigeante « n'eut qu'à adapter à ses propres intérêts une structure politique et industrielle qu'elle contrôlait déjà ». Elle réussit cette manœuvre en changeant « le mode de fonctionnement du Parti » pour « l'adapter aux exigences de la bureaucratie centrale ».

Ce processus ne put être mené à bien qu'en « entrant en confrontation directement avec les éléments du Parti qui (...) adhéraient encore à la tradition socialiste révolutionnaire ». Autrement dit, la bureaucratie était déjà (objectivement) la classe dirigeante !

L'année 1928 ne marque aucun changement dans la structure de classe de la société russe ni, évidemment, dans la nature du régime. Si la Russie était capitaliste d'État à cette époque, elle l'était donc aussi sous Lénine et Trostky.

L'« analyse » de Harman concernant l'essor du stalinisme se concentre sur les discours des dirigeants et non sur la structure des classes de la société russe (dont il admet qu'elle n'a pas été modifiée). En 1928, rien ne changea, à part quelques modifications dans le personnel dirigeant. D'ailleurs, Harman lui-même le reconnaît : « Staline disposait (...) d'une base sociale qui lui était propre. Il pouvait continuer à régner sans que le prolétariat ni la paysannerie n'exercent le pouvoir. » Mais ce constat s'appliquait aussi au régime bolchevik sous Lénine (comme Harman le dit lui-même : « le pouvoir direct des travailleurs n'existait plus depuis 1918 »). Donc sa tentative de justifier l'argument du SWP selon lequel le stalinisme représente un nouveau système de classe échoue lamentablement.

Harman finit par dire : « Il est indubitable qu'en 1928 une nouvelle classe s'était emparée du pou-

voir en URSS. Pour ce faire, elle n'avait pas été contrainte à une confrontation militaire directe avec les travailleurs, car le pouvoir direct des travailleurs n'existait plus depuis 1918. » Par conséquent, « le pouvoir direct des travailleurs » avait été brisé par les bolcheviks bien avant 1928. Au début de 1921, « une confrontation militaire directe avec les travailleurs » s'était bien produite pour maintenir les bolcheviks au pouvoir, bolcheviks qui avaient élevé le « principe » de la dictature du Parti en un truisme idéologique en 1919. Mais cela, vous ne l'apprendrez pas en lisant l'article de Harman. Lorsqu'il écrit que la seule classe capable « d'exercer d'authentiques pressions socialistes, la classe ouvrière, était la plus faible, la plus désorganisée et la moins à même d'exercer de telles pressions », nous ne sommes pas surpris que les bolcheviks aient dû réprimer cette classe pour rester au pouvoir !!!

Examinant la tactique employée par l'Opposition de gauche, Harman affirme : « les opposants en vue étaient souvent affectés à des postes subalternes dans des régions reculées » et en 1928 « Staline commença à imiter directement les tsars en déportant les révolutionnaires vers la Sibérie. A plus long terme, même ces mesures ne lui apparurent pas suffisantes.

Il réussit à accomplir ce dont même les Romanoff n'avaient pas été capables : assassiner systématiquement tous ceux qui avaient constitué le parti révolutionnaire de 1917. » Un seul problème : cela s'était également produit sous Lénine. « Des prisonniers anarchistes (...) furent envoyés dans des camps de concentration près d'Arkhangelsk dans les terres glaciales du Nord » après Cronstadt <sup>(41)</sup>.

Les mencheviks furent aussi bannis dans des localités éloignées, y compris la Sibérie <sup>(42)</sup>. Pendant la guerre civile, « au cours du neuvième congrès du parti bolchevik (en avril 1920) Yurenev (...) évoqua les méthodes utilisées par le Comité central pour faire taire les critiques, y compris l'exil des opposants : 'L'un est envoyé à Christina, l'autre dans l'Oural, un troisième en Sibérie' <sup>(43)</sup> ».

La Tcheka, sous Lénine, assassinait régulièrement des anarchistes ainsi que d'autres membres de l'opposition socialiste. Harman semble seulement se plaindre que Staline ait appliqué à l'intérieur du Parti une politique employée à l'extérieur du Parti par Lénine.

Une nouvelle classe avait pris le pouvoir bien avant 1928, classe composée des dirigeants du Parti et des bureaucrates qui réprimèrent les ouvriers pour maintenir leur propre pouvoir et leurs privilè-

ges. Ce qu'il faut donc se demander, ce n'est pas pourquoi le stalinisme a pu naître dans de telles circonstances, mais comment Trotsky pouvait encore défendre la dictature du Parti en 1937, et comment le SWP le considère comme un des grands défenseurs du « socialisme par en bas » !

### Conclusion

Globalement, cet article de Chris Harman sur la dégénérescence de la révolution russe laisse beaucoup à désirer. L'auteur manipule ses sources, oublie de mentionner que l'Opposition de gauche, prétendue « démocratique » soutint le principe bolchevik de la dictature du Parti et que Lénine fit l'apologie de la « direction par un seul » dès le début 1918. Sa description de Cronstadt et de la mort de la démocratie soviétique ne résiste pas aux résultats des recherches les plus récentes (ce qui n'est pas le cas des analyses des anarchistes). Sa tentative d'évacuer la responsabilité des bolcheviks dans l'essor du stalinisme échoue misérablement. Leur politique a joué un rôle décisif dans la dégénérescence de la révolution. Plutôt que de considérer que la « démocratie ouvrière était centrale pour le socialisme », le bolchevisme (y compris ses fractions antistaliniennes) a élevé la supériorité de la dictature du Parti sur la démocratie des travailleurs au niveau d'un truisme idéologique et l'a bien sûr mis en pratique.

Une partie du problème réside dans le fait que Harman considère que « l'essence de la démocratie socialiste » serait « l'interaction démocratique entre les dirigeants et les dirigés ». En d'autres termes, le socialisme reposerait sur une division entre ceux qui donnent des ordres et ceux qui les reçoivent. Plutôt que de penser le socialisme comme un système fondé sur l'autogestion, la tradition bolchevik trace un signe d'égalité entre la domination du Parti et la domination de la classe ouvrière. Si

l'on ajoute à cela le fait que les léninistes considèrent que la conscience de classe s'évalue à l'aune du soutien des ouvriers pour le Parti, il ne reste plus qu'un tout petit pas à franchir pour arriver au concept bolchevik orthodoxe de la dictature du Parti. Après tout, si les ouvriers rejettent le Parti, c'est donc clairement que leur conscience a diminué ; par conséquent, il faut que le Parti exerce sa dictature sur ce prolétariat « déclassé ». Et c'est évidemment ce que les bolcheviks ont fait et théorisé. Pour les anarchistes, les leçons de la révolution russe sont très claires. Le pouvoir de la classe ouvrière ne peut être identifié ni assimilé au pouvoir du Parti — comme les bolcheviks l'ont sans cesse répété. La « prise du pouvoir » signifie que la majorité de la classe ouvrière prend enfin conscience qu'elle est capable de gérer à la fois la production et la société et qu'elle s'organise à cette fin. Comme le montre la Russie, toute tentative de remplacer l'autogestion par la domination du Parti crée « objectivement » la structure de classe du capitalisme d'État.

La révolution ne pourra triompher que lorsque les travailleurs dirigeront eux-mêmes la société. Pour les libertaires, cela signifie que « l'émancipation effective ne peut s'accomplir que par l'action directe, étendue et indépendante (...) des ouvriers eux-mêmes, regroupés (...) dans leurs propres organisations de classe (...) sur la base d'une action concrète et de l'autogouvernement, aidés mais non gouvernés par des révolutionnaires travaillant parmi eux et non par des gens situés au-dessus d'eux, par des professionnels, des techniciens, des militaires et d'autres individus <sup>(44)</sup> ». En créant un (prétendu) État ouvrier et en substituant le pouvoir du Parti au pouvoir des travailleurs, la révolution russe a effectué son premier pas fatal vers le stalinisme.

### Notes

1. Le texte de Mike Martin (pseudonyme que nous avons inventé faute de connaître le véritable nom de l'auteur) se trouve, en compagnie de toute une série d'autres textes intéressants, sur le site du groupe libertaire irlandais le Workers Solidarity Movement.

2. Lénine, *Les bolcheviks garderont-ils le pouvoir ?* p. 80 et 81, éd. anglaise.

3. Richard Sakwa, *Soviet Communists in Power*, p. 94, 94-95 et 245.

4. J. Aves, *Workers Against Lenin*, p. 69, 109 et 120.

5. En 1967, on savait déjà parfaitement que la classe ouvrière russe était capable de mener des actions collectives. Il suffit de citer Ida Mett, *La Révolte de Cronstadt*, p. 81 (éd. anglaise) : « Et si le prolétariat était aussi épuisé, comment se fait-il qu'il était encore capable de mener des grèves pratiquement générales dans les plus grandes villes et les centres les plus industrialisés ? » Seules des raisons idéologiques expliquent les affirmations de Harman.

6. Cité par Aves, *ibid.*, p. 123.

7. Lénine souligna que cette formule s'appliquait « à tous les pays capitalistes » dans la mesure où « le prolétariat est encore tellement divisé, dégradé, et partiellement corrompu », *O.C.*, vol. 32, p. 21 (éd. anglaise).

8. *Débats et documents du Deuxième Congrès*, 1920, vol. 1, p. 152, éd. anglaise.

9. Il est amusant de signaler que les mencheviks expliquaient l'essor de la popularité des bolcheviks, avant la guerre et en 1917, précisément par le fait que ces derniers avaient séduit le « nouveau prolétariat », ceux qui étaient arrivés récemment dans les villes et étaient encore attachés à leurs origines villageoises.

10. J. Aves, *ibid.*, p. 126.

11. J. Aves, *ibid.*, p. 18, 90 et 91.

12. R. Sakwa, *ibid.*, p. 261.

13. Lénine, *O.C.*, vol. 27, p. 517, éd. anglaise.

14. Signalons que la révolution russe a confirmé l'analyse de Kropotkine (cf. *La Conquête du pain* et *L'Entraide : un facteur de l'évolution*). Pour lui, toute révolution provoque un effondrement économique. Des dirigeants bolcheviks comme Lénine, Trotsky et Boukharine ont découvert cette vérité des dizaines d'années plus tard et, contrairement à leurs épigones, ils ont considéré qu'il s'agissait d'une « loi » des révolutions.

15. David Mandel, *The Petrograd Workers and the Soviet Seizure of Power*, p. 392.

16. L'action des bolcheviks illustre parfaitement l'argument de Malatesta : « si (...) lorsque que l'on parle d'action sociale, on pense à l'action du gouvernement, alors celle-ci est encore la résultante de forces individuelles, mais seulement de ceux qui constituent le gouvernement (...). Il en découle (...) que loin d'aboutir à un accroissement des forces productrices, organisatrices et protectrices au sein de la société, cela les réduirait considérablement. Cela limiterait l'initiative à quelques personnes, et leur donnerait le droit de faire tout ce qu'ils veulent sans qu'ils aient, évidemment, le don d'être omniscients » (*Anarchy*, pp. 36-37). Rien d'étonnant donc que la politique bolchevik ait contribué à atomiser la classe ouvrière en remplaçant l'organisation et l'action collectives par la bureaucratie d'État.

17. *Les tâches immédiates du gouvernement soviétique*, *O.C.*, p. 23, éd. anglaise.

18. *Le capitalisme d'État en Russie*, *O.C.*, p. 18-19, éd. anglaise.

19. Israël Getzler, *Martov*, p. 179.

20. Les bolcheviks « inventaient des explications à dormir debout pour justifier les expulsions » mais « les accusations selon lesquelles les mencheviks avaient été mêlés à des activités contre-révolutionnaires sur le Don, dans l'Oural, en Sibérie, avec les Tchèques, ou qu'ils avaient rejoint les pires des Cent-Noirs n'avaient bien sûr aucun fondement », Israël Getzler, *Martov*, p. 181.

21. Samuel Farber, *Before Stalinism*, p. 22-24.

22. Alexander Rabinowitch, « The Evolution of Local Soviets in Petrograd », p. 20-37, *Slavic Review*, vol. 36, N° 1, p. 36.

23. R. Sakwa, *ibid.*, p. 177.

24. William Rosenberg, « Russian labour and Bolshevik Power », p. 98-131, *The Workers' revolution in Russia*, 1917, Daniel H. Kaiser (éd.), p. 117, p. 126-127 et p. 127.

25. Comme l'a reconnu Martov, qui affirmait que les bolcheviks n'aimaient les soviets que lorsqu'ils étaient « entre les mains du Parti bolchevik », I. Getzler, *op. cit.*, p. 174.

26. Cité par Maurice Brinton, *The Bolsheviks and Workers' Control*, p. 37-38.

27. S. Farber, *op. cit.*, p. 44.

28. *Six thèses sur les tâches immédiates du gouvernement soviétique*, p. 44.

29. J. Aves, *op. cit.*, p. 17 et 30.

30. I. Getzler, *ibid.*, p. 185.

31. Cité par I. Getzler, *ibid.*, p. 183.

32. I. Getzler, *Kronstadt 1917-1921*, p. 207-208.

33. Paul Avrich, *La Tragédie de Kronstadt*, trad. par H. Denès, Seuil, 1975, p. 181 (éd. anglaise).

34. *Ibid.*, p. 75-76.

35. Tony Cliff, *Lenin*, vol.3. ; V.R. Berghahn, *Modern Germany*.

36. Kropotkine, *La Conquête du pain*, Stock, 1892, p. 70 (éd. anglaise).

37. *Léon Trotsky speaks*, p. 158 et 160.

38. « Aux travailleurs de l'URSS » dans G. Zinoviev, *Histoire du Parti communiste russe*, p. 213 et 214 (éd. anglaise). Soulignons que Trotsky se livra à des commentaires identiques en 1921, au cours du dixième congrès du Parti (cf. Brinton, *ibid.*, p. 78).

39. Étant donné que Trotsky parlait encore de la « nécessité objective » de la « dictature révolutionnaire d'un parti prolétarien » en 1937, le commentaire de Harman suivant lequel l'Opposition de gauche « adhérerait à la tradition bolchevik » prend un nouveau sens ! L'affirmation de Trotsky selon laquelle « le parti révolutionnaire (l'avant-garde) qui renonce à sa propre dictature livre les masses à la contre-révolution » montre les convergences entre l'idéologie bolchevik et le stalinisme (*Writings 1936-1937*, p. 513-514).

40. Ida Mett, *La Révolte de Kronstadt*, p. 82, éd. anglaise.

41. Paul Avrich, *Les Anarchistes russes*, trad. par B. Mocquot, Maspéro, 1979 ; p. 234, éd. anglaise.

42. E.H. Carr, *La Révolution bolchevique*, trad. par A. Broué, Minuit, 1969, vol. 1, p. 184 (éd. anglaise).

43. Tony Cliff, *Party and Class*, p. 66.

44. *La révolution inconnue*, Verticales, 1997, p. 197 (éd. anglaise).

# AMADEO BORDIGA

## ET NOTRE TEMPS

Loren Goldner

*(Traduit en français et disponible sur le site de l'auteur.*

*Commentaires et critiques à: lgoldner@alum.mit.edu — N.D.L.R.)*

Pour les marxistes révolutionnaires, depuis des dizaines d'années, l'URSS, la Chine et les autres pays prétendent « socialistes » représentaient la négation même du projet marxien d'émancipation de la classe ouvrière et de l'humanité. Depuis 1918 et le texte de Rosa Luxemburg *La Révolution russe*, Mattick, Korsch, Bordiga, Trotsky, Shachtman, C.L.R. James et bien d'autres ont tenté de résoudre la fameuse « question russe »: comment interpréter la défaite de la révolution d'Octobre et la victoire mondiale du stalinisme ? La grande variété des réponses semblerait donner raison à un homme qui n'était ni de gauche ni marxiste, Winston Churchill, pour qui le système soviétique constituait « un rébus enveloppé de mystère au sein d'une énigme ».

A notre époque, il n'est pas un héritier des théories de « l'État ouvrier dégénéré », du « socialisme d'État », du « collectivisme bureaucratique », du « capitalisme d'État » ou de la « société de transition », qui ne propose son analyse — le plus souvent autojustificative — de la dislocation du bloc oriental après 1989. Partageant l'optimisme bien tempéré caractéristique de la tradition marxiste, la plupart de ces courants (ainsi que l'auteur de ces lignes) inclinaient à croire que la principale force capable de contester le pouvoir de la bureaucratie stalinienne moribonde serait une classe ouvrière enfin révolutionnaire, luttant pour un socialisme authentique. Or, les prétendants les plus crédibles à la succession du stalinisme n'ont pas été les révolutionnaires, mais un néolibéralisme pro-occidental aveugle, inspiré de von Hayek et Milton Friedman. Et ce triomphe du néolibéralisme a été accompagné par une résurgence de courants autoritaires de droite remontant à l'entre-deux-guerres, les ex-staliniens honorant de leur présence l'un et l'autre camp.

Bien peu imaginaient pareille évolution, et les trotskystes moins que d'autres, puisque pour eux les « États ouvriers dégénérés ou déformés » reposaient sur des rapports sociaux supérieurs à ceux de l'Ouest. Une minorité plus infime encore avait prévu que la faillite des bases sociales du stalinisme déclencherait une crise profonde du marxisme. Non seulement la crise du bloc oriental n'a suscité ni soviets ni conseils ouvriers, mais au lieu que ce qui reste de la gauche prenne en charge les réactions hostiles au FMI et au marché, celles-ci ont été canalisées par des courants autoritaires, comme le populisme de la Terre et du Sang, le nationalisme guerrier, le régionalisme, le fondamentalisme religieux, sans oublier l'antisémitisme. Comprendre l'histoire du monde depuis 1989... et 1917, exige donc un réexamen du cadre conceptuel dont disposent les marxistes révolutionnaires, à l'Est comme à l'Ouest.

Ce texte tente modestement d'y contribuer en considérant le regard porté sur la nature de l'Union soviétique par un marxiste italien généralement oublié, ou sinon connu uniquement comme l'un des « ultragauches » attaqués par Lénine dans *La Maladie infantile du communisme: Amadeo Bordiga*. Nous nous demanderons dans quelle mesure la question agraire — selon Bordiga, essentielle pour la définition du capitalisme — fournit la clé occultée des deux déformations du marxisme qui ont dominé le XX<sup>e</sup> siècle: la social-démocratie et le stalinisme. Notre hypothèse est que la social-démocratie européenne, et surtout allemande, même lorsqu'elle parlait un langage ostensiblement marxiste, déformait le projet marxien dans un sens étatiste, et préparait la voie à un stade supérieur du capitalisme, l'Etat-providence keynésien alors naissant. Ce qui disparaît aujourd'hui n'est pas le mouvement d'émancipation ouvrière, mais son long détour étatiste qui, loin de mener au socialisme ou au communisme, équivalait à une révolution bourgeoise de substitution visant à industrialiser des sociétés arriérées.

**Toute tentative de préserver une vision positive de la social-démocratie allemande avant la victoire du «révisionnisme» conduit à une impasse et empêche d'appréhender notre époque. Comme toujours, l'Histoire précède la théorie et se charge de déblayer les ruines du legs étatiste commun à la social-démocratie et au stalinisme. Elle impose aujourd'hui de répondre à une question déjà ancienne: comment la perspective marxienne s'est-elle liée après 1860 au projet étatiste d'absolutisme éclairé hérité des Lumières ? Il s'y ajoute une interrogation plus pressante encore: comment peut-elle s'en détacher ? (L.G.)**

### **BORDIGA ET LA RUSSIE**

Bordiga est loin d'être le seul à placer la question agraire au centre de l'expérience soviétique. Dans le monde universitaire, un auteur comme Barrington Moore proposait une telle analyse voici plus de trente ans<sup>(1)</sup>. Mais quand le livre de Moore parut, en 1966, l'esprit du temps assimilait encore largement capitalisme et essor industriel. De plus, dans la mesure où Moore semblait reprendre, de façon plus fade, les thèses de Trotsky sur la révolution permanente et le développement inégal et combiné, son œuvre n'a exercé aucune influence particulière sur les débats entre marxistes. Pendant la Guerre froide, un auteur plus éloigné encore du marxisme, Adam Ulam, avait réinterprété le communisme comme tournant tout entier autour de la question agraire<sup>(2)</sup>. Son objectif était de discréditer le «marxisme» (identifié à l'idéologie soviétique) en le présentant comme produit non du capitalisme, mais du sous-développement. Quant à Gerschenkron, malgré un travail historiquement plus riche que celui d'Ulam, lui aussi ressemblait à un pâle disciple de Trotsky<sup>(3)</sup>.

Au XX<sup>e</sup> siècle, chez les révolutionnaires antistaliniens, le livre qui a le plus influencé les marxistes sur la question agraire est indubitablement *La Nouvelle Économique* de Prébrajensky, qui, malgré ses défauts, reste indispensable pour comprendre le sort de l'opposition internationale de gauche<sup>(4)</sup>. Son concept d'«accumulation socialiste» aux dépens de la paysannerie emprunte largement à *L'Accumulation du capital* de Rosa Luxemburg. Prébrajensky affirme que «l'État ouvrier» peut réaliser consciemment et humainement ce que l'État capitaliste a accompli autrefois en tâtonnant, et de façon sanguinaire : la transformation de petits producteurs agricoles en ouvriers d'usine. Il revint à Staline de mettre en œuvre cette transformation consciemment, et de manière sanguinaire.

A la périphérie d'un tel débat, auquel participa la majeure partie de la gauche occidentale, se trouve un personnage fascinant: Amadeo Bordiga. Premier secrétaire général du PC italien, dont il était bien plus que Gramsci l'un des principaux fondateurs, Bordiga fut en 1926, à Moscou, le dernier révolutionnaire occidental qui osa tenir tête à Staline en sa présence, le dénonça comme fos-

soyeur de la révolution, et put en outre en revenir vivant.

Constituée à Pantin en 1927, la Fraction Italienne de la Gauche communiste, entraînant plusieurs milliers de «bordiguistes», prit part à l'Opposition Internationale de gauche fondée en 1930 sous la direction de Trotsky. Malgré une longue correspondance entre la Fraction et Trotsky, la collaboration aboutit à un échec à peu près total autour de 1931-32. Exclu lui-même du PC italien en 1930, calomnié par la Comintern de la façon qu'on imagine, emprisonné puis laissé en liberté par le régime mussolinien, Bordiga passa la guerre en Italie où il exerça son métier d'ingénieur, retiré de toute vie publique jusqu'en 1943. Il demeure l'un des marxistes les plus originaux, les plus brillants et les plus oubliés du XX<sup>e</sup> siècle: le PC italien n'a jamais pu accommoder à sa sauce l'héritage de Bordiga comme il l'a fait avec Gramsci. Après que les mouvements de 1968 lui ont inspiré quelques ultimes textes, Amadeo Bordiga est mort dans une quasi-obscureté en 1970.

C'est son œuvre postérieure à la guerre qui nous intéresse le plus ici. Après 1945, il se donnait pour tâche la restauration des «leçons théoriques» de la vague révolutionnaire mondiale des années 1917-21. Comme presque tous les révolutionnaires antistaliniens des années 40, il estimait qu'une telle tâche passait par la résolution de «l'énigme russe», et il consacra la matière de trois livres à la révolution d'Octobre et à l'économie soviétique<sup>(5)</sup>. Il participa aussi à la composition d'une histoire en trois tomes de la Gauche Communiste d'Italie, qui malheureusement ne va pas au-delà de 1921, ainsi que d'innombrables articles et brochures<sup>(6)</sup>. L'œuvre mérite d'être connue malgré l'emphase qui souvent fait obstacle à la lecture. Suivre les traces de Bordiga n'est d'ailleurs pas chose facile: il croyait à «l'anonymat révolutionnaire», détestait le culte de la personnalité, et ne signait généralement pas ses écrits, y compris ses livres.

Ce qui surprend chez Bordiga et rend un son étrangement contemporain, est, tout simplement, sa thèse que le capitalisme est synonyme de révolution agraire<sup>(7)</sup>. Sans doute l'idée remonte-t-elle à la période précédant 1914, car certains de ses premiers articles traitent des positions des socialistes

français et italiens sur la question agraire.

Étranger au cadre conceptuel des polémiques habituelles entre partisans de Staline, de Trotsky et tenants de la thèse «capitaliste d'État», Bordiga n'utilise jamais les termes «Union soviétique» — puisque les soviets y ont été détruits depuis longtemps — ni «capitalisme d'État». Pour lui, il s'agissait simplement de capitalisme russe, sans différence essentielle avec d'autres formes <sup>(8)</sup>. Un des apports originaux de Bordiga tient à sa volonté de «dérussifier» les mentalités révolutionnaires. Selon lui, l'histoire du mouvement ouvrier avait déjà été secouée par des contre-révolutions, notamment celle de Louis-Napoléon Bonaparte après 1850, et la Russie n'offrait rien de fondamentalement nouveau en la matière. Bordiga ne respecta d'ailleurs guère ce qu'il préconisait, puisqu'il consacra vingt-cinq ans à étudier l'économie russe. (Portons également à son crédit d'avoir prévu en 1945 une longue période d'expansion capitaliste et de réformisme ouvrier, qui s'achèverait seulement dans une crise mondiale supposée commencer aux alentours de 1975...) <sup>(9)</sup>.

L'analyse de la Russie développée par Bordiga après 1945 peut se résumer ainsi:

Bien que la Gauche italienne ait apporté à Trotsky un soutien total dans sa lutte contre Staline dans les années 20, pour des raisons tenant avant tout à la politique étrangère de l'URSS et de l'Internationale communiste, l'analyse bordiguiste se séparait de la stratégie d'hyper-industrialisation prônée par l'Opposition de gauche, et pour des raisons semblables à celles de Boukharine. Après 1945, Bordiga estimait que seule une stratégie de type boukharinien, vingt ans plus tôt, aurait eu quelque chance de sauver la nature internationalement révolutionnaire du régime (laquelle, pour Bordiga, comptait davantage que l'industrialisation de la Russie), car elle n'aurait pas détruit le parti bolchevik. Lors des luttes internes en 1924-28, Boukharine affirmait que la ligne gauchiste d'hyperindustrialisation soutenue par Trotsky ne pouvait être mise en œuvre que par la bureaucratie étatique la plus gigantesque de l'histoire <sup>(10)</sup>. Du jour où Staline mit en pratique le programme volé à la gauche, la prédiction de Boukharine se trouva totalement vérifiée, comme Trotsky en personne le reconnut non sans équivoque, après que la plupart de ses partisans en Russie eurent capitulé devant Staline <sup>(11)</sup>. Plus encore que Trotsky, Bordiga prenait au sérieux le caractère international de la révolution et du régime soviétique. L'idée du «socialisme dans un seul pays» constituait pour lui une monstruosité contraire à tout ce que représentait le marxisme. Dans son ultime confrontation avec Staline à Mos-

cou en 1926, Bordiga proposa que l'ensemble des partis communistes du monde dirigent en commun l'Union soviétique, afin de montrer la réalité supranationale du mouvement ouvrier <sup>(12)</sup>. Il va sans dire que Staline et les siens accueillirent froidement une telle proposition.

### **LE CAPITALISME, C'EST LA RÉVOLUTION AGRAIRE**

L'analyse bordiguiste n'en était qu'à ses débuts. Contrairement au point de vue trotskyste, les textes de Bordiga sur la nature capitaliste de l'économie soviétique privilégient le secteur agricole, afin de démontrer l'existence de rapports capitalistes au sein du kolkhoze (ferme coopérative) comme du sovkhhoze (ferme d'État employant de la main-d'œuvre salariée) <sup>(13)</sup>. Soulignant à quel point la production agricole dépendait des lopins de terre privés, Bordiga prévoyait fort justement, dès 1950, les proportions dans lesquelles l'URSS deviendrait importatrice de blé, après que la Russie en eut tant exporté entre 1880 et 1914.

Les raisons conduisant Bordiga à minimiser le secteur industriel et à mettre l'accent sur l'agriculture provenaient de considérations théoriques et stratégiques antérieures à la révolution russe. Là encore, à ses yeux, le capitalisme signifiait avant tout la révolution agraire, la capitalisation de l'agriculture. Ce souci le conduisait à ne pas juger Boukharine comme le fait l'anti-stalinien moyen, et à redessiner le clivage entre Lénine et Trotsky.

D'ordinaire, ce sont les staliniens et les maoïstes qui dressent l'un contre l'autre les deux dirigeants bolcheviks. Bordiga renverse les rôles contre les staliniens. Reprenant une formule de Lénine, il qualifie Octobre 17 de «révolution double» <sup>(14)</sup>, où la prise du pouvoir politique par le prolétariat rendait possible l'achèvement des tâches de la révolution bourgeoise, et d'abord la destruction des rapports sociaux précapitalistes à la campagne. La référence historique, c'est ici Août 1789 en France. Les trotskystes avaient toujours soutenu qu'en faisant sien la théorie de la révolution permanente, en avril 1917, Lénine était «devenu trotskyste». En réalité, son désaccord avec Trotsky portait sur une série de points révélés plus tard en 1920-22, surtout dans ses discours au X<sup>e</sup> congrès du Parti en 1921, lors de sa polémique contre la première Opposition ouvrière. Répliquant à l'accusation que l'État soviétique n'était autre qu'un «capitalisme d'État», Lénine affirmait que le capitalisme d'État serait un progrès immense comparé à la situation présente de la Russie, qui n'était qu'un capitalisme de petits producteurs sous un État contrôlé par un parti ouvrier <sup>(15)</sup>. Or, pour Bordiga, une fois cette

expression politique de la classe ouvrière anéantie par le stalinisme, seul subsistait le capitalisme de petits producteurs.

Au début des années 20, Lénine donnait au terme «d'État ouvrier à déformations bureaucratiques» un sens très différent de celui de Trotsky en 1936. Sans récapituler la totalité des thèses de chacun, rappelons que l'enjeu de ces prises de position ne recouvre rien moins que deux visions marxistes opposées. Du point de vue trotskyste, la permanence de la révolution, figée dans des «formes de propriété», trouve sa confirmation dans la croissance des forces productives. Selon Bordiga, cette croissance démontre seulement la nature bourgeoise de l'URSS. L'erreur de Trotsky n'était pas de «sous-estimer» la paysannerie, mais de surestimer la possibilité que les paysans, ou la révolution agraire des petits producteurs, puissent avoir quoi que ce soit de commun avec une révolution prolétarienne.

Staline, comme plus tard Mao, Ho-Chi-Minh, etc., incarnaient pour Bordiga la figure du «grand révolutionnaire romantique» au sens du XIX<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire du révolutionnaire bourgeois: les régimes staliniens nés après 1945 ne faisaient qu'étendre la révolution bourgeoise, l'Armée Rouge aidant à exproprier la classe prussienne des Junkers ; ils ouvraient ainsi la voie à une nouvelle politique agraire et à l'essor des forces productives. Contre *Socialisme ou Barbarie*, qui dénonçait ces régimes comme capitalistes d'État, Bordiga répliqua par «En Avant les barbares !» («*Avanti barbari !*»), saluant l'aspect révolutionnaire bourgeois du stalinisme comme son seul contenu réel <sup>(18)</sup>. Point n'est besoin d'approuver Bordiga pour reconnaître que sa position était plus cohérente que les pauvres analyses trotskystes, peignant après 1945 les staliniens d'Europe de l'Est, de Chine ou d'Indochine sous les traits de «réformistes» aux abois, n'attendant qu'un prétexte pour se vendre à l'impérialisme.

La supériorité du cadre conceptuel de Bordiga sur celui de Trotsky tient d'abord à sa critique d'un postulat de base du trotskysme et de ses dérivés, selon lequel le stalinisme représenterait un «centre» entre une droite boukharinienne et une gauche trotskyste. Certes, nul ne peut imaginer en quoi la victoire de cette «droite» dans le débat sur l'industrialisation aurait fait plus de mal au mouvement ouvrier international que le triomphe du «centre» n'en a causé en réalité. Pourtant, situer sans esprit critique le Trotsky d'après 1924 dans une ligne de continuité marxiste, c'est accepter tacitement ce spectre politique «gauche-droite», et tout ce qu'il implique.

Citons Trotsky en 1936: «Le socialisme a démontré son droit à la victoire, non dans les pages de *Capital*, mais dans le langage de l'acier, du ciment et de l'électricité<sup>(19)</sup>. »

Ainsi définie, la révolution permanente ne reposait plus sur la formation de soviets comme en 1905 et 1917, mais sur des formes de propriété d'État, et tirait sa validité de la croissance des forces productives: la capacité du régime à développer l'industrie à «l'époque du pourrissement impérialiste» ne prouvait-elle pas sa nature ouvrière, dégénérée mais ouvrière ? Le fondateur de la Quatrième Internationale parachevait ce qu'on peut appeler une «révolution bourgeoise de substitution», typique du marxisme de la Deuxième et de la Troisième Internationales.

Le trotskysme d'après-guerre, dont évidemment Trotsky n'est pas responsable, vit dans l'industrialisation des régimes staliniens (à une époque où le tiers-monde ne montrait nulle part de signe de croissance) la preuve définitive de sa nature «ouvrière», quoique «dégénérée» ou «déformée». A l'opposé, Bordiga affirmait: «le communisme ne se construit pas», ce n'est pas aux communistes de «développer les forces productives», et s'«il est parfaitement vrai que l'Union soviétique édifie les 'bases du socialisme'» — en d'autres termes...le capitalisme —, cela témoigne seulement de la nature bourgeoise du régime.

Si l'on veut un exemple de courant ayant rompu avec certains penchants prostaliniens du trotskysme sans avoir au préalable dressé le bilan des luttes de tendance des années 20, il suffit de citer Schachtman et sa thèse du «collectivisme bureaucratique». A en croire cette tendance, au moins dans ses affirmations des années 40, le stalinisme, par sa dynamique, partait à la conquête du monde <sup>(20)</sup>, et rivalisait avec le socialisme pour succéder historiquement au capitalisme... ce que l'histoire récente s'est chargée de réfuter.

En outre, la vision de Schachtman mettait entièrement l'accent sur la question de la «démocratie», censée constituer un critère absolu. Le socialisme étant conçu comme un «collectivisme démocratique», son absence, ou l'absence des superstructures capitalistes traditionnelles, attesterait donc la présence d'un collectivisme bureaucratique. En d'autres termes, la rupture de ce groupe avec le stalinisme, puis avec le trotskysme, tourne entièrement autour du constat que l'évolution de la Russie après 1917 ou 1921 était anti-démocratique. Réduire l'histoire à cette dimension (d'importance indéniablement majeure), c'est admettre tacitement toute une «ligne de continuité» qui aboutit à Trotsky et au Lénine revu par Trotsky, et ignorer l'intuition de

Boukharine sur l'avenir prévisible de l'État stalinien. Dans la mesure où la tradition schachtmanienne n'avait rien retenu de la critique marxienne de l'économie politique, sa perspective se résume finalement à l'opposition bureaucratie/démocratie. Par là, comme Trotsky, elle réintroduit par la bande un ensemble de tâches révolutionnaires bourgeoises qui s'étaient glissées à l'intérieur du marxisme de la Deuxième et de la Troisième Internationales. Dans la gauche révolutionnaire anti-stalinienne, Bordiga fut le seul à considérer la dynamique du «développement des forces productives» comme preuve que l'URSS n'était en rien un «État ouvrier». (Le trotskysme, lui, en faisait une preuve définitive, dans le cadre d'une économie nationalisée et planifiée.)

### MARX ET LA RUSSIE

L'analyse ne s'arrête pas là. Si la raideur théorique de Bordiga, due peut-être à sa formation d'ingénieur, a le don d'agacer, elle a aussi pour mérite de lui permettre d'aller à l'encontre de l'opinion courante. Il part du principe que le «programme communiste» a été défini une fois pour toutes par Marx et Engels en 1847, dans le *Manifeste*, et confirmé l'année suivante par le surgissement de courants communistes dans le mouvement ouvrier, en France notamment. Bordiga est convaincu que Marx et Engels ont établi une méthode «invariante», et que tôt ou tard, tout «innovateur» doit finir sur les traces de Bernstein ou de quelque autre habile philistin. Or, son attachement passionné à des principes posés en 1848 le conduit à de surprenantes conclusions touchant une dimension presque oubliée de la tradition marxiste.

Bordiga croyait que tout ce que l'on pouvait penser d'important sur la question russe l'avait déjà été avant la mort de Marx, dont une série de textes des années 1877-83 reflète l'intérêt pour la Russie: sa correspondance avec les populistes, plusieurs préfaces au *Manifeste*, ainsi que deux mètres cubes de notes sur l'agriculture russe accumulées pendant les dix dernières années de sa vie, et retrouvées après son décès<sup>(21)</sup>. Engels, qui ignorait l'ampleur de ces recherches, fut furieux de constater que la question russe était le véritable motif du retard du *Capital*<sup>(22)</sup>.

Pour Bordiga, l'essentiel était la découverte de la commune russe. Entre 1877 et 1881, Marx parvint à la conclusion que grâce à cette commune rurale, la Russie pouvait sauter l'étape capitaliste, peut-être même en l'absence d'une révolution à l'Ouest, et donc que les paysans, avant la capitalisation de l'agriculture, pourraient jouer un rôle central dans une telle évolution. Selon Bordiga, la let-

tre de Marx à Mikhailovski livre le noyau de l'héritage marxiste sur la question russe:

« Si la Russie continue à marcher dans le sentier suivi depuis 1861, elle perdra la plus belle chance que l'histoire ait jamais offerte à un peuple, pour subir toutes les péripéties fatales du régime capitaliste (...); et après cela, amenée une fois au giron du régime capitaliste, elle en subira les lois impitoyables, comme d'autres peuples»<sup>(23)</sup>. Peu avant sa mort, ainsi qu'il l'avait écrit aux populistes, Marx estimait que la Russie venait de manquer son occasion historique. Pour Bordiga, il incombait à Staline de réaliser la prophétie marxienne en menant à terme «tout le processus sanglant de l'accumulation capitaliste». Dans le même temps, cette dimension de l'intérêt de Marx pour la Russie disparaissait au fond de notes et d'archives poussiéreuses pendant près d'un siècle, jusqu'à son exhumation récente par des auteurs comme Jacques Camatte et Teodor Shanin<sup>(24)</sup>.

### BORDIGA, CRITIQUE DE LA DÉMOCRATIE

Un portrait de Bordiga serait incomplet s'il ne mentionnait son attitude envers la démocratie. Il ne craignait pas de se définir comme «antidémocrate», se jugeant sur ce point en accord avec Marx et Engels. Or, ce sujet est lié à la question agraire.

L'hostilité de Bordiga pour la démocratie n'a rien à voir avec le gangstérisme stalinien. Il interprète même fascisme et stalinisme comme le couronnement de la démocratie bourgeoise<sup>(25)</sup>! Pour lui, la démocratie signifie avant tout la manipulation de la société réduite à une masse informe. Il y oppose la «dictature du prolétariat», mise en œuvre par le parti communiste fondé en 1847, et fondée sur les principes et le programme énoncés dans le *Manifeste*. Bordiga cite volontiers la remarque d'Engels pour qui, «à la veille de la révolution, toutes les forces de la réaction se dresseront contre nous sous le drapeau de la démocratie pure». A la vérité, il n'y a pas un adversaire des bolcheviks, en 1921, des monarchistes aux anarchistes, qui n'ait exigé «les soviets sans les bolcheviks». Bordiga était irréductiblement opposé à l'idée qu'un contenu révolutionnaire puisse sortir d'une confrontation démocratique d'opinions.

Quels que soient les problèmes qu'elle soulève, à la lumière des quatre-vingts dernières années, une telle perspective a le mérite de souligner que, comme toute formation sociale, le communisme est avant tout affaire de contenu, de programme exprimé à travers des formes. Elle rappelle aussi ce fait que, pour Marx, le communisme n'est pas un idéal à réaliser, mais un «mouvement réel» né de la

vieille société et doté d'un ensemble de tâches programmatiques <sup>(26)</sup>. Dans les années 60, sous l'influence d'une Nouvelle Gauche pour qui la «société de consommation» était sur le point de résoudre les problèmes «économiques», le débat tournait quasiment autour de l'opposition bureaucratie/démocratie, et des formes d'organisation qui l'incarnaient<sup>(27)</sup>. Du jour où, à partir de 1974, la crise économique bouleversa les règles du jeu, un tel formalisme s'avéra de peu d'efficacité.

Vingt ans plus tôt, sommé de mettre un nom sur la classe capitaliste russe, Bordiga répondit qu'elle existait dans les interstices de l'économie russe, en tant que classe en formation. Le concept de «capitalisme d'État» était selon lui dépourvu de sens, l'État ne pouvant être qu'un instrument au service des intérêts d'une classe. Croire que l'État puisse se charger, par exemple, d'instaurer un mode de production revenait par conséquent à renoncer au marxisme. Bordiga voyait dans l'URSS une société en transition vers le capitalisme <sup>(28)</sup>.

Cette critique du formalisme a également des conséquences politiques, liées pour Bordiga au rôle du parti. Farouchement opposé au tournant droitier de l'Internationale en 1921, Bordiga rejeta la stratégie de «Front unique» définie lors de son troisième congrès. Il refusa de fusionner l'aile gauche du Parti socialiste et le jeune Parti communiste (où les «bordiguistes» détenaient la majorité) né juste-ment un an plus tôt d'une scission d'avec le PSI. La conception bordiguienne du parti différait totalement de celle d'une Comintern tentant de s'adapter au reflux révolutionnaire marqué en 1921 par la défaite de l'Action de Mars en Allemagne, l'accord commercial anglo-russe, Cronstadt, la mise en œuvre de la Nep et l'interdiction des fractions au sein du Parti bolchevik. Pour Bordiga, la stratégie des PC occidentaux, visant à endiguer le reflux par l'absorption d'une large masse de sociaux-démocrates de gauche grâce au «Front unique», équivalait à une capitulation totale devant ce qu'il présentait comme un déclin révolutionnaire durable. Nous sommes là au cœur de sa critique de la démocratie. Car c'est au nom de la «conquête des masses» que l'Internationale communiste semblait accorder une série de concessions programmatiques aux sociaux-démocrates de gauche. Le programme était tout pour Bordiga, et le nombre des cartes d'adhérents dépourvu de sens. Dans la période de reflux, l'objectif consistait à préserver le programme et à poursuivre l'agitation et la propagande possibles jusqu'au retour de la prochaine vague révolutionnaire, non à diluer le parti dans une course vaine aux succès éphémères.

On peut récuser une telle conception, suscepti-

ble d'enfermer les militants dans le monde clos d'une secte, ce que les bordiguistes sont indiscutablement devenus. Elle a cependant le mérite de souligner une autre vérité toujours ignorée par l'aile trotskyste de l'Opposition internationale de gauche et ses succédanés: lorsque les partis «de masse» d'Europe de l'Ouest ont été engloutis par le stalinisme au milieu des années 20, les fondements en avaient déjà été posés lors du virage de 1921. Nul besoin, pour s'en convaincre, d'adopter une position antidémocratique. Que Bordiga ait gravement méconnu le rôle des soviets et des conseils ouvriers en Russie, en Allemagne, et en Italie, c'est indéniable. Il n'empêche que sur les conséquences sociologiques du Front unique de 1921 pour l'avenir des partis communistes occidentaux et leur «bolchevisation» après 1924, Bordiga avait raison, et la Comintern tort: le stalinisme devra une bonne part de sa base sociale aux éléments entrés dans les partis communistes à la faveur du Front unique <sup>(29)</sup>.

Non seulement Bordiga aide ainsi à situer la dégénérescence du mouvement communiste mondial en 1921, et non par exemple en 1927 (défaite de Trotsky), mais il évite de sombrer dans de vains appels à «davantage de démocratie». La dichotomie abstraite et formelle bureaucratie/démocratie, à travers laquelle la tradition trotskyste interprète ce moment crucial de l'histoire de l'Internationale communiste, fut alors séparée de tout contenu. Jusqu'à sa mort, Bordiga se considéra léniniste, et jamais il ne polémiqua directement contre Lénine. Mais son appréciation totalement différente de la conjoncture de 1921, de ses effets sur l'Internationale communiste, et son opposition à Lénine et Trotsky sur la question du Front unique éclairent un tournant crucial généralement obscurci par le trotskysme et ses héritiers.

## L'ANCIEN ET LE NOUVEAU

L'idée bordiguienne selon laquelle le capitalisme est synonyme de révolution agraire offre la clé du XX<sup>e</sup> siècle, en tout cas la clé pour comprendre les mouvements que la gauche a baptisés de «révolutionnaires» au XX<sup>e</sup> siècle, et permet de réinterpréter l'histoire du marxisme, et son imbrication avec les idéologies de l'industrialisation des zones arriérées de l'économie mondiale.

Si Bordiga ne fournit aucune recette pour «dé-russifier» le filtre à travers lequel les révolutionnaires se représentent le monde, l'accent mis sur la question agraire peut y contribuer. La «question russe», qui paraît aujourd'hui antédiluvienne, était le paradigme obligé de la gauche européenne et américaine au milieu des années 70. Tout un mi-

lieu politique semblait presque lire dans l'histoire de la révolution d'Octobre et de l'Internationale communiste, année par année, mois après mois, le secret de l'univers entier. Si quelqu'un déclarait que la révolution russe avait été vaincue en 1919, 1921, ou 1923, ou en 1927, en 1936, voire en 1953, chacun pouvait se faire une idée relativement juste de ce qu'il pensait sur tous les sujets possibles: la nature de l'URSS, de la Chine, la nature des partis communistes, de la social-démocratie et des syndicats, le Front unique, le Front populaire, les mouvements de libération nationale, le rapport entre parti et classe, la signification des soviets et des conseils ouvriers, la philosophie, l'esthétique, et si Luxembourg ou Boukharine avaient une théorie juste de l'impérialisme...

La simple énumération des événements majeurs depuis 1975 indique à quel point le monde a changé en vingt-cinq ans. Dans les années 80, en portant Thatcher au pouvoir en Angleterre, Reagan aux États-Unis, Mitterrand en France, Gorbatchev en Russie et Deng en Chine, un raz-de-marée «néo-libéral» (au sens de von Hayek et von Mises) submergea l'étatisme mis en place tant par la social-démocratie, le stalinisme et le keynésianisme, que par le bonapartisme dans le tiers-monde. La connaissance approfondie de la révolution russe entre 1917 et 1928 et la «vision mondiale» qui en découlait préparaient mal à saisir l'évolution de la Chine après 1976, la Russie gorbatchévienne, le dynamisme des Nouveaux pays industriels, la guerre sino-vietnamo-cambodgienne, l'effondrement des partis communistes d'Europe de l'Ouest, l'endiguement du travaillisme anglais, des démocrates américains et du SPD allemand par la droite, la dérive néo-libérale de Mitterrand, ou la poussée de forts courants «anti-étatistes» dans des pays aussi mercantilistes que le Mexique ou l'Inde. On pourrait y ajouter un mouvement ouvrier polonais lourdement teinté de nationalisme religieux, le retour des fondamentalismes musulman, juif et chrétien, la désindustrialisation, enfin la montée de l'industrie «high tech» et d'une nouvelle classe moyenne. Aucun de ces phénomènes ne réfute Marx, mais tous réfutent la tendance quasi universelle de la gauche occidentale, jusque dans les années 70, à observer la réalité à travers le filtre légué par Octobre 17.

Les pages les plus glorieuses de la social-démocratie allemande et du bolchevisme n'offraient pas une boussole fiable pour naviguer au milieu de ces réalités nouvelles. Certes, jamais celui qui ne s'alignait ni sur l'Est ni sur l'Ouest, et revendiquait une cohérence minimale, n'avait nourri d'illusions sur des sociétés bureaucratiques en crise

au milieu des années 70. L'émergence des Nouveaux pays industriels ne l'en plongeait pas moins dans le désarroi: n'adhérait-il pas à la théorie léniniste de l'impérialisme, et avec elle aux prédictions dérivées des trois premiers congrès de l'Internationale communiste, notamment la certitude stalinienne implicite de l'incapacité du marché mondial d'industrialiser le tiers-monde<sup>(30)</sup> ?

Mais le désarroi frappe aussi à un niveau plus profond, au cœur d'une identité révolutionnaire héritée de la Deuxième et de la Troisième Internationales.

### **DES MÉDICIS A TOGLIATTI DE LOUIS XIV A MAURICE THOREZ**

Si l'on dresse la carte des partis communistes de masse, et des régimes staliniens entre 1920 et 1975, elle coïncide presque parfaitement avec la géographie du despotisme éclairé entre 1648 et 1789: France, Allemagne, Russie, Espagne, Portugal, Suède (siège du parti communiste scandinave le plus important, le seul qui n'ait pas connu une existence de secte après 1945). Les partis communistes de masse sont insignifiants en Grande-Bretagne, aux États-Unis, en Hollande, en Suisse, et dans les colonies de peuplement comme l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Canada. Seule exception apparente, le PCI. Mais l'Italie a donné naissance au prototype de l'État absolutiste éclairé: la cité-Etat mercantiliste régnant sur toute une région, et la localisation des places-fortes du parti communiste italien semble recouper les expériences régionales de l'Ancien Régime. Le PCI est d'ailleurs le plus «social-démocrate» des grands partis communistes occidentaux après 1945, ce qui explique évidemment que lui seul ait résisté au temps.

Le rapport entre la présence d'un État despotique éclairé après 1648 et l'existence d'un parti communiste fort ou d'un régime stalinien en 1945 tient à la question agraire. Ces États, dont la France est l'exemple type, furent créés afin d'accélérer la capitalisation de l'agriculture. Consciemment ou non, ils infligeaient à leur paysannerie ce que l'État soviétique a fait subir aux paysans russes à partir de 1928, et que les pays capitalistes libéraux ont accompli au XIX<sup>e</sup> siècle. Grâce à l'impôt, les monarques éclairés des États absolutistes saignaient la paysannerie pour financer l'accumulation. Ces méthodes constituaient une riposte aux sociétés civiles «protestantes», dont la prospérité reposait sur la capitalisation antérieure de l'agriculture. L'Angleterre en offre le meilleur exemple<sup>(31)</sup>. Le capitalisme suppose la révolution agraire: l'industrie, la

ville et le travailleur urbain sont impossibles sans une intensification de la productivité agricole, seule capable d'obtenir le surplus qui libérera de la terre la force de travail. Là où ce n'était pas réalisé en 1648 (fin de la guerre de Trente Ans, et donc des guerres de Religion), l'étatisme a dû l'accomplir autoritairement. Ainsi naquit la tradition continentale du mercantilisme, prolongée après la révolution française sous une forme mieux adaptée au XIX<sup>e</sup> siècle. Telle fut la fonction du Second Empire, et surtout de la Prusse bismarckienne, puis de l'Allemagne dominée par la Prusse après son unification en 1870. Le modèle prussien inspira alors tous les «développements tardifs» de par le monde, à commencer par la Russie<sup>(32)</sup>.

Le schéma de Barrington Moore, remis en perspective, se dégage ici dans toute sa netteté: la décennie 1860-70 constitue une période-charnière, qui voit la Guerre de Sécession, les unifications allemande et italienne, la fin du servage en Russie, et au Japon le début de l'ère Meiji. Ajoutons l'essor industriel du Second Empire et la naissance de la Troisième République — mais ce sont des réalités d'ordre secondaire. Si un pays ne s'est pas «réorganisé» sur le plan interne vers 1870, il n'a aucune chance de figurer dans la peloton de tête des grands pays industriels en 1914. D'autre part, sur les cinq despotismes éclairés que nous avons cités, sans tenir compte de la France, quatre vivaient en 1933 sous des régimes mercantilistes autoritaires ou totalitaires. Les seules grandes puissances à échapper à la dictature dans les années 30 sont celles qui avaient pris une part significative au premier marché capitaliste de l'Atlantique-Nord: États-Unis, Grande-Bretagne, France. Parmi les pays réorganisés autour de 1860, un seul ne s'était d'ailleurs pas orienté sur une voie autoritaire: les États-Unis. On mesure ici le poids de l'expérience historique pré-industrielle.

Pourquoi les années 1860-70 représentent-elles un point de rupture ? La dépression mondiale de 1873, et en particulier la crise agraire, apporte sans doute la réponse<sup>(33)</sup>. En devenant les premiers exportateurs mondiaux de céréales, les États-Unis, le Canada, l'Argentine, l'Australie et la Russie recomposaient pour l'essentiel la configuration historique de 1648: les États continentaux réagissaient tous à la crise agraire de 1873-96 en abritant leur agriculture nationale derrière le mur du protectionnisme. En Allemagne, cas le plus remarquable, l'alliance du Seigle et de l'Acier entre les Junkers et les industriels scella la soumission du capitalisme libéral à l'État prussien dominé par les Junkers. Mais la France, la péninsule ibérique, l'Italie et l'empire austro-hongrois vivaient des scénarios si-

milaires. L'émergence des États-Unis, du Canada, de l'Argentine et de l'Australie sur le marché agricole mondial délimita pour plus d'un siècle le cercle du développement capitaliste le plus avancé. En 1890, transporter en bateau du blé de Buenos Aires à Barcelone coûtait moins cher que de l'expédier à 100 km de là par voie terrestre. L'agriculture des États mercantilistes continentaux perdait toute rentabilité sur le plan international. Les conséquences d'un tel état de fait pour l'évolution du mouvement ouvrier n'ont pas reçu l'attention qu'elles méritent.

### MARX ET MARXISME

La tradition révolutionnaire concevait avant tout socialisme et communisme comme produits de l'éclatement du Tiers-État. C'est dans et après la révolution française qu'apparaissent Babeuf, les Enragés, l'aile radicale du jacobinisme, plus tard les révolutionnaires de 1848 en France et en Europe, y compris le chartisme qui atteint alors son apogée. Il suffisait de se laisser convaincre par l'histoire: un même cours historique, parti de 1793-97, traverse 1830, 1848, la Commune, suit la progression du SPD jusqu'en 1914, grossit en 1905 puis en 1917, passant ainsi de France en Allemagne puis en Russie, et culmine dans le soulèvement mondial manqué de 1917-21, avec des situations quasi révolutionnaires en Allemagne, en Italie, en Angleterre, en Espagne, et des grèves insurrectionnelles sur presque tous les continents. Le mouvement ouvrier classique connut alors son zénith. C.L.R. James a écrit que l'histoire s'était figée au moment où le front germano-russe s'effondra en 1917-18. L'échec en Allemagne et la défaite de la vague prolétarienne mondiale ont coïncidé avec les temps les plus forts que la révolution ait jamais connus. L'orthodoxie lénino-trotskyiste s'est nourrie d'une telle trajectoire: si la révolution allemande avait sauvé la Russie de son isolement, le XX<sup>e</sup> siècle aurait suivi un tout autre chemin...

Cette vision historique a eu une grande valeur heuristique en permettant de ne pas tomber dans les pièges sociaux-démocrates, staliniens, maoïstes ou tiers-mondistes. Se dire trotskyste, ou refuser de s'aligner sur l'un des blocs, ou encore se vouloir ultra-gauche revient à considérer l'histoire à partir des soviets allemands et russes de 1917-21. Loin d'être mauvais, un tel repère est certainement un meilleur critère pour apprécier la nature socialiste d'une société que l'Etat-providence keynésien, les statistiques du premier Plan Quinquennal, ou les communes agraires chinoises. Mais il n'en mène pas moins à une impasse, car il aboutit à apprécier l'histoire à la façon d'un stratège cominternien de

1920, et à reprendre le fil rouge au moment où se sont arrêtées les révolutions d'Europe centrale et orientale dirigées contre les Hohenzollern, les Habsbourg et les Romanov. Un abîme sépare pourtant ces révolutions, et leur caractère double, de la situation présente<sup>(34)</sup>.

La double nature d'Octobre 17 correspondait à une révolution réalisant les tâches de la révolution bourgeoise sous la direction de la classe ouvrière, avant que le stalinisme en étouffe pour de bon le contenu politique prolétarien. Tracer une ligne de continuité a-critique dans laquelle Lénine et Trotsky passent pour les continuateurs de Marx au début du XX<sup>e</sup> siècle, faire de la révolution russe la pierre de touche de notre temps (« le tournant historique où l'histoire a raté son tournant », selon une formule célèbre), équivaut à avaliser toute une perspective historique, avant et depuis 1917. Cela revient à accepter la légende présentant la social-démocratie allemande comme un parti révolutionnaire marxiste jusqu'à l'année 1890... ou 1898... ou 1914, date à laquelle le révisionnisme aurait pris le pouvoir dans le SPD. La conception qui prétend s'inspirer du « meilleur de la social-démocratie allemande et du bolchevisme russe » repose sur un mythe fondateur, celui qui re peint en rose vif les débuts du SPD. C'est cette vision tronquée que la gauche révolutionnaire internationale a adoptée et qui lui a fait voir le monde à travers les lunettes de l'Aufklärung, empruntées à la bureaucratie du despotisme éclairé.

Considérons d'abord le matérialisme « vulgaire », non marxiste, pain quotidien du mouvement ouvrier classique, originellement autour du SPD, puis chez les bolcheviks., et présent dans les Deuxième, Troisième et Quatrième Internationales. Après avoir découvert les *Manuscrits de 1844*, l'« empreinte » hégélienne dans *Le Capital*, les « Thèses sur Feuerbach », les *Grundrisse*, Lukacs, Korsch, etc., beaucoup se sont demandé comment le mouvement ouvrier avait pu se laisser contaminer par le « marxisme vulgaire ». Pourquoi le matérialisme pré-kantien qui, à l'inverse de celui de Marx, ne s'était pas confronté à Feuerbach ni à l'idéalisme allemand, ressemble-t-il tant au matérialisme des Lumières anglaises et françaises du XVIII<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire à l'idéologie de la révolution bourgeoise ? Si nous excluons d'emblée le jugement psychologique et moraliste selon lequel « ils avaient de mauvaises idées », le marxisme peut-il expliquer historiquement sa propre domination par le marxisme vulgaire ?

La solution est peut-être moins compliquée qu'il n'y paraît. Si le matérialisme du mouvement ouvrier classique, incarné par le SPD de 1860 à 1914,

puis propagé par la révolution russe, différait peu épistémologiquement du matérialisme révolutionnaire bourgeois, cela tient sans doute à ce que le mouvement ouvrier d'Europe centrale et orientale prolongeait la révolution bourgeoise. Même celui pour qui les années héroïques du SPD représentent une sorte de modèle, concevra difficilement une meilleure explication. Finalement, nous ne sommes guère éloignés de la théorie trotskyste du développement inégal et combiné : là où la bourgeoisie est trop faible pour affronter l'Ancien Régime, la tâche en incombe à la classe ouvrière. (Mais l'erreur de Trotsky était de croire qu'ainsi les ouvriers construisaient le socialisme.)

Le marxisme « vulgaire » a nourri la vision du monde exposée dans les brochures de vulgarisation du vieil Engels, ainsi que dans les écrits de Bebel, de Kautsky, de Wilhelm Liebknecht, du Bernstein d'avant le révisionnisme, et de Plekhanov, tous figures éminentes de la Deuxième internationale dont Lénine et les bolcheviks furent les élèves. On ne doit jamais oublier que Lénine s'est laissé abuser par Kautsky et l'orthodoxie du « centre » du SPD jusqu'en 1911-12, et qu'en 1914 il refusa de croire les articles de presse annonçant le vote des crédits militaires par le SPD, révélant ainsi à quel point un tel milieu l'avait influencé. C'est pour comprendre les causes de l'effondrement du SPD que Lénine écrivit ensuite *L'Impérialisme*. Trotsky devait plus tard y ajouter « l'absence de direction révolutionnaire » afin d'expliquer la défaite en Europe occidentale après la guerre.

Raya Dunayevskaya a raconté comment Lénine s'était précipité à la bibliothèque de Zurich pour lire dans la *Logique* de Hegel les raisons de la débâcle socialiste. Peut-être la scène est-elle apocryphe<sup>(35)</sup> ; en tout cas, le « vieux Lénine » n'a eu aucune influence sur le marxisme officiel postérieur à 1917, Quatrième Internationale incluse. En 1923, les conceptions philosophiques de Lukacs et Korsch étaient la risée de la Comintern. Quarante ans plus tard, dans les cercles les mieux avertis de la gauche américaine, le texte de langue anglaise le plus éclairant sur les fondements philosophiques du marxisme était le livre de Sidney Hook, *Towards an Understanding of Karl Marx* : La situation n'a évolué qu'avec la vague de traductions du français, de l'allemand et de l'italien entraînée par 1968. L'impact de la découverte des premiers écrits de Marx, de l'étendue de sa dette envers Hegel, de la critique du matérialisme vulgaire dans les Thèses sur Feuerbach, et d'œuvres comme les *Grundrisse*, n'a vraiment dépassé un cercle étroit de spécialistes que dans les années 50 et 60. Cela doit bien s'expliquer par une cause historique, car il ne

s'agit pas seulement de savoir qui a publié quoi, quand et où. Les *Grundrisse*, par exemple, ont d'abord été tirés à 200 exemplaires en allemand, à Moscou, en 1939-41.

La clé d'un tel anachronisme idéologique ne saurait être, nous l'avons dit, qu'«ils avaient de mauvaises idées». La réponse se situe forcément à un niveau plus profond, dans l'histoire de l'accumulation, et la façon dont s'y modela la lutte de classe mondiale. Là encore, la tradition bordiguiste a mis au jour des horizons ignorés des grands débats des années 60 et 70, mais qui établissent un lien entre question agraire, périodisation de l'accumulation capitaliste, rôle véritable de la social-démocratie et du bolchevisme, et implantation des partis communistes de masse dans les pays de l'absolutisme éclairé.

## COMMENT PERIODISER

### LE CAPITALISME ?

La vision la plus stimulante en la matière vient de «néo-bordiguistes» français, influencés par Bordiga, sans perdre leur esprit critique. Méconnaissant la signification historique des soviets, des conseils ouvriers et de la démocratie ouvrière, Bordiga avait tout réduit au parti. Les néo-bordiguistes tentèrent une synthèse entre la Gauche italienne et la Gauche germano-hollandaise, laquelle, à l'inverse, avait glorifié les conseils et attribué au «léninisme» tout ce qui avait mal tourné après 1917.

Ces courants français mettaient en avant un texte de Marx qui, à terme, pourrait se révéler plus décisif que ses autres écrits exhumés dans les années 50 et 60: le *Sixième Chapitre inédit* du livre I du *Capital* <sup>(36)</sup>. On ignore pourquoi Marx a retranché de la version finale ce qui constitue une *Phénoménologie de l'Esprit* matérialiste. Quelques pages suffirent à réfuter la thèse althussérienne selon laquelle, parvenu à maturité, Marx aurait oublié Hegel. Mais la preuve de la continuité avec la méthode hégélienne n'est pas ici l'essentiel. Les concepts fondamentaux élaborés dans le texte sont les distinctions entre plus-value absolue et relative, et ce que Marx appelle les phases «extensive» et «intensive» de l'accumulation, correspondant à la domination «formelle» et «réelle» du capital sur le travail.

Les concepts se présentent dans leur abstraction, sans que l'auteur s'efforce de les appliquer à des faits historiques. Mais l'ultra-gauche française reprit ces distinctions pour périodiser l'évolution du capitalisme. Les marxistes ne sont pas les seuls à découper l'histoire économique en phases «extensive» et «intensive»: des universitaires avaient déjà utilisé ces notions à des fins purement descrip-

tives. Un groupe résume ainsi la domination réelle: «la phase qui désubstantifie l'ouvrier pour ne laisser subsister que le prolétaire» <sup>(37)</sup>. Cette formule vaut réfutation de Gutman et de toute la Nouvelle Histoire du Travail (New Labour History) qui s'en inspire. Le *Sixième Chapitre* présente la transition vers l'accumulation «intensive» comme la «réduction du travail à la forme capitaliste la plus générale du travail abstrait» — définition précise du procès de production de masse au XX<sup>e</sup> siècle dans le monde capitaliste le plus moderne. La Nouvelle Histoire du Travail, elle, n'est qu'une longue plainte nostalgique d'une domination formelle révolue.

Le *Sixième Chapitre* inédit éclaire aussi la «renaissance hégélienne» dans le marxisme, et montre pourquoi un intérêt réel pour les racines hégéliennes de Marx, apparu d'abord dans l'Allemagne des années 20, chez Lukacs, Korsch et l'École de Francfort, attendit 1950 pour atteindre la France. Le marxisme vulgaire était devenu une idéologie à la mode parmi les intellectuels français entre 1930 et 1950, c'est-à-dire à l'époque du Front populaire et de la Résistance. Comment expliquer ce décalage de trente ans ?

La réponse réside dans l'immense supériorité du développement industriel allemand dans les années 20: la France ne se posa en rivale qu'après 1950. Le marxisme «hégélianisé» ne semble pas sans rapport avec la domination réelle caractérisée par l'accumulation intensive. Il est également intéressant que l'Italie, bien avant la France, ait connu une culture marxiste «germanisée» et de haut niveau. Il est tentant de rapprocher cette situation du statut de l'Italie comme «dernier arrivant» sur la scène politique, contrairement à la participation de la France à la première économie capitaliste de l'Atlantique-Nord et à la vague révolutionnaire de 1770-1815. La tradition jacobine française, qu'elle s'exprime par le rationalisme d'Auguste Comte, de Saint-Simon et de Jules Guesde, l'idéalisme kantien de Jean Jaurès, le rationalisme anarchiste anticlérical (avec sa foi en la science), ou le positivisme «laïc et républicain» de la III<sup>e</sup> République — cette tradition demeurait en deçà de la pensée allemande post-kantienne. L'Italie fut «germanisée» après 1890, la France seulement entre 1930 et 1960.

La tradition lénino-trotskyiste divise l'histoire du capitalisme en deux phases coupées par la guerre de 14-18, laquelle inaugure «l'ère du déclin impérialiste». Née avant le premier conflit mondial, cette théorie trouve sa source dans la controverse sur le «capitalisme de monopole», controverse durant laquelle s'opposèrent Hobson, Hilferding et Lénine. A l'âge d'or de la Deuxième Internationale,

le capitalisme semblait différent du système décrit par Marx. Les livres II et III du *Capital*, on le sait, ne furent disponibles qu'en 1885 et 1894, et les militants n'abordaient «l'économie marxiste» que dans le livre I, ou plus prosaïquement dans des brochures de vulgarisation comme *Salaires, prix et profit*. Le capitalisme paraissait évoluer d'une phase «concurrentielle» et de «laissez faire», à une période de cartels, de monopoles, d'impérialisme impulsé par l'État, de montée en puissance du capital financier, de course aux armements et de partage colonial du monde. Vers 1910, Hilferding en synthétisa les éléments sous le terme de «capitalisme organisé».

La Première Guerre mondiale marqua un tournant. Octobre 1917 prouvait, selon la formule de Lénine, que «chaque grève contient en germe la révolution prolétarienne», ce que les années 1917-21 semblèrent bien près de confirmer. Après une stabilisation éphémère, vinrent la crise de 1929, le fascisme, le stalinisme, puis un second conflit mondial, suivi à son tour par d'incessantes guerres de libération nationale. Un faisceau de phénomènes bien réels confortait la vision du monde codifiée dès les premiers congrès de l'Internationale communiste, en parfaite continuité avec la vulgate kautskyste d'avant 14: caractérisation de la période comme celle du «capitalisme de monopole» (théorisé de façon la plus convaincante par Boukharine), thèses trotskystes de la révolution permanente et du développement inégal et combiné, et définition de l'époque comme celle du «déclin impérialiste». En 1950, qui aurait osé nier qu'il vivait à «l'ère du déclin impérialiste» ?

Tel était le legs repris après 1968 par les meilleures tentatives de renouer avec le potentiel révolutionnaire surgi dans l'aire germano-polono-russe en 1905 et 1917. Cette périodisation de l'histoire moderne permettait de considérer le monde du point de vue de Moscou en 1920, ce qui, une fois encore, redonnait centralité et fécondité apparente au dévoilement de l'histoire de la révolution russe et de la Comintern entre 1917 et 1928. Trotskyste, schachtmaniste ou ultragauche, chacun faisait de cette histoire sa pierre philosophale. Les adversaires les plus irréductibles de la social-démocratie, du bonapartisme dans le tiers-monde ou du stalinisme se réclamaient de la démocratie ouvrière de type soviétique ou conseilliste, et puisaient dans les années 20 leurs explications du monde des années 1970. Le mouvement révolutionnaire n'avait-il pas atteint son apogée cinquante ans plus tôt en Allemagne et en Russie ? Tous les événements depuis lors n'étaient-ils pas synonymes de catastrophe capitaliste ou de cauchemar bureaucratique ?

Bordiga prévoyait cette attitude quand il écrivait dans les années 50: «ce n'est pas parce que l'évolution sociale dans une zone (l'Europe et les États-Unis, L.G.) atteint l'avant-dernière étape, que l'évolution du reste de la planète ne présente socialement aucun intérêt». La vision du monde dominante dans les milieux révolutionnaires (alors partagée par l'auteur) excluait en effet que l'évolution du reste de la planète puisse offrir socialement le moindre intérêt.

Qui pouvait sérieusement proposer la Chine, la Corée du Nord, l'Albanie, ou les mouvements de libération nationale et leurs États, comme modèles à l'ouvrier de Détroit ou de Turin ?

Pourtant, ce point de vue, quoique formellement correct, était dépassé.

### UN MODÈLE INADÉQUAT

Ce modèle était dépassé parce qu'il méconnaissait une évolution déjà à l'œuvre depuis un certain temps. L'industrialisation du tiers-monde, doublée de l'essor des secteurs à haute technologie, allait écraser le mouvement ouvrier occidental sur qui reposait toute la perspective antérieure. En 1970, en pleine glorification stalinienne, maoïste et tiers-mondiste des révolutions paysannes-bureaucratiques, il était juste et révolutionnaire de considérer la classe ouvrière occidentale comme la seule capable de mettre fin à la société de classe. Refuser les sornettes tiers-mondistes s'imposait alors, autant que s'impose aujourd'hui le rejet de leurs versions affadies. Mais ce qui a changé, c'est que la désindustrialisation en Occident et l'industrialisation du tiers-monde (deux faces de la même médaille) ont donné naissance à de véritables mouvements ouvriers sur d'autres continents, dont la Corée du Sud offre l'exemple le plus remarquable.

Vers 1975, le monde ressemblait beaucoup à une extrapolation de l'image héroïque des débuts de la Comintern. Comme en 1914, l'Europe occidentale, les États-Unis et le Japon figuraient au centre du monde industriel. Ainsi que nous l'avons vu, faute de «réorganisation interne» après 1860, un pays n'avait aucune chance d'appartenir au premier cercle des puissances économiques en 1914, ni d'y être entré en 1975. Dans ce club très fermé, la proportion des ouvriers d'industrie, après avoir culminé à 45% en Allemagne et en Grande-Bretagne en 1900-1914, approchait encore de ce chiffre pour l'ensemble des zones les plus modernes au début des années 1970. En gros, le monde capitaliste avancé était passé d'une répartition de la population active de 45% dans l'industrie, 45% dans l'agriculture et 10% dans les services en

1900-1914, à 45% dans l'industrie, 5-10% dans l'agriculture et 40-45% dans les services, sans parler de l'apparition d'un énorme secteur d'armement, à peine né au tournant du siècle.

En 1815-1914, phase «classique» ou «concurrentielle», le capital avait surtout transformé des paysans en ouvriers, aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en France et en Allemagne. Dans la période qui suit 1914 (mais s'amorce autour de 1890), la nouvelle phase du capitalisme «organisé» ou «de monopole», «époque du déclin impérialiste», s'obstina à dépeupler les campagnes du monde occidental (au sens large, incluant l'Amérique latine, les Caraïbes, l'Europe du Sud et l'Afrique). Au lieu de continuer à accroître le travail industriel, elle mit à profit la productivité bien supérieure d'une main-d'œuvre à effectifs constants, pour promouvoir un secteur tertiaire de cols blancs chaque année plus nombreux, ainsi que l'économie d'armement.

Pour revenir à notre thème central, les partis communistes commencèrent à s'effriter et à céder du terrain devant des partis de type social-démocrate totalement intégrés dans le système, au moment même où le secteur agricole tombait à un pourcentage dérisoire de la population active (5 à 10%). Il suffit de voir l'évolution de la France et de l'Espagne depuis vingt ans.

Si le cas portugais est différent, c'est justement parce qu'une proportion considérable de la population active y travaille encore dans la petite production agricole.

L'exode rural constitua aussi la toile de fond de l'évolution du parti communiste italien. L'Europe du Nord et les États-Unis en avaient fait autrefois et autrement l'expérience. Le rôle de la petite production agricole se retrouve enfin dans les difficultés rencontrées par l'Europe de l'Est et l'URSS, contraintes par l'épuisement de la phase d'accumulation extensive d'en venir à la phase intensive déjà atteinte en Occident à travers la crise de 1914-45.

En un mot, de l'absolutisme éclairé du XVII<sup>e</sup> siècle aux partis communistes du XX<sup>e</sup>, la problématique est celle de la phase extensive de l'accumulation: la transformation des paysans en ouvriers.

On peut en conclure qu'une société n'est pleinement capitaliste que si une faible proportion de sa population active travaille dans l'agriculture, et si elle est passée de la phase extensive-formelle à la phase intensive-réelle de l'accumulation. Il s'ensuit qu'en 1900, ni l'Europe ni les États-Unis n'étaient aussi capitalistes que l'imaginaient les socialistes, et que le mouvement ouvrier, du moins ses courants dominants, visait avant tout à pousser le capitalisme vers sa phase intensive.

## QUELLE RÉVOLUTION ?

Dans l'histoire de la gauche révolutionnaire internationale, la question agraire a revêtu les formes les plus diverses: révolutions paysannes contemporaines des révolutions française et russe; capitalisation de l'agriculture au sud des États-Unis provoquée par la guerre de Sécession; crise agraire après 1873; exode rural en Europe au lendemain de 1945... Ces phénomènes sont évidemment de nature distincte. Considérons seulement le critère d'une société «pleinement capitaliste»: l'accumulation intensive liée à la réduction de la main-d'œuvre agricole à 5 ou 10% de la population active. L'agriculture capitaliste, c'est la campagne mécanisée américaine. En ce sens, la question agraire n'a pas été résolue en France après 1789, mais entre 1945 et 1973. Le rapport entre l'agriculture et l'accumulation intensive dans l'industrie, c'est la baisse du coût de la nourriture en proportion du budget ouvrier, baisse qui dégage du pouvoir d'achat pour les biens de consommation durables (tels l'automobile), lesquels sont la base de la production de masse au XX<sup>e</sup> siècle.

En résumé, le marxisme vulgaire, celui de la Deuxième et de la Troisième Internationales, fut une idéologie de l'intelligentsia d'Europe centrale et orientale née au mouvement ouvrier en lutte pour parachever la révolution bourgeoise. Ses emprunts au matérialisme bourgeois pré-kantien d'avant 1789, loin d'être le fruit d'une «erreur», exprimaient précisément le contenu réel du mouvement qui lui avait donné naissance. Ce mouvement social n'est lui-même compréhensible qu'à l'aide des concepts d'accumulation extensive/intensive, et de domination formelle/réelle. La thèse de la Troisième Internationale, formulée par Hilferding et Lénine, d'un «capitalisme organisé» et «de monopole» revient, elle, à occulter la transition entre les phases extensive et intensive. Le marxisme officiel apparaît donc comme le point de vue d'une élite d'État en formation, détenant le pouvoir ou y aspirant, dont l'action aboutit à une nouvelle forme de capitalisme (la domination réelle) qu'elle baptise socialisme.

Ce qui fait la force d'une telle analyse, c'est d'échapper au moralisme, et d'offrir une explication «sociologique» d'une épistémologie. Le matérialisme hérité des Lumières convenait fort bien à un corps de fonctionnaires constituant les cadres d'un futur État planificateur, dont la théorie léniniste de l'impérialisme justifiait parfaitement la politique économique. A l'opposé du marxisme, cette vision substitue aux rapports et aux forces de production la notion de « violence » ou de «force» empruntée

à Dühring. De Lénine et Boukharine, en passant par Baran, Sweezy, Bettelheim et Samir Amin, jusqu'à Pol Pot (tout en reconnaissant discontinuité et dégénérescence, mais aussi continuité), la théorie du «capitalisme de monopole» est une théorie de bureaucrates étatistes fondamentalement opposés à la classe ouvrière. Cette vision attribue le réformisme ouvrier en Occident aux surprofits impérialistes. Dans les pays sous-développés où elle détient le pouvoir, cette idéologie masque la lutte d'intérêt entre l'élite bureaucratique d'État et les classes ouvrière et paysanne.

Les néo-bordiguistes français, notamment Jacques Camatte, ont montré en quoi la Russie est le lieu principal où le marxisme fut transformé d'une théorie de la «communauté humaine matérielle», d'un mouvement réel né de la maturité capitaliste, en quelque chose qui doit être construit contre l'arriération pré-capitaliste. Il suffit de comparer la position élaborée par Marx sur la question russe entre 1877 et 1883, avec la polémique bolchevik. contre le populisme finissant, après 1890. Quelque espoir que Marx ait pu nourrir sur la commune russe comme base d'un «saut» immédiat dans le communisme, jamais il n'aurait écrit, comme Trotsky en 1936, que «le socialisme lutte désormais contre le capitalisme par des milliers de tonnes d'acier et de ciment».

Certes, l'œuvre marxienne n'est pas exempte de discours productivistes. Mais ce qui oppose Marx au marxisme des Deuxième, Troisième et Quatrième Internationales, c'est que l'auteur des *Manuscrits de 1844* se situe au-delà du matérialisme pré-kantien et des théories du «capitalisme de monopole», qui tous deux regardent le monde avec les yeux d'un fonctionnaire. La lutte entre Lénine et les populistes introduisit en Russie le marxisme mutilé de la Deuxième Internationale, noyant l'analyse marxienne sous des alléluias productivistes, jusqu'à sa redécouverte par Bordiga. L'affirmation mécanique d'un progrès linéaire, qui est l'âme de la pensée historique des Lumières, métamorphosée par le marxisme vulgaire en théorie de la révolution «par étapes», ne pouvait que rester insensible

à la commune rurale russe qui avait passionné Marx. Le but et le sens du communisme, la *Ge-meinwesen*, étaient niés en faveur du productivisme. Parvenus au pouvoir, les bolcheviks traduisirent le schéma de la reproduction et les concepts du livre I du *Capital* en manuels de planification économique (sans s'apercevoir que le livre III réfute cette description «ricardienne» du capitalisme), frayant la voie à l'idéologie du «mangeur d'acier» cher aux planificateurs staliniens après 1928. En «philosophie» comme en «économie», le gouffre qui sépare Marx de la Deuxième Internationale, puis des bolcheviks, reflète des «épistémologies sociales» différentes, issues de deux classes différentes, la classe ouvrière et la bureaucratie étatique. Le «meilleur de la social-démocratie allemande et du bolchevisme russe» est inextricablement imbriqué dans une pensée et un culte de l'État. Une perspective révolutionnaire renaissante ne peut plus y voir de lointains ancêtres, mais une impasse où le marxisme s'est perdu en discours étatistes qui lui étaient étrangers.

Aujourd'hui, à la différence de 1910, «l'Ouest» de la planète vit dans un monde intégralement capitaliste. La capitalisation de l'agriculture n'est plus à accomplir, pas plus qu'il n'existe de question paysanne pour le mouvement ouvrier. Dans le même temps, au milieu d'une crise économique mondiale dont la profondeur approche celle des années 30, toutes les vieilles visions révolutionnaires se sont évanouies, et l'image d'un au-delà possible du capitalisme apparaît plus brouillée que jamais, d'autant que l'histoire récente abonde en solutions négatives. Voir dans ce champ de ruines un héritage de l'État absolutiste des Lumières et de ses avatars modernes, c'est comprendre qu'une bonne part de notre paysage mental fut l'œuvre de fonctionnaires d'État, réels ou potentiels, et servit à achever la révolution bourgeoise. Libérer le marxisme de cet héritage étatiste permet de commencer enfin à saisir le monde du point d'observation du «mouvement historique qui se déroule sous nos yeux» (*Manifeste communiste*).

**(Ce texte a été publié pour la première fois en anglais dans le numéro 23 de la revue britannique *Critique*.)**

## Notes

1. B. Moore, *Les origines sociales de la dictature et de la démocratie*, La Découverte, 1983.
2. A. Ulam, *The Unfinished Revolution*, New York, 1960.
3. A. Gerschenkron, *Economic Backwardness in Historical Perspective*, Boston, 1902.
4. E. Prébrazjenski, *La Nouvelle Économique*, EDI, chap. 2.
- 5 et 6. Cf. la bibliographie ci-dessous.

7. Sur le lien entre question agraire et capitalisme, cf. *Mai la merce sfamera' l'uomo*, Ed. Iskra, recueil de tous les articles de Bordiga sur la question agraire, écrits dans sa série *Sul Filo del Tempo*. Certains sont disponibles dans le n° 6 de *Dis/Continuité* (F. Bochet, Le moulin des chapelles, 87 800 Janailhac).
8. *Bilan d'une révolution*.
9. Sur l'évolution de la prévision par Bordiga d'une grande crise mondiale, cf. Livorsi, pp. 426-444.
10. Sur la critique de Prébrajenski par Boukharine, cf. *Bilan d'une révolution*, pp. 139-140.
11. La dimension «boukharinienne» de la critique du tournant stalinien après 1928 par Trotsky est soulignée dans *Bilan d'une révolution*, p.148.
12. Intervention au VI<sup>e</sup> Plénum du Comité exécutif élargi de l'Internationale communiste en 1926, *Programme communiste*, n° 55, 1972, pp. 78-79.
13. Sur la nature capitaliste du kolkhoze, cf. *Bilan d'une révolution*, pp. 172-179.
14. La théorie bordiguiste de la «révolution double» est présente dans tous ses écrits. Par exemple *Russie et révolution*, 192 sq.
15. Voir « L'impôt en nature (La portée de la nouvelle politique et ses conditions) », *Oeuvres complètes*, t. 32, pour l'analyse léniniste du rapport entre capitalisme de petits producteurs et capitalisme d'État en 1921.
16. Le début de *La Révolution trahie* (1936) chante, avec lyrisme, les louanges de la croissance des forces productives dans «l'État ouvrier dégénéré» stalinien.
17. Cf. *Bilan d'une révolution*, p.95.
18. Cité par Grilli, p. 282. Bordiga attaque *Socialisme ou Barbarie* dans quatre articles: «En avant les barbares !» (1951) reproduit dans *Invariance, Filo del Tempo*, supplément à la série IV, 1994; puis «La Batrachomyomachie», «Le coassement de la praxis», et «Danse des pantins» (1953) publiés dans *Dis/continuité*, n° 6, 1999, et *Programme communiste* n° 94, 95 et 96.
19. *La Révolution trahie*, EDI.
20. M. Schachtman, *The Bureaucratic Revolution*, New York, 1962.
21. A propos de l'évolution de Marx sur la commune russe et «l'occasion historique» perdue d'éviter l'étape capitaliste en Russie, cf. *Russie et révolution...*, pp. 226-297.
22. T. Shanin, *Late Marx and the Russian Road*, New York, 1983, montre l'intérêt profond de Marx pour l'agriculture russe à la fin de sa vie. Cf. aussi *Invariance*, Série II, n° 4.
23. Marx, *Oeuvres*, Pléiade, II, pp. 1553 et 1554-55.
24. Cf. note 22.
25. *Communisme et fascisme*, Ed. Programme, 3 rue Basse-Combalo, 69 007 Lyon.
26. Comme l'écrit *Le Manifeste*, le communisme n'est pas un idéal à réaliser, mais «les conditions réelles (...) d'un mouvement historique qui se déroule sous nos yeux». Cf. Barrot, *Le Mouvement communiste*.
27. Sur le formalisme identifiant la question sociale à une question d'organisation, cf. Barrot, «Critique de l'idéologie ultra-gauche», in *Communisme et question russe*, Spartacus, 1984.
28. Grilli, *op. cit.*, p. 38.
29. A la même époque, la «promotion Lénine» peuplait le parti d'adhérents malléables, sans expérience ou carriéristes, facilement manipulables par les staliniens contre les restes de la Vieille Garde bolchevik. On en voit le parallèle sur le plan international avec l'ascension de personnages comme Cachin dans le PCF et Thaelmann dans le KPD.
30. A propos de l'essor des Nouveaux pays industriels et de leur influence sur l'idéologie «mondialisée», cf. N. Harris *The End of the Third World*, Londres, 1986.
31. La capitalisation de l'agriculture anglaise est étudiée dans R. Brenner: «The Agrarian Origins of European Capitalism», in T. Ashton et C.H.E. Philpin, *The Brenner Debate*, Cambridge University Press, 1985.
32. Sur la tradition mercantiliste et ses conséquences, cf. R. Szporluk *Communism and Nationalism: Karl Marx and Friedrich List*, Oxford University Press, 1988.
33. Pour une étude des effets de la crise agraire après 1873, cf. H. Rosenberg, *Grosse Depression und Bismarkzeit*, Berlin, 1967.
34. Dès 1921, l'ultra-gauche H. Gorter percevait confusément mais correctement l'inexistence de la question agraire pour les ouvriers occidentaux comme une différence essentielle entre la révolution russe et une révolution possible à l'Ouest, différence sous-estimée par Lénine dans *La Maladie infantile*. Cf. H. Gorter, *Réponse à Lénine*, Spartacus.
35. R. Dunayevskaya, *Philosophy & Revolution*, New York, 1975, chap. III.
36. Publié en 10/18 et dans *Oeuvres*, Pléiade, II, pp. 363-498. sous le titre «Matériaux pour l'économie». Cf. J. Camatte: *Capital et Gemeinwesen. Le sixième chapitre inédit du Capital*. Spartacus.

37. Cf. la brochure de Négation, *LIP, ou la contre-révolution autogestionnaire* (1973).

38. R. di Leo (*I operai e il sistema sovietico*, Bari, 1970) montre l'usage du livre I du *Capital* comme «manuel» de planification en URSS.

## BIBLIOGRAPHIE

L'œuvre d'Amadeo Bordiga commence à être disponible en français, moins grâce au Parti communiste international (Éditions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon), qu'à ses dissidences, notamment *Le Fil du Temps*, et surtout *Invariance*, puis *Dis/Continuité* (F.Bochet, 27 rue d'Ermont, 95210 Saint-Gratien).

En guise d'introduction: *Bordiga et la passion du communisme*, Spartacus, 1974, recueil sur les *Manuscrits de 1844*. Préface et repères biographiques par J.Camate.

Textes de Bordiga sur la Russie:

— *Russie et révolution dans la théorie marxiste*, Spartacus, 1978. Préface de J.Camate.

— *Structure économique et sociale de la Russie d'aujourd'hui*, Éditions de l'Oubli, 1974, repris par Spartacus sous le titre: *Rapports de production après la révolution bolchevique*.

— *Dialogue avec Staline*, disponible dans *Dis/Continuité* n° 1, 1998, et aux Ed. Programme.

— *Dialogue avec les morts* (épuisé).

Pour une vision «bordiguiste» de la révolution russe, *Programme communiste*, N° 40-41-42, 1967, *Bilan d'une révolution*, reproduit en brochure.

Sur la question agraire, *Le Fil du temps* (N° 2, 6 et 7) avait publié l'essentiel des textes de Bordiga, mais en modifiant volontiers le contenu sans indiquer les ajouts.

*Histoire de la Gauche Communiste d'Italie* (en italien, 5 tomes). Les trois premiers tomes sont disponibles aux Éditions Programme et la totalité chez IPC BP 211, 75 865 Paris Cedex 18.

Sur Bordiga:

— A. de Clementi, *Bordiga*, Turin, 1971.

— Franco Livorsi, *Amadeo Bordiga*, Rome, 1976.

— A.Peregalli, S. Saggiolo, A.Bordiga, *La sconfitta e gli anni oscuri 1926-1945*, Ed. Colibri, Milan, 1998.

— L. Grilli, *Amadeo Bordiga: capitalismo sovietico e comunismo*, Milan, 1982.

— J.Camate, «Bordiga et la révolution russe», *Invariance*, 2<sup>e</sup> série, n° 4, 1974: le meilleur exposé des thèses de Bordiga.

— P. Bourrinet, *La Gauche Communiste d'Italie*. Disponible sur Internet .

Sur le Parti communiste italien à ses débuts, une histoire quasi officielle, à consulter (comme celle de Livorsi) avec précaution: P. Spriano, *Storia del Partito Comunista Italiano*, vol.1: *Da Bordiga a Gramsci*, Turin, 1967.

Deux livres inspirés de façon critique par Bordiga:

— J.Barrot, *Le Mouvement communiste*, Champ Libre, 1972.

— J.Camate, *Capital et Gemeinwesen: le sixième chapitre inédit du Capital et l'œuvre économique de Marx*, Spartacus, 1978.

# ENTRE REVENDICATION ET SUBVERSION : LE MOUVEMENT DES CHÔMEURS EN FRANCE

(Ce texte est déjà paru dans *Courant alternatif*, n° 101, été 2000, et dans le dernier numéro publié de *Karoshi*, revue du collectif Travailleurs, Chômeurs, Précaires en colère.)

**Dans ce qu'il est convenu d'appeler « le mouvement des chômeurs » de l'hiver 1997-1998 en France se sont croisées plusieurs exigences, qu'il n'est pas abusif de reclasser en deux pôles : celui d'une défense organisée des sans-travail stables condamnés à vivre d'allocations, et celui animé par un désir de subversion sociale capable de mettre en cause les règles de répartition inégale de la richesse sociale. Ces deux pôles ont coexisté, parfois dans une fusion originale bien que souvent conflictuelle, parfois dans une volonté de démarcation réciproque. Si je choisis de les prendre en examen séparément, c'est surtout pour arriver à dégager à la fois les enjeux et les succès, ou les limites, de l'un et de l'autre.**

## LA DEFENSE ORGANISEE DES SANS-TRAVAIL

L'objet de ce texte n'étant pas de parler de la réalité du chômage en France, je me contenterai de signaler son ampleur (plus de 3 millions de chômeurs officiels, soit 13 % d'actifs, 4,5 millions selon des statistiques plus honnêtes, et, plus généralement, 7 millions de précarisés) et surtout sa permanence dans le temps.

Même s'il a, à l'origine, frappé surtout les salariés des secteurs en voie de modernisation, il n'a cessé de croître pendant deux décennies, sans que cette progression se justifie par une situation de crise économique. Il s'agit donc bien d'un phénomène chronique.

Peu à peu, il a pris valeur de problème de société. Dans un pays où l'État est traditionnellement légitimé à intervenir pour garantir une certaine cohésion entre les classes (à l'inverse du modèle anglo-saxon, où le

« marché » prétend être roi, et du modèle méditerranéen, où famille et formes d'aide plus ou moins occultes, voire clientélares, jouent le rôle d'amortisseurs), on ne s'étonnera donc pas que les gouvernements successifs aient eux-mêmes affiché « la lutte contre le chômage » comme une de leurs priorités – ce qui leur a surtout permis de contribuer à la baisse des salaires et à faire avancer la précarité en introduisant, à destination des chômeurs de longue durée, de multiples sous-statuts de salariés.

### **Un syndicalisme de chômeurs en construction**

Lorsque le mouvement éclate en décembre 1997, cela fait une décennie que des tentatives sont faites pour organiser les chômeurs, à partir de motivations diverses :

— Des chômeurs mieux armés ou plus réactifs que d'autres retrouvent un nouveau souffle en investissant leurs énergies dans une forme d'autodéfense ; c'est ce genre de réactions qui a donné naissance à certaines des associations qui se fédéreront dans le MNCP, où la priorité sera donnée, selon les endroits, au travail revendicatif ou aux activités de services aux chômeurs.

— Des militants syndicaux, de tradition chrétienne notamment, scandalisés par la misère croissante produite par une société qui continue d'accumuler des richesses, cherchent à provoquer un sursaut moral de la société ; en cela ils rejoignent d'autres, de sensibilité d'extrême gauche, qui entrevoient aussi le risque d'une division durable de l'unité de classe.

C'est cette jonction qui motivera le regroupement militant baptisé « Agir ensemble contre le chômage » (AC!), créé à l'origine pour mettre sur pied la première marche des chômeurs à travers la France, en 1993.

Reposant sur une association circonstancielle de militants politiques et syndicaux et de certaines des premières victimes de ce qu'il est convenu d'appeler l'« exclusion » (les premiers encadrant la troupe), cette marche sera porteuse d'une telle dynamique que les collectifs locaux qui s'étaient créés pour la circonstance décideront de se maintenir en vie. Ainsi naît AC!, organisation hybride (fédération de syndicats et d'associations d'extrême gauche et réseau de collectifs locaux), qui sera pour beaucoup dans la maturation de la réflexion sur la question du chômage.

D'une simple dénonciation de l'injustice sociale faite aux chômeurs, on passera au fil des ans à une perception plus nette de la fonction du chômage dans la gestion capitaliste: faire peser une menace sur l'ensemble de la classe travailleuse, pour lui faire accepter une intensification du travail et une baisse des salaires; autrement dit, permettre aux patrons de réduire la part des profits qu'ils doivent céder à leurs salariés.

La « lutte contre le chômage » prend, dans cette optique, un caractère fortement unificateur, le sentiment profond d'injustice arrivant à s'articuler à une dénonciation des intérêts qui travaillent à l'aggravation des inégalités sociales.

Cela explique qu'aient pu coexister à l'intérieur d'AC!, à côté des chômeurs attirés par l'action collective, des militants de presque toute la palette syndicale et politique d'extrême gauche, libertaires compris – sur une plate-forme revendicative associant l'exigence d'un revenu « décent » pour tous à celle d'une réduction du temps de travail massive et sans contrepartie.

— Enfin, des militants d'organisations politiques dont le souci principal est d'occuper un terrain encore en friche au profit de leur organisation. C'est la démarche qui donne naissance à l'association APEIS, émanation directe des secteurs les plus staliniens du PC.

Mais cette logique n'est pas absente des autres regroupements (la Ligue communiste révolutionnaire a des visées stratégiques très claires sur AC!, par exemple).

Le caractère peu sympathique de cette dernière motivation ne l'empêche pas d'être fondée sur la perception d'une réalité : en France, le chômage ne s'attaque pas avec la même virulence à toutes les couches de travailleurs.

Certains y sont plus exposés que d'autres, notamment les jeunes non qualifiés et les travailleurs les plus âgés, facilement jugés non compétitifs (il existe aussi une surexposition des femmes au chômage, mais masquée par le fort développement du temps partiel).

En d'autres termes, malgré une offre de travail qui ne s'est jamais vraiment tarie, une certaine frange de la société tend à se faire marginaliser du marché du travail.

Ce que traduit bien la progression continue du chômage de longue durée, y compris lors des périodes où les statistiques enregistrent une légère baisse du chômage global.

Or les chômeurs dont la situation de chômage se prolonge sont les plus mal protégés du risque de grande pauvreté, risque que l'instauration en 1988 du RMI (2 500 F par mois) n'a fait que tempérer.

Et cette réalité n'a fait que s'aggraver au fil des années, avec les révisions successives des règles d'indemnisation des chômeurs par la caisse d'assurance chômage, qui n'ont fait que pénaliser un peu plus, au nom du nécessaire équilibre financier, ceux qui ont le plus de mal à retrouver du travail (la fameuse «dégressivité» des allocations) et les précaires. De toute évidence, il y a donc une catégorie sociale dont la situation exigerait un travail de défense collective organisée – ce que l'on pourrait appeler un syndicalisme de chômeurs. Nécessité qui, au fil des ans, a fini par s'imposer dans les esprits.

C'est sans doute ainsi que s'explique, par exemple, la montée en puissance de la «tendance revenu» au sein d'AC!, tendance qui travaille à focaliser toute la critique et toute l'énergie d'AC! sur la lutte revendicative en faveur d'un revenu garanti à tous.

Mais pourquoi les confédérations syndicales, si promptes à revendiquer leur monopole de la représentation des salariés, n'ont-elles pour ainsi dire rien fait pour occuper ce terrain (à l'exception relative, nous le verrons plus loin, de la CGT) ? Sans doute parce qu'elles ont été vidées de leurs énergies militantes par le choix, fait depuis longtemps mais très accentué par leur collaboration avec la gauche au pouvoir, de privilégier toutes les formes de pouvoir institutionnel, source de financements indirects sûrs, plutôt que de travailler à maintenir une implantation dans le monde du travail de plus en plus aléatoire – logique que la croissance du chômage ne peut qu'accroître : les intérêts des chômeurs ne se défendent dans aucun comité d'entreprise ou commission paritaire, mais seulement dans la rue. Sans oublier que la caisse d'assurance chômage, l'Unedic, est cogérée par... les grandes confédérations syndicales.

Alors, si, pour protéger l'équilibre financier de cet organisme menacé par la croissance du nombre d'indemnisables, la solution consiste à sacrifier, d'un commun accord avec le patronat, la partie la moins «opérationnelle» – et la moins armée pour se défendre – des salariés, pourquoi s'en priver?

Que soit ainsi mis à mal le principe même d'assurance collective sur lequel est fondé le système dont ils ont la gestion partagée depuis l'après-guerre – et qui exigerait, en toute logique, une augmentation des cotisations chômage à la hauteur du risque réel – et qu'une frange entière de la classe ouvrière se trouve du coup renvoyée dans la dépendance de l'État – le gouvernement décidant seul du montant et des règles d'attribution des allocations de survie dites «minima sociaux» (d'environ 2 500 F par mois) – ne peut tout au plus que poser quelques problèmes de conscience aux plus honnêtes de leurs bureaucrates.

Ces choix comportent en fait un seul risque pour les confédérations syndicales : que toutes ces mesures restrictives fassent monter l'exigence d'une lutte collective des exclus du travail qui mettrait en lumière leurs responsabilités dans le sale traitement réservé aux travailleurs les plus fragilisés.

Risque bien réel, en fait. Surtout si l'on considère que, dans AC!, la dissidence syndicale est fortement représentée : SUD, «CFDT en lutte» et plus généralement ce qui deviendra le «Groupe des dix», y ont un poids non négligeable, à travers leur soutien financier et la présence active de leurs militants (qui sont parfois permanents syndicaux) ; la CNT est elle-même présente dans certains collectifs locaux.

En ce sens, la position «patronale» des confédérations syndicales gestionnaires de l'Unedic ne peut qu'apporter de l'eau au moulin du syndicalisme de rupture...

On ne s'étonnera pas, dans ce contexte, de l'hostilité syndicale vis-à-vis des embryons d'organisations de chômeurs.

Mais l'hostilité n'exclut pas une certaine proximité de pensée. On sait qu'en France la dissidence syndicale se démarque des grandes confédérations plus sur des objectifs que sur des pratiques.

La délégation permanente de pouvoir, notamment, n'a jamais, sauf dans la CNT, été mise en discussion. Il est donc assez logique que nos responsables d'associations de chômeurs aient tendance à expliquer les fourvoiements syndicaux dans la gestion de l'Unedic par l'absence de représentation des chômeurs dans cette instance. Et, sans états d'âme, à se proposer pour combler eux-mêmes cette carence...

Ainsi s'explique la revendication de «représentation des chômeurs partout où l'on décide de leur sort» avancée par les organisations qui finiront par s'autodésigner «associations de chômeurs», histoire de marquer leur territoire, et qui, tout au long du mouvement, se retrouvera dans tous leurs tracts en fin de liste de revendications, telle une conclusion s'imposant comme une évidence.

Au moment de la naissance du mouvement, il existe donc un embryon déjà bien développé de syndicalisme de chômeurs. Des alliances se sont forgées et stabilisées au sein de structures ad hoc. S'il est difficile pour celles-ci de vivre de la cotisation d'adhérents sans le sou, elles ont su tourner la difficulté : AC! vit des subventions des syndicats qu'il fédère, les collectifs qui accepteraient de faire acte d'allégeance à la structure nationale autoconstituée par le paiement d'une cotisation annuelle ne se bousculant pas ; les associations

membres du MNCP trouvent des sous dans le cadre du travail de formation qu'elles assurent. Des différences d'histoire, de modes de recrutement et de méthodes (accompagnement dans les démarches administratives pour l'APEIS, offre de services pour le MNCP, mélange variable d'agitation propagandiste et d'entraide pour les collectifs AC!) font qu'il y a plus partage des rôles que concurrence – un peu à l'image du syndicalisme français. Ce que prouve l'organisation, depuis déjà quelques années, de manifestations communes, où ce partage des rôles devenait visible à travers les différences d'origine et de style de leurs « troupes ».

Mais il ne faudrait pas oublier de faire place dans ce tableau aux comités d'action chômeurs de la CGT, nés à Marseille du travail de mobilisation effectué par d'anciens licenciés des chantiers navals de La Ciotat.

Même si l'existence officielle d'une organisation spécifique de chômeurs au sein de la CGT va à l'encontre de l'idée, persistante en milieu syndical, que les chômeurs ne peuvent être syndiqués que dans leurs syndicats d'origine, ils présentent l'avantage de permettre à la CGT, la plus « tribunicienne » des grandes confédérations, de ne pas se faire marginaliser de ce terrain revendicatif (ses militants pouvant invoquer le rôle oppositionnel joué par la CGT dans le système paritaire de gestion de l'Unedic pour évacuer le problème de sa coresponsabilité dans la permanence de ce système qui participe à l'exclusion).

Entre la CGT-chômeurs et les « associations », l'unité est plus problématique, en raison de l'incorrigeable volonté d'hégémonie des cégétistes. Mais le mouvement va la rendre momentanément possible, en offrant à toutes l'occasion de jouer ensemble la carte de la reconnaissance institutionnelle.

C'est ce souci d'unité des appareils, assez fort pour résister tout le temps du mouvement et même au-delà, qui justifie le terme de « bande des quatre » utilisé parfois par dérision.

### **La dynamique syndicale se nourrit du mouvement**

Rendons à César ce qui est à César : c'est bien au travail d'agitation des « syndicats de chômeurs » que l'on doit l'impulsion initiale du mouvement. Plusieurs initiatives séparées vont se rejoindre : AC! organise une nouvelle campagne d'agitation coordonnée de ses collectifs locaux pour dénoncer la dégressivité des allocations chômage, campagne qui prend la forme d'occupations rapides d'ANPE ou d'antennes Assedic à travers la France. Le climat est encore agité quand la CGT-chômeurs relance à Marseille sa mobilisation de fin d'année désormais rituelle, destinée à permettre aux chômeurs qui la rejoignent pour l'occasion de décrocher une part de ce qui reste du budget annuel des « fonds sociaux » des Assedic. Sauf qu'en cette fin d'année 1997, on découvre que l'existence des fonds sociaux a été remise en cause et qu'il n'y a plus rien à redistribuer...

Du coup, de rituelle, la mobilisation devient réelle : l'occupation des Assedic marseillaises n'est plus seulement passagère, elle s'installe dans la durée, dans l'idée de décrocher ce qui va alors s'appeler une « prime de Noël », offrant aux nombreux chômeurs de l'agglomération un lieu de rencontre et de socialisation. Les militants « associatifs » tentent de reproduire la chose ailleurs – non sans avoir, dans la foulée, élaboré une plate-forme revendicative commune – avec parfois un certain succès. Ainsi, l'occupation d'Assedic à Arras, organisée par le collectif AC! et par le comité d'action CGT, réussit à tenir plusieurs semaines, créant là aussi un véritable événement local. Car il est un autre ingrédient qui fait monter la crème : la presse, en mal d'événements en cette période creuse de Noël et consciente de pouvoir jouer sur une mauvaise conscience chrétienne ravivée par la débauche de consommation des fêtes, s'intéresse au phénomène.

Ainsi contribue-t-elle à amplifier le mouvement : localement, en faisant connaître la mobilisation à des individus extérieurs au mouvement et en leur donnant les moyens de le rejoindre; dans les têtes, en conférant au phénomène l'ampleur d'un événement national. Ce qui devient alors sensible, c'est la réceptivité (passive) de la société aux revendications des chômeurs, au sentiment d'injustice clamé sur les ondes – une réceptivité qui rend la carte de la répression policière plus difficile à jouer. D'où une discrète reprise en main du traitement médiatique par le gouvernement, accompagné d'un lâcher de lest de 1 milliard de francs (le « fonds d'urgence sociale »). Le mouvement va alors trouver un nouveau souffle. De janvier à début mars, les occupations se multiplieront, en nombre et en objectifs visés, et de nouveaux collectifs se créeront – un peu comme si la fin de la couverture médiatique poussait le mouvement à un effort d'imagination et d'autonomie. Les premiers signes d'épuisement n'arriveront que début mars, en partie sous l'effet d'une répression policière plus sérieuse. Mais il couvrera encore pendant quelques mois, et les dernières braises ne s'éteindront qu'au cours de l'année suivante.

Dans la stratégie des « associations de chômeurs », le mouvement évidemment change la donne en faisant évoluer le rapport de forces. Pas tant, d'ailleurs, par l'ampleur en soi de la mobilisation (plusieurs centaines, moins sûrement quelques milliers de nouveaux arrivants), mais par le fait qu'elle permet de focaliser sur elles l'attention des médias. Car une des clés du succès, à leurs yeux, c'est une habile exploitation des médias, té-

lévisuels surtout. Pour cela, outre des contacts stratégiques dans les milieux journalistiques (établis à l'occasion de mobilisations antérieures), deux conditions sont nécessaires : offrir du spectacle et s'assurer du monopole du discours revendicatif. Pour le spectacle, les ingrédients ne manquent pas : une certaine dose de sentiment d'injustice mal articulé, une autre d'illégalisme et de désordre, le tout pimenté d'une pincée de répression policière habilement mise en scène, et l'audience est assurée. Quant au monopole du discours, il suffit de compter sur la réaction instinctive du journaliste d'actualité qui, par manque de curiosité, paresse ou simple respect intériorisé de « l'ordre des choses », tend spontanément la perche de son micro aux éternels mêmes individus, identifiés comme « représentants ».

Mais peut-être est-ce là que le bât blesse. Car il ne suffit pas que la presse accorde un statut de représentants à quelques candidats à cette fonction, encore faut-il que le pouvoir les estime effectivement capables d'encadrer les masses qu'ils ont mises en mouvement. Or la réalité du mouvement – observée attentivement et ostensiblement par les Renseignements généraux – ne plaide guère en ce sens.

L'adhésion de la base à ses représentants autoproclamés ne saute en effet pas aux yeux. La première raison en est sans doute le profond décalage de situation matérielle concrète entre les militants candidats au rôle dirigeant et les chômeurs en mouvement.

Ceux que l'agitation organisée attire, ce ne sont pas les « vrais demandeurs d'emploi » – non mobilisables car employant toutes leurs énergies à une recherche du travail qui suppose un autoconditionnement à la soumission guère compatible avec l'esprit de la lutte – mais deux types de chômeurs en quelque sorte « marginaux » : ceux qu'une trop longue galère a rendus définitivement inemployables et qui, le sachant, ont cessé de chercher du travail ; et, plus nombreux encore, des précaires atypiques, qui ont organisé leur vie en fonction de leur situation de précarité, jouant sur une alternance de petits boulots et de périodes d'indemnisation, voire complétant leur RMI par les petits boulots au noir qui se présentent.

Deux catégories, en somme, qui ont appris à domestiquer la peur de lendemains incertains, laquelle, paradoxalement, mine en profondeur le monde salarié. Et qui, par voie de conséquence, se montrent assez rétifs, voire hostiles, aux formes d'encadrement des luttes, quand il ne s'agit pas de militants partisans de l'action directe auto-organisée.

Pour ces nouveaux venus, le mouvement est d'abord et avant tout une occasion de socialisation. En effet, les occupations, surtout lorsqu'elles sont durables, permettent de s'organiser collectivement pour la survie (manger, dormir), mais aussi pour l'avancée de la lutte (préparation et diffusion des tracts et des affiches). Elles sont aussi une occasion de libre discussion. A tel point que des lieux s'organiseront pour satisfaire ces exigences, sans avoir à dépendre de l'existence d'occupations ponctuelles : à Paris, des rencontres régulières seront organisées à l'université de Jussieu ou à la Maison des ensembles, dans le seul but de débattre librement ; dans plusieurs villes, des squats collectifs s'ouvriront, autant pour satisfaire un besoin immédiat, comme à Bordeaux ou à Montpellier, que par goût de l'expérience collective, comme à Paris.

Ces nouveaux venus à l'action collective sont donc, dans l'ensemble, assez étrangers à la dimension revendicative du mouvement, manifestant vis-à-vis d'elle une sorte d'opportunisme proche de l'attitude du salarié moyen vis-à-vis de la lutte syndicale en entreprise – « si ça permet de décrocher quelque chose, c'est toujours bon à prendre ». Ce qui, là comme en entreprise, laisse les mains libres aux prétendants encadreurs mais ne leur donne guère de crédit vis-à-vis de l'interlocuteur.

Cette situation de séparation entre « représentants » et « masses » n'a donc pas empêché les premiers de mener la barque dans le sens désiré. Simplement, il leur a fallu apprendre à gérer la chose, en exploitant l'opportunisme des seconds.

Ainsi a-t-on vu, dans les dernières occupations organisées par « la bande des quatre », se mettre au point un scénario bien rodé : on pénètre dans un lieu à caractère plus symbolique que stratégique, on organise une rituelle prise de parole de chaque « représentant » d'association – après s'être assuré bien sûr de la présence de quelques journalistes et caméras – on monte une délégation pour rencontrer la direction, laissant les troupes occuper ce temps à de petites récupérations, et l'on négocie une évacuation rapide contre un avantage immédiat – quelques liasses de tickets restaurant, par exemple, dont la distribution sera confiée, cela va de soi, à quelque responsable associatif...

Il convient cependant de dire que la gestion du mouvement par les « responsables » a connu de sérieux accrocs, partout où le mouvement a donné naissance à des regroupements autonomes se démarquant plus ou moins nettement des structures déjà en place. A Paris, les accrochages ont été surtout verbaux. Dans les débats de la Maison des ensembles (annexe d'AC!), c'était essentiellement la légitimité des syndicalistes (stipendiés...) en vue d'AC! à parler (sans honte...) au nom des chômeurs qui était contestée, beaucoup moins

les méthodes et les buts poursuivis par ces dirigeants autoproclamés qui prenaient bien soin de se réunir dans d'autres lieux, protégés des prises de parole incontrôlées. A Jussieu, on s'est plutôt employé à reconstruire un pôle idéologique avec ses références propres, allant jusqu'à théoriser l'indifférence à la dimension revendicative...

Mais en province, des conflits parfois graves, allant jusqu'à l'affrontement physique, ont opposé des collectifs AC! à d'autres collectifs nés sur d'autres exigences au cours du mouvement (qui pouvaient eux-mêmes se réclamer d'AC!, comme à Bordeaux...), où ce qui était en cause était essentiellement les méthodes manipulatoires et monopolisatrices des militants politiques tenant les rênes des collectifs déjà constitués.

Signalons aussi la naissance d'une « Coordination nationale des collectifs autonomes », qui pendant plus d'un an a organisé plusieurs rencontres nationales où se mélangeaient débats, actions de récupération collectives et moments de fête, mais qui, reconnaissons-le, n'a pas poussé le désir d'autonomie jusqu'à chercher sérieusement à concevoir une forme d'auto-organisation capable de donner au mouvement une cohérence et une structuration propres qui lui auraient permis de survivre à ce moment de fièvre.

Comme pour le mouvement « autonome » de la fin des années 70, l'autonomie sera pour elle surtout une question d'identité, masquant une réelle dépendance vis-à-vis des structures qu'elle conteste.

### **Pour quels résultats ?**

Pour qui le « débordement » des organisations candidates à l'encadrement du mouvement n'est pas une fin en soi, mais tout au plus un indice, le bilan d'un mouvement doit se faire d'abord et avant tout en fonction de ses ambitions affichées. Force est donc de prendre en considération les revendications formulées dans les tracts mis en circulation.

L'essentiel de ces revendications était une demande de sous pour les plus bas revenus : « revalorisation des minima sociaux de 1 500 F », donc « pas de revenu inférieur à 4000 F » – y compris pour les jeunes de moins de 25 ans, jusqu'à présent exclus du RMI. Bien que plus fruit du calcul stratégique des appareils que de l'exigence de justice et d'égalité de la base (exigence difficile à traduire en chiffres), cette revendication n'a pas obtenu le moindre début de concrétisation. Impossible en effet de considérer comme allant dans ce sens la revalorisation symbolique du RMI – simple rattrapage de l'inflation, de l'aveu même de Jospin – ni le 1 milliard de francs débloqué : outre son montant ridicule (333 F par chômeur officiel), cette somme était destinée à être attribuée au cas par cas, par des commissions ad hoc. Ce qui délimitait bien le cadre du négociable : celui de l'assistance, du « secours » attribué en fonction des critères (obscur, bien sûr) des services sociaux.

La raison de ce blocage gouvernemental n'est pas à rechercher ailleurs que dans les justifications avancées par le Premier ministre : pas question que les minima sociaux fassent concurrence aux bas salaires. Autrement dit, pas question, malgré la « priorité à la lutte contre le chômage » affichée depuis des années par le gouvernement, de faire quoi que ce soit qui puisse remettre en cause l'utilité du chômage pour les détenteurs du capital. Étant donné l'importance de l'enjeu, on comprend bien que seul un rapport de forces impressionnant aurait pu contraindre le gouvernement à un recul dans ce domaine. Et, à supposer que les responsables de la bande des quatre aient cru cette revendication jouable, l'illusion s'explique moins par une surestimation de leurs capacités de mobilisation que par leur proximité émotionnelle avec la gauche au pouvoir, qui leur interdit de comprendre la véritable fonction de celle-ci (les Verts, qui ont porté la revendication dans l'arène politique, jouant un rôle moteur dans cet aveuglement volontaire).

En faisant ces quelques concessions mineures, le gouvernement n'a pas seulement cédé à la pression: il a aussi habilement délimité le cadre du possible pour l'action revendicative des chômeurs.

Le message a été bien compris, par certains tout au moins, puisque l'on voit depuis deux ans renaître en décembre à Marseille, avec tentatives de relais dans d'autres villes, une mobilisation d'une dizaine de milliers de chômeurs réclamant, en toute modestie, une « prime de Noël »... que le gouvernement accorde sans trop se faire prier – logique qui résiste désormais à tous les efforts de radicalisation.

C'est dans le même sens qu'il faut comprendre la réponse gouvernementale à l'autre revendication fondamentale du mouvement : la représentation des chômeurs au niveau institutionnel. Malgré de multiples audiences accordées par divers hauts responsables ministériels, voire par Mme Aubry en personne, rien n'a été accordé qui remette en cause l'exclusivité des confédérations syndicales dans la représentation du monde salarial. En revanche, une porte a été ouverte à la présence des « orgas de chômeurs » dans quelques commissions destinées à permettre une meilleure coordination des services chargés de la gestion des chômeurs et, plus généralement, des personnes dépendant de l'assistance de l'État (ex.: commissions d'attribution du FUS,

commissions de suivi ANPE). Une façon, en somme, de mettre un peu d'huile dans des rouages encore mal ajustés...

Et, pour désamorcer toute éventualité de réorganisation d'un pôle contestataire sur la question du chômage, des moyens vont être concédés aux associations de chômeurs pour leur permettre de mieux jouer leur rôle d'encadrement. Comment en effet expliquer autrement l'octroi, quelques mois après la retombée du mouvement, de subventions non négligeables aux quatre «orgas de chômeurs»? Formation aux chômeurs, structures de travail alternatives, travail humanitaire associatif... Pauvres en révolte, travaillez au développement du «tiers secteur», l'injustice sociale vous semblera moins rude !

On s'aperçoit donc, au sortir de ce mouvement, que celui-ci a contribué à faire émerger un nouveau groupe d'acteurs, les « associations de chômeurs », dont le rôle est de combler une carence de la représentation sociale, et qui devrait trouver sa place sur la scène institutionnelle, à condition de respecter celle que veulent bien lui laisser les acteurs déjà en scène, à savoir la représentation d'un groupe social maintenu en marge du marché du travail et des structures qui en assurent la bonne marche, et dont la survie dépend de l'État. S'il veut bien se satisfaire de ce rôle, ce groupe d'acteurs dispose d'un terrain quasiment vierge à occuper : celui de la cogestion de l'assistance. Le système d'assistance a en effet besoin d'être modernisé pour prendre en compte l'existence durable d'une catégorie sociale dont la fonction est précisément d'être improductive... et pauvre. Un certain recul de la logique de la charité au profit d'un encadrement systématique est sans doute nécessaire, ce que la gauche au pouvoir s'emploie à faire sous couvert de la notion de « droits ». Comme le prouvent l'introduction en 1998 d'une « loi contre l'exclusion sociale » qui fixe en fait des règles de gestion de l'exclusion et, plus récemment, l'instauration d'une « couverture maladie universelle » qui instaure un système parallèle d'assurance maladie à destination des pauvres, que l'on pourra ainsi systématiquement mettre en fiches.

Le mouvement des chômeurs a sans doute fait comprendre aux gouvernants qu'une œuvre de pacification était nécessaire pour prévenir les risques d'explosion qui, sans elle, ne peuvent que se multiplier dans une société en voie de polarisation sociale (et ne disposant plus vraiment de l'amortisseur de la solidarité familiale). Les militants de la « lutte contre le chômage et l'exclusion » seront sans doute appelés à contribuer à cette œuvre essentielle...

S'y prêteront-ils facilement ? Cela dépend sans doute de l'impact sur les esprits de la critique subversive qui s'est aussi exprimée dans le mouvement, alimentée par un puissant sentiment d'injustice. Et surtout de la validité des pistes pratiques que le mouvement a explorées pour permettre à une solidarité active de l'ensemble des couches prolétaires de prendre forme.

## **LA VOLONTE DE SUBVERSION ET SES MANIFESTATIONS CONCRETES**

Le mouvement des chômeurs s'inscrit incontestablement dans la vague de mobilisations née avec le mouvement de décembre 1995, qui a vu deux millions de salariés descendre dans la rue, et qui a marqué une rupture avec de longues années d'offensive capitaliste sans résistance.

Après le mouvement des sans-papiers, alors en phase descendante, il a à son tour placé sur le devant de la scène une des catégories du bas de l'échelle sociale, celles dont le mouvement de 1995 semblait avoir ignoré les exigences, ne s'intéressant, en apparence, qu'à la défense des intérêts des travailleurs du secteur public.

Mais il me semble que le mouvement des chômeurs présente une différence de taille avec les mouvements qui l'ont précédé ou suivi.

Les exigences dont il est porteur (travail ou revenu pour tous) sont fortement antagoniques au système (peu nombreux ou bien indemnisés, les chômeurs ne peuvent jouer le rôle d'épouvantail pour l'ensemble du monde salarié dont a besoin la classe capitaliste), alors que ses forces sont faibles (les chômeurs sont une catégorie instable et sans pouvoir de blocage).

A la différence des mouvements antérieurs, il était donc fort improbable que le mouvement des chômeurs débouche sur une concession significative du gouvernement : il ne pouvait que s'éteindre ou gagner en force de subversion jusqu'à contaminer d'autres pans de la société.

Il s'est éteint, et relativement vite : à l'automne suivant, les tentatives de relance ne pouvaient plus compter qu'avec des forces amoindries, et il ne s'agissait déjà plus d'autre chose que de nouvelles campagnes d'agitation militantes. Force est donc d'interroger les schémas et stratégies de subversion qui ont joué un rôle dans ce mouvement, et d'en comprendre les limites.

J'essaierai ici de les prendre en examen l'un après l'autre, même si c'est l'enchevêtrement de toutes ces tensions différentes qui permet de parler de mouvement.

## **La lutte des « sans »**

Avant même le mouvement de 1995 étaient apparus des regroupements contestataires décidés à se battre aux côtés d'une frange croissante de la population touchée par la misère : Droit au logement (DAL), d'abord, issu d'un mouvement d'occupation de logements, Droits devant!! (DD) ensuite, né dans le sillage du DAL pour porter dans l'arène politique la question des « droits fondamentaux ». L'idée de ces regroupements, qui ont attiré à eux des individus qui souvent avaient fait leurs armes au PC ou chez les maos avant de « décrocher » du militantisme, était de se faire « la voix des sans-voix », autrement dit de mener une bataille politique avec les plus pauvres (ou en leur nom...). Suite à l'apparition du mouvement des sans-papiers, ceux qu'on appelait auparavant les exclus sont peu à peu devenus « les sans » : sans logement, sans droits, sans papiers... et bientôt, lorsque naîtra le mouvement des chômeurs, sans emploi.

Les « actions » organisées par ces regroupements sont fondées sur un mélange d'action directe et de médiatisation, celle-ci servant à compenser les faiblesses de celle-là, en exploitant la fibre égalitariste, certains préfèrent dire « républicaine », d'une partie de la population française. Le discours consiste essentiellement à dénoncer le caractère scandaleux de la misère dans une société riche. Mais ces méthodes atteignent vite leurs limites : le médiatique réclame toujours du neuf et le sentiment du scandaleux s'émousse... Ainsi le DAL s'installe-t-il peu à peu dans une proximité malsaine avec les organisations caritatives pour parvenir à rester « le » pôle de la lutte des mal logés, tandis que Droit Devant s'épuise dans un soutien aux luttes des sans-papiers fondé sur l'accompagnement individuel dans les méandres administratifs.

Le mouvement des chômeurs ne pouvait que redonner une nouvelle impulsion à cette logique d'agitation médiatisée, grâce à sa forte légitimité. La réalité ou le risque du chômage touche en effet directement une énorme partie de la population – chacun a un enfant, un frère, un cousin, un ancien collègue au chômage, chacun en connaît de près ou de loin les effets ravageurs et les craint. Plus que les « fonctionnaires », plus que les « immigrés clandestins », les chômeurs sont donc d'emblée légitimés à se faire entendre. C'est sans doute ce qui explique la grande disponibilité des médias à couvrir au départ leurs agitations.

On ne s'étonnera donc pas qu'ait été abondamment exploitée dans le mouvement des chômeurs la méthode rodée par le DAL : occupation + médiatisation. Mais pour que celle-ci se montre efficace dans la durée, il aurait fallu que le mouvement fasse autant preuve d'imagination que l'exploitation médiatique du spectaculaire a besoin de neuf... Et surtout qu'il parvienne à donner une consistance politique à la légitimité immédiate dont il bénéficiait, pour pouvoir résister à la contre-offensive idéologique du gouvernement. Lorsque Jospin refuse d'augmenter sérieusement les minima sociaux pour, dit-il, ne pas faire d'affront à ceux qui gagnent à peine 2000 F de plus à la sueur de leur front, il joue sur un des fondements de la morale ouvrière : le revenu se mérite par l'effort – autrement dit, le travail reste le seul critère juste de la répartition de la richesse collectivement produite.

Le jeu de la légitimité médiatisée est donc fragile, facile à contrer par le pouvoir, surtout dans un pays dont la presse et les médias ne brillent pas par leur indépendance d'esprit. Les chômeurs l'ont appris à leurs dépens. Et il se pourrait bien que la leçon ait aussi servi à d'autres.

## **L'unité chômeurs-salariés dans la lutte contre le chômage**

L'idée que, le chômage étant un mal touchant l'ensemble des secteurs salariés, la lutte contre le chômage peut arriver à unifier chômeurs et salariés était l'une des idées forces à l'origine de la création d'AC!. Pendant cinq ans, l'« unité chômeurs-salariés » y a été sans cesse proclamée, et les militants ont cru pouvoir lui donner réalité en articulant la revendication d'un revenu décent pour tous à celle d'une réduction du temps de travail massive et sans contrepartie, mais aussi en s'assurant de la représentation au sein d'AC! des diverses forces syndicales en rupture avec les grandes confédérations, garantes en quelque sorte de la participation du monde du travail à cette lutte contre le chômage. Certes, des frictions ont plus d'une fois laissé apparaître des différences d'exigences et d'intérêts, mais le fonctionnement même d'AC!, fondé sur l'idée que les divergences doivent se résoudre par le consensus et ne méritent pas de trouver une expression organisée, a empêché que soit prise la mesure réelle de ces divergences. C'est donc le mouvement qui va se charger de soumettre le mythe fondateur à l'épreuve de la réalité. Et, reconnaissons-le, il a mal résisté.

Si les syndicats SUD, FSU, SNUI, CNT et le courant CFDT en lutte n'ont à aucun moment refusé leur soutien officiel aux chômeurs, il ne semble pas qu'au-delà d'une présence affichée dans les manifestations et d'un soutien logistique (mise à disposition des photocopieuses, par exemple), ils aient investi beaucoup de forces dans le mouvement (à l'exception de la CNT, présente par endroits à travers ses « comités d'action chômeurs »). A cela, plusieurs explications : ce soutien affiché répondait sans doute d'abord à un souci de visibilité, dicté par une logique stratégique interne au monde des appareils syndicaux (d'ailleurs, dès l'automne 1998, lorsque certains tenteront péniblement de relancer le mouvement, on remarquera des défections syndicales jusque dans les campagnes organisées par AC!, au moment où le rapprochement entre CGT et CFDT contraint les autres syndicats à revoir leurs stratégies).

Mais c'est aussi l'idée d'unité à la base entre chômeurs et salariés qu'il a fallu réinterroger. Tant qu'il s'est agi, en effet, de mobilisations pensées et mises en oeuvre par des militants, syndicaux le plus souvent, un peu sur le modèle de l'agitation syndicale, les chômeurs sont restés de fait en position subalterne, se contentant du rôle de troupes. Mais, à l'hiver 97-98, ils arrivent en nombre suffisant pour devenir réellement acteurs de leur mouvement. Du coup, les priorités changent : la satisfaction des besoins immédiats – se loger, se nourrir à l'œil, mais aussi retrouver des lieux de sociabilité – passe au premier plan.

Sur le plan revendicatif, l'articulation avec le monde du travail que représentait la RTT passe aux oubliettes. Par réaction, les «vieux» militants salariés s'éloignent, et, là où ils refusent de céder le terrain, entrent ouvertement en conflit avec les nouveaux venus. Le fossé se creuse.

Du coup, quand des formes d'auto-organisation se mettent en place dans des lieux de vie, comme à Montpellier, Bordeaux ou Nantes, les chômeurs se retrouvent abandonnés, condamnés à assurer seuls le soutien aux plus galériens d'entre eux (SDF, drogués...), les militants ayant déserté – quand ils n'ont pas, comme cela s'est vu, mené un discret travail de sape.

De même, dans toutes les occasions où des chômeurs ont fait irruption sur des lieux de travail, on a pu observer de sérieuses tensions entre salariés et chômeurs.

Ceux-ci – qui, je le répète, étaient plus des exclus du travail ou des précaires atypiques que de « vrais » demandeurs d'emploi – trouvaient en effet dans les mobilisations l'occasion de laisser s'exprimer leur rage et leur dégoût de l'ordre établi, ce qui se traduisait souvent par des comportements «malséants» — graffitis, petits larcins, insultes – qui ne pouvaient que choquer les salariés, pour qui le lieu de travail est aussi un lieu de vie collective soumis aux règles formelles du respect mutuel.

Actuellement tend à se répandre chez les militants de la lutte contre le chômage l'idée que l'articulation entre chômage et salariat est en train de se faire par le biais de la précarité : les précaires, parce qu'ils sont tantôt chômeurs, tantôt salariés, seraient en position d'articuler les revendications des salariés et des chômeurs.

Bien que moins strictement subjectif, ce point de vue n'a pas (encore ?) trouvé confirmation dans la réalité des mobilisations : entre les collectifs de précaires enracinés dans le rapport salarial et les collectifs de chômeurs-précaires agissant sur le terrain social, la jonction s'est faite difficilement.

La référence des salariés à statut précaire – qu'il s'agisse des non-titulaires de l'Éducation nationale, des précaires de Beaubourg, de la BNF... — est restée le secteur, et l'objet de leur lutte, la discrimination statutaire dont ils sont victimes.

Et les occasions de rencontre entre les précaires du dedans et ceux du dehors, fournies à deux reprises par la coordination des travailleurs précaires, ont surtout fait ressortir des heurts de sensibilité.

S'il est donc une leçon que l'on peut tirer de ce mouvement, c'est que l'unité de classe entre chômeurs et salariés ne se proclame pas : les conditions objectives de vie ne se rejoignent pas, pas plus que les expectatives. Des conjonctions fortes, inscrites dans les réalités matérielles des intérêts, restent à trouver.

### **La subversion par le refus du travail**

Le mouvement a été aussi une occasion de regroupement pour des individus jusque-là isolés, tentés de donner une valeur positive à leur position en marge du monde du travail.

Dans la plupart des villes de province, ils se sont insérés dans les collectifs existants. Mais à Paris, un pôle important s'est formé autour des rencontres organisées à la faculté de Jussieu après la fin de l'occupation de l'École normale supérieure, donnant naissance à un pôle de chômeurs « intellectuels » attirés par la possibilité d'articuler une pratique subversive à un discours radical.

L'apprentissage du débat collectif a sans doute été le plus beau succès de cette entreprise.

Le pôle « Jussieu » – le plus gros des regroupements nés dans le mouvement et revendiquant leur autonomie par rapport aux orgas de chômeurs officielles – s'est montré inventif en pratiquant des « balades » mi-organisées mi-improvisées, consistant à faire des visites surprises dans quelques lieux symboliques de l'oppression capitaliste pour y porter la contestation ou à organiser des actions collectives de « récupération » dans les restaurants ou certains magasins. Sur le plan idéologique, il a travaillé à redonner une valeur positive au choix du non-travail, assimilant refus du travail à radicalité.

Il est difficile d'interroger la validité théorique d'une telle position, car, répondant surtout à un besoin d'identité collective positive, elle a toujours été posée en axiome. En fait, le critère du refus du travail leur a essentiellement permis d'établir une ligne de démarcation vis-à-vis des orgas de chômeurs, classées indifféremment dans le camp des « idéologues du travail » – catégorie recouvrant aussi bien ceux qui réclament un travail comme condition de la réintégration sociale et de la dignité (position des comités CGT), un travail et, en attendant, un revenu décent (position de l'APEIS), ou un revenu décent pour tous, indépendamment de toute condition de retour au travail (position dominante au sein d'AC!).

Mais personne parmi eux ne semble s'être sérieusement demandé comment le refus du travail peut se justifier aux yeux de travailleurs surchargés de boulot et mal payés, mais payant les cotisations qui permettent aux partisans du refus du travail de survivre...

Au fond, le pôle Jussieu semblait dire : le point de vue des travailleurs ne nous intéresse pas, puisqu'ils ont le tort de vouloir travailler...

Cette indifférence vis-à-vis des autres prolétaires – perceptible aussi dans leur refus de principe de tout contact avec les médias quels qu'ils soient et qu'elles qu'en soient les modalités, ainsi qu'à l'évitement du débat revendicatif, le tout compensé par une survalorisation de la sociabilité – a pourtant marqué les limites de l'expérience.

L'afflux de personnes nouvelles s'est assez vite tari, et, quand les « actions » organisées ont fini par déclencher la répression (l'absence d'encadrement « officiel » et de couverture médiatique les y exposant directement), les premiers tiraillements sérieux ont vu le jour.

Les différents squats collectifs issus du regroupement de Jussieu finiront, dans l'année qui suivra, par mourir l'un après l'autre de leurs propres conflits internes.

Du pôle parisien des « chômeurs heureux », seul le TCP résistera, poursuivant son activité, amorcée bien avant le mouvement, d'auto-organisation des chômeurs par l'entraide et la contestation des formes de contrôle social qui pèse sur eux.

Parmi ceux qui font le choix de ne pas s'insérer sur le marché du travail, il est cependant un groupe qui tente d'articuler ce choix à une recherche de transformation sociale : les partisans du « revenu garanti ». Ceux-ci, rassemblés à Paris dans le collectif Cargo, ont choisi comme terrain d'intervention AC!, mais leurs productions théoriques séduisent un public bien plus large, notamment dans les milieux intellectuels qui discutent de « fin du travail », « tiers secteur », « nouveau contrat social »... , avec lesquels ils partagent la fausse naïveté de ceux qui évacuent de leur raisonnement la réalité des intérêts, du pouvoir et du rapport de forces entre les classes. Chez les « garantistes » aussi, l'impasse sur la question de la répartition du travail est totale — qu'il s'agisse du travail salarié dans le cadre capitaliste d'aujourd'hui ou du seul travail socialement nécessaire (la part de la contrainte) dans une société émancipée. Ce qui soulève un petit problème théorique, mais surtout un gros problème stratégique. Car il faut pouvoir dire par quels moyens on la fait valoir, cette belle idée du revenu garanti. Est-ce par la lutte collective des travailleurs unis ? Alors on ne peut faire l'impasse sur la question de la répartition du travail.

Car je doute que la « créativité » revendiquée d'individus qui font tout pour marquer leur extériorité au rapport d'exploitation qui fonde l'identité du prolétaire suffise à déclencher la solidarité des esclaves du salariat.

Faire valoir, comme le font les militants d'AC!, qu'un revenu de substitution pour les chômeurs qui se rapprocherait du SMIC serait le meilleur moyen de faire échec aux bas salaires est déjà plus convaincant, mais de toute évidence pas assez pour que se mettent en mouvement pour d'autres des masses qui craignent déjà de se battre pour elles-mêmes.

Est-ce alors par la voie gouvernementale ou parlementaire ? Le problème reste le même, car sans mouvement social massif, pourquoi cette solution s'imposerait-elle d'elle-même ?

Il ne reste donc plus qu'à convaincre les capitalistes... ce que des théoriciens du revenu garanti comme Negri ou Moulier n'hésitent pas à tenter de faire. Pas tout à fait sans succès d'ailleurs, puisque certains patrons commencent à trouver du charme à cette idée, sous sa version libérale de « revenu d'existence ». Et pour

cause : en venant éventuellement en complément des revenus salariaux, celui-ci serait la porte ouverte à la suppression du SMIC et à la généralisation des très bas salaires...

### **La lutte pour la satisfaction des besoins fondamentaux**

L'impact du mouvement des chômeurs dans l'opinion a permis que se prennent aussi des initiatives sur la base de regroupements militants circonstanciels, portés par l'idée que ce moment d'agitation sociale élargissait soudain l'horizon du possible. Ces initiatives, qui n'avaient rien de préconçu, ont été à mes yeux les plus riches de sens. Elles sont difficiles à recenser car elles ont été assimilées aux initiatives des associations ou collectifs de chômeurs constitués, mais il est certain qu'elles ont été bien plus nombreuses en province, où les réseaux militants locaux sont spontanément plus transversaux qu'à Paris, victime de la proximité des batailles d'appareils. Je m'arrêterai toutefois sur une expérience parisienne que je connais bien : l'occupation de l'agence EDF du boulevard Barbès.

Cette occupation a été organisée par un groupe de militants, contactés par le groupe AC! local qui bénéficiait de contacts établis sur le quartier à l'occasion du mouvement de décembre 1995 puis du soutien aux sans-papiers de l'église Saint-Bernard. Il s'agissait essentiellement au départ de militants salariés, mais très vite s'est joint au groupe des chômeurs du quartier ou déjà engagés dans le mouvement. L'occupation, qui a duré huit jours, a été tenue de jour par les chômeurs, la jonction avec les salariés se faisant le soir, dans le cadre de l'AG quotidienne puis des débats informels. Cette forte dynamique unitaire a permis la mise en commun spontanée des savoir-faire militants et une volonté de faire obstacle à toute manifestation d'esprit de chapelle, tout en encourageant des pratiques de démocratie de base (toute discussion avec le directeur se faisait avec l'ensemble des occupants, et toute décision importante se prenait en AG). Mais elle était aussi servie par le fait que l'occupation était motivée par un objectif concret précis, à la mesure des forces réelles : obtenir du directeur d'agence l'arrêt des coupures d'électricité imposées brutalement aux foyers trop pauvres pour payer leurs factures (des factures souvent très élevées, en raison de la politique du tout-électrique encouragée par EDF avec la complicité des promoteurs ou des propriétaires sans scrupules). En ceci, elle rompait avec la logique essentiellement symbolique et agitative des occupations antérieures, et échappait aux calculs stratégiques des appareils des organisations de chômeurs, absents de la lutte.

Ce contexte a permis que s'imposent quasiment d'elles-mêmes des pratiques nouvelles, toutes motivées par une volonté d'élargissement : la recherche systématique de contacts avec la population locale confrontée à la pauvreté (nous avons imposé que l'agence reste ouverte, ce qui permettait d'entrer en contact avec les personnes venues tenter de négocier un report de paiement, et de prendre ainsi toute la mesure du problème) et la recherche de liens avec les salariés de l'entreprise concernée (difficile, il est vrai, en raison de la mise à distance des salariés de l'agence et de la prise de distance de fait de la CGT-EDF, syndicat majoritaire mais ouvertement co-gestionnaire).

Dans les contacts avec les journalistes venus sur place (étrangers surtout, les médias français s'autocensurant pour ne pas avoir à renoncer à la manne publicitaire d'EDF), toujours dans le souci de ne pas faire le choix du repli sur soi, nous avons tenté de négocier la manière de filmer et de poser les questions.

Signalons une autre initiative prise dans le sud de Paris, plus brève mais présentant une certaine similitude avec la précédente : un réseau militant de quartier héritier de contacts établis lors du mouvement de décembre 1995, dans lequel étaient présents des militants syndicaux de l'hôpital Pitié-Salpêtrière, a organisé un rassemblement dans l'hôpital afin de remettre en cause le traitement discriminatoire réservé aux malades non couverts par l'assurance maladie et le refus de soins parfois opposé aux sans-papiers. Une confrontation directe a alors pu être organisée entre chômeurs et salariés d'un côté, autorités de l'hôpital de l'autre, où toute la rage des victimes du manque de soins s'est exprimée sans médiation, et qui a rapidement débouché sur un engagement écrit du directeur.

Ces expériences montrent que, pour la défense des intérêts des couches prolétaires tenues en marge du monde du travail, d'autres méthodes que syndicales sont possibles. Des luttes peuvent se mener pour la satisfaction des besoins fondamentaux de tous en s'appuyant sur une conjonction de forces organisées sur le quartier et dans les entreprises concernées. A une échelle significative, une telle conjonction pourrait ouvrir des perspectives nouvelles. Aux collectifs de chômeurs elle pourrait permettre de sortir du piège auxquels ils sont régulièrement confrontés lorsqu'ils cherchent à obtenir des résultats concrets pour ceux dont ils prennent la défense : se voir contraints d'accepter, parfois même de proposer, un traitement spécifique pour les pauvres, entérinant ainsi la mise en place d'un système de gestion de l'exclusion.

Aux salariés elle pourrait offrir, par la solidarité active envers les plus pauvres, un moyen de sortir des impasses dans lesquelles les luttes sectorielles ou catégorielles se trouvent souvent engagées à une époque où l'offensive capitaliste tend à imposer sa logique marchande à tous les niveaux d'organisation de la société. Deux exemples au moins de ce possible ont été mis en lumière dans le cadre du mouvement des chômeurs, même s'il s'agit en l'occurrence de conjonctions manquées.

Les chômeurs en lutte contre les coupures d'électricité dans les foyers ont cherché à faire la jonction avec la lutte des salariés d'EDF contre la privatisation. S'ils ne s'étaient heurtés au poids interne de la CGT, qui n'a pas hésité à renoncer à s'opposer à la restructuration d'EDF contre le maintien du statut spécifique des agents, une vraie bataille contre la logique marchande d'EDF aurait peut-être pu se mener, associant la notion de service public non plus à la simple défense de l'entreprise publique, mais à la satisfaction égalitaire d'un besoin essentiel, sous des formes respectant l'environnement et la vie des générations futures (d'où une articulation avec la lutte antinucléaire).

Quant à la lutte des chômeurs pour l'accès aux transports publics, elle aurait pu – si les militants syndicaux avaient voulu prendre au sérieux le discours sur la gratuité des transports pour tous, tenu par certains « marginaux » du mouvement des chômeurs, mais aussi si les stratèges des orgas de chômeurs n'avaient pas constamment usé de l'argument de l'urgence pour orienter la mobilisation vers des transports gratuits pour les chômeurs – rejoindre la lutte des cheminots contre les agressions dont ils sont parfois victimes, permettant un dépassement de la logique sécuritaire (et de fait policière) dans laquelle ils tendent à s'enfermer.

Si la combativité et la tension vers l'unité ont manqué pour rendre ces conjonctions possibles, il n'est pas interdit, au regard des luttes récentes des salariés en France, de tenter une hypothèse plus optimiste. Dans les grèves qui agitent les hôpitaux depuis novembre dernier, l'on voit progresser une réflexion sur les conséquences de la logique de rentabilité que le pouvoir impose aux hôpitaux : la carence d'effectifs, la précarisation et la flexibilité du travail ne sont pas seulement dénoncées en tant que sources de détérioration des conditions de travail, mais aussi des soins dispensés aux malades. De même, dans la lutte du milieu enseignant contre la réforme Allègre, la dénonciation de la précarité et du manque de professeurs s'articule à une dénonciation de la version libérale de l'enseignement qui prétend, pour faire court, substituer la formation à la culture. Et l'on sent que, à la différence du mouvement de décembre 1995 où la réaction du secteur public s'était organisée d'abord sur la base de la défense du statut, dans ces mobilisations récentes la défense d'une certaine idée du « service public » n'est plus en position subalterne, ne sert plus à légitimer aux yeux de tous des revendications d'abord sectorielles. Que l'inquiétude est plus profonde, mais aussi plus vive la volonté de trouver la voie qui permettrait d'organiser le service au public selon une autre logique, une logique solidaire, centrée sur la satisfaction des besoins essentiels de tous.

On voudrait espérer qu'il s'agit là d'un processus de maturation qui traverse toute la société, et dont les différents mouvements sociaux montés sur la scène depuis 1995 ne seraient que l'expression visible, conjoncturelle, traduisant dans le langage de leur secteur une préoccupation, une interrogation qui, d'une manière ou d'une autre, est celle de toutes les couches subalternes. Et, pour revenir à l'objet de notre article, que le mouvement des chômeurs a été un moment de cette interrogation en actes, et que ses échecs en traduisent surtout les balbutiements.

Nicole Thé (mars 2000)

#### Notes

1. Incarnée essentiellement par les membres de Cargo, collectif inspiré par les thèses de Tony Negri au jargon avant-gardiste mais aux pratiques entristées d'un autre âge, bien que redoutables.

2. Quoi qu'en pense M. Bernard Friot, qui, dans un livre stimulant et discutable mais peu discuté, *Et la cotisation sociale créera l'emploi* (éditions La Dispute), nous explique en quoi l'assistance (par l'État) s'oppose à la solidarité (par la cotisation salariale), les syndicats étant à ses yeux garants de la seconde.

3. Signalons un détail significatif du niveau de « fétichisation » de la représentation qui existe dans ce milieu « associatif » : le MNCP conteste la légitimité de la CGT chômeurs et d'AC! dans le rôle de représentants des chômeurs, les considérant toutes deux d'émanation syndicale.

4. Une partie du petit personnel des chaînes de télévision s'y prête en fait assez volontiers, d'autant que, souvent précaire et sous-payé, il peut trouver à la couverture de ces événements un petit goût de vengeance, n'ayant pas moyen de se défendre lui-même collectivement. Et si cela transparaît aussi peu à l'écran, on le

doit surtout à la censure de fait exercée par les journalistes hiérarchiques, garants d'une information «responsable».

5. Un bel exemple de cette proximité inavouée a été l'organisation de la dernière manifestation du mouvement, en mars 1998, où la «bande des quatre» emmènera le cortège devant l'Assemblée nationale où se discutait la première version de la loi sur les 35 heures, ce qui permit à la presse de dire qu'il s'agissait d'une manif de soutien au gouvernement.

Signalons que toutes les «perversions» de cette loi prétendant faire valoir une vieille revendication ouvrière par voie institutionnelle, en dehors de tout contexte de lutte — promotion de la flexibilité sous des formes multiples, frein à la progression salariale et surtout mise à mal du socle juridique commun à l'ensemble des salariés par la promotion des accords d'entreprise – étaient déjà repérables et en partie repérées à l'époque.

6. Cette recherche de consensus, qui alimente un vrai souci d'unité dans la différence lorsqu'elle se fait à une échelle restreinte, est, à l'échelle des rencontres nationales, source de toutes les manipulations : les débats y prennent la forme d'une succession de prises de parole où la simple réflexion individuelle est traitée de la même manière que la prise de position d'un collectif local, et où la conclusion censée traduire le consensus est tirée... par la personne qui préside aux débats (installée dans cette position par qui ? Mystère...). Il n'est peut-être pas inutile de signaler que cette forme d'organisation désorganisée semble s'être imposée dans nombre de situations de lutte de longue haleine depuis que le centralisme démocratique n'est plus au goût du jour. Mais on est là encore loin d'une pratique de démocratie de base (à moins de considérer que la base est constituée des plus informés, des plus habiles et des plus médiatiques des militants...).

7. Née fin 1997, elle a cherché à organiser le soutien réciproque entre collectifs de précaires constitués, et a servi de lieu de rencontre à nombre de précaires isolés. Plus que des initiatives propres, elle a surtout réussi à impulser un travail de «recensement» et un fructueux débat interne. Elle a publié un numéro du journal *Tsunami*. Adresse e-mail : [Coord.Travailprecaire@wanadoo.fr](mailto:Coord.Travailprecaire@wanadoo.fr).

8. On en trouvera des récits détaillés dans *Le Lundi au soleil*, éditions L'Insomniaque.

9. Processus qui, par bien des aspects, rappelle celui des années de l'après-68 français, où l'échec de la rupture par la lutte unitaire des prolétaires avait encouragé l'idée d'une rupture par le choix de la marge (le thème du retour à la terre est d'ailleurs réapparu ici ou là vers la fin du mouvement) – avec cependant une bien plus forte dose d'opportunisme, à l'image de l'époque que nous vivons.

10. Comme le montre bien dans son *Économie de la misère* (éd. La Digitale) Claude Guillon, dont la belle verve critique s'épuise malheureusement dès qu'il s'agit de formuler une perspective différente de celle avancée par ceux qu'il démolit. Je ne vois guère en effet comment le «désir» peut servir de perspective collective.

11. Ce qu'a tenté de faire le «collectif Barbès», héritier de l'expérience de l'occupation de l'agence Barbès, en lien avec des militants de CNT-Energie et SUD-Energie. On peut s'informer de ses tentatives en lisant le seul numéro de son journal *Haute Tension* ou l'article «Le collectif Barbès se raconte», à paraître dans le supplément «Précarité» du *Monde libertaire* de mai 2000. E-mail du collectif : [Barbes@malang.remcomp](mailto:Barbes@malang.remcomp)

# UN AMALGAME CRIMINEL

A propos des limites de l'antisionisme

*Depuis le commencement de la deuxième Intifada et spécialement depuis que l'armée israélienne, sous la direction de Sharon, a réoccupé à plusieurs reprises les Territoires soumis au contrôle de l'Autorité palestinienne, on a vu reflourir, dans les rangs de l'extrême gauche, toute une série de slogans ineptes ou de comparaisons douteuses entre la politique de l'État d'Israël et celle du nazisme. Pour ce faire, les gauchistes ont procédé par réductions successives. D'abord le gouvernement d'union nationale israélien, que soutiennent donc presque tous les partis, est devenu le gouvernement Sharon. Ensuite Sharon est devenu le Boucher, puis Charogne — sinistre exemple de déshumanisation d'un ennemi de classe. Et enfin certains ont assimilé Sharon à Hitler<sup>(1)</sup>. CQFD.*

Pour comprendre comment on est arrivé là, j'aborderai le soubassement « théorique » qui a permis ces glissements en me servant d'un article paru dans *Socialist Review* de juillet-août 2002, puis je prendrai deux exemples significatifs dans la presse révolutionnaire française (*Socialisme*), et américaine (*Socialist Worker*)<sup>(2)</sup>. Mais quiconque dispose d'un ordinateur peut, à l'aide d'un moteur de recherche sur Internet, et en tapant les mots Sharon et Hitler trouver des centaines d'autres occurrences de cet amalgame criminel.

Notons qu'en ce domaine, comme dans bien d'autres aujourd'hui, on ne peut trouver de raisons solides de lutter contre un adversaire qu'en le comparant à Hitler. De Bush (qui comparait Milosevic et Saddam Hussein à Hitler) aux révolutionnaires, on retrouve un langage, des réflexes pavloviens communs, qui dénotent une pauvreté particulière de la pensée, ce dont on ne s'étonnera pas de la part du président américain, mais dont on ne peut que s'inquiéter de la part de militants qui disposent en principe d'une tradition et d'un capital théoriques, d'un éventail d'arguments solides, pour combattre Le Pen, Milosevic, Saddam Hussein ou Sharon.

## ***Les prétendues origines « économiques » de l'antisémitisme***

Dans le numéro de juillet-août de *Socialist Review* Sabby Sagal revient sur ce qu'elle considère comme la position marxiste concernant la

« question juive ». Elle découpe l'histoire de l'antisémitisme en plusieurs périodes.

Avant la révolution industrielle, l'antisémitisme s'expliquerait, selon elle, principalement par le fait

que les Juifs étaient des usuriers, des collecteurs d'impôts, des banquiers, des commerçants, bref des intermédiaires nécessaires au fonctionnement de la petite production marchande, puis du capitalisme naissant.

Cette « analyse » reprend une hypothèse avancée par le trotskyste Abraham Léon en 1942 dans *La conception matérialiste de la question juive*, livre méritoire à l'époque, car réalisé dans des conditions extrêmement précaires, mais aujourd'hui complètement dépassé.

### **Les progrès de la recherche historique**

En effet, les historiens ont considérablement avancé depuis soixante ans. Il suffit pour cela de parcourir, par exemple, les quatre tomes de *La Société juive à travers l'histoire*, recueil de contributions publié sous la direction de Shmuel Trigano chez Fayard en 1992. En terre d'islam, au Moyen Age, les Juifs, loin d'être spécialisés dans le commerce et l'argent, exerçaient près de 250 métiers différents ! On est à des kilomètres du stéréotype du Juif incapable de cultiver la terre ou de travailler de ses mains. L'immense majorité étaient colporteurs, domestiques, employés, paysans, compagnons ou artisans. Dans l'Occident médiéval, à une époque où, en théorie, les Juifs étaient cantonnés en principe à certaines professions, ils exerçaient en fait bien d'autres métiers que ceux qui leur étaient permis par l'Église. Les gros négociants et les banquiers juifs ne constituaient pas la majorité de la population juive, aussi réduites que fussent les communautés (elles variaient de quelques centaines à quelques milliers d'individus à l'époque, et étaient très dispersées sur le continent européen). Les registres d'impôts du XII<sup>e</sup> siècle, par exemple, montrent que seule une minorité des 3 000 Juifs vivant en Angleterre étaient assujettis à l'impôt, et que cette minorité payait pour l'ensemble de la communauté, bien trop pauvre pour verser quoi que ce soit. En Allemagne, au XIV<sup>e</sup> siècle, sur 8 000 familles, 2 000 étaient pauvres et dépendaient des aumônes de leurs coreligionnaires. Certains Juifs étaient même tellement démunis qu'ils se joignaient à des groupes de marginaux et de délinquants allemands, ce qui explique pourquoi le vocabulaire de la pègre allemande contient un nombre si important de mots hébreux ! En Moravie, dans une communauté de 50 foyers, au XVII<sup>e</sup> siècle, 5 familles versaient les 3/5<sup>e</sup> des taxes communautaires. A Amsterdam, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, 4 000 personnes entretenaient 18 000 indigents. A Francfort, en 1870, 25% de la communauté étaient sans ressources. A Varsovie en 1872, la haute bourgeoisie financière, industrielle et commerciale

ne représentait que 6 % de la population juive. Ces quelques exemples pris sur un intervalle de sept siècles montrent bien la fausseté et la perversité du mythe judaïsme = religion de l'argent, mythe entretenu par les différents pouvoirs religieux et politiques, repris jusqu'à la nausée par Marx dans *La Question juive* et encore illustré récemment par Jacques Attali dans son livre sur *Les Juifs et l'argent* <sup>(3)</sup>.

N'en déplaise aux marxistes simplistes et... aux antisémites, l'explication « économique » ne tient tout simplement pas la route. Aussi ne faut-il pas s'étonner que certains marxistes accumulent les contre-vérités pour que leurs thèses ne volent pas en éclats. Ainsi dans l'article de Sabby Sagall déjà cité, l'auteur prétend qu'au Moyen Age les Juifs jouissaient de « protections et de privilèges », qu'ils avaient un « statut bien meilleur que celui des serfs », toutes affirmations qui laissent penser que la majorité des Juifs de l'époque faisaient partie des classes privilégiées, ce qui est faux. L'explication économique ne permet pas de comprendre les raisons de l'hostilité des masses paysannes ou citadines à l'égard des Juifs pendant des siècles. : le facteur religieux a joué un grand rôle puisque toutes les sociétés occidentales jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle reposaient sur des valeurs chrétiennes et que ces valeurs organisaient tout : le pouvoir politique, la justice, l'enseignement, les lois, la vie sociale, etc. ; mais des facteurs linguistiques, ethniques, puis nationaux sont aussi intervenus : en dehors de l'hébreu, du judéo-espagnol ou du yiddish, les Juifs parlaient souvent une autre langue que celle du pays où ils habitaient (par exemple, les Juifs anglais expulsés de France en 1066, parlaient français, avant d'être chassés à leur tour d'Angleterre deux siècles plus tard, en 1290 ; en 1895, 80 % des Juifs serbes parlaient encore le judéo-espagnol, tout comme 96 % des Juifs bulgares, etc.) et cette particularité les distinguait et les isolait du reste de la population ; enfin, le fait que les Juifs savaient lire et écrire (pour des raisons religieuses) faisait d'eux une minorité très distincte, dans un océan d'illettrisme et d'ignorance crasse entretenu par l'Église et les classes dominantes. L'alphabétisation constituait pour eux un atout très appréciable lorsqu'on leur permettait d'exercer leurs talents, et cela ne pouvait que susciter la haine et la jalousie.

Mais le fait que les marxistes réduisent l'antisémitisme à une question principalement économique a une seconde conséquence problématique : cela impliquerait que, lorsque le mode de production capitaliste aura disparu, toutes les formes de racisme s'envoleront en fumée <sup>(4)</sup>. Difficile

d'imaginer une position plus naïve.

### ***Israël : une « colonie de peuplement » aux allures de mouvement de libération nationale***

En ce qui concerne le sionisme, il est curieux que le SWP britannique qui appuie (avec raison) la lutte de libération nationale des Palestiniens après avoir soutenu, de façon relativement critique, tous les mouvements d'émancipation nationale depuis un demi-siècle, ne se rende pas compte que le sionisme a lui aussi été une sorte de mouvement d'émancipation nationale, même s'il a abouti à construire une colonie de peuplement, à l'image des États-Unis, de l'Australie ou de l'Afrique du Sud <sup>(5)</sup>, ce qui lui donne des caractéristiques particulières et fort déplaisantes. Mais n'est-ce pas le cas de tous les mouvements de libération nationale ? Si la plupart d'entre eux n'ont pas été soutenus par l'impérialisme américain, ils ont bénéficié du soutien militaire très efficace de l'impérialisme russe. Où est la différence ?

### ***Une difficulté théorique incontournable***

Enfin, l'argument selon lequel le sionisme aurait besoin de l'antisémitisme pour exister rappelle l'argumentation de ceux qui prétendent que si les femmes ne portaient pas des minijupes ou des décolletés plongeants, elles ne se feraient pas violer par les hommes. (Sabby Sagala va jusqu'à écrire que « lorsque l'antisémitisme n'existe pas, le sionisme le crée de toutes pièces ». Elle cite à l'appui de sa « thèse » le fait que le Mossad aurait posé une bombe dans les années 50 à l'intérieur d'une synagogue de Bagdad pour créer la panique chez les Juifs irakiens. On a du mal à croire qu'une seule bombe ait suffi à mettre fin à 2000 ans de coexistence idyllique !) Poussons ce « raisonnement » plus loin : s'il n'y avait plus de Juifs, il n'y aurait plus d'antisémitisme, n'est-ce pas ? C'est d'ailleurs le raisonnement que tient Marx dans *La Question juive* lorsqu'il explique qu'une fois que tous les peuples (dont les Juifs) se seront débarrassés de l'aliénation religieuse, les Juifs disparaîtront (en 1844, Marx ne pensait évidemment pas à une élimination physique, mais à une assimilation totale et une disparition des barrières culturelles, religieuses, raciales, sociales, etc., entre les hommes).

On voit bien que l'existence du peuple juif pose un problème aux « marxistes », et qu'ils n'arrivent pas à définir une position face à ces millions d'hommes et de femmes qui ne rentrent pas dans leur cadre théorique rigide. On sent l'irritation et

l'incompréhension poindre lorsque Sabby Segal nous explique que « la plupart des peuples de l'Antiquité ont été assimilés dans les sociétés environnantes et ont disparu en tant que groupes ethniques distincts ». Ah, ces Juifs tout de même, quels empêcheurs de tourner en rond !

Curieusement, la majorité de ces marxistes tombent dans l'exaltation du nationalisme arabe ou panarabe, phénomène encore plus flou et complexe à saisir que le nationalisme juif, mais peu importe. Tout à coup il n'est plus question de s'étonner du manque d'« assimilation »... des Arabes ! Marx n'a pas écrit un ouvrage s'appelant *La Question arabe* ou *La Question musulmane*, aussi se sentent-ils le droit de se lancer dans toutes sortes d'innovations catastrophiques <sup>(6)</sup>.

### ***Juifs et Arabes : 2000 ans de paix ?***

Dans son article, Sabby Sagal prétend également que les Arabes et les Juifs ont vécu en bonne intelligence pendant 2 000 ans et que seules l'existence d'Israël et les « provocations » de cet État auraient suscité l'hostilité des masses arabes contre les Juifs. Là encore, l'auteur ignore délibérément la réalité et ne tient pas compte des données historiques. Quiconque a ouvert le Coran ne serait-ce que quelques minutes ne peut ignorer qu'il s'agit d'un ouvrage rempli de propos extrêmement violents et haineux contre les Juifs. Certes, les diatribes anti-juives coexistent avec des analyses plus modérées, mais force est de constater que ce ne sont pas les parties les plus subtiles du Coran qui ont eu, historiquement et politiquement, le plus d'impact <sup>(7)</sup>. Ensuite, il faut souligner que les Juifs étaient soumis à un statut spécifique dans le monde musulman (celui de *dhimmi*) sans doute meilleur que celui qu'ils avaient sous la chrétienté médiévale, mais qui ne leur garantissait pas l'égalité juridique totale, et leur interdisait d'exercer certaines fonctions.

Enfin, ce que l'auteur oublie de dire, c'est que la situation des Juifs dans les pays arabes est devenue plus difficile au XX<sup>e</sup> siècle non tant pas à cause de la création de l'État d'Israël en 1948, mais à cause des mouvements d'indépendance nationale qui ont affecté toute cette zone géographique et avaient commencé dès le début du XX<sup>e</sup> siècle. Les Français d'Algérie ont dû faire leurs valises, comme les Juifs des pays arabes, parce que ces deux communautés, pour des raisons historiques en partie différentes, ne se sont pas montrées solidaires des luttes pour l'indépendance nationale dans les régions où elles vivaient depuis des siècles, et parce qu'elles occupaient une position sociale à

bien des égards « privilégiée » par rapport aux masses arabes paupérisées, du moins dans leur relation avec les puissances coloniales.

Et même si Israël n'avait pas été créé en 1948, il y a gros à parier que les Juifs des pays arabes auraient de toute façon servi de boucs émissaires aux nationalistes locaux.

Le sionisme est né et a prospéré historiquement surtout parce que des millions d'hommes et de femmes, pour des raisons à la fois religieuses et historiques, ont considéré et considèrent toujours qu'ils ont en commun quelque chose de très fort, de plus puissant que leur appartenance à tel ou tel État national. Ce « quelque chose » (ce sentiment d'appartenance à un peuple) varie suivant les individus, les périodes, les groupes sociaux, et depuis l'existence de l'État d'Israël il est évidemment instrumentalisé par le sionisme. Mais il existait bien avant la Shoah et le sionisme.

Dans une telle confusion politique et théorique, on comprend mieux comment, dans la propagande antisioniste quotidienne, peuvent se produire des glissements douteux. Et nous allons en donner deux exemples.

### *A trop vouloir prouver...*

Le numéro 3 de *Socialisme* (p. 8 et 9) présente côte à côte deux photos, l'une montrant des soldats allemands pendant la Seconde Guerre mondiale et l'autre celle d'un soldat israélien. Lors d'une des manifestations de « solidarité » avec la Palestine à Denfert-Rochereau, à Paris, le quartier a été couvert d'affichettes anonymes : « Hitler a un fils : Sharon. » Tirer un trait d'égalité entre Sharon et Hitler ne peut qu'amener des gens de gauche, pleins de bonnes intentions (mais ayant, quand même un fond antisémite inconscient), à donner libre cours à leurs pulsions racistes. Ces deux photos jouent le même rôle que ce slogan débile. Et les légendes sous les photos sont encore pires : d'un côté, on a un « soldat nazi », de l'autre un « soldat israélien ». Tout d'abord « nazi » n'est pas une nationalité, contrairement à « israélien », mais une appartenance politique. Il s'agit donc d'un soldat allemand, et pas d'un soldat nazi (du moins la rédaction de *Socialisme* n'en sait rien). Par contre, ce que les soldats allemands (nazis ou pas) faisaient aux Juifs n'avait rien à avoir avec des « brimades » comme le prétend la légende: une brimade, c'est obliger quelqu'un à se balader à poil, ou lui faire avaler un truc dégueulasse, etc., bref ce qu'on faisait à l'armée il y a 50 ans ou dans les classes préparatoires aux grandes écoles ou en fac de médecine encore aujourd'hui. Les soldats allemands ne « brimaient »

pas les Juifs, ils les exterminaient sans la moindre pitié. La différence entre des brimades et l'extermination de 6 millions de personnes n'est pas une simple nuance de vocabulaire.

De l'autre côté, *Socialisme* présente une photo d'un soldat israélien qui « menace » (selon les termes de la légende) des Palestiniens. D'abord cette photo est coupée pour ne pas dire tronquée : le découpage laisse croire que le soldat menace la famille avec son enfant, mais on ne montre pas la ou les personnes qui se trouvent certainement à terre, ou plus loin. *Socialisme* ne précise pas dans quelles circonstances a été prise la photo, alors que, pour ce qui concerne celle sur les Juifs et le soldat allemand, tout le monde sait ce qui s'est passé pendant la Seconde Guerre mondiale. De plus, le mot « menacer » est bien plus fort que le mot « brimer ». Pour un esprit faible, la conclusion est simple : ce que font les Israéliens aux Palestiniens est au moins aussi grave (sinon pire) que ce que les nazis ont fait aux Juifs <sup>(8)</sup>.

Les principaux partis de l'État démocratique israélien n'ont pas l'intention d'exterminer les Palestiniens et ne se sont jamais livrés à des pratiques d'élimination massive de milliers de Palestiniens. Laisser entendre le contraire est irresponsable <sup>(9)</sup>. Par contre, c'est dans les États arabes que l'on diffuse librement les prétendus « protocoles des sages de Sion » <sup>(10)</sup> et que tout un tas de nazis se sont reconvertis après 1945 dans le conseil politique aux dirigeants politiques arabes. C'est dans les États arabes que les journaux diffusent quotidiennement de la propagande antisémite. Et c'est dans les États arabes que l'on tue ou emprisonne des Juifs, pour le simple fait qu'ils sont juifs. Et cela l'article de *Socialisme* ne le dit pas.

### *L'antisémitisme moderne*

Le numéro 3 de *Socialisme* publie des extraits de l'autobiographie de Tony Cliff <sup>(11)</sup> (*A World to win*), et un article de Daniel Lartichaux. Ces deux textes sont remplis d'inexactitudes sur l'antisémitisme. D. Lartichaux prétend que « le seul ressort » des « actes horribles » commis contre les synagogues en France serait « le conflit au Proche-Orient ». Il oublie de mentionner qu'il existe en France un antisémitisme vivace, aussi bien dans les milieux de droite et d'extrême droite, que dans des franges de la gauche, chez une partie de la population maghrébine et ses enfants. Les voix de Le Pen viennent d'électeurs de droite comme de gauche ; de plus, la coexistence entre le judaïsme et la religion musulmane au Maghreb n'a pas toujours été sans difficultés et cela ne peut qu'influencer le

comportement de ceux dont les parents ou grands-parents sont nés en terre d'islam.

En ce qui concerne l'extrait de l'autobiographie de Cliff, il contient lui aussi des erreurs énormes : « le ghetto économique et intellectuel a disparu », affirme tranquillement Cliff à propos de l'Allemagne du début du XX<sup>e</sup> siècle. Quiconque connaît l'histoire des Juifs d'Allemagne sait que l'antisémitisme a persisté bien après la première unification, sinon jamais Hitler n'en aurait fait un point de son programme dès *Mein Kampf*. Jamais il n'aurait pu imposer aussi facilement toutes les lois antisémites en venant au pouvoir, sans parler de la Solution finale. Mais évidemment cela permet de réduire l'antisémitisme nazi à la nécessité d'inventer des boucs émissaires face à une « crise qui détruit les moyens d'existence de couches importantes de la petite-bourgeoisie » (*Socialist Review*).

De plus, Cliff « oublie » de mentionner les tirs de Scud contre Israël et tous les discours et les actes des dirigeants arabes contre Israël depuis 50 ans. Si les Juifs d'Israël n'ont pas été massacrés ou au moins jetés à la mer depuis 1948, ce n'est pas parce que les États arabes des alentours n'en avaient pas envie. Mais parce que les Juifs ne se sont pas laissés faire et, pour cela, ont utilisé tous les alliés possibles. Lors de la guerre de 1948, c'est l'impérialisme russe qui a sauvé les Juifs en livrant massivement des armes par l'intermédiaire de la Tchécoslovaquie, puis l'impérialisme américain a pris la relève de façon bien plus efficace.

Certes, la question d'Israël est complexe, et l'on ne peut pas tout dire en deux pages, mais en établissant un parallèle dangereux (et aux connotations antisémites, même si ce n'est évidemment pas du tout l'intention de *Socialisme*) et en oubliant de parler de l'antisémitisme dont ont été victimes les Juifs en Allemagne et en France encore aujourd'hui, la revue laisse entendre que les Juifs auraient eu une autre solution immédiate et concrète. Laquelle ?

En théorie, une révolution socialiste mondiale, mais il n'y en a jamais eu et personne ne sait s'il y en aura une prochainement. Et face à l'antisémitisme bien concret, il fallait et il faut se défendre. Dans le passé, des centaines de milliers de Juifs ont essayé de suivre la voie que *Socialisme* préconise aujourd'hui ; ils se sont engagés dans toutes les tendances du mouvement ouvrier. Le moins qu'on puisse dire, c'est que cela ne les a protégés ni de l'antisémitisme de la gauche, ni de l'extermination par le tsar, les nazis, Pétain et bien d'autres. Et que la « question juive » a toujours été sous-estimée par la gauche et l'extrême gauche.

Comment ne pas comprendre que l'existence

d'un État — disposant, de surcroît, de l'arme nucléaire — semble aux Juifs, depuis l'Holocauste, une garantie (relative) plus sûre qu'un siècle et demi de beaux discours contre le racisme ? Cette politique conduit certes à une impasse totale d'un point de vue historique, mais le mouvement ouvrier a sa part de responsabilité dans cet échec. Encore faudrait-il l'admettre honnêtement et en rechercher les causes.

Si Israël n'existait pas et n'avait pas décidé, grosso modo après le procès Eichmann, de mener campagne partout dans le monde contre l'antisémitisme, on ne saurait pas le centième de ce que l'on sait aujourd'hui sur l'antisémitisme, la passivité de la majorité des populations européennes, les complicités des États bourgeois avant et pendant la Seconde Guerre mondiale. Si aujourd'hui Israël utilise en partie l'Holocauste pour justifier sa politique colonialiste en Palestine, c'est parce que, pendant des dizaines d'années, la gauche et même l'extrême gauche ne considéraient pas l'antisémitisme comme un problème fondamental <sup>(12)</sup>.

### *Un glissement dangereux*

Le deuxième exemple d'antisionisme douteux est celui du journal *Socialist Worker*, organe de l'International Socialist Organization aux États-Unis, qui a comparé la progression des chars israéliens dans les rues de Jenine avec celle des Allemands dans le ghetto de Varsovie !!! Se servant de la déclaration d'un officier israélien qui avait effectué cette comparaison, l'hebdomadaire américain apporte de l'eau au moulin de l'antisémitisme en se cachant hypocritement derrière les propos d'un Juif sioniste !

Pourtant, faut-il le rappeler, il n'existe pas de camps de concentration en Israël/Palestine et l'armée israélienne n'occupe pas un pays « étranger » (la situation est beaucoup plus complexe) ; les soldats israéliens ne se trouvent pas à des milliers de kilomètres de leur sol natal, et surtout ils n'ont absolument pas l'intention d'exterminer la population palestinienne comme les nazis et leurs sbires polonais l'ont fait.

Cette comparaison ne peut que nourrir les sentiments antijuifs qui ici, en France, ont amené des individus simples, manipulés, voire les deux, à essayer de mettre le feu à des synagogues, à jeter des pierres et à tabasser des Juifs en pleine rue.

De plus, une telle position n'aide pas les Palestiniens à avoir une conscience claire des objectifs véritables de leurs dirigeants. Une chose est d'être favorable à l'existence d'un État palestinien, une autre est de soutenir inconditionnellement la dictature corrompue d'Arafat et de ses alliés.

Une chose est de soutenir la lutte des Palestiniens pour leurs droits démocratiques, une autre est de croire (ou de faire croire) que le terrorisme est seulement ou principalement le produit de la politique expansionniste israélienne.

Les forces religieuses (Hamas, Djihad) et non religieuses (OLP, etc.) font toutes l'apologie du

martyre — ce qui aboutit, en toute logique, à massacrer régulièrement des civils israéliens et à empêcher toute coexistence pacifique entre les peuples israélien et palestinien. (Y.C.)

## NOTES

1. Il est intéressant de noter qui furent, sans doute, les premiers à accuser des Juifs d'être complices d'Hitler, du temps même de l'Allemagne hitlérienne. Comme le rapporte Tom Ségué, dans *Le Septième Million*, des combats politiques extrêmement violents opposèrent les ancêtres des travaillistes (le Mapai) et du Likoud actuel (le Herout), le parti d'Ariel Sharon. Les Juifs de Palestine savaient parfaitement ce qui se passait en Allemagne et, à cause des clauses très restrictives concernant l'émigration en Palestine, ils durent faire des choix extrêmement douloureux dans les années 1930 et 1940. Mais le fait que des Juifs sionistes aient utilisé ce genre d'amalgame crapuleux pour disqualifier politiquement et moralement d'autres Juifs ne justifie aucunement que l'extrême gauche y ait recours aujourd'hui.

2. Les trois publications citées ci-dessus défendent, à quelques nuances près, les positions du Socialist Workers Party britannique, l'organisation d'extrême gauche la plus importante en Europe actuellement. Se réclamant de Lénine et de Trotsky, ce groupe assez vivant a introduit quelques variantes dans l'orthodoxie léniniste en dénonçant le capitalisme d'État dans tous les États prétendus ouvriers ou socialistes. Il a adopté une attitude et une analyse plus critique vis-à-vis des mouvements de libération nationale que les différentes branches de la Quatrième Internationale.

3. Cet intellectuel totalement irresponsable n'a pas hésité à se répandre dans les médias pour expliquer que les Juifs avaient le « génie de l'argent ». On peine à comprendre pourquoi un peuple doté de tant de qualités prétendument héréditaires aurait constitué un État perpétuellement en pleine banqueroute financière et pourquoi tous les Juifs de la planète ne sont pas milliardaires. Mais peu importe à Attali que ses thèses absurdes apportent de l'eau au moulin de l'antisémitisme le plus grossier et ne cadrent pas avec les faits. Du moment qu'on parle de lui, il est content...

4. Et cette position absurde se retrouve dans la propagande des groupes révolutionnaires à propos de toutes les tares de la société actuelle. Elle leur permet de négliger les conflits qui opposent nations, ethnies et genres, pour se réfugier dans la croyance béate que la révolution résoudra tout. Citons une autre variante de cet aveuglement : « Ce n'est que lorsque la majorité des Juifs dénonceront Israël que l'antisémitisme sera vaincu. » (*Socialist Review*) Comme si l'antisémitisme n'existait pas avant 1948 et que les Juifs en étaient les principaux responsables ! Dans le livre de Yair Auron *Les juifs d'extrême gauche en mai 68*, un militant gauchiste en visite dans les camps palestiniens durant les années 70 raconte la réaction extrêmement hostile de ses interlocuteurs lorsqu'il leur avoua naïvement qu'il était juif.

5. Cf. l'article de Yoren Iftachel sur les Bédouins d'Israël, *Transeuropéennes* N° 22.

6. C'est pourquoi certains cherchent à nous expliquer que l'islamisme fondamentaliste serait une idéologie quasi révolutionnaire, mais nous traiterons ce sujet dans un autre article.

7. De même, c'est la lecture la plus antijuive (donc antisémite) du Nouveau Testament qui a influencé les chrétiens pendant 2000 ans, et non une interprétation plus équilibrée. L'Église catholique a dû encore récemment détruire des millions d'exemplaires d'une nouvelle édition de la Bible en espagnol, car elle contenait de nombreux commentaires antisémites.

8. On retrouve d'ailleurs là un des arguments antisémites inversés, employés souvent à gauche et à l'extrême gauche. Nos bonnes âmes s'étonnent qu'un peuple qui a subi tellement de persécutions au cours de son histoire puisse à son tour mener une répression féroce dans les Territoires occupés. D'abord ce raisonnement part d'une prémisse fautive, celle de la responsabilité collective : tous les Allemands n'étaient pas nazis (Hitler en a jeté plus d'un million dans les camps) et tous les Juifs n'étaient pas des victimes (certains ont collaboré avec les Nazis, croyant sauver leur peau ; d'autres n'ont pensé qu'à eux-mêmes, ont émigré à temps et ignoré le sort de leurs coreligionnaires ; d'autres se sont battus les armes à la main, etc.). De même, tous les Juifs d'aujourd'hui ne sont pas d'accord avec la politique de leur gouvernement et les exactions de l'armée. Et certains de ceux qui vivent en Israël vont jusqu'à refuser de servir sous l'uniforme. De plus, ce raisonnement repose sur l'idée naïve que celui qui a été victime d'une injustice, de l'oppression, de la torture

(ou celui dont les parents ou les grands-parents ont été martyrisés ou tués) aurait automatiquement une stature morale et une lucidité politique supérieures. On n'est pas loin de l'idée d'une supériorité génétique liée, ce coup-ci, à l'expérience directe ou indirecte du martyr. Bref, on nage en plein fantasme.

9. L'État israélien mène une guerre sale qui, comme toutes les guerres modernes, frappe davantage les civils que les soldats professionnels. De toute façon, dans ce conflit particulier, la distinction civils/militaires n'a guère de sens puisque tout Israélien, homme ou femme, peut être appelé sous les drapeaux et que tout Palestinien peut s'engager dans une organisation pratiquant le terrorisme antijuif.

10. Faux fabriqué par la police tsariste afin d'étayer la thèse d'un imaginaire complot juif pour dominer le monde.

11. Dirigeant du SWP britannique, décédé en 2001, qui fit ses premières armes en Palestine sous le mandat britannique, dans le mouvement trotskyste, avant de venir militer en Angleterre. Il a notamment écrit deux biographies de Lénine et de Trotsky ainsi qu'un livre important traduit en français : *Le Capitalisme d'État en Russie*, EDI.

12. Ce problème ne date pas d'hier, comme en témoignent, par exemple, l'attitude des socialistes français pendant l'Affaire Dreyfus ou celle des résistants pendant la Seconde Guerre mondiale et après, qui mirent au second plan l'antisémitisme.

# LES MEDIAS

## « DE GAUCHE »

## ET LUTTE OUVRIERE

**Les deux articles qui suivent ont été écrits au mois de mai 2002 pour la revue *Dissidences*, bulletin d'historiens qui s'intéressent au passé et au devenir des organisations d'extrême gauche. Je n'ai introduit ici que quelques modifications de détail pour répondre à certaines critiques. Ayant milité à LO entre 1967 et 1974, et en ayant été exclu il y a déjà plus de 25 ans avant de fonder avec quelques camarades un minuscule groupuscule aujourd'hui disparu (*Combat communiste*), mes informations sur LO ne sont pas de la première fraîcheur et les textes ci-dessous contiennent sans doute quelques inexactitudes. Malheureusement la nature particulière de LO fait que ce groupe, sur les questions fondamentales, n'a pas varié d'un iota depuis un quart de siècle, et même depuis sa (re)fondation en 1956. On peut dire que les effets relativement bénéfiques du bain de Jouvence que lui a accordé 1968 ont été dissipés depuis longtemps et remplacés par un climat interne particulièrement étouffant, conforme d'ailleurs à son léninisme affiché. LO vise principalement à se conserver elle-même (et éventuellement à se reproduire) en vase clos, en se construisant à l'écart de tous les autres courants et contre eux. Sa seule particularité, en dehors de quelques rares positions radicales qu'elle maintient contre vents et marées tout en diffusant une propagande de plus en plus insipide, est qu'elle n'est jusqu'à maintenant jamais tombée dans la mégalomanie, si courante chez les courants trotskystes (ou maoïstes dans les années 60 et 70). Mais il s'agit indubitablement d'une secte, dans le sens que l'on donne traditionnellement à ce mot dans le mouvement ouvrier : un groupe totalement incapable de changer et de tenir compte des besoins généraux du mouvement, car il ne se soucie que de sa survie.**

Trois candidats trotskystes se sont affrontés durant les dernières élections présidentielles. Olivier Besancenot, postier, Arlette Laguiller, retraitée du Crédit Lyonnais et Daniel Gluckstein, permanent du PT. A la lecture de la presse de gauche, on n'a pu que constater une relative indulgence pour la LCR et une grande sévérité par rapport à LO et au PT. Cette différence de traitement était-elle seulement due à l'écart qui séparait les candidats dans les sondages ? Arlette Laguiller approchant les 8-10 % était-elle une cible plus importante à dénoncer que Besancenot qui a commencé à moins d'1 % ou Gluckstein qui plafonnait à 0,6 % ? Une grande partie de ce que les journalistes ont reproché à LO et au PT s'appliquait aussi à la LCR : existence d'un appareil discret, bricolages en tout genre pour récolter des fonds, présence clandestine ou semi-clandestine dans les syndicats et les entreprises, etc. Mais allons plus loin : si l'on considère le programme que défendent ces trois groupes, ils sont tout aussi « subversifs ». Tous trois prônent l'insurrection armée, le renversement de l'État bourgeois et l'instauration de la dictature du prolétariat fondée sur les conseils ouvriers — même s'ils n'en parlent guère durant les périodes électorales.

Il faut donc chercher ailleurs que dans le programme de ces trois organisations la raison d'une différence de traitement dans la presse de gauche.

Prenons par exemple le cas de l'enterrement de Pierre Bois, dirigeant de la grève Renault en 1947 et vieux militant ouvrier de LO. A cette occasion, *Libération* titre « Arlette ment » sur toute la largeur de la page. On s'attend à de graves révélations et l'on découvre que ce qui a provoqué la colère de C. Forcari n'est qu'une peccadille : LO a donné de fausses informations sur le jour, ou l'heure, de l'enterrement pour que le cimetière ne soit pas envahi par les photographes. Le « spéciale » de *Libération* explique que LO a menti afin que l'on ne prenne pas de photos de Hardy. On nage en plein roman...

Désireux de gonfler sa baudruche, Forcari reprend à son compte la thèse que François Koch a lancée dans son livre *La vraie nature d'Arlette* en 1999 : les RG ne disposeraient d'aucun renseignement sur Hardy et la plupart des dirigeants de LO.

On a du mal à croire que les RG n'aient jamais envoyé de sous-marins à LO, ne serait-ce qu'à titre de sympathisants. Et tout informateur infiltré peut repérer très vite qui dirige et qui prend la parole dans les réunions internes, à la fête, dans les meetings publics, dans les caravanes, etc. A partir de

là, ce n'est plus qu'une question de filature : avec les moyens sophistiqués actuels, ce n'est pas vraiment un problème d'écouter les conversations à distance, de poser des micros, de suivre les voitures des responsables et d'en tirer les conclusions. Surtout quand les pseudonymes censés protéger les militants, les lieux et les heures de réunion restent les mêmes pendant des années.

Mais admettons un instant (ce qui me semble invraisemblable) que les RG ne possèdent guère de renseignements sur LO. Ne serait-ce pas tout simplement parce que ces messieurs jugent que ce groupe n'est guère dangereux, pour le moment ? En quoi les militants de LO menacent-ils l'ordre public ? Leurs activités syndicales et électorales sont d'un légalisme absolu. Ils ne fabriquent ni armes, ni faux papiers, leur service d'ordre ne s'attaque jamais à aucune ambassade ni à d'autres groupes politiques, et ils ne participent presque jamais à des manifestations interdites.

Pourtant, après avoir accusé Arlette de mensonge sans en apporter vraiment la preuve, *Libération* en remet une louche en publiant un article des frères Cohn-Bendit : le titre, subtilement diffamatoire, affirme que LO est « subventionné par des entreprises capitalistes ». On s'attend à des révélations fracassantes. En fait, on découvre qu'il s'agit de trois petites entreprises de formation contrôlées par LO, et non d'un ou de plusieurs grands trusts pharmaceutiques, comme pouvaient le laisser supposer le titre et les rumeurs qui circulent depuis trois ans sur le financement de LO. Pourquoi donc une telle hargne se déchaîne-t-elle régulièrement contre Arlette Laguiller et LO ?

Les journalistes de gauche qui prétendent rendre un service à la démocratie en démasquant une « secte », en dévoilant la véritable identité d'un prétendu « gourou », ne seraient-ils pas mus par des considérations moins nobles ?

En dehors de la volonté évidente de vendre du papier à n'importe quel prix, ne sont-ils pas tout simplement furieux de ne pas savoir comment aborder une organisation atypique qui ne joue pas le jeu des confidences et ne respecte guère les journaliers ?

D'un autre côté, pourquoi LO maintient-elle une attitude aussi rigide, voire hostile, vis-à-vis des milieux médiatiques, attitude qui, dans une certaine mesure, nuit à son image ?

A mon avis, l'image négative de LO dans les médias de gauche tient à quatre raisons : l'histoire particulière de LO ; la composition sociale du groupe ; la psychologie des militants et la difficulté

que certains journalistes ont à confronter leur propre passé gauchiste.

### *Les origines historiques de LO*

LO explique toujours que sa principale, sinon sa seule originalité dans le mouvement trotskyste, est sa « méthodologie organisationnelle ». Il serait trop long d'exposer ici ce qu'est cette fameuse méthodologie, fondée sur un texte intitulé le « Rapport sur l'organisation » ou « Rapport 43 ».

Disons seulement qu'à l'époque (en 1943) le petit groupe qui est indirectement à l'origine de LO aujourd'hui avait une opinion très négative sur les mœurs des organisations trotskystes qu'il ne jugeait pas assez « bolcheviques ».

Barta, le dirigeant de l'Union communiste, lointain ancêtre de LO, considérait qu'il fallait prendre au sérieux les consignes de Trotsky et que ses partisans devaient déployer tous leurs efforts pour s'implanter dans la classe ouvrière.

Et à ce titre se montrer particulièrement exigeants avec les nouvelles recrues ou les adhérents qui ne travaillaient pas dans les usines ou les bureaux.

Quelles en sont les conséquences, soixante ans plus tard, sur le recrutement de LO ?

### *Une composition sociale spécifique*

Les militants « extérieurs » ne sont en général pas issus de familles aisées (industriels, avocats, médecins, notaires) ni des professions dites intellectuelles (universitaires, savants, écrivains, artistes). Ils sont souvent les rejetons de couches plus modestes de la petite-bourgeoisie<sup>(1)</sup> (artisans, commerçants, instituteurs, profs de lycée). Ceux issus de la grande bourgeoisie ou de l'intelligentsia médiatique ne font pas long feu à LO. Alors que tout le monde connaît des dizaines de noms d'acteurs, d'écrivains, de journalistes, d'universitaires et d'hommes politiques ayant sympathisé ou milité à la LCR ou à l'OCI, on aurait du mal à en trouver plus d'une dizaine qui soient passés par LO.

De plus ils ne s'en vantent pas, fidèles en cela à une sorte d'omerta (il ne faut rien révéler aux flics et ne pas faire le jeu de la bourgeoisie), doublée parfois de la honte de s'être égaré dans une organisation qui a la réputation d'avoir des analyses simplistes et des mœurs monacales.

Les étudiants membres de LO arrêtent leurs études supérieures assez tôt (ils n'ont pas le temps de pousser jusqu'à l'agrégation ou au doctorat), ne se mêlent pas aux mouvements féministes, antira-

cistes, de soutien aux mouvements de libération nationale, etc.

Ils ne militent pas non plus à l'UNEF et participent en pointillé aux grèves et mouvements qui agitent l'université.

Leurs possibilités d'entrer personnellement en contact avec de futurs « grands » journalistes, romanciers, universitaires, avocats ou médecins sont donc très limitées.

S'ils arrivent à terminer leurs études supérieures (passer un concours comme le CAPES est difficile, mais quand on milite en même temps à LO c'est carrément héroïque), leur temps libre est consacré à des tâches militantes, non à des relations amicales désintéressées avec des gens ayant des idées différentes et/ou une stratégie d'ascension sociale.

Ils se coupent délibérément de leur milieu social, comme les y encourage LO, sauf pour de temps en temps demander de l'argent à tel parent ou relation fortunée qui fournira ainsi (sans le savoir, le plus souvent) une « cotisation exceptionnelle » pour l'organisation, ou afin de leur vendre des bons pour la fête.

Certes, LO entretient des liens avec certains intellectuels et artistes médiatiques. Ne serait-ce que pour la fête de Presles, l'organisation est obligée d'entretenir un minimum de relations commerciales, voire amicales avec ce que LO appelle toujours avec mépris des « petits-bourgeois ».

Mais, à ma connaissance, les militants ne copient pas, ne se vantent pas de leurs relations ou ne les utilisent pas pour faire carrière. En clair, ils ne font pas partie des réseaux qui mélangent amitié, relations intimes, fréquentations politiques et renvois d'ascenseur.

Cela explique sans doute d'ailleurs pourquoi LO a eu besoin, d'après F. Koch, de créer des entreprises de formation afin de placer certains de ces cadres.

Si ces militants avaient appartenu aux réseaux affectifs et familiaux des classes moyennes, ils auraient sans doute su trouver un moyen plus facile et moins risqué politiquement de gagner leur vie tout en militant à temps plein (LO ne connaît pas les 35 heures !).

Et cela explique aussi les rapports de méfiance réciproque qui se sont noués entre les journalistes de la presse politique et les dirigeants de LO. Ils ne viennent pas du même milieu, n'ont pas le même passé générationnel et politique.

### *Une psychologie et des motivations particulières*

Rares sont les militants de LO qui ont dansé au Palace ou aux Bains douches, fumé de l'herbe en écoutant Jimmy Hendrix, pratiqué l'amour libre, collé un poster du Che sur le mur de leur chambre à coucher, vécu en communauté ou acheté un billet d'avion pour Katmandou. Ils n'ont pas non plus milité activement au MLAC, aux Comités Vietnam, à Act-Up, au FHAR, au MLF, au DAL, à ATTAC et dans toutes ces organisations larges qui ont toujours constitué un vivier naturel pour le milieu d'extrême gauche. Ou s'ils y ont fait un court séjour, ils en sont vite partis, absorbés par les tâches que l'organisation leur a fixées.

Ce sont le plus souvent des individus isolés, contactés grâce à la technique du « bouton de veste », comme le disait avec mépris un dirigeant de la Ligue.

Ce sont très rarement des dirigeants de mouvements étudiants ou lycéens. En effet, LO n'a jamais construit son organisation à partir de campagnes politiques volontaristes sur tel ou tel thème d'actualité, national ou international, et qui auraient abouti à des vagues d'adhésions. (Une seule exception, à ma connaissance : la grève des CET et lycées techniques impulsée, avec succès, par LO en 1975.) Elle recrute ses militants un par un, patiemment, ce qui signifie que sa progression numérique a peu de rapports avec les facteurs de politisation qui ont marqué chaque génération depuis les années 60. Et ce qui explique aussi sa différence radicale avec les groupes d'extrême gauche, son réalisme morose.

Si les sympathisants qu'elle attire ont été politisés par des événements extérieurs (que ce soit la guerre du Vietnam ou les luttes des sans-papiers), leur enthousiasme juvénile est rapidement canalisé vers une vision plus pondérée, plus froide, à très long terme, de la construction du Parti. C'est pourquoi, vus de l'extérieur, les militants de LO apparaissent si ternes.

Ils ne partagent pas les grands enthousiasmes qui font vibrer chaque génération, quitte à la décevoir ensuite. Ils n'ont pas sautillé dans les manifs en criant « Ho-ho-chi-minh » pour ensuite déplorer le sort des *boat people*. Ils ne se sont pas enthousiasmés pour la révolution portugaise et ses commissions de travailleurs, l'Unité populaire chilienne et ses cordons industriels, le syndicat Solidarité, les manifs antimondialisation de Seattle et Gênes, etc.

Le pessimisme historique radical qui les anime leur donne une aura de lucidité qui peut attirer certains jeunes mais est insupportable pour la majorité de ceux qui cherchent à vivre de grandes passions politiques. Les militants de LO « savent » à chaque

fois, avant même qu'ils se déclenchent, que tous ces mouvements sont voués à l'échec... faute de l'existence d'un parti révolutionnaire.

Ce regard distant porté sur tous les mouvements, en France et à l'étranger, qui ont politisé des générations de militants depuis quarante ans, nourrit une psychologie particulière, très difficile à comprendre à la fois pour les militants des autres groupes et aussi pour les journalistes qui ont une grille de lecture assez simple de ce qu'est l'extrême gauche, compréhension liée en général à leur expérience personnelle en milieu lycéen ou étudiant. Ils ont toutes les peines du monde à appréhender un groupe qui vit dans une autre dimension politique, à un autre rythme que toutes les autres organisations révolutionnaires, et n'a aucune intention de changer d'un iota.

Mais il y a peut-être une autre raison à leur hostilité vis-à-vis de LO.

### *La geste gauchiste et les médias*

Les journalistes de la presse politique de gauche (Plenel, July), les auteurs qui ont retracé l'épopée de l'extrême gauche soixante-huitarde (Hamon et Rotman), les hommes politiques passés par l'extrême gauche (Weber, Filoche, Cambadélis, Dray, Melanchon) ont tous un point commun : un extrême contentement de soi, tout à fait dans l'air du temps, d'ailleurs<sup>(3)</sup>. Pour eux, il existerait une sorte de continuité entre leur engagement révolutionnaire d'hier et leur adhésion aux valeurs de la société d'aujourd'hui. Ils tiennent absolument à faire croire qu'ils ont grosso modo toujours pensé de la même façon, et que leur évolution politique du « camp » de la révolution à celui de la réforme du capitalisme (voire de sa gestion, comme Denis Kessler passé de la Gauche Prolétarienne au MEDEF) est une évolution naturelle. *Généralisations* (tout est dans le titre) de Hamon et Rotman le décrit bien : à quinze ans il est normal d'être d'extrême gauche (on fait sa crise d'adolescence), à trente ans on doit passer aux choses sérieuses : voter Mitterrand et faire carrière.

En faisant constamment référence à la lutte des classes, Arlette Laguiller tranche avec cette vision autocomplaisante que les ex-soixante huitards diffusent sur leur jeunesse et surtout sur leurs positions politiques présentes. Elle rompt le consensus qui s'est établi sur le passé de l'extrême gauche, sur le prétendu apport positif du gauchisme sur le terrain de la culture et des mœurs (féminisme, écologie), combiné avec son irréalisme irresponsable mais qui n'aurait pas eu de conséquences graves.

Et cette rupture du consensus est inacceptable

pour les journalistes et commentateurs de gauche qui ont un passé politique « radical ». Ils ne peuvent reconnaître, comme par exemple la droite et l'extrême droite les en accusent, qu'ils ont apporté un soutien critique ou inconditionnel aux partis et États communistes ou aux mouvements de libération nationale qui ont instauré des dictatures sanglantes. C'est parce qu'ils n'arrivent pas à faire un bilan honnête de leurs engagements de jeunesse qu'ils ont besoin de travestir leur passé et de le

rendre acceptable, vu la position qu'ils occupent aujourd'hui dans le champ médiatique.

En cela, l'existence de LO et de son discours qu'ils appellent avec mépris « ouvriériste », ses références continues au communisme et à la révolution d'Octobre les gênent, parce qu'ils sont constamment renvoyés à des raisonnements, à une idéologie qu'ils ont eux-mêmes partagés, sans jamais en faire un inventaire honnête. (Y.C.)

## Notes

1. J'emploie ici le terme de petite-bourgeoisie par facilité et parce qu'il s'agit d'un des « concepts » favoris de LO. Mais comme chacun le sait, cette notion désigne des couches sociales à géométrie variable chez Marx et ses successeurs.

En réalité, il s'agit le plus souvent d'un terme fourre-tout, très péjoratif chez les militants d'extrême gauche, et bien commode pour discréditer un opposant à l'intérieur de l'organisation ou bien un groupe concurrent.

En effet, si en théorie la petite-bourgeoisie est une classe qui oscille entre la bourgeoisie et le prolétariat, en pratique, dans la plupart des analyses historiques marxistes, la petite-bourgeoisie joue un rôle contre-révolutionnaire, du coup d'État de Napoléon III au fascisme et au nazisme, en passant, pour LO, par les dictatures du tiers monde issues des mouvements de libération nationale (Chine, Cuba, Vietnam, etc.).

Pour parler clairement, petit-bourgeois, pour LO, égale contre-révolutionnaire ou au moins traître potentiel à la classe ouvrière. D'où la position très inconfortable, au sein de l'organisation, de ceux issus de cette catégorie sociale, car tout manque de dévouement, erreur ou divergence est automatiquement expliqué par leur origine sociale. Inversement, le rôle positif accordé aux « mouvements sociaux » et notamment aux mouvements étudiants depuis des années par des courants comme la LCR est sous-tendu par une analyse plus différenciée, moins déterministe de la petite-bourgeoisie, mais évidemment plus opportuniste.

2. A ces deux facteurs vient s'en ajouter un troisième, qui tient à la relation particulière qu'entretient LO avec ses ex-militants surtout lorsqu'ils sont issus des classes moyennes. L'alternative avec LO est toujours le « tout ou rien », il n'y a pas de moyen terme possible, ou plus exactement supportable.

Donc, lorsqu'un « militant extérieur » s'en va de l'organisation, même s'il est exclu pour ses divergences, il le vit intérieurement très mal, il culpabilise. En effet, s'il a milité pendant plusieurs années, il a forcément intériorisé le mépris pour la petite-bourgeoisie et plus généralement le mépris de tout mode de vie non-militant, que lui a inculqué LO — la « haine de soi » pour reprendre un concept utilisé dans un tout autre contexte.

Le plus souvent, il cherche à disparaître dans la nature parce qu'il a du mal à affronter le regard de ses camarades. Ceux-ci, encouragés parfois par l'organisation, lui tournent le dos lorsqu'ils le rencontrent, refusent de lui serrer la main, etc. De plus, lorsque les militants extérieurs quittent LO, ils n'ont plus l'occasion de revoir tous les jours d'autres camarades, tout simplement parce qu'ils ne militent pas dans leur quartier, ni dans leur milieu professionnel. Ils militent toujours dans d'autres quartiers et en direction d'entreprises très éloignées de leur domicile. La coupure avec l'organisation est donc totale, en raison même du mode de militantisme qui a cours à LO.

On comprend dans ces conditions que la LCR, aux mœurs plus souples, ait une périphérie « petite-bourgeoise » plus importante et nettement plus visible, y compris dans les milieux médiatiques.

En ce qui concerne les ex-militants ouvriers, qui en général ne quittent pas l'usine où ils travaillent, l'attitude de LO est beaucoup plus souple, ce qui explique que ceux-ci n'hésitent pas à continuer à venir à la fête, à donner des informations pour le « bulletin de boîte », à acheter le journal, voire même à cotiser de temps en temps.

3. Il est fascinant d'observer dans toutes les émissions de télévision faisant appel aux témoignages des « vrais gens » à quel point, aujourd'hui, il est fondamental pour les individus d'affirmer qu'ils s'épanouissent dans cette société.

Qu'il s'agisse de parents divorcés, d'enfants de familles monoparentales, de personnes obèses, d'obsédés de l'Internet ou de la sape, de dragueurs professionnels, de catholiques intégristes, de gigolos, peu importe. Le message que la télé transmet est simple : « Nous sommes heureux en ce monde. » En cela, les ex-gauchistes qui ont abdiqué tout sens critique pour se recycler dans les médias entrent parfaitement dans le moule et contribuent au décervelage et à la crétinisation générale.

## **PSEUDO-« GOUROU » ET AUTHENTIQUE TRAVAILLEUSE :**

# **COMMENT L.O. SE PIEGE ELLE-MEME**

**Pour toute personne ayant assisté à la première apparition publique de Hardy, le dirigeant historique de LO, devant un parterre de militants et de sympathisants à la Mutualité en 1973, les choses étaient claires dès le départ. Avec sa franchise habituelle, il expliqua l'objectif de l'organisation : certes, Arlette n'était pas une intellectuelle « brillante », qui avait l'habitude de parader dans les salons parisiens, mais elle était une camarade dont tous les militants présents pouvaient être « fiers », une femme, une travailleuse qui offrirait une excellente image du groupe. Ainsi naquit la « porte-parole » de Lutte Ouvrière.**

Les années passant, et le poids médiatique et électoral d'Arlette Laguiller augmentant, Arlette et Hardy, et tout LO avec eux, se trouvèrent prisonniers d'un mythe dont ils n'avaient sans doute pas pesé toutes les conséquences. Tous les éditoriaux du journal et des bulletins d'entreprise, tous les communiqués de presse étaient signés Arlette, alors qu'ils étaient écrits par des militants diffé-

rents et réécrits collectivement, pratique parfaitement normale et qu'une organisation révolutionnaire n'a aucune raison de cacher. Après tout, les trotskystes sont pour la direction collégiale et le travail collectif, non ?

Certes, Arlette Laguiller était parfaitement capable d'écrire elle-même ces textes mais elle ne pouvait pas être partout à la fois. Rappelons qu'à l'époque elle travaillait encore au Crédit Lyonnais et exerçait des responsabilités syndicales.

Même des dirigeants de LO connus publiquement, comme par exemple ceux qui prenaient la parole régulièrement à la Mutualité depuis des années, disparaissaient totalement derrière Arlette Laguiller au risque de laisser croire que la porte-parole était une sorte de *deus ex machina*. Et évidemment le jour où un journaliste découvrit qu'un des dirigeants les plus anciens de LO (Hardy) avait fondé trois entreprises de formation pour caser quelques cadres de l'organisation, et après que certains bulletins intérieurs se furent mis à circuler publiquement, le « pot-aux-roses » fut dévoilé. Il était facile de présenter Arlette comme la préten-

due « potiche » de Hardy. Mais à qui la faute ?

Si cette présentation des faits est évidemment méprisante et injuste pour Arlette Laguiller, il faut bien voir que c'est Lutte Ouvrière elle-même qui s'est mise dans cette situation. Pourquoi n'a-t-elle pas expliqué dès le départ et publiquement quelle était la position d'Arlette Laguiller dans l'organisation, qui étaient les membres de la direction et comment fonctionnait exactement le groupe ?

Certes, cela n'aurait pas empêché les journalistes d'attaquer LO mais cela les aurait au moins privés de certains arguments qui font encore mouche, en l'absence de réponses crédibles.

Malheureusement pour son image, LO est empiétrée dans des contradictions insurmontables liées à ses pratiques clandestines, ou plus exactement pseudo-clandestines, mais aussi à sa fidélité indéfectible au léninisme et à sa conception du marxisme.

### *Deux pratiques inconciliables*

Tout le monde sait que les militants de LO utilisent des pseudonymes (c'est aussi le cas à la LCR et au PT), qu'ils prennent certaines précautions pour se réunir, font attention à ce qu'ils racontent au téléphone et ne distribuent pas leurs bulletins intérieurs aux portes des facultés. Jusque-là rien de très original.

Ce qui l'est plus, c'est qu'en se présentant systématiquement à toutes les élections depuis trente ans LO a été obligé de donner des milliers de noms à l'administration, donc à la police, facilitant ainsi considérablement le travail aux RG, ou à tout pluminif désireux de découvrir la véritable identité des membres de LO. Les militants se trouvent désormais dans la situation absurde où les flics (et les journalistes) sont en position de mieux connaître le nom, l'adresse, la profession, la famille, voire la vie intime de leurs camarades qu'eux-mêmes !

La décision politique de LO de mener systématiquement des campagnes électorales depuis 30 ans est totalement incompatible avec des pratiques clandestines. A moins de créer deux organisations séparées comme l'ETA et Herri Batasuna en Espagne, mais LO n'en a ni le désir ni les moyens.

C'est pourquoi Arlette Laguiller, comme tout autre militant de LO, est et sera toujours mal à l'aise pour parler du fonctionnement de son organisation. Elle est constamment partagée entre les règles de la clandestinité (on ne dit rien, ou alors le strict minimum, aux flics, aux journalistes, aux parents, aux sympathisants, etc.) et celles de la vie électorale (on se présente comme un groupe ouvert, démocratique et sympa, à l'image de la fête

de LO où tout le monde bouffe, discute, se distrait, danse ou écoute de la musique).

De plus, il faut bien dire que cette clandestinité est complètement bidon : les militants gardent les mêmes pseudonymes pendant des dizaines d'années, les lieux de rendez-vous sont tout le temps les mêmes, les militants ne vérifient pas à chacun de leurs déplacements s'ils sont suivis, s'ils sont mis sur écoute, si des micros sont cachés dans leur appartement ou leur voiture, etc.

En fait la clandestinité est seulement une arme contre la démocratie interne. Elle permet d'isoler les cellules et les sections entre elles, de filtrer les communications horizontales en donnant tous pouvoirs aux secrétaires de cellules et de sections, qui font remonter l'information uniquement verticalement et de façon sélective. Lesdits secrétaires sont en général des éléments extérieurs, dits « petits-bourgeois », triés sur le volet et bien dans la ligne. Et dès qu'un secrétaire commence à se poser trop de questions, il se voit, comme par hasard, détaché de la plupart de ses responsabilités, afin de saper toute possibilité d'influence personnelle.

### *Un modèle importé des années 20*

Mais il faut aller plus loin dans l'analyse. Lorsque LO envisagea pour la première fois de se présenter aux élections en 1973, elle fit circuler un texte de l'Internationale communiste sur l'agitation révolutionnaire dans les municipalités. Ce texte correspondait à une période, le début des années 20, où les partis communistes étaient dans une dynamique d'affrontement avec les différents États européens. Les PC pensaient — sans doute à tort — pouvoir renverser le capitalisme à court terme, mais c'étaient des partis regroupant des dizaines, voire des centaines de milliers de membres, et non des groupuscules.

En décidant de copier cette stratégie des décennies plus tard et dans des circonstances totalement différentes, LO se condamne à l'impuissance. Comme en témoignent ses interventions dans les conseils généraux, elle se livre à un travail, certes utile, de dénonciation des subventions votées aux patrons, des compromissions de la gauche plurielle au sein de ces institutions et se fait le porte-voix des grèves qui se déclenchent dans les circonscriptions concernées. Mais l'action de LO s'arrête au niveau de la propagande : conseillers généraux et députés européens n'ont qu'une seule perspective, attendre que les travailleurs se réveillent et qu'une grève générale avec occupation d'usines se déclenche. Historiquement, le mouvement ouvrier fran-

çais dans ses débuts a déjà connu une situation de ce genre avec les députés guesdistes qui avaient une attitude verbalement très agressive à la Chambre des députés et à l'échelle locale. La révolution se faisant attendre, on sait où cela les a menés...

On peut se demander si les législateurs français, en décidant de verser des subventions aux partis politiques en fonction du nombre de voix qu'ils obtiennent aux élections, n'ont pas rendu un fier service à LO puis à la LCR, désormais saisie elle aussi par la fièvre électorale. Gagner des voix, pour ces groupes, c'est aussi très prosaïquement gagner de l'argent, et comme on le sait, ces organisations sont constituées de petits salariés et ne reçoivent aucune commission ni subvention déguisée de la part du secteur privé. Mais ce cadeau est également un cadeau empoisonné car il permet à des groupuscules de croire (et de faire croire à leurs sympathisants) qu'ils font avancer la révolution en récoltant des voix.

Et la tentation est grande, pour gagner des voix et donc de l'argent, de présenter un programme de plus en plus modéré. Un cercle vicieux s'est enclenché dont on ne voit guère le bout.

#### ***LO et le « nouveau Parti communiste »***

Lorsque la presse brocarde les propos d'Arlette sur le « grand parti des travailleurs », elle passe complètement à côté du problème. LO ne croit pas une seconde que 30 à 40 000 électeurs vont venir la rejoindre après les présidentielles, qu'elle aura plus de 3 millions de voix ou qu'une fraction du PC va lui tendre la main. C'est bien mal connaître LO que de penser que ce groupe pourrait tomber dans le crétinisme électoral ou les illusions sur des tendances de gauche du PC. Toutes ses analyses politiques, toute sa tradition s'y opposent.

Aussi invraisemblable que cela puisse paraître, LO n'a pas d'autre stratégie politique que l'accumulation d'un capital militant par ses propres moyens. De la même façon, en 1968, elle avait agité quelque temps l'idée d'un grand parti rassemblant les révolutionnaires (pas seulement les trotskystes), puis entamé des négociations assez longues avec la Ligue, mais rien dans sa culture politique ne l'y préparait. Il ne s'agissait que d'un rideau de fumée pour masquer son désarroi face à une situation riche en possibilités... qu'elle ne voulait pas exploiter.

Curieusement les membres de la « Voix des Travailleurs », exclus de LO en 1997 à Rouen et Bordeaux, et qui menèrent quelque temps une existence indépendante avant de rejoindre la LCR en l'an 2000, ne l'avaient pas compris non plus, trente ans après 1968. Tout comme les journalistes, ils

prirent au sérieux le « Plan d'urgence » élaboré par LO pour les élections de 1995 et l'idée d'un « grand parti des travailleurs ». Ils s'étonnent, dans une brochure écrite en mars 1997, que la direction de LO « n'y avait même en fait jamais cru » (au parti des travailleurs) et ait lancé le Plan d'urgence tout en pensant : « On le fait mais on n'y croit pas. » De même, ils pensaient (en 1997 !) que LO était ouverte « à la collaboration avec les autres tendances trotskystes ».

Un tel manque de lucidité laisse pantois mais confirme une vieille loi de la politique : les partis ne sont pas les seuls responsables des illusions que leurs électeurs ou leurs militants entretiennent à leur égard.

Le succès électoral actuel d'Arlette Laguiller met LO, toutes proportions gardées, dans la même situation qu'après Mai 68. LO voit bien que sa présence systématique aux élections a fini par lui rapporter un petit capital de sympathie et de popularité, mais elle ne sait pas quoi en faire, vu les limites qu'elle s'est elle-même fixées.

Son conservatisme la paralyse. Son pessimisme foncier l'empêche d'avoir la souplesse nécessaire pour profiter des opportunités politiques qui se présentent à elle. Son attachement à sa « méthodologie organisationnelle » (au bolchevisme à la sauce LO) la rend incapable d'élaborer une stratégie novatrice sur le plan politique.

Autant, sur le terrain des entreprises, elle sait parfois participer à (ou impulser) des rassemblements unitaires, syndicaux ou extra-syndicaux, autant sur le terrain politique, elle s'y refuse. Ses dirigeants s'interdisent de définir une autre politique, par peur d'être « contaminés », « détruits » par le milieu « petit-bourgeois » et « gauchiste ». Cette peur panique de nager dans des eaux inconnues paralyse et désarme les militants de LO face à leurs succès électoraux.

Au grand écart permanent qu'est sans cesse obligée de faire LO pour justifier et mener à bien deux pratiques inconciliables (1), la clandestinité et l'activité électorale, s'ajoute un handicap supplémentaire : son farouche attachement au léninisme.

#### ***La division du travail au sein de l'organisation***

L'opposition que dresse la presse entre Arlette, la travailleuse, et Hardy, l'homme de l'appareil, n'est pas tout à fait fautive, même si elle est caricaturale.

LO, comme tous les groupes léninistes, se veut une organisation de « révolutionnaires professionnels ». Or, dans une telle organisation, si tous sont

en principe révolutionnaires, certains sont plus « professionnels » que d'autres. Et ce ne sont pas les militants qui travaillent en usine ou dans les bureaux, pour une raison bien simple : ils ne peuvent consacrer qu'un temps limité à l'activité politique car l'essentiel de leur énergie est accaparé par leur... patron.

LO exerce une énorme pression sur ses militants « extérieurs » : elle s'assure ainsi de leur dévouement mais veille aussi à ce qu'ils ne fassent pas carrière dans la société bourgeoise. Néanmoins, leur élévation dans la hiérarchie, grâce aux sacrifices qu'ils font pour la Cause, leur donne un grand pouvoir interne. Et c'est là peut-être que LO, comme tous les groupes léninistes, manque sincèrement d'imagination pour remettre en cause, en son sein, les conséquences de la division du travail capitaliste.

Certes, les militants ouvriers de LO ont une culture politique solide, ils ont lu, assimilé et discuté les classiques du marxisme, mais l'organisation utilise leurs connaissances uniquement sur le plan syndical.

Elle n'essaie pas de leur faire écrire des articles sur des films, des romans ou des sujets de société ; elle ne profite pas des périodes de chômage des militants pour organiser des stages de formation accélérée, permettant aux ouvriers et employés de l'organisation de pouvoir donner des cours d'histoire du mouvement ouvrier, d'écrire des articles dans le journal ou dans la revue *Lutte de classe* sur toutes sortes de sujets, etc. Elle ne les envoie pas dans des conférences internationales pour qu'ils rencontrent d'autres militants, ouvriers ou non.

Elle ne pratique pas la rotation des tâches, qu'elle prône comme modèle dans la future révolution socialiste. Le journal n'est pas pris en charge à tour de rôle par les sections de différentes villes de France, comme le font certaines publications libertaires ; l'éditorial des bulletins d'entreprise est rédigé centralement, même si cela n'a pas toujours été le cas, etc.

L'excès de centralisme aboutit à des situations caricaturales, comme le rapporte *Le Monde* du 5/4/2002 : lorsque les journalistes veulent savoir pourquoi les députées de LO au Parlement européen ont voté contre un amendement proposant de maintenir un monopole dans le secteur de l'électricité, Chantal Cauquil, elle aussi une travailleuse, affirme qu'il faut attendre qu'Arlette rentre de sa campagne présidentielle pour répondre... Si l'anecdote est exacte, elle montre bien le manque d'autonomie politique des représentants de l'organisation.

LO reproduit une division finalement assez classique : aux ouvriers, le syndicalisme, la rédaction des échos d'entreprise et des articles de journal consacrés aux conflits sociaux ; aux « extérieurs » les tâches techniques (frappe, impression et diffusion des bulletins, secrétariat, collage d'affiches) et politiques (articles, cours de formation, contacts et discussions avec d'autres organisations), etc.

Ce manque d'audace est d'autant plus étonnant pour une organisation qui parle constamment des « travailleurs » et de la classe ouvrière. Non que la tâche soit facile, mais force est de constater que LO ne se pose pas le problème ou en tout cas ne s'y attelle pas sérieusement.

Il est vrai que LO, comme tous les groupes trotskystes, défend un patrimoine politique où la démocratie ouvrière n'est guère à l'honneur, quoi qu'elle en dise. Trotsky oublia et renia de fait ce qu'il avait écrit dans *Nos tâches politiques* et *Rapport sur la délégation sibérienne* sur les dangers du bolchevisme, quand il rejoignit le parti en 1917. Et lorsqu'il fut expulsé d'URSS il ne revint jamais sur la mise à l'écart des conseils d'usine au profit des soviets locaux, la façon dont les bolcheviks dissolvaient toute organisation élue où ils n'avaient pas la majorité, la militarisation des syndicats, la répression contre les autres tendances du mouvement ouvrier dès le début de la révolution russe.

Mais ces contradictions dans leur héritage politique, les militants de LO ne les voient pas ou les écartent d'un revers de la main. Et ils sont persuadés de défendre un modèle de révolution extrêmement démocratique.

Force est néanmoins de constater qu'il existe une contradiction flagrante entre le fonctionnement interne de LO (la division des tâches entre militants « de boîte » et militants « extérieurs », une organisation très hiérarchisée, une méfiance totale de la direction envers ses cadres intermédiaires, et de ses cadres envers les militants de base) et son modèle idéalisé de révolution (la démocratie ouvrière, la suppression de la division du travail). Cela ne lui donne guère les moyens de parler librement de son fonctionnement interne.

Et LO est terriblement gênée chaque fois que des militants sont exclus et que des bulletins intérieurs circulent sur la place publique, car cela dévoile un fonctionnement à la fois peu démocratique et peu conforme à l'idéal proclamé.

La situation inextricable de LO est encore aggravée par un autre paramètre : son rapport au marxisme.

*Un marxisme momifié*

LO entretient un véritable culte des intellectuels marxistes fondateurs (Marx, Engels, Lénine, Plekhanov, Luxembourg et Trotsky) qu'elle pare de toutes les vertus, afin de mieux les opposer aux intellectuels marxistes qui les ont suivis.

De manière caricaturale, elle affirme ainsi que « l'intelligentsia a été le vecteur principal de la dégénérescence des organisations ouvrières » et que « dans les années trente la dégénérescence stalinienne des différents partis communistes n'a pas dû grand-chose à l'intégration d'une couche d'ouvriers (...) mais beaucoup à la trahison des intellectuels, voire à leur intégration dans la société »<sup>(2)</sup>.

Pourquoi LO démontre-t-elle ainsi les intellectuels, en général, et les charge-t-elle d'une culpabilité historique démesurée ? Quel est son objectif lorsqu'elle tord le bâton dans un sens et caricature ainsi ses propres positions ? Évidemment pas de fournir une explication solide de ce qu'il est convenu d'appeler la contre-révolution stalinienne ou les périodes de reflux du mouvement ouvrier. Non, il s'agit seulement d'un raisonnement à usage interne.

En effet, ces accusations lui permettent d'ignorer ou de dévaloriser les contributions de tous les intellectuels marxistes critiques depuis les années 20, quitte à s'en inspirer, mais sans le dire, et à utiliser également les contributions d'intellectuels « bourgeois », mais sans jamais reconnaître sa dette à leur égard.

L'opposition constante entre les bons intellectuels du passé (grosso modo jusque dans les années 20) et les méchants intellectuels du présent (depuis 80 ans !) contribue à figer tous les militants dans un respect rigide, à les infantiliser vis-à-vis d'un passé glorieux et mythique. En effet, qui sont-ils auprès des géants qu'étaient leurs ancêtres, ceux qui ont vécu et combattu durant la période ascendante du mouvement ouvrier ?

Ce procédé bloque toute réflexion politique nouvelle au sein du groupe, toute remise en cause possible des écrits des pères fondateurs, et rend impossible tout approfondissement de la théorie révolutionnaire. Et cette technique permet enfin d'assurer la domination intellectuelle d'une minorité de dirigeants sur la masse des militants.

Cette démonisation de l'intelligentsia a été utilisée aussi pendant un temps par les bolcheviks en Russie avec le résultat désastreux que l'on sait : on a humilié, persécuté, emprisonné dans des camps, fusillé des dizaines de milliers de personnes en fonction de leur seule origine sociale petite-bourgeoise, tout en donnant aussi à d'autres

« intellectuels » ou aux mêmes des privilèges exorbitants pour qu'ils collaborent avec l'État soviétique. L'anti-intellectualisme de LO peut donc se réclamer d'un sinistre précédent.

Précisons tout de même : la formation politique de LO est relativement variée, tant au niveau des romans que des livres théoriques qu'elle fait lire à ses sympathisants. Et personne n'interdit aux militants de lire d'autres livres que ceux de la liste « obligatoire ». Mais comme les discussions sont strictement cantonnées à un dialogue en tête à tête autour d'un livre, le hasard joue un rôle démesuré dans le processus de formation.

Le jeune sympathisant qui est pris en « liaison » (formé) par un militant à l'esprit curieux, un peu hétérodoxe, aura la chance de voir ses horizons s'ouvrir un peu. Mais s'il tombe sur quelqu'un qui ne sait que lui répéter ce qu'il vient de lire, son sens critique ne s'affinera guère. Sans compter que ce mode de formation repose sur un rapport de domination et de contrôle maître-élève assez éloigné des principes de la pédagogie moderne.

La discussion politique collective devrait jouer un rôle essentiel de formation. Or, les militants de LO n'osent pas critiquer la direction, ou proposer une orientation nouvelle, car ils vivent dans la peur constante d'être « contaminés » par les idées petites-bourgeoises, concept creux et à contenu variable, mais fort pratique pour intimider tout contestataire.

Ce devrait être, par exemple, le rôle d'une revue théorique révolutionnaire que de critiquer les théories « bourgeoises » qui modèlent la pensée des classes dominantes et dominées. Car après tout, pourquoi rassembler dans un même groupe des centaines d'hommes et de femmes, si ce n'est pour mettre leurs savoirs en commun et à partir de là progresser ensemble ? Mais LO a tellement peur que la discussion lui échappe, qu'elle néglige la polémique publique avec les grands idéologues bourgeois et préfère que ses militants gardent leurs connaissances pour eux, n'en fassent qu'un usage clandestin, privé. Un comble pour une organisation qui se réclame du collectivisme !

LO a publié un recueil de témoignages de sympathisants et militants intitulé *Paroles de prolétaires*. En soi, l'idée était bonne : montrer que la classe ouvrière existe toujours et qu'elle continue à subir des conditions de travail très dures, qui aboutissent à une usure physique et psychique intolérable, sans compter les maladies professionnelles, les accidents du travail, etc.

Mais il est sidérant qu'avec un capital aussi riche en militants, dans de nombreux secteurs d'activité, LO se soit refusé à développer une ré-

flexion plus générale sur les changements apportés par l'informatique et l'automatisation dans l'organisation du travail, l'évolution de la hiérarchie, le travail intérimaire, le travail posté, etc. afin de mieux définir et comprendre le capitalisme français aujourd'hui. LO possède l'implantation nécessaire, l'expérience syndicale et politique, les moyens intellectuels et militants, et elle se contente d'aligner des témoignages. Pourquoi craint-elle tant de passer du particulier au général, de faire travailler ensemble militants ouvriers et « extérieurs » pour réfléchir collectivement, et dépasser la simple description du quotidien subi à l'usine, au bureau, à l'hôpital ou sur les chantiers ? Une telle peur ne s'explique que par une conception de l'organisation et de la théorie révolutionnaire extrêmement étriquée, doublée d'une méfiance totale vis-à-vis de ses propres militants.

### *Science petite-bourgeoise et science prolétarienne*

Pour mieux faire comprendre la position de LO, il faut la caricaturer. En fait, c'est un peu comme si LO reprenait à son compte la division, de triste mémoire, entre science bourgeoise (dans le cas de LO : petite-bourgeoise) et science prolétarienne.

La science prolétarienne, ce serait, grosso modo, celle des marxistes jusqu'à la mort de Trotsky en 1940 (mais en excluant tous les marxistes non orthodoxes, comme Bordiga, Lukacs, Pannekoek, Otto Rühle, Otto Bauer, Wilhelm Reich, et bien d'autres). Et cette science serait un bloc compact, indiscutable, valable jusqu'à ce que, tel le Messie revenant sur terre, un ou des intellectuels modestes et sincères se mettent au service du prolétariat et fassent avancer la théorie révolutionnaire.

La science petite-bourgeoise, d'un autre côté, ce serait tous les marxistes depuis 1940 (voire avant), et évidemment tous les intellectuels non marxistes, dans toutes les sciences humaines depuis presque un siècle. Même une discipline comme la psychanalyse, qui intéressait fort Trotsky, et aux services desquels il a eu recours pour l'une de ses filles, n'est pas prise en compte par LO. Ne parlons pas de la sociologie, de la science politique, de l'ethnologie, de l'anthropologie, etc.

### *La modestie : une arme à usage interne*

Mais LO utilise aussi un autre argument que celui de la « trahison des intellectuels » : lorsqu'elle se refuse à développer son capital théorique, elle le fait au nom de la modestie. Cette modestie contraste d'ailleurs étrangement avec ses certitudes

affichées publiquement dans presque tous les domaines et sur presque tous les sujets, et les leçons qu'elle donne à tous les autres groupes et partis. De plus, il est étonnant qu'un groupuscule qui prétend contribuer à sauver l'humanité de la barbarie, préparer une révolution mondiale, puisse se donner des airs modestes, vu les dimensions planétaires de son projet. Quoi qu'il en soit, ce thème de la modestie, de l'humilité, est essentiel pour comprendre le fonctionnement interne de LO.

Tout individu qui critique ne serait-ce qu'un point de détail est remis à sa place au nom de la modestie ou poussé à définir sur-le-champ un contre-programme complet. Et s'il s'entête à poser des questions, à ruer dans les brancards, on le présente comme un petit-bourgeois prétentieux ou carriériste, ou tout simplement un emmerdeur. Il faut avoir une force de caractère peu commune, posséder déjà une personnalité affirmée avant d'intégrer l'organisation, pour rompre avec un tel endoctrinement. Et c'est en partie pourquoi il y a si peu de tendances, de fractions ou de scissions politiques à LO.

Lorsqu'on lit les bulletins intérieurs publiés par la « Voix des Travailleurs », le niveau de la discussion entre le dernier groupe de militants exclus de LO en 1997 et la direction est consternant. Pendant des pages et des pages, les protagonistes se plaignent du peu de substance du débat, mais curieusement ils n'arrivent pas à en déterminer les causes. Alors, exaspérée, la direction se livre à des attaques personnelles et la minorité se plaint de la méchanceté de la direction.

Mais aucun des protagonistes ne se rend compte que la médiocrité de la discussion tient au piètre statut de la théorie et de la discussion politique au sein de l'organisation — statut dont ils sont tous les deux responsables.

L'organisation coopte des militants qui ont intégré dans leur personnalité, dans leur subconscient, l'idée qu'ils sont insignifiants par rapport à des géants comme Marx, Trotsky ou Lénine, ce qui semble assez évident, mais aussi par rapport à ceux qui les dirigent, ce qui est déjà plus contestable.

Accordons à LO que cela part d'une nécessité élémentaire : une organisation ne peut rediscuter ses bases théoriques chaque fois qu'elle recrute un nouvel adhérent, aussi intelligent, dynamique ou cultivé soit-il. Une organisation révolutionnaire sert à agir, pas seulement à discuter. Mais une organisation vivante et efficace n'est-elle pas aussi une organisation qui sait préparer la relève de ses cadres ? Et une telle relève est-elle possible sans laisser une chance aux plus jeunes et aux moins expérimentés ? De plus, la théorie et l'action sont

censées s'enrichir mutuellement, et non être en perpétuelle opposition, comme c'est le cas à LO.

Son fonctionnement rigide fait de LO une organisation très conformiste sur le plan intellectuel et politique, dont la vie n'est jamais rythmée par des discussions politiques ou théoriques significatives. Et quand ces discussions éclatent, c'est toujours dans un climat d'exaspération et de suspicion qui vise à faire taire au plus vite les dissidents, et à retourner rapidement « au boulot ».

Un dernier élément joue également un rôle : la direction se méfie de ses cadres, qui se méfient des militants, qui eux-mêmes se méfient des sympathisants. LO est engagée dans une spirale de méfiance, une dynamique du soupçon, qui la paralyse régulièrement et l'amène aussi à adopter une attitude conservatrice ou timorée vis-à-vis de tout mouvement qui ne rentre pas dans ses schémas préconçus. Mais peut-être cela est-il l'un des effets de sa compréhension particulière du léninisme. Emma Goldman faisait déjà remarquer, il y a fort longtemps, que les bolcheviks avaient fort peu confiance dans les capacités des travailleurs et des masses exploitées de gérer eux-mêmes la société, de construire un nouveau mode de production. Raison pour laquelle ils pouvaient théoriser sans complexe leur substitutisme et la dictature du Parti.

### ***Plan médias et dogmatisme : une contradiction insoluble***

Un tel conformisme ne fait pas bon ménage avec un « plan médias » efficace pour diffuser une image positive de LO et d'Arlette Laguiller. Là encore, LO est prise dans une contradiction insoluble : elle veut à la fois se présenter comme une organisation vivante, ouverte, mais elle s'empêche elle-même toute innovation théorique d'envergure.

Nuançons tout de même la critique. Cette affirmation n'est pas tout à fait exacte en ce qui concerne l'analyse des démocraties populaires, de la Chine, de Cuba, et des mouvements de libération nationale, où LO a « innové » en s'inspirant, mais sans le reconnaître officiellement, des analyses des courants dits « capitalistes d'État ». Il suffit de lire les textes de *Socialisme ou Barbarie* des années 50 et 60 sur ces questions et de les comparer avec ceux de LO. Cela explique en partie pourquoi cette question a déjà provoqué plusieurs fois des conflits au sein de l'organisation, car le socle théorique de LO repose sur des contradictions explosives et insolubles.

D'autre part, il faut reconnaître que, contrairement aux « lambertistes » du PT, LO ne répète pas constamment que les « forces productives » ont

« cessé de croître » depuis 1938 ! Mais cette révision d'un point important du *Programme de transition* a été effectuée de manière clandestine par LO, sans la moindre explication politique publique, sans la moindre réflexion autonome, ouvrant ainsi la porte à toutes les affirmations fantaisistes (il suffit de lire ce qu'écrit encore LO sur la Russie d'hier et d'aujourd'hui).

En effet, reconnaître une telle « révision » du programme trotskyste (qui n'est pas bénigne puisqu'elle touche aux capacités d'évolution du capitalisme) pourrait suggérer à certains militants que si Lev Davidovitch a pu se tromper sur un problème aussi important, il s'est peut-être fourvoyé sur d'autres questions...

Dans le même ordre d'idées, les militants de LO lisent le *Traité d'économie marxiste* d'Ernest Mandel, mais jamais LO n'en a fait la critique, en soulignant ses points d'accord et de désaccord avec le théoricien le plus important de la Quatrième Internationale. Pourtant, il est difficile de nier que les idées avancées dans ce livre ont des conséquences politiques importantes.

Tant que LO vivait en vase clos, une telle frilosité, un tel conservatisme idéologique n'avaient aucune conséquence pour son image de marque. Dans le grand public, personne ne connaissait les textes des quelques individus qui quittaient LO ou en étaient exclus.

Maintenant qu'elle a choisi de s'exposer régulièrement sur le terrain électoral, qu'elle a des conseillers généraux et des députés européens, LO doit rendre des comptes à des journalistes qui ne sont absolument pas impressionnés par le dévouement de ses militants, le nombre de ses bulletins d'entreprise ou l'efficacité de sa stratégie syndicale.

Et qui font flèche de tout bois pour la discréditer par tous les moyens, quitte à puiser des anecdotes croustillantes dans les bulletins intérieurs, ou dans les interviews des ex-militants de LO pour disqualifier Arlette Laguiller. Face à ce tir de barrage, il ne suffit pas de jouer les victimes de la phallocratie<sup>(4)</sup>, de la vénalité ou du manque d'éthique des journalistes en quête de sensationnel.

### ***Un défi à relever ?***

Depuis la création de l'Opposition de gauche, dans les années 20, et son expulsion des partis communistes, le courant trotskyste n'a jamais pu, dans aucun pays, constituer un parti de masse. Pendant des décennies, les trotskystes ont invoqué des « conditions objectives » qui n'étaient pas mûres, la répression dont ils étaient victimes,

l'emprise des sociaux-démocrates et des staliniens sur la classe ouvrière, etc. Même si l'explication qu'ils fournissent pour rendre compte de leurs échecs n'est guère satisfaisante, force est de reconnaître qu'ils militaient dans des situations extrêmement difficiles.

Depuis la disparition de l'URSS et des démocraties populaires, les partis communistes européens sont en pleine crise comme le montre, entre autres, le score de Robert Hue aux élections présidentielles. Quant aux partis sociaux-démocrates, il y a belle lurette qu'ils ont perdu leur base ouvrière militante. Une occasion s'ouvre donc peut-être aux

groupes révolutionnaires, et notamment aux trotskystes, de démontrer la validité de leur projet dans des circonstances incomparablement plus favorables, au sein des pays capitalistes développés.

Face à ce défi, on voit difficilement comment LO, tout comme les autres groupes d'extrême gauche, pourrait sortir de son état groupusculaire sans s'imposer des révisions déchirantes. Mais veulent-ils vraiment sortir de leur isolement et s'atteler à une remise en cause radicale ? Il est à craindre que le conservatisme et le dogmatisme l'emporteront, aussi suicidaires soient-ils. (Y.C.)

## Notes

1. A ce propos, signalons une anecdote cocasse : F. Koch a découvert que LO contrôlait 3 entreprises de formation de visiteurs médicaux parce que le siège de ces 3 sociétés servait également de permanence électorale à LO. Comme quoi :

a) LO n'est pas vraiment une organisation clandestine, car n'importe quel amateur sait qu'il faut cloisonner les structures ;

b) elle n'est pas très efficace au « jeu » de la clandestinité.

2. Citations extraites de la brochure *Fausses raisons d'une exclusion*, publiée en mars 1997 par le groupe VdT.

3. *Idem*.

4. Signalons que cette hostilité personnelle contre Arlette Laguiller en tant que femme, n'est pas seulement le fait de journalistes de la grande presse (masculins et féminins d'ailleurs), elle est aussi partagée par certains libertaires, comme en témoigne par exemple le site [a contre courant.org](http://acontre.courant.org) qui, sous prétexte d'humour, se montre particulièrement répugnant et haineux à l'égard de la porte-parole de Lutte Ouvrière.

## De Malatesta à Arlette Laguiller : un gouffre révélateur

(28 mai 2002)

Cette semaine, *Le Monde Libertaire* et *Lutte Ouvrière* traitent de la question des élections, chacun bien sûr à sa façon, mais les problèmes qu'ils posent sont au fond les mêmes.

La Fédération anarchiste republie un texte de Malatesta, écrit le 15 mai 1924, sur les « anarchistes électionnistes », qui choisissent de voter dans certains cas bien précis. Le révolutionnaire italien décrit notamment l'évolution du mouvement ouvrier français qui fut antiparlementaire à ses débuts et s'effondra dans l'Union sacrée en 1914.

Il met en avant deux explications, un peu courtes mais toujours actuelles, pour cette « involution » :

— « la fringale du pouvoir »,

— et « le désir de concilier le renom de révolutionnaire avec la vie sereine et les petits avantages que s'attire celui qui rentre dans la vie politique officielle, même en tant qu'opposant ».

Voilà qui devrait faire réfléchir nos trotskystes hexagonaux qui se présentent à toutes les élections en jouant les coquets et les coquettes, c'est-à-dire en prétendant ne pas vouloir vraiment être élus.

Cette semaine, *Lutte ouvrière* dénonce, dans un article intitulé « Les électeurs en démocratie surveillée », « tous les filtres mis en place pour empêcher que les électeurs soient représentés par des femmes et des hommes qui les représentent réellement et qui n'auraient pas peur de dénoncer ce qui se fait à l'Assemblée ou dans ses coulisses ».

Mais la critique de l'État bourgeois se résume-t-elle à dénoncer des « filtres » et à proposer de « révoquer ceux qu'ils ont élus et ne tiennent pas parole » ? En clair, à réclamer des référendums systématiques ou de nouvelles élections dans le cadre du système actuel ?

J'avais cru comprendre que les révolutionnaires souhaitaient faire vivre et prospérer d'autres structures que le Parlement : conseils de quartiers et d'usine, commissions de travailleurs, associations de locataires, de paysans producteurs, et j'en passe. Pourquoi passer cet aspect essentiel sous la table ? Parce qu'il est utopique dans la situation actuelle ? Franchement pas plus utopique que de réclamer « l'interdiction des licenciements », « la levée du secret bancaire », l'« ouverture des livres de comptes » et autres mesures totalement impossibles à imposer sans une situation pré-révolutionnaire. Or LO ne pense pas que la France se trouve dans une telle situation.

Dans son texte de 1924, Malatesta montre aussi comment les anciens « antiparlementaires » utilisèrent ce qu'il appelle la « note sentimentale » : il fallait voter pour obtenir « l'amnistie pour les communards », « libérer le vieux Blanqui » qui se mourait en prison, etc. Et déjà on employait l'argument qu'il fallait « voter pour se compter » (cela ne vous rappelle rien ?). « Et puis, quand le fruit fut mûr, c'est-à-dire quand les gens furent persuadés d'aller voter, on voulut être candidat et député sérieusement ». Certes, *Lutte Ouvrière* n'en est sans doute pas encore là, mais qu'est-ce qui pourra la prémunir contre une telle involution ?

En tout cas, pas certains aspects de son programme comme en témoigne l'intervention d'Arlette Laguiller à la fête de LO, reproduite dans *LO* du 24 mai 2002 : « Parce que moins d'impôts, cela voudra dire moins de moyens pour une police humanisée, plus présente en permanence, au contact de la population, de jour comme de nuit, si c'est pour assurer la sécurité des personnes. »

Cette déclaration coexiste et contraste avec un article, sur la page suivante, dont le titre est « La fumée des flash-balls et ceux qu'elle vise » et qui se termine par la phrase suivante : « Car si la bourgeoisie et son État ont besoin d'une police, c'est pour assurer leur propre sécurité, au besoin contre la population. »

On se trouve bien là au nœud de la question. En l'absence de mouvement social, de luttes importantes de la classe ouvrière, de petits groupes révolutionnaires se présentent aux élections et, pour attirer le chaland, ils s'aventurent sur le terrain de ce qu'ils appellent « l'insécurité » en prônant une « police humanisée, plus présente ». Et en même temps, ils

expliquent que la création d'une telle police est impossible... Allez comprendre...

Certes, pour revenir à Malatesta, il ne suffit pas de « toujours rester purs », en clair de proclamer des positions radicales et de ne rien faire pour les défendre. Mais il faut aussi prendre la question à la racine. Sans mobilisation dans les quartiers populaires et ouvriers, sans une renaissance de la solidarité et de l'organisation sur tous les plans entre les habitants de ces quartiers, on voit mal comment la présence (hypothétique) d'une « police humanisée » (qui aurait des matraques en sucre d'orge et des pistolets à eau ?) pourrait changer quoi que ce soit.

Mais il faut reconnaître à Lutte ouvrière le mérite de poser le problème... sans le résoudre. Les révolutionnaires sont-ils pour une « police humanisée » ou pour des milices ouvrières ? Ou pour les deux ?

L'expérience de la révolution russe dont se réclament les trotskystes m'inclinerait plutôt à penser que LO et la LCR seraient pour les deux, dans un premier temps, puis (qu'ils le désirent ou non) on passerait aux choses sérieuses : la construction d'un État dirigé par des révolutionnaires professionnels et soutenu par une police professionnelle, et entretenant une nuée de mouchards et de provocateurs pour fliquer la population, comme c'était le cas sous les bolcheviks, et dans tous les régimes qui se sont réclamés de la révolution russe jusqu'à aujourd'hui.

En défendant un programme maximaliste (l'abolition de l'État, de toute police, de toute armée) les anarchistes sont loin de résoudre tous les problèmes, comme l'exemple de l'Espagne en 1936 l'a bien montré, mais au moins ils rappellent certains principes élémentaires aux révolutionnaires qui, sur le terrain électoral, mettent leur programme dans leur poche. (Y.C.)

# A ceux qui désirent former un « nouveau parti anticapitaliste »

**Voulons-nous :**

- un parti centralisé et autoritaire ?
- un rassemblement de dogmatiques ?
- un vivier de carriéristes ?
- un nouveau PSU au service de la gauche plurielle ?
  - un club de discussion sympa ?

**Ou bien :**

- un regroupement fraternel et égalitaire ?
- un parti laboratoire ?
- une organisation qui préfigure le socialisme démocratique ?
- un parti d'action pour les travailleurs ?

*Suite aux manifestations massives de la jeunesse contre Le Pen entre les deux tours de l'élection présidentielle de 2002, la LCR et d'autres groupes d'extrême gauche ont remis au goût du jour le thème de l'unité des révolutionnaires, d'un « grand parti des travailleurs », d'un « parti anticapitaliste, écologiste et féministe », ou même d'un nouveau « parti communiste ».*

*On ne peut que se réjouir de ces propositions unitaires, mais on doit en même temps se demander pourquoi, depuis des dizaines d'années que l'on essaye, en France et ailleurs, de le constituer, ce type de parti n'a jamais vu le jour.*

*La LCR et d'autres groupes affirment que la situation actuelle est pleine de promesses et que donc la constitution d'un tel parti est possible aujourd'hui. Admettons. Mais s'il suffisait d'un climat de forte instabilité politique, voire d'une grève générale pour que se crée un tel parti, pourquoi n'est-il apparu en France, ni en 1936, ni en 1945, ni en 1968 ? Les 3 millions d'électeurs pour Laguiller-Besancenot pèseront-ils davantage sur l'histoire que les 10 millions de grévistes de mai-juin 1968 ou les 3 millions qui oc-*

*cupèrent leurs usines en 1936, ou même les 200 000 militants (en majorité de gauche) qui menèrent la lutte clandestine et parfois armée contre l'occupation allemande ?*

*Il faut prendre un peu de recul et chercher les causes des échecs antérieurs de la « gauche de la gauche », des « révolutionnaires », des « mouvements anticapitalistes », peu importe le terme que l'on utilise.*

## **LE BON PROGRAMME?**

La LCR propose d'organiser des forums de discussion pour créer ce nouveau parti. La suggestion est excellente, mais peut-on ignorer que des discussions ont déjà eu lieu au cours des trente dernières années, sous toutes sortes de formes, à la fois entre groupes révolutionnaires ou non (LO, la LCR, l'OCT, voire le PSU) mais aussi dans un cadre plus large, comme celui des comités d'action créés en mai 1968 ?

Et qu'est-il résulté de ces discussions ? Peut-on en tirer des leçons ?

Certes, on peut, comme les autruches, s'enfouir la tête dans le sable et se dire : « Peu importe que cela ait foiré autrefois, car ce coup-là ça va marcher », mais ne serait-il pas préférable de s'interroger sur les responsabilités et les erreurs de chacun afin de ne pas tomber dans les mêmes travers ?

Traditionnellement, et quelle que soit leur taille, les groupes révolutionnaires sont tous, chacun dans leur coin, persuadés qu'ils détiennent le « bon programme ». Selon eux, tout ce qui leur manque, c'est d'avoir une audience plus réceptive.

Mais, comment peut-on, au bout de dizaines d'années d'existence, se contenter de ce genre d'explications ?

Il semble assez évident que ces groupes ont dû commettre de très graves erreurs d'appréciation, sinon ils ne seraient pas aussi minoritaires dans la classe ouvrière, dont ils prétendent incarner les intérêts historiques, dans ce pays et à l'échelle de la planète, grâce à une « science » qui expliquerait tout : le marxisme.

Ne serait-il pas prudent de dresser, ne serait-ce que rapidement, le bilan des acquis et des faiblesses de chacun avant de vouloir s'unir tous ensemble ? Nul ne sait quand, et même si, il y aura un jour une révolution socialiste en France et à l'échelle mondiale. Une union précipitée des groupes existants risquerait de se faire dans la confusion la plus totale.

Et brandir la menace à court terme de l'avènement du fascisme, comme l'a fait Olivier Besancenot lors du dernier meeting de sa campagne présidentielle, en prétendant que Le Pen pourrait avoir 20 % de voix de plus dans 5 ans, n'est pas très sérieux.

On ne réalise pas l'unité, on ne milite pas avec un revolver sur la tempe. Il faut d'autres motivations que la peur (du fascisme, d'une guerre atomique, d'une guerre civile, d'un coup d'État, etc.) pour s'engager dans une lutte à long terme contre le capitalisme.

## **QUELLE DEMOCRATIE INTERNE?**

Jusqu'à maintenant, les groupes révolutionnaires n'ont jamais pu coexister durablement avec plusieurs tendances ou fractions en leur sein. Toute l'histoire de l'extrême gauche en témoigne, en France comme dans les autres pays, dans les mouvements marxistes (...et même dans les mouvements libertaires). Ne faudrait-il pas y réfléchir un peu avant de proposer l'unité comme panacée ?

Que comptent faire ces groupes pour non pas « tolérer » mais accepter sincèrement des tendances en leur sein et au sein d'un parti plus gros ?

Comment vont-ils lutter contre le sectarisme et l'ignorance qu'ils propagent contre les autres tendances, marxistes ou libertaires, depuis des dizaines d'années ?

Et surtout : comment le nouveau parti que nous appelons de nos vœux préfigurerait-il la société socialiste, démocratique, que nous voulons construire ?

Si l'on n'a pas au moins des embryons de réponses à ces questions, le nouveau parti risque non seulement de se trouver rapidement devant de graves problèmes de fonctionnement interne, mais surtout, ce qui est beaucoup plus grave, il découragera rapidement les nouveaux adhérents à ce projet.

## **ET LA REVOLUTION RUSSE?**

Le modèle principal des groupes trotskystes ou léninistes est celui de la révolution russe. Pour eux, l'interdiction des fractions au sein du Parti bolchevik, la persécution des autres tendances du mouvement ouvrier russe, le remplacement des conseils d'usines par les soviets locaux, Cronstadt, la répression des grèves ouvrières, l'instauration de cartes de rationnement privilégiant les cadres du Parti au détriment des travailleurs, la militarisation du travail et des syndicats, etc., bref tout ce qui s'est passé bien avant la prise du pouvoir par Staline, tout cela est « la faute » à la situation objective, à la guerre civile, aux interventions des puissances

étrangères, etc.

A leurs yeux, la catastrophe qui s'est produite en URSS, ce qu'on appelle le stalinisme, le totalitarisme ou la contre-révolution, et qui a marqué toute l'histoire du vingtième siècle n'a rien à voir avec les conceptions synthétisées dans les quatre premiers congrès de l'Internationale communiste et qui constituent leur référence fondamentale, encore aujourd'hui, sur toutes les questions : nature du parti, relation avec les syndicats et les mouvements de masse, soutien acritique aux luttes de libération nationale, organisation de la dictature du prolétariat et de la future société socialiste, etc.

C'est leur droit le plus strict d'effectuer cette lecture de l'histoire de la révolution russe et de son héritage politique, mais comment ne pas voir que les grands groupes comme le PT, la LCR ou LO, et les plus petits qui partagent les mêmes analyses politiques, sont prêts à répéter exactement les mêmes « erreurs » commises par leur modèle favori après avoir pris le pouvoir ?

Pourquoi ne pas mettre ces questions sur la place publique ? Parce que les nouvelles générations ignorent les origines profondes des positions politiques de l'extrême gauche actuelle ? Parce qu'elles s'en foutent ? Parce que plus personne ne lit les *Quatre premiers congrès de l'Internationale communiste* ou le *Programme de transition* ?

Raison de plus pour approfondir le débat, car le passé éclaire le présent. Ce n'est pas sur l'ignorance, la complaisance ou l'*omerta* que l'on pourra construire une nouvelle organisation saine.

### **UN MODELE DE PARTI AUTORITAIRE... ...UNE PEPINIERE DE CARRIERISTES**

Le modèle de l'extrême gauche est celui du Parti bolchevik, sous une forme mythique et caricaturale d'ailleurs

Ce modèle léniniste a été propagé pendant des dizaines d'années et a formé des gens qui ont occupé ou occupent encore, du moins en France, des postes essentiels pour le système capitaliste : conseiller du MEDEF, l'organisation des patrons ; sénateur et conseiller d'un Premier ministre socialiste ; directeur de *Libération*, quotidien qui fait l'apologie du social-libéralisme ; membre du corps de l'Inspection générale de l'Éducation nationale, bras droit de Claude Allègre et Ségolène Royal ; premier secrétaire du PS puis Premier ministre ; artisan et idéologue du tournant sécuritaire du PS ; rédacteur en chef du *Monde*, quotidien qui roule depuis des années pour le PS ; ministre de la Santé, etc.

Les noms sont connus et n'ont qu'une importance anecdotique. Par contre, les fonctions que tous ces ex-dirigeants trotskystes ou maoïstes occupent ou ont occupées n'ont rien d'anodin pour comprendre la situation française actuelle.

On pourrait allonger encore la liste de ceux qui ont milité pendant des années à la tête d'organisations trotskystes ou maoïstes et ont ensuite proposé leurs services à la direction de l'État, des grandes entreprises ou des médias. Et on comprend, en partie, la rage des jeunes des générations suivantes contre leurs aînés, ces « soixante-huitards » arrogants, devenus les pires défenseurs du carriérisme, de l'individualisme cynique ou du culte du fric, et qui se posent en perpétuels donneurs de leçons de morale politique ou humanitaire dans les médias.

On ne peut se contenter d'évoquer des « conversions » individuelles, des origines familiales privilégiées, ou le sempiternel « recul des luttes ». Il faut aussi se demander ce qui, dans leur formation politique, leur vision de la révolution et du socialisme, leur a permis de passer si facilement d'un camp dans l'autre... tout en expliquant qu'ils n'avaient pas fondamentalement changé.

Dans un pays capitaliste avancé comme la France, dont les classes dirigeantes ont une tradition multiséculaire et aucun problème pour se renouveler, on peut et l'on doit se demander comment elles ont pu débaucher si facilement autant d'ex-dirigeants léninistes pour justifier idéologiquement la destruction systématique des conquêtes des luttes ouvrières et des acquis de l'État providence, les plans de licenciements massifs à répétition, et toutes les mesures antipopulaires que la gauche au pouvoir a fait passer depuis 1981.

### **« PLUMER LA VOLAILLE »?**

Mais revenons à la question d'un nouveau regroupement anticapitaliste. La conception de la LCR et d'autres groupes sur l'éventuel parti unitaire rappelle tristement la vieille technique de l'« entrisme », déjà appliquée dans différents partis de gauche avant et après 1945. Et qui a abouti récemment à ce qu'un trotskyste assume, pendant des années, la direction du Parti socialiste... pour ne plus en sortir.

Mais généralement, on rentre dans un grand parti pendant quelques années, on crée une tendance puis on se fait expulser (ou on scissionne) en dénonçant le manque de démocratie interne ou la capitulation de ce parti devant la bourgeoisie. Les cyniques appellent cela « plumer la volaille ». A la différence que, cette fois, ces groupes proposent de créer, de toutes pièces, la volaille qu'ils désirent

plumer !

Si un tel parti unitaire venait à naître, il est probable que chaque groupe viendrait avec sa ligne politique définie et intangible, qu'il présenterait devant un auditoire de quelques milliers de personnes. Au bout de quelques mois ou de quelques années, soit le groupe principal scissionnerait pour former une chapelle plus grosse, soit il exclurait toutes les tendances minoritaires.

Mais suffit-il de réunir quelques dizaines de milliers de personnes pendant quelques mois dans un même parti pour qu'apparaisse miraculeusement la « bonne ligne » ? Et d'abord, qu'est-ce qu'une « bonne ligne » ou une « ligne juste » ? Ne faut-il pas envisager une perspective plus longue, plus méthodique et plus patiente ?

### **LES RÉCENTS EXEMPLES INTERNATIONAUX**

Pour donner plus de poids à sa proposition de création d'un nouveau parti en France, la LCR cite trois exemples européens, significatifs à ses yeux. Il ne nous est pas possible de les analyser ici en détail. Aussi nous bornerons-nous à poser quelques questions :

En Italie, la tendance correspondant à la LCR française se trouve dans une scission des Démocrates de gauche (nouveau nom du Parti communiste italien) : Rifondazione comunista. Ce parti, malgré sa phraséologie (parfois) radicale ne vise qu'à bien gérer le capitalisme. Que peuvent bien faire des révolutionnaires dans un parti pareil ?

En Grande-Bretagne, la Socialist Alliance regroupe une petite scission du PC britannique et une dizaine de groupes d'extrême gauche qui se combattent féroce­ment depuis des dizaines d'années. Par quel miracle ces gens aux positions si hétéroclites vont-ils pouvoir construire un parti sain et durable ? La plate-forme de la Socialist Alliance se livre à une critique utile de la politique des gouvernements conservateurs et travaillistes et propose également des revendications élémentaires fort justes. Mais lorsqu'on cherche comment et par qui ces revendications vont pouvoir être mises en œuvre on se trouve devant le flou artistique le plus total : un gouvernement plus démocratique, un contrôle démocratique de la population sur les institutions de l'État, bref une sauce social-démocrate radicale mais rien de plus.

Au Portugal, la situation n'est guère plus brillante. Trois groupes, un trotskyste, un ex-maoïste et une scission du PC portugais ont créé un Bloque de Esquerda qui a 2 députés au Parlement. On a du mal à comprendre ce que ces 3 tendances ont en commun. Notons cependant un minuscule point

positif : ces 3 groupes, dont 2 au passé ultra-stalinien, ont décidé d'une rotation régulière des postes de députés, rotation que LO et la LCR n'ont jamais évoquée au Parlement européen. Un oubli ?

Dans la période actuelle en Europe, on a l'impression que les groupes d'extrême gauche ont soif d'avoir rapidement et facilement accès aux médias et aux privilèges matériels que procurent les postes électifs. En clair, de profiter de la manne que la bourgeoisie leur dispense généreusement en puisant dans les poches... des contribuables. Il est symptomatique que la Socialist Alliance se batte pour que les syndicats britanniques ne financent plus seulement le Parti travailliste mais lui donnent des sous à elle aussi !!!

Quel est le lien entre ces préoccupations d'appareil et les luttes des travailleurs dans les pays concernés ? Aucun.

D'ailleurs, il serait intéressant, pour revenir à la France, que la LCR et LO nous présentent un bilan politique sérieux de leur activité de députés européens et de conseillers généraux. En dehors de l'argent qu'ils reçoivent de l'État français, quelle a été, pour la classe ouvrière ou même pour leurs électeurs, l'utilité réelle de leur élection ? Ces deux groupes sont étonnamment discrets sur l'efficacité supposée de leur action au sein des institutions bourgeoises. Serait-ce que cette efficacité a été nulle pour leurs électeurs — et spécialement pour les travailleurs ?

### **UNE VISION MANIPULATRICE AUX EFFETS DESASTREUX**

En fait, cette vision totalement instrumentale et électoraliste d'un rassemblement anticapitaliste ne fait l'impasse que sur un « détail » : si des milliers de personnes rejoignaient une telle structure, elles seraient, pour la plupart, rapidement dégoûtées des luttes internes impitoyables qui s'y dérouleraient. Et l'on reviendrait à la situation antérieure : la division en petits groupes concurrents et impuissants.

### **UNE AUTRE DÉMARCHE EST POSSIBLE**

Pourtant, une autre démarche est possible, même si elle paraîtra sans doute utopique. Ce serait :

— d'admettre des divergences fondamentales sur le long terme, et pas seulement sur le court terme ;

— de respecter les individus et les tendances qui défendent des positions opposées, c'est-à-dire de renoncer à les traiter de « petits-bourgeois », « centristes » et autres noms d'oiseaux, chaque fois qu'ils défendent une autre orientation que la sienne ;

— d'accepter la possibilité que les textes sacrés des fondateurs du marxisme n'apportent pas les réponses à toutes les questions ;

— d'admettre des expérimentations diverses fondées sur des principes différents.

En clair, il s'agirait d'un parti laboratoire, d'un parti en mutation, d'un parti qui ne serait pas pressé de trouver la pierre philosophale, la réponse « scientifique » à tous les problèmes.

Ce type de démarche romprait avec toutes les habitudes de pensée et d'action des organisations existantes. Il faudrait qu'elles se remettent profondément en cause, un peu à l'exemple de ce qui s'est passé dans l'extrême gauche italienne des années 70, sous la poussée des féministes... et qui a abouti à la disparition de tous les grands groupes gauchistes de l'époque.

Si les organisations d'extrême gauche veulent vraiment créer un nouveau parti de masse, il faut qu'elles fassent un choix très douloureux: cherchent-elles un énième raccourci pour arriver plus rapidement à créer un groupuscule plus gros ou ont-elles vraiment abandonné toute volonté d'hégémonie sur les autres groupes, sur le mouvement ouvrier et sur les mouvements sociaux ?

Mais la difficulté ne s'arrête malheureusement pas là. Si des milliers de nouveaux militants adhèrent demain au nouveau parti, auront-ils la capacité d'imposer une véritable démocratie interne ?

Aussi révoltés soient-ils, ils sont, comme nous tous, les produits d'une société où l'on est habitué à obéir, à déléguer à une minorité de prétendus spécialistes sa capacité de penser, de résoudre les petits et les grands problèmes, etc.

Auront-ils la volonté, après avoir passé leur journée à se battre contre leurs chefs, leurs patrons, voire leurs collègues, de s'affronter à leurs propres camarades de parti pour faire régner le respect mutuel malgré les divergences, mais aussi pour faire entendre leurs doutes et leurs préoccupations quotidiennes ?

La qualité des rapports humains est souvent considérée comme une question secondaire dans les organisations d'extrême gauche. Pourtant, si l'on veut construire un nouveau parti plus sain que les groupes existants, cela suppose que chacun se livre à une certaine remise en cause de ses habitudes de pensée, de discussion et d'action. Et cette qualité du climat interne sera un aimant tout aussi puissant que le programme qui, lui, sera forcément un peu fourre-tout.

Les organisations comme la LCR et celles qui prônent l'unité des révolutionnaires sauront-elles, comme le dit Olivier Besancenot, faire « du radical et du neuf » ? Choisiront-elles de stimuler l'esprit

critique, la tolérance, l'autonomie de pensée et d'action dans leurs rangs et chez ceux qui les rejoindront ? En clair, décideront-elles de faire passer les intérêts du mouvement avant ceux de leurs boutiques respectives ?

Telle est l'ampleur du défi qui nous attend, si l'on veut vraiment révolutionner la politique, donner une perspective à tous ceux qui se révoltent contre la misère et l'exploitation. Aussi, avant d'agiter l'espoir d'un parti unitaire, ne vaudrait-il pas mieux tenter de réfléchir à ces questions et y apporter quelques réponses ? Cela nous éviterait, à tous, d'amères désillusions.

### **POUR LE SOCIALISME ...OU POUR L'ELECTION DE DEPUTES ROUGES?**

Mais il faut pousser la réflexion plus loin que la simple constitution d'un regroupement plus gros, plus grand et sympathique que les organisations d'extrême gauche existantes. La proposition de la LCR de créer des forums de discussion pour créer un nouveau parti anticapitaliste est séduisante. Mais il serait bon de ne pas se limiter à établir un catalogue de réformettes et de revendications comme celles que l'on trouve dans les plate-formes électorales de l'extrême gauche.

Si des centaines de milliers de jeunes sont descendus dans la rue entre les deux tours, dans la confusion des drapeaux tricolores, des slogans et des banderoles de toutes sortes, c'est qu'ils avaient soif de politique. Et si tous étaient loin d'être révolutionnaires, il faut au moins leur parler un langage clair, ne pas se contenter de les attirer avec quelques bons mots contre les politiciens de droite ou de gauche.

Il faut poser ouvertement la question du socialisme — et en termes très concrets. Sur ce plan-là, force est de constater que les campagnes électorales du PT, de LO et de la LCR sont très pauvres.

Certes, il est utile d'expliquer qu'il faut défendre et même augmenter les retraites, le SMIC et les minima sociaux, ainsi que défendre la Sécurité sociale et les nationalisations des grands services publics (sans pour autant avoir et propager des illusions sur la différence entre une entreprise privée et une entreprise nationalisée, ni sur le capitalisme d'État qui continue encore à exploiter sans pitié les ouvriers et paysans en Chine, au Vietnam et à Cuba, par exemple). Il est indispensable de démolir toute la propagande sur l'insécurité, sur les prétendus dangers de l'immigration, sur le nécessaire renforcement des effectifs policiers, etc. Il est très positif de montrer que le mouvement de résistance au capitalisme a aujourd'hui une dimension militante internationale, quelle que soit la confusion

qui règne parfois dans ce type de mobilisations.

Par contre, il est sans intérêt ou totalement secondaire d'établir, comme le fait la LCR, tout un catalogue de réformes constitutionnelles pour se débarrasser de la Cinquième République (suppression du poste de président de la République, du Sénat et du Conseil constitutionnel, scrutin proportionnel, interdiction du cumul des mandats, statut de l'élu garantissant aux salariés du privé de retrouver leur emploi, etc.).

Ces réformatives ne changeraient rien aux conditions d'existence des travailleurs et des chômeurs qui empirent chaque année. Par contre, elles ont le grave inconvénient de polariser l'attention sur des questions mineures et des débats politiques.

Il est également très équivoque de faire croire que l'on pourrait voter une loi sur l'interdiction des licenciements, l'ouverture des livres de compte, etc., avec l'appui de quelques députés rouges, alors que de telles mesures ne pourraient être prises que dans une situation pré-révolutionnaire, voire par un pouvoir révolutionnaire.

Mais justement le PT, la LCR ou LO préfèrent parler un minimum du socialisme, parce que cela « ferait fuir les gens ». Pour la même raison, les groupes qui ont formé la Socialist Alliance en Angleterre ont, après d'âpres discussions, décidé de dissimuler une partie de leur drapeau dans leurs poches. Si les révolutionnaires se refusent à expliquer ce qu'est le socialisme, qui diable va donc leur en parler ?

Pourquoi avoir honte des luttes menées depuis 150 ans pour améliorer radicalement le sort des travailleurs au sein du système capitaliste, et pour préparer un nouveau mode de production, une nouvelle société où les producteurs gèreraient leur destin ?

Le socialisme, ce n'est pas une utopie conçue dans de beaux livres, ce n'est même pas la nostalgie de tel ou tel événement passé glorieux comme la Commune de Paris, la révolution russe, Juin 1936 ou Mai 68. Le socialisme, c'est un processus quotidien.

## LES FERMENTS DU SOCIALISME

Où, les ferments du socialisme, on peut les observer :

— chaque fois que les ouvriers, les employés arrêtent le travail, montrant ainsi que l'économie ne repose que sur leurs épaules ;

— chaque fois qu'ils élisent un comité de grève pour occuper leur entreprise, montrant ainsi qu'ils savent s'organiser démocratiquement et prendre eux-mêmes toutes les décisions concernant leur boulot et leur vie quotidienne ;

— chaque fois qu'ils résistent à l'augmentation des cadences, aux ordres des contremaîtres ou des chefs de bureau, remettant ainsi en cause la division du travail, les relations entre les dominants et les dominés ;

— chaque fois qu'ils combattent des discriminations racistes ou sexistes dans le travail, manifestant leur volonté de remettre en cause toutes les formes d'oppression ;

— chaque fois qu'un groupe de mal-logés ou de SDF occupe un logement vide, remettant ainsi en cause le droit de propriété ;

— chaque fois qu'un groupe de chômeurs réclame ses droits, et s'affronte aux bureaucrates ou aux flics ;

— chaque fois que des sans-papiers réclament le droit de rester et travailler dans tel ou tel pays, remettant ainsi en cause l'existence des frontières.

Encore faut-il le dire, le répéter, le démontrer, et ne pas avoir peur de brandir son drapeau rouge.

Un nouveau parti anticapitaliste devrait débattre et expliquer tout ce qui, dans les luttes d'aujourd'hui, rend possible et crédible l'avènement du socialisme, du pouvoir des travailleurs, de la gestion des entreprises et de la société par les producteurs eux-mêmes.

S'il ne fait pas de la propagande socialiste tous les jours, s'il ne montre pas quotidiennement pourquoi et comment le socialisme est possible, ce parti risque de servir de marchepied à quelques futurs députés ou conseillers municipaux qui, au mieux, prêcheront dans le désert d'assemblées dominées par les représentants des possédants, au pire se vendront pour un plat de lentilles, comme toute l'histoire du mouvement ouvrier en atteste depuis un siècle et demi.

Est-ce cela que nous voulons ?

Avoir quelques députés ou conseillers municipaux rouges, qui demain soutiendront la gauche officielle, voire participeront à un gouvernement super pluriel ?

Où désirons-nous un changement radical de société, quitte à ce que la perspective soit plus longue, moins rapprochée que telle ou telle échéance électorale secondaire ? (Y.C.)

# Voter les yeux fermés...

## Une curieuse conception de la démocratie

Entre les deux tours de l'élection présidentielle française de 2002, les médias de gauche ont lancé une gigantesque campagne de propagande en faveur du vote Chirac et contre l'abstention. Et le candidat de la droite a finalement été élu au deuxième tour. D'ailleurs comment aurait-il pu en être autrement ? Même si tous les électeurs de gauche et d'extrême gauche du premier tour (environ 10 millions) s'étaient abstenus, Chirac aurait quand même gagné haut la main, puisqu'au premier tour le « Corrézien » et les candidats de sa famille politique avaient obtenu presque 11 millions de voix et Le Pen/Mégret 5,2 millions de voix.

Pourtant le niveau d'hystérie contre Le Pen, hystérie soigneusement mise en scène et orchestrée, a atteint des sommets rarement égalés ; des centaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue entre les deux tours ; des associations qui ne s'étaient jamais prononcées sur des questions politiques ont appelé à se mobiliser et à voter contre « le fascisme » ; et les rumeurs les plus folles ont couru, la plus ridicule étant sans doute cette phrase faussement attribuée à Hitler et que Le Pen a, semble-t-il, piquée au maire de New York, en changeant seulement les deux derniers mots : « Je suis socialement à gauche, économiquement à droite et, plus que jamais, nationalement de France. » Elle aurait d'ailleurs tout aussi bien être prononcée par le général Boulanger, Charles Maurras ou... Jean-Pierre Chevènement, mais tous les moyens étaient bons pour faire croire aux électeurs que la France se trouvait dans une situation quasiment identique à celle de l'Allemagne en 1933.

Maintenant que le prétendu « séisme » politique a disparu aussi vite qu'il est médiatiquement apparu, on peut et l'on doit donc se demander pourquoi les partis de gauche, et même certains groupes d'extrême gauche comme la LCR, ont tellement grossi l'importance de cette élection, dont le résultat était de toute façon joué d'avance.

Durant cette campagne, toutes sortes d'arguments ont été avancés pour justifier le vote « républicain » en faveur de Chirac ou « antifasciste » contre Le Pen (où était donc la différence ?). Certains ont invoqué les prétendus enjeux exceptionnels de cette élection, d'autres dénoncé l'abstention dans toutes les situations politiques. Cet article essaiera de répondre aux principaux arguments lancés à cette occasion.

### LE SALON DU LIVRE ET BERLUSCONI

Avant d'aborder l'élection présidentielle française, il faut tout d'abord remonter quelques mois en arrière et évoquer le boycott des représentants du gouvernement italien au Salon du Livre, boycott organisé par une large coalition allant du PS au syndicat CNT de la culture et de la communication !!!

Certes, les manifestations qui eurent lieu en janvier 2002 ne regroupèrent que quelques dizaines de personnes et n'eurent aucun impact sur l'opinion publique. Mais l'argumentaire déployé contre Berlusconi et Sgarbi, son sinistre représentant à Paris, préfigurait curieusement celui employé contre Le Pen six mois plus tard. Comme si la tempête dans le verre de chianti du Salon avait servi de répétition générale au psychodrame grotesque de mai 2002. Le terme même de « honte », si fréquemment employé lors des manifestations contre Le Pen d'avril-mai 2002 et notamment le Premier Mai 2002 (« J'ai honte d'être français ») avait déjà été utilisé par des militants italiens lors du Salon du Livre (« *Vergona !* », criaient-ils devant les caméras de la télévision).

L'argumentation de nos antiberlusconiens reposait sur trois piliers particulièrement fragiles :

- une comparaison absurde entre Mussolini et Berlusconi,
- une présentation déformée des circonstances historiques de l'avènement du fascisme,
- et une pseudo-théorie de la « fascisation rampante » de l'Italie.

En effet, un certain nombre d'intellectuels affirment que l'Italie vit aujourd'hui dans un régime « pré-fasciste » et qu'un nouveau fascisme est en train de s'installer de façon insidieuse, sans que les Italiens s'en rendent compte, notamment grâce au contrôle exercé sur les médias par Berlusconi et grâce à l'épuration de la magistrature.

Lorsqu'on leur objecte que le fascisme dans les années 20 s'est imposé par une violence qui n'avait rien de symbolique, soit ils répondent avec aplomb que Mussolini est arrivé au pouvoir grâce aux élections (oubliant ainsi la Marche sur Rome et tout ce qui l'a précédée et suivie), soit ils accusent leurs critiques de perpétuer des schémas d'analyse « ringards » — anathème qui, à lui seul, dispense celui qui le profère de chercher le moindre argument à l'appui de sa « thèse ».

Ceux qui dénoncent l'avènement proche du fascisme en Italie pratiquent sciemment la désinformation. Il n'y a rien de commun entre un homme politique comme Berlusconi, aussi crapuleux soit-il, et Mussolini qui est parvenu au pouvoir après avoir mobilisé, pendant plusieurs années, des milices rassemblant des centaines de milliers d'hommes contre le mouvement ouvrier, en faisant un coup d'État et en établissant un régime de terreur contre la population.

En janvier 2002, au cours d'une interview sur la chaîne de télévision Arte, un écrivain italien a comparé les « *squadri* fascistes » (les chemises noires) qui ratonnaient et tuaient les militants ouvriers avec les « *squadri* d'aujourd'hui » (les journalistes, selon lui) qui procèdent au lynchage médiatique des intellectuels en désaccord avec eux.

Cet auteur a « oublié » de mentionner que si l'on tue des gens en Italie aujourd'hui, ce sont des immigrés anonymes, pas des journalistes ni des intellos de gauche — mais le sort des prolétaires étrangers n'intéresse guère la gauche parlementaire transalpine.

Mettre sur le même plan les passages à tabac, les meurtres, les emprisonnements arbitraires de l'époque mussolinienne et quelques articles ou déclarations diffamatoires, voilà justement le genre d'arguments qui ne convainc aucun Italien dont les parents ou les grands-parents ont connu la dictature fasciste et qui possède un minimum de culture historique.

Faut-il donc renoncer à dénoncer Berlusconi et ses magouilles ? Non, bien sûr, mais on doit faire preuve de rigueur et trouver des arguments solides. Ceux qui affirment que Berlusconi est un « assassin » et un « fasciste » ne convainquent personne. Ils renforcent plutôt le Condottiere en l'accusant de crimes qu'il n'a pas commis ou d'idées qu'il ne défend pas. Mieux vaudrait s'intéresser aux liens de Berlusconi avec la Mafia, et aux origines de sa vertigineuse ascension dans le monde des affaires puis de la politique.

Les intellectuels qui traitent Berlusconi de fasciste ou de « fourrier du fascisme », sont en général des individus cultivés, habitués à peser leurs mots lorsqu'ils écrivent. Ils croient sans doute efficace de manipuler l'opinion italienne et internationale en jouant sur les réflexes antifascistes. Malheureusement cela n'a pas marché en Italie (Berlusconi a été élu deux fois), et il faudrait peut-être se demander pourquoi... A moins de se consoler en pensant que plus de 50% des Italiens sont crédules, trompés ou irrécupérables, attitude qui n'est pas doute pas étrangère à une certaine élite qui combine souvent un antifascisme de salon avec un profond mépris pour les classes exploitées.

Berlusconi et ses alliés Dini et Bossi servent d'épouvantail à la gauche italienne, mais aussi à la gauche française, au fond pour la même raison : **TOUTES LES DEUX VEULENT FAIRE OUBLIER LEUR BILAN DESASTREUX AU GOUVERNEMENT.** Dans le cas du PS français qui est resté quinze ans au pouvoir, la pente est encore plus dure à remonter que pour les Démocrates de gauche (ex-staliniens italiens) et Rifondazione comunista (pseudo-scission de gauche des précédents).

## LES BOUCS EMISSAIRES DU PS

Aussi toute diversion est-elle bonne à prendre, comme en témoigne la façon dont les socialistes français ont instrumentalisé Le Pen et SOS Racisme (mais aussi l'absence de parité hommes/femmes, les conflits parents/profs, la « violence scolaire », l'« insécurité », l'« incivilité », et autres sujets de faux débats et de controverses biaisées). L'antifascisme tapageur du PS est d'autant plus choquant et répugnant que les dirigeants de ce Parti, de la guerre d'Indochine au Rwanda en passant par la guerre d'Algérie, ont beaucoup plus de « sang sur les mains » que Berlusconi n'en aura sans doute jamais.

Le premier tour des élections présidentielles a créé une situation particulière, dont le PS a essayé de tirer malgré tout profit en enfourchant le cheval de bataille de l'antifascisme afin d'éviter que les électeurs se posent la moindre question sur ses responsabilités dans la progression de l'extrême droite en France.

En appelant à voter Chirac au deuxième tour, le PS empêchait la droite de l'attaquer trop violemment puisque, grâce à lui, le seul Président de la Cinquième République à avoir ouvertement tenu des propos racistes sur les « bruits et les odeurs » des immigrés a pu se refaire une virginité et apparaître comme un antiraciste, un démocrate et un antifasciste sincère. Mais en appelant à voter Chirac, les partis de gauche ont renforcé la thèse favorite de Le Pen sur l'« establishment » qui s'arrangerait pour écarter le FN du Parlement alors que ce mouvement représente, sur le plan électoral, une force beaucoup plus importante que le PC ou les Verts — ce qui est malheureusement indubitable.

Pour justifier leur consigne de vote, les partis de gauche ont dû faire l'impasse sur toutes les magouilles financières auxquelles est mêlé le président de la République. De plus, ils ont voulu nous faire avaler que Chirac était viscéralement hostile à la personne de Le Pen (si c'est le cas, pourquoi alors se sont-ils rencontrés en cachette en 1995 ?) mais aussi à ses idées (si c'est vrai, pourquoi tolère-t-il dans son parti et dans sa majorité présidentielle autant d'hommes politiques qui tiennent des propos douteux sur l'immigration?).

Le Pen a fourni un bouc émissaire parfait pour éviter au PS d'expliquer les causes profondes de l'échec de Jospin.

Le PS n'avait commis aucune erreur. Si le FN se retrouvait au deuxième tour des présidentielles face à Chirac, et pas Jospin, c'était seulement la faute aux autres : aux 11 millions d'abstentionnistes ; aux médias qui affirmaient et continuent à affirmer d'ailleurs, avec raison, qu'il n'y a pas de différence fondamentale entre les programmes de la droite et de la gauche officielle, et que cela ne peut que renforcer l'extrême droite ; à la peur (comme si les socialistes eux-mêmes n'utilisaient pas l'arme de la peur, alors qu'ils sont à l'origine du tournant sécuritaire, raciste et anti-immigrés) ; aux intellectuels qui seraient devenus « élitistes » ; aux ouvriers qui seraient les seuls à être fascinés par les démagogues ; aux électeurs qui n'auraient pas compris le bilan positif de la gauche ; aux jeunes, que le PS découvre tout à coup, alors qu'il n'en avait rien à faire avant, etc.

En fait l'enjeu entre les deux tours des présidentielles n'était pas le résultat final (le PS savait parfaitement que Chirac allait gagner) mais le deuxième tour (si ce n'est le premier tour) des législatives de juin. Les socialistes ont dramatisé au maximum l'issue de la présidentielle pour pouvoir surfer sur cette vague jusqu'en juin et rester le parti majoritaire à gauche qui dicterait sa loi aux Verts et au PC.

Si le PS avait gagné les législatives de juin 2002 on aurait de nouveau eu droit à la cohabitation. Les 5 millions d'électeurs du FN auraient de nouveau eu l'impression (justifiée) qu'on les tenait pour quantité négligeable et méprisable, ce qui n'aurait fait qu'apporter de l'eau au moulin de Le Pen. Et le PS aurait continué à broder sur le thème de l'insécurité, cette fois en s'abritant derrière les « petites gens » ayant voté Le Pen.

Pourtant, le minimum, lorsqu'on fait de la politique, c'est d'assumer les conséquences de ses actes et de ses échecs. Le PS et les partis de la gauche plurielle n'ont eu ni ce courage ni cette dignité-là.

En votant les yeux fermés pour Chirac et en accusant tous ceux qui leur demandaient des comptes d'être des « fourriers du fascisme », le PS renouait également avec une vieille pratique dans le mouvement ouvrier, inaugurée par les partis staliniens puis reprise ensuite par tous les autres.

## LES DEUX FACES DE L'ANTIFASCISME

Toute personne sensée ne peut qu'être révoltée par la barbarie fasciste. Cependant, la question n'est pas seulement morale, elle est aussi politique. Et force est de reconnaître que l'« antifascisme » est une idéologie

équivoque, qui consiste à diviser l'humanité, les régimes politiques, les partis politiques en deux catégories uniques.

La dénonciation du fascisme permet de créer une ambiance émotive très forte, de diaboliser tous ceux qui ne pensent pas comme soi-même. Il n'y aurait, dans chaque situation historique, que deux camps. Toute position différente est assimilée au camp d'en face, et celui-ci « nazifié ». Les regroupements sont déjà constitués, les arguments fourbis, il ne reste plus qu'à voter, ou à se ranger aux côtés de ses potes, et surtout à ne se poser aucune question.

Bien sûr, l'antifascisme a aussi un côté sain: il prône certaines valeurs démocratiques élémentaires et rappelle que celles-ci ne sont pas acquises pour l'éternité. Mais cette idéologie a aussi ses limites, et ce sont ces limites qui nous intéressent ici.

Il y a quarante ans le MRAP, Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix, diffusait déjà des brochures dénonçant Le Pen, ses liens avec l'extrême droite fasciste et nazie, le côté pernicieux de ses arguments, son passé de tortionnaire en Algérie, etc. Le moins que l'on puisse dire c'est que ces explications, relayées ensuite régulièrement par la presse de gauche, n'ont eu aucune efficacité, puisque le Millionnaire de Saint-Cloud est passé de 0,5 % à 15 % aux élections. Cette propagande antifasciste était nécessaire et reste utile mais elle ne suffit pas.

La véritable source du succès de Le Pen ne réside pas dans de mauvais sentiments xénophobes ou racistes qu'il suffirait d'éradiquer ; le FN profite du chômage, des bas salaires et des difficultés matérielles de toutes sortes qui accablent une fraction de plus en plus importante des classes exploitées. Il profite aussi du désarroi causé par l'accélération de la construction de l'Europe politique et par les nouvelles formes de la mondialisation capitaliste. L'électorat du FN est imperméable à tous les discours pleins de bonnes intentions sur le racisme, tout comme il se méfie du patriotisme républicain que veut lui servir une partie de la gauche carriériste et des sociaux.

## **OUI MAIS QUAND MEME LA FRANCE EST LE PAYS DES DROITS DE L'HOMME ET DE L'INTEGRATION**

L'idéologie des droits de l'homme est un produit d'exportation très commode, qui permet aux représentants des classes dirigeantes françaises de faire la leçon à tous les autres États, qu'ils soient démocratiques ou non.

Malheureusement, elle n'a guère de conséquences sur le comportement des Français à l'intérieur de l'Hexagone. Tous les étrangers qui n'ont pas la peau blanche et le type « européen » ont fait, en s'installant en France, la même expérience et connu la même désillusion. Et ce phénomène est bien antérieur au moment où Le Pen et le FN ont commencé à avoir du succès aux élections. Les discours patriotards de certains des enfants d'Arméniens, de Polonais, d'Espagnols ou d'Italiens, dont les parents ont fait partie des vagues d'immigration précédentes et qui appartiennent aujourd'hui à de la classe politique ou médiatique, ne peuvent dissimuler la réalité.

Leurs parents ont d'abord été fort mal accueillis, victimes de brimades, de discriminations, de ratonnades, de campagnes de presse racistes, quand on ne les a pas parqués dans des camps comme ce fut le cas après la défaite de la République espagnole. Et, comme le disait un historien de l'immigration, on dispose des témoignages de ceux qui sont restés, qui se sont enracinés en France, mais on n'a jamais recueilli l'opinion des millions de travailleurs étrangers qui ont essayé de vivre en France et sont repartis en courant. En tout cas, ce qui est évident, depuis les années 50 et 60 c'est que les immigrés africains et nord-africains n'ont pas la cote auprès d'une partie de la population. Et ce rejet ne se limite pas à la première génération mais s'applique aussi aux enfants de la troisième génération.

Là encore, le patriotisme républicain est totalement déphasé par rapport à des jeunes et des moins jeunes qui valorisent autant leur communauté d'origine que la nationalité mentionnée sur leur carte d'identité. Les multiples campagnes anti-islamistes (mais sur le fond anti-musulmanes, voire tout simplement anti-arabes) n'ont rien fait pour arranger les choses, car le système politique français se révèle incapable de traiter avec égalité toutes les religions et tous les peuples sur son sol.

Quand des centaines de milliers de musulmans sont obligés de prier dans la rue, comme à Marseille, ou dans des hangars douteux parce que systématiquement les maires refusent des permis de construire pour des mosquées ; quand on met des bâtons dans les roues à une Union des étudiants musulmans alors qu'on ne se pose aucune question sur l'Union des étudiants juifs de France, ses positions politiques et ses liens avec l'État d'Israël, ces quelques indices ne trompent pas. Il y a deux poids, deux mesures. La « démocratie » française n'est pas capable de respecter véritablement les différences ethniques et religieuses : elle ne connaît qu'un modèle, l'assimilation autoritaire, modèle qui ne peut plus fonctionner dans le monde d'aujourd'hui. Comme le dit brutalement le comique Dieudonné dans un de ses sketches où il incarne le personnage d'un patron « social » : « L'intégration, je la pratique tous les jours. Je leur dis, à tous les immigrés qui travaillent pour moi : 'Il faut que vous intégrez que vous êtes de la merde pour les Français.' »

## **LE FASCISME SE RESUME-T-IL AU PROGRAMME DE LE PEN ?**

Contrairement à ce que beaucoup de journaux de gauche ont raconté pendant la campagne électorale, le fascisme n'est pas un catalogue de mesures réactionnaires, mais un mouvement social basé sur la terreur de masse et qui utilise cette terreur pour venir au pouvoir.

De plus, les principaux points du programme du Front national, pris séparément ou même tous ensemble, ne sont pas fascistes, mais seulement réactionnaires. Ils prônent le retour à un certain nombre de lois qui ont été appliquées dans l'histoire récente de la France, ou dans d'autres pays démocratiques, sans pour autant qu'ils basculent dans le fascisme.

Toute personne née en France en 1950 a vécu pendant environ trente ans dans un pays où existait la peine de mort, où l'avortement était interdit et puni d'emprisonnement, où les femmes mariées ne pouvaient pas avoir de compte en banque sans l'autorisation de leur mari, où le franc était la monnaie nationale, où le Parlement européen n'existait pas, où les homosexuels étaient persécutés par les flics, où les femmes violées ne pouvaient pas porter plainte en étant prises au sérieux, etc. La France n'était pas un pays fasciste, mais une nation au gouvernement à la fois autoritaire et très populaire (merci De Gaulle, nouvelle idole de la gauche nationale-républicaine!). Quant à l'expulsion des immigrés, la Suisse a chassé des dizaines de milliers d'entre eux à une période récente et personne, même dans l'extrême gauche, n'a crié au fascisme.

## **VERS DES REGIMES AUTORITAIRES ?**

Ce qui se dessine en Europe pour le moment n'est pas la montée du fascisme mais plutôt une restriction de l'espace démocratique, comparable à ce qui existe depuis toujours dans des pays comme les États-Unis, par exemple.

Bush a fait emprisonner 1 200 personnes après le 11 septembre. Un an plus tard, et bien que la justice américaine n'ait pas encore réussi à trouver des motifs d'inculpation sérieux (en dehors de questions de visa ou de séjour illégal), une minorité d'entre eux ont droit à 1 heure de visite par mois, sont maintenus en isolement 23 heures sur 24, etc. Quant à la majorité ils ont tout simplement « disparu » dans les prisons américaines ou ont été expulsés clandestinement. Dans un autre domaine, la suppression des aides sociales mise en place par Bush vise clairement les Noirs Américains et notamment les jeunes filles des ghettos qui sont mères célibataires avant 18 ans, etc. Il s'agit de mesures dangereuses, racistes, réactionnaires, mais qui n'ont rien à voir avec le fascisme.

De même, les mesures de Berlusconi contre l'immigration, les discours sur la prétendue supériorité de l'Occident, le démantèlement de la magistrature, les lois qui favorisent la criminalité en col blanc, etc., sont certes des mesures réactionnaires mais elles n'ont rien de fasciste.

Forza Italia, le parti de Berlusconi qui gouverne avec les racistes de la Ligue du Nord et les post-fascistes à peine repentis d'Alliance nationale, appartient au même groupe parlementaire européen que les partis de droite qui soutiennent Chirac. Et la répression de la manifestation de Gênes, même si elle a été accompagnée d'injures, de coups et de références au passé fasciste de la part de certains policiers italiens, fait partie des « bavures » traditionnelles dans les États démocratiques face à des manifestants violents. A Göteborg aussi il y a eu un mort et personne n'a expliqué que la Suède était un État fasciste (pourtant sa police est gangrenée par une extrême-droite raciste et en plus nostalgique du nazisme).

## **NE SERAIT-IL PAS JUDICIEUX DE RENDRE LE VOTE OBLIGATOIRE COMME EN BELGIQUE ?**

Les élections sont totalement déconsidérées dans les pays de vieille tradition démocratique et ce n'est pas le fait de les rendre obligatoires qui les rendrait plus populaires ou plus efficaces. Les socialistes français le comprennent bien puisqu'ils ont créé des conseils de quartier. Ils se sont enfin aperçus qu'ils étaient complètement coupés de la population, et depuis leur échec de mai-juin ils essaient désespérément de renouer avec leur électorat à travers ces conseils.

Mais si la crise économique qui dure depuis 25 ans continue, si le chômage ne diminue pas massivement, il est fort probable que se généraliseront des régimes autoritaires, plébiscités par des peuples qui ne veulent surtout pas se mobiliser, s'intéresser à leurs propres affaires, mais avoir des représentants auxquels ils ne demanderont aucun compte et qu'ils rejeteront, comme des enfants gâtés capricieux, aux prochaines élections, pour voter pour le candidat aux idées opposées.

Les ex-électeurs de droite ou de gauche qui votent aujourd'hui pour Le Pen agissent en consommateurs de la politique, ils font des caprices et ne prêtent aucune attention ni aux idées ni aux programmes.

Mais à qui la faute ? Qui a dépolitisé complètement les débats au nom de la « fin des idéologies » ? Qui s'est acharné à faire de la surenchère sécuritaire ? Qui a refusé de mettre en œuvre un programme concret, de prendre des engagements précis et chiffrés, de donner des explications politiques claires ?

### **VOTER LES YEUX FERMES, AVEC UNE PINCE SUR LE NEZ, DES GANTS EN PLASTIQUE, ETC. ?**

Il est caractéristique que personne ne se soit même posé la question de demander à Chirac un engagement minimum de sa part. Les partis de gauche n'ont même pas voulu en discuter car ils avaient déjà décidé qu'ils étaient impuissants à changer ou exiger quoi que ce soit.

Pourtant ceux qui croient à l'efficacité du bulletin de vote, aux engagements électoraux, à la sincérité des candidats en lice auraient pu poser au moins trois conditions avant de se précipiter vers les urnes. Ils auraient pu exiger que Chirac s'engage :

- 1) à ne plus jamais faire alliance avec le FN, comme la droite le fait régulièrement, dans les conseils généraux ou régionaux et à l'occasion de certaines législatives;
- 2) à cesser d'utiliser l'amalgame insécurité = immigrés;
- 3) à exclure de son parti, ou des partis qui le soutiennent, tous les dirigeants politiques qui tiennent des propos ambigus sur les immigrés et l'insécurité (Gaudin, Madelin, Poniowski, Baladur, Pasqua, Griotteray, Juppé, Fillon, Soisson, et j'en passe).

A ces conditions, et même si les promesses n'engagent souvent que ceux qui les croient, un vote Chirac aurait pu avoir un sens « démocratique » minimum.

En fait les électeurs de gauche qui ont voté Chirac ont voulu voter pour avoir la conscience tranquille et ne plus entendre parler du Front national. Malheureusement ce mouvement est toujours là, et cette dernière élection a même apporté une sinistre révélation supplémentaire. La relève est prête : Marine, la fille de Le Pen, Aryenne aux yeux bleus, a du bagout, de la répartie et sait jouer dans tous les registres, exactement comme Papa. Ceux qui misaient sur le vieillissement du Chef en sont pour leurs frais.

### **LA DEMOCRATIE SE REDUIT-ELLE AUX ELECTIONS ?**

Heureusement, la vie politique démocratique ne se réduit pas aux élections et surtout pas aux magouilles électorales. Il existe mille autres façons de se faire entendre. La démocratie, ce n'est pas seulement voter tous les cinq ans pour un type auquel on donne un chèque en blanc.

Dans l'histoire de la France, tous les acquis importants se sont d'abord joués dans la rue, par des manifestations, des grèves, voire dans certains cas des affrontements armés. A commencer par le suffrage universel masculin (après 1789) et le suffrage féminin (après la Résistance). Et la limitation de la durée légale du travail, les retraites, les congés payés, la création de la Sécurité sociale, etc. Aucune réforme importante en France n'a été l'œuvre d'un groupe de députés éclairés qui avait un projet de réformes sociales importantes et a réussi à les faire passer par le seul suffrage universel.

Si l'on considère les quelques réformes qui ont été adoptées sous Mitterrand (de la libéralisation de l'avortement aux radios et télé « libres » en passant par les lois contre le viol, le harcèlement sexuel ou pour

le respect des homosexuels, par exemple), aucun de ces changements n'aurait eu lieu sans de longues luttes extraparlimentaires. Le suffrage universel n'est qu'un des aspects de la démocratie et ce n'est pas le principal.

### **OUI, MAIS QUAND MEME LA DEMOCRATIE EST UN BIEN PRECIEUX. REGARDE, DANS LES PAYS DU TIERS MONDE...**

Justement, parlons-en de ces fameux pays du tiers monde qui envieraient tellement « notre » démocratie. Prenons le cas du Venezuela, où la démocratie est si fragile depuis 1958. Toute personne ayant passé quelques mois dans ce pays avant l'arrivée au pouvoir de Chavez constatait que, s'il existait des élections libres, les éléments les plus importants de la démocratie eux étaient fort peu développés : la liberté d'opinion, la liberté de presse, la liberté de réunion, le droit de grève, le droit d'association, toutes ces libertés fondamentales n'étaient ni respectées ni vraiment l'enjeu de luttes politiques importantes.

Par contre, le peuple a voté pendant plus de 25 ans (jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Chavez) un coup pour les « blancs » (les sociaux-démocrates), un coup pour les « verts » (les sociaux-chrétiens), ce qui assurait aux partisans du camp vainqueur des milliers de boulots mais aucune amélioration solide et à long terme.

Et les événements récents (tentatives de coup d'Etat, grèves déclenchées par les patrons, etc.) montrent bien que, même élu avec 60 % des voix, un Président aussi modéré que Chavez a les mains liées face à l'infime minorité des propriétaires fonciers, des capitalistes, des hauts fonctionnaires qui n'acceptent pas que l'on puisse envisager éventuellement de rogner un millionième de leurs privilèges matériels et sociaux.

### **CEUX QUI ONT REFUSE D'APPELER A VOTER CHIRAC ONT-ILS FAIT LA POLITIQUE DU PIRE COMME LE PC ALLEMAND FACE A HITLER ?**

La comparaison avec l'Allemagne n'a aucun sens. Ceux qui prônaient la politique du pire à l'époque (le PC allemand) pensaient (ou prétendaient) qu'une révolution armée allait renverser le fascisme et ils avaient certaines raisons de le croire. Ils vivaient dans un pays où la social-démocratie s'était appuyée sur l'armée pour massacrer l'extrême gauche. Rien à voir avec la France de 2002.

Aujourd'hui, en France, les électeurs abstentionnistes (dont la majorité auraient voté à gauche d'après les sondages) et les 10 % qui ont voté pour l'extrême gauche ne sont pas des partisans de l'action armée. On ne voit pas des milices armées de gauche et de droite défilier et s'affronter dans les rues. Il n'y a pas des millions d'anciens combattants qui ont eu une expérience récente et traumatisante de la guerre. La France ne croule pas sous le poids de réparations qu'elle ne peut pas payer. Elle n'est pas amputée d'une partie de son territoire par une armée d'occupation étrangère. Des émeutes n'éclatent pas dans toute la France. Nous ne sommes pas en 1932 en Allemagne.

### **QUELLE LEÇON TIRER DE LA CAMPAGNE DE LA GAUCHE POUR CHIRAC ?**

Le principal résultat du vote de la gauche pour Chirac a été de renforcer l'autorité du président de la République et indirectement des partis qui l'appuient, permettant à ceux-ci de préparer un nouveau train de mesures anti-ouvrières et antipopulaires. En clair, ce vote a donné un petit vernis de légitimité à un individu (Chirac) et à un régime (la Cinquième République) qui en avaient bien besoin. Quant au MNR, au FN et à Le Pen, ils sont toujours là, même s'ils n'ont eu qu'un député élu et leurs idées n'ont malheureusement pas reculé d'un pouce dans la population française.

L'essentiel reste à faire. Et pour cela il ne faudra surtout pas compter sur le PS et les partis de la gauche plurielle qui, lors de leur long passage au pouvoir, ont été incapables d'enrayer la montée du chômage, les vagues de licenciements collectifs, la hausse des prix et les spéculations financières en tout genre qui ont aggravé les conditions de vie de la majorité de la population.

Yves Coleman

# Pour un bulletin de traductions

**« Le communiste moyen, qu'il soit fidèle à Trotsky ou à Staline, connaît aussi peu la littérature anarchiste et ses auteurs que, disons, un catholique connaît Voltaire ou Thomas Paine. L'idée même que l'on doit s'enquérir de la position de ses adversaires politiques avant de les descendre en flammes est considérée comme une hérésie par la hiérarchie communiste. » (Emma Goldman)**

Au moment où l'Europe tente de réaliser son unification politique, les divisions linguistiques, politiques et culturelles sont encore suffisamment fortes pour entretenir l'isolement entre les militants de différents pays.

Certes le capitalisme repose aujourd'hui sur des multinationales, les États possèdent de multiples structures de dialogue et de confrontation, les possédants et les technocrates utilisent la visioconférence, mais le mouvement ouvrier semble encore très en retard par rapport à ses adversaires.

A l'heure où la prétendue lutte contre la mondialisation a le vent en poupe, force est de constater que l'isolement national se perpétue dans les luttes de classe. Malgré Internet, les voyages militants à Seattle, Gênes, Göteborg, Barcelone ou Porto Alegre, et la multiplication des chaînes de télévision, le flux d'informations qui circulent n'a, en fait, que peu d'incidences sur la vie quotidienne, les pratiques des groupes existants et les luttes des travailleurs dans chaque pays. C'est un tel constat pessimiste qui nous incite à vouloir créer ce bulletin. Mais c'est aussi la conviction qu'une autre attitude est possible face au riche patrimoine politique et théorique qui existe à l'échelle internationale.

Pour débloquer la situation, toute une série de conditions seraient nécessaires, conditions qui ne sont pas liées à la simple volonté de ceux qui rejettent absolument cette société et toute solution de rafistolage. Mais nous pourrions au moins commencer par discuter et réfléchir ensemble autrement.

Dans les milieux d'extrême gauche, en effet, on débat rarement dans le but d'avancer, d'apprendre des autres « camarades », qu'ils militent en France ou dans d'autres pays. Il s'agit surtout de « (con)vaincre » son interlocuteur, de le coincer, de le dominer. Il n'est pas vraiment utile de connaître les positions de son vis-à-vis, toujours perçu comme un « adversaire ». Un petit vernis politicien et un bon bagout suffisent largement à la tâche.

Non seulement on est fier de son ignorance, mais on la théorise : les autres groupes ne diraient rien d'essentiel, ils feraient tous le jeu du réformisme ou de la bourgeoisie ; ce serait d'obscurs intellectuels souvent carriéristes, toujours confus ; la situation dans telle ou telle région du globe serait trop différente ; les autres organisations seraient « activistes », « ouvriéristes », « syndicalistes », etc. Le stock d'anathèmes et de faux-fuyants est inépuisable. Pourtant la réflexion politique et théorique n'avance pas du même pas, suivant les États et les continents, et — ne serait-ce qu'à ce niveau — les échanges devraient être fructueux.

Malheureusement, chaque groupe se contente d'un petit « capital » de références qui, avec les ans, non seulement ne s'accroît pas mais s'amenuise régulièrement.

Plus grave encore : l'indifférence à la réflexion ne se limite pas aux questions dites « théoriques ».

Elle concerne aussi la réalité des luttes ouvrières, des pratiques syndicales ou extra-syndicales dans d'autres pays. Lorsque des centaines de mil-

liers d'ouvriers portugais ont occupé leurs usines en 1974-1975, qu'ils ont essayé de les gérer eux-mêmes, il ne se s'est trouvé que fort peu de militants pour se mettre à leur écoute et les soutenir efficacement. Certains ont fait le voyage jusqu'au Portugal ou se sont précipités sur les différents journaux militants pour avoir des « nouvelles ». Mais toute leur attention était centrée sur le groupuscule ou le parti qui allait grossir le plus vite, voire qui allait prendre le pouvoir. Résultat, les travailleurs portugais ont dû se dépatouiller tout seuls avec leurs problèmes. On pourrait établir la même constatation à propos de l'Iran au moment de la prise de pouvoir par Khomeyni (où l'agitation ouvrière ne fut presque jamais évoquée), de Solidarnosc, des grèves ouvrières dans la Russie de Poutine, sans parler de l'Argentine ou du Venezuela actuels.

Dans tous les cas, on a l'impression que seuls comptent les discours des possédants et les récits dithyrambiques des « victoires » minuscules des groupuscules ou des partis politiques. Les luttes des travailleurs, les formes originales d'organisation qu'ils créent, tout cela passe à la trappe — à l'exception de quelques revues confidentielles qui s'en font l'écho. Et l'incompréhension est encore aggravée par le fait que, les rares fois où on les interroge, les militants ont souvent du mal à synthétiser leur expérience et qu'ils adoptent, sans le vouloir, un langage de politicien ou de commentateur, qui affadit la valeur de leur témoignage.

A notre échelle, nous ne sommes évidemment pas en mesure de renverser une telle situation. Mais nous pouvons poser quelques infimes jalons, notamment en traduisant des textes théoriques et politiques classiques qui ont formé des générations de militants dans d'autres pays et ne sont jamais parvenus jusqu'à nous, ainsi que des textes plus récents, liés à l'actualité.

Quels seront nos critères de choix ? Tout d'abord la lisibilité. Ce qui exclut les commentaires verbeux, les sempiternelles et vaines exégèses de textes sacralisés. Nous ne sommes pas opposés aux polémiques, mais à condition qu'il ne s'agisse pas de diatribes sectaires et stériles. L'objectif n'est pas de rassurer, de ronronner, mais d'apprendre quelque chose. Nous puiserons dans les traditions marxistes, libertaires, ou autres, sans exclusive. A condition que leurs auteurs soient mus par une saine révolte contre toutes les formes d'oppression et d'exploitation.

Nous souhaitons éveiller la curiosité, le sens critique. Nous voulons sortir des carcans mentaux et idéologiques imposés par de longues années d'isolement. Rien ne nous est plus étranger que le patriotisme, y compris sa variante étriquée : le patriotisme d'organisation. Le célèbre : RIGHT OR WRONG, MY PARTY (Qu'il ait tort ou raison, c'est mon parti et je défends sa ligne et ses frontières) a montré ses aspects catastrophiques pour tous les aspects du mouvement d'émancipation.

Ce minuscule bulletin essaiera, en tâtonnant, de provoquer la réflexion et l'échange, en ces temps d'apathie et de désintérêt pour les idées, et de peur de la discussion. Il présentera des positions différentes voire contradictoires, avec la conviction que de ces textes, anciens ou récents, peut naître un dialogue fécond entre les hommes et les femmes qui prétendent changer le monde.

Enfin, ce bulletin se prononcera aussi sur la situation française puisqu'il paraît dans ce pays. Notre contribution à la clarification politique consistera à rappeler quelques principes et à mettre en évidence les conceptions, à notre avis erronées, qui sous-tendent les schémas d'interprétation les plus courants.

## **LISTE DES TRADUCTEURS ET REMERCIEMENTS :**

— Les 2 textes de Trotsky ont été publiés dans les *Oeuvres* éditées par les Éditions de documentation internationale sous la direction de Pierre Broué, qui nous a aimablement autorisés à les reproduire ici.

— Le texte de Loren Goldner est reproduit ici avec l'accord de l'auteur.

— Celui de Chris Harman a été traduit par Hassan Berber et est reproduit ici avec l'accord du traducteur.

— Les 4 textes d'Emma Goldman et celui de Mike Martin ont été traduits par Yves Coleman.

Toute reproduction de ces textes est soumise à l'autorisation des personnes mentionnées ci-dessus.

**BUREAU DES PUBLICATIONS,  
MINISTRE DE L'INTERIEUR,  
COMMISSION PARITAIRE  
ET  
BIBLIOTHEQUE NATIONALE :**

Démarches en cours.

**COMBIEN CA COÛTE ?**

Le coût de fabrication de 100 exemplaires de 134 pages est de 477 €, soit 4,7 € l'exemplaire : (355€ pour l'impression, 70 € pour le papier, 33€ pour les couvertures couleur et transparentes et 19€ pour les baguettes de reliure ... sans compter l'amortissement de la machine à relier dont le prix d'achat est de 328 €.) Ce qui explique le prix de ce bulletin, les libraires retenant 30 % du prix de vente et le coût d'un envoi par la poste étant de 2,3 €. Nous tiendrons nos lecteurs informés des ventes de chaque numéro et des frais engagés pour leur fabrication.

## *Ni patrie ni frontières* N° 2 Décembre 2002 **FAMILLE, MARIAGE ET MORALE SEXUELLE**

**Chris Crass** : Biographie de Voltairine de Cleyre. — **Chris Crass** : Traditions américaines et défi anarchiste. — **Voltairine de Cleyre** : De l'action directe (1912). Voltairine de Cleyre : « Le mariage est une mauvaise action » (1907). **Lindsey German** : La famille aujourd'hui (1989) **Wendy McElroy** : La nouvelle mythologie du viol et son utilisation politique. **Arturo Peregalli** : Femme, famille, morale sexuelle. PCI (1945-1970).

ACTUALITE. **Chris Crass** : Discussion avec des militants anti-guerre aux Etats-Unis. — **Maxwell Teixeira da Paula** : Mouvement des sans-terre au Brésil (2000) — **Nicolas (Cercle social)** : Paradis fiscaux, néoréformisme et rôle de l'Etat. **Guy Fargette** : Principes du verbalisme radical (1989). — **Yves Coleman** : Limites de l'antisionisme (2)

## *Ni patrie ni frontières* N° 3 — Mars 2003 — **Que faire contre les guerres ?**

### **PREMIERE PARTIE : GUERRE, PATRIOTISME ET PACIFISME (textes classiques)**

**Emma Goldman** : Le patriotisme, une menace contre la liberté (1911) (*inédit*). **Pierre Kropotkine** : La guerre (1912). Extraits de *La science moderne et l'anarchie*. **Emma Goldman** : L'alerte préventive conduit tout droit au massacre universel (1915) (*inédit*). **Le Manifeste des seize** (1916). **La déclaration anarchiste de Londres. Réponse au Manifeste des 16** (1916). **L'Internationale anarchiste et la guerre** (1916) **Errico Malatesta** : Réponse au Manifeste des 16 (1916) **Léon Trotsky** : Le pacifisme, supplétif de l'impérialisme (1917) **Léon Prouvost** : Révolutionnaires et quakers devant la guerre (1924) **Léon Trotsky** : La guerre et la Quatrième Internationale (1934) (extraits) **Biographie de Barthélemy De Ligt** (Extrait du site **Éphémérides anarchistes**) **Barthélemy De Light** : Le problème de la guerre civile (1937) **Léon Trotsky** : Après Munich une leçon toute fraîche. Sur le caractère de la guerre prochaine (1938) (*extraits*). (69) — Réponse à des questions concernant les Etats-Unis (1940) (*extraits*) (72). — Manifeste de la Quatrième Internationale sur la guerre impérialiste et la révolution socialiste mondiale (1940) (*extraits*)

### **DEUXIEME PARTIE : GUERRES DU GOLFE, IMPERIALISME ET PACIFISME** **Articles sur l'Irak**

**Rhodri Evans** : Irak, trajectoire d'un Etat (article traduit de la revue *Workers Liberty*) **Fédération internationale des Ligues des droits de l'homme** : extraits de deux rapports. « Irak : une répression intolérable, oubliée et impunie » (2001) (88) et « Irak : une épuration ethnique continue et silencieuse » (2002) **Fabrice Sacher** : Contre la guerre (2003) Article paru dans *A contre courant* N° 3, février 2003 **Fédération anarchiste** : Irak, pétrole et géopolitique (2002) **No pasaran** : Guerre à la guerre (2001)

### Tracts contre la guerre

**Mouvement communiste** : La guerre et la paix armée sont deux moments étroitement liés du capitalisme (mars 2003) **Oiseau-Tempête** : — Pacifistes, encore un effort ! (février 2003) (107) — Le capitalisme, on peut pas s'y faire. Le pacifisme, on peut pas s'y fier. (février 2003) **BIPR** : On n'empêche pas la guerre sans abattre le capitalisme (février 2003). (110) — Irak, pétrole, sang et classes (2002) **CNT-FA-No pasaran** : Contre toutes les guerres, contre toutes les armées, agissons, désobéissons (février 2003) **Scalp-Reflex** : Le capitalisme c'est la guerre ! (février 2003)

### Débats : alliances et divergences au sein du « mouvement antiguerre »

**Adriano Sofri** : A Bagdad, le liberté (février 2003) : Un bain de haine chauvine (février 2003) **Guy Fargette** : Faiblesse des forces « antiguerre ». (2001) (122) — Misère de l'antiguerre en Europe (2002) (123) — Débats stratégiques aux États-Unis (2002) (125) — Faut-il confondre « choc » et « conflit » ? (2003) **Colin Foster** : Treize questions sur le terrorisme, l'intégrisme et l'anti-impérialisme (octobre 2001) (extraits d'un article traduit de la revue *Workers Liberty*) **Yves Coleman** : A propos des discours automatiques contre la guerre et l'impérialisme. Certitudes et questions (février 2003) **Ernest Halberkern** : Les causes profondes de l' « affaire Lerner » (mars 2003) **Eric Krebbers et Jan Tas** : Amsterdam, avril 2002. La plus grande manifestation antisémite depuis 1945 (article traduit du journal libertaire hollandais *De Fabel van de illegaal*). **Eric Krebbers et Jan Tas** : Comment éviter quelques pièges antisémites (article traduit du journal libertaire hollandais *De Fabel van de illegaal*) **Chedid Khairy** : Un titre et une illustration problématiques (février 2003) (article de *Solidal*) **Sacha Ismail** : Qu'est-ce que la Muslim Association of Britain ? (article traduit de *Solidarity*). **Temps critiques** : La guerre n'est plus le moteur de l'histoire (mars 2003). **Solidarity** : Soutenons les peuples d'Irak (février 2003) **Clive Bradley** : Les travailleurs irakiens peuvent-ils changer le régime ? (février 2003) **Clive Bradley** : Comment Saddam est parvenu au pouvoir (février 2003) **Answer** : Liste *partielle* des interventions de l'armée américaine à l'intérieur comme à l'extérieur des États-Unis de 1890 à 1999

## Ni patrie ni frontières n°4 – Juin 2003

### ETATS, NATIONS ET GUERRE

**Santiago Parrano** : Hors-jeu international et jeu internationaliste

**Joao Bernardo** : Etat Restreint, Etat Élargi et corporatisme (premier chapitre de *Transnationalisation du capital et atomisation des travailleurs*)

**Clive Bradley** : — Hypothèses sur l'évolution de la situation en Irak.

**Colin Foster** : La guerre contre l'Irak était-elle liée au conflit entre le dollar et l'euro ?

**Temps critiques** : L'unité guerre-paix dans le processus de totalisation du capital

**Philippe Bourrinet** : La question nationale yougoslave

**Loren Goldner** : Multiculturalisme ou culture mondiale ?

### Textes classiques

Victor Serge : La pensée anarchiste

Itinéraires militants (1) :

Des JSU à Air France (première partie)

### Limites de l'antisionisme (3)

- *Pour les naïfs et les sceptiques* : photos de la presse hollandaise sur la manifestation antisioniste et antisémite d'Amsterdam du 19 juillet 2002
- *Bêtisiers sioniste et antisioniste.* — Misère de l'antisionisme. — A propos du livre de Finkelstein et de la crapuleuse expression de « Shoah Business »
- *Lettre ouverte à la CNT-Vignoles* (29 mars 2003)... — Réponse du Bureau confédéral de la CNT-Vignoles... — Plus fort que Spiderman et Batman réunis ! Comment j'ai distribué « par force » un tract dans le cortège de la CNT-Vignoles
- **Manuel Abramowicz** : La guerre des mots, le retour des nazis ?
- **Eric Krebbers et Jan Tas** : Dix façons de lutter contre l'antisémitisme et d'isoler les racistes
- **Yves Coleman** : Contre tous les nationalismes. — Pour l'internationalisme prolétarien. — Que se cache-t-il derrière le slogan de la destruction d'Israël ?
- Réactions de lecteurs aux textes sur l'antisémitisme et l'antisionisme parus dans le N°3 de *Ni patrie ni frontières*
- **Fédération anarchiste** (Lyon) : Palestine : pour un fédéralisme internationaliste

### Débats

**Guy Fargette** : Quelques réponses à propos de Huntington

### Actualité

\* **Réduction du temps de travail = augmentation de l'exploitation ! A propos de Renault Flins** (texte de *Mouvement communiste*)

\* Sur la question des retraites et la situation sociale en mai-juin 2003

— *Merci aux abstentionnistes du 21 avril 2002 (Le Crépuscule du XX<sup>e</sup> siècle)*

— *Retraites : Halte à l'intoxication du gouvernement et du patronat (Fraction de Lutte Ouvrière)*

— *Vive la grève ! A bas le PPA (Pas lu pour lire)*

# ABONNEMENT ET CONTACT

*Ni patrie ni frontières* coûte 7,5 euros l'exemplaire. Si vous souhaitez recevoir les 3 numéros suivants vous pouvez envoyer un chèque de 23 euros, les 6 numéros suivants un chèque de 45 euros (à l'ordre de Yves Coleman) ou bien la même somme en timbres. Si vous désirez collaborer à notre bulletin, émettre des critiques ou des propositions vous pouvez écrire à :

yvescoleman@wanadoo.fr

ou :

Yves Coleman (*sans autre mention*)  
10, rue Jean-Dolent  
75014 Paris  
Téléphone : 01 45 87 82 11.

**Prix : 7,5 euros**